

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PROCÉDURE DE L'INTERDICTION

ÉTUDE ANALYTIQUE ET CRITIQUE
DE LÉGISLATION FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mercredi 29 octobre 1913, à 1 heure 1/2

PAR

ROBERT TOUCHARD

AVOCAT A MAMERS

Président : M. ALBERT TISSIER

Suffragants : { M. PLANIOL, professeur.
 { M. WEISS, professeur.

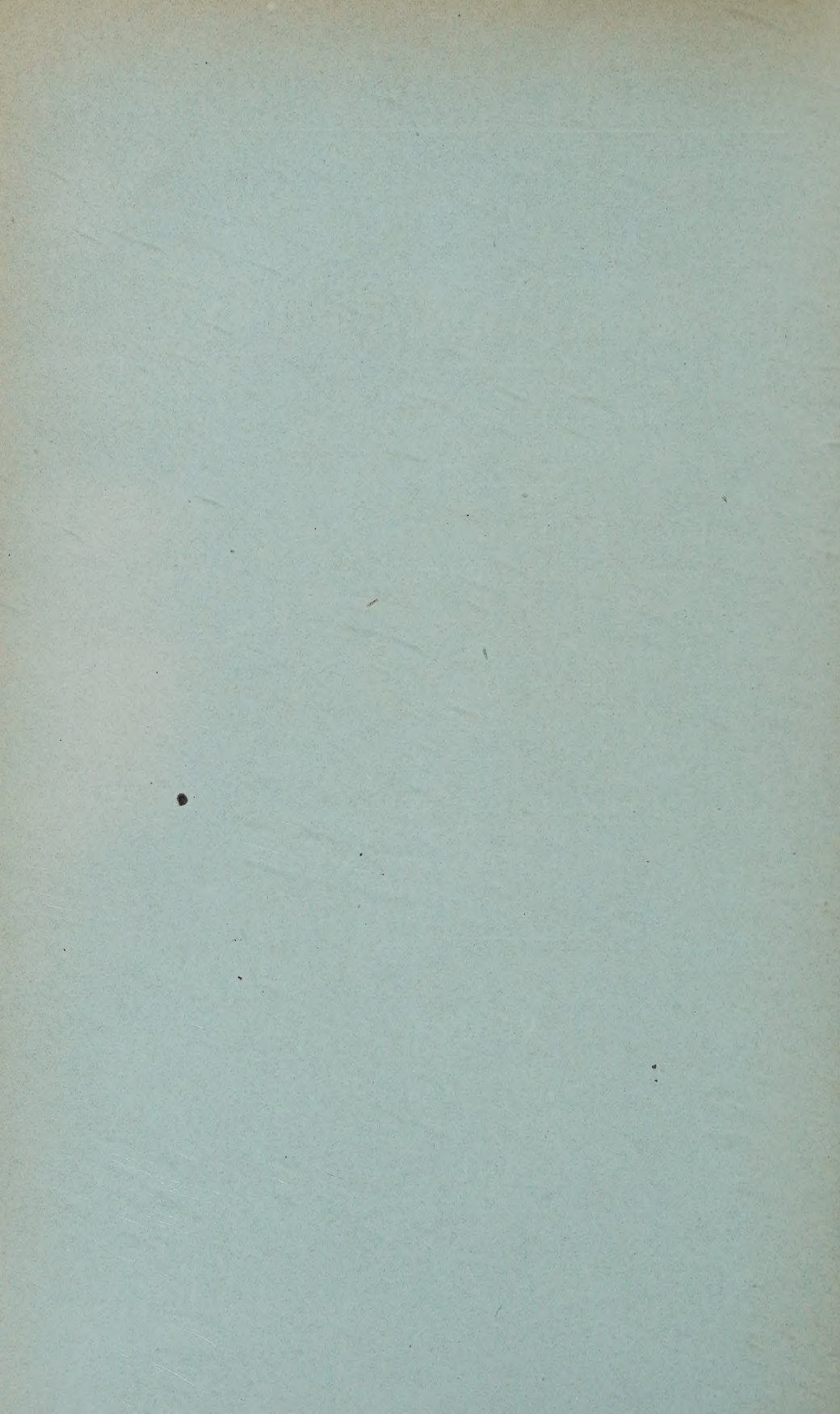
PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PROCÉDURE DE L'INTERDICTION

ÉTUDE ANALYTIQUE ET CRITIQUE
DE LÉGISLATION FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mercredi 29 octobre 1913, à 1 heure 1/2



PAR

ROBERT TOUCHARD

AVOCAT A MAMERS

Président : M. ALBERT TISSIER

Suffragants : { M. PLANIOL, *professeur.*
 { M. WEISS, *professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'interdiction est, en soi et par ses conséquences, une mesure infiniment grave, qui prive celui qui en est frappé de l'administration de ses biens et souvent lui enlève la liberté de sa personne. Elle frappe un majeur dans sa capacité civile pour le mettre au rang du mineur et même dans une situation inférieure : c'est une conséquence fatale de la folie que le législateur a dû prévoir et réglementer. Elle imprime à l'interdit une sorte d'humiliation, humiliation plus profonde que celle qui atteint le prodigue, et elle rejaillit, par la force des choses, par l'effet des mœurs et des préjugés sociaux, sur la famille, qui est indirectement touchée dans sa considération.

L'interdiction est donc une mesure capitale à laquelle on ne se résout à recourir qu'en dernier ressort ! Elle met en jeu trois intérêts distincts : l'intérêt social, lorsque la folie a atteint un degré tel que le malade doit être considéré comme un individu dangereux ; l'intérêt de la famille, qui a le droit et le devoir de s'intéresser à la conservation de la santé et du pa-

trimoine du dément ; l'intérêt enfin du malade lui-même, incapable de pourvoir à la direction de sa personne et de son patrimoine, mais dont la faiblesse d'esprit doit, d'autre part, être protégée contre toute idée de spéculation de la part de parents sans scrupule, qui ne verraient, dans la déchéance imprimée à l'un des leurs, qu'un moyen de recueillir plus tard des biens qu'ils voient déjà leur échapper.

De tous ces intérêts, le plus respectable est, sans contredit, celui de l'individu contre lequel est dirigée la demande d'interdiction. Il faut frapper, il est vrai, mais il faut le faire à coup sûr et apporter, dans l'examen d'une affaire aussi délicate, toute l'impartialité, toute la sagesse, toute la prudence que comporte pareille décision.

Le législateur a fait crédit aux magistrats qui sont choisis et que leurs connaissances du droit mettent à l'abri de tout soupçon. Mais, ici, les connaissances juridiques n'ont qu'un rôle effacé : l'observation, la connaissance de l'âme, l'art de scruter, ont plus de poids sur la décision à intervenir que l'érudition juridique la plus éprouvée. Aussi, imbus de l'idée éminemment louable d'éviter toute erreur possible, redoutant qu'elle puisse se produire un jour, les rédacteurs du Code ont-ils employé tous leurs efforts à la rendre, sinon impossible, du moins exceptionnelle.

A cet effet, ils ont, avec un soin jaloux, avec une

sûreté de raisonnement où perce la crainte de l'erreur, réglé point par point, étape par étape, incident par incident, la marche que doit régulièrement suivre la procédure destinée à prononcer contre une personne la pire déchéance civile qui la puisse atteindre.

Et combien sensée et profonde doit paraître la phrase de Treilhard au Corps législatif, dans son exposé des motifs qui est un modèle du genre: « De toutes parts, disait-il, s'élève un cri violent contre la complication des formes. Hé, sans doute, il faut que les formes soient simples, mais, pour simplifier les formes, gardons-nous bien de les détruire (1). » Et, plus loin, complétant sa pensée, il s'écriait: « Dans une nation nombreuse et puissante, il doit s'élever une foule de contestations et de contestations compliquées. Il faut, par conséquent, des juges instruits, probes, laborieux, *surtout il faut, dans les procès, une marche fixe qui ne permette pas l'arbitraire dans l'instruction, parce qu'il serait bientôt suivi de l'arbitraire dans le jugement* (2). »

A quelle matière, sinon à la nôtre par-dessus tout, peuvent plus justement s'adapter ces paroles pondérées et irréfutables, irréfutables car, plus l'affaire à juger est épineuse, plus l'attention des juges doit être retenue, et plus la procédure doit leur rappeler

(1) Exposé des motifs, LOCRÉ, t. VII, p. 3.

(2) *Ibid.*, p. 5.

qu'ils ont à remplir une tâche délicate entre toutes, puisque de leur sentence doit dépendre l'incapacité d'un individu.

Nous ne nous payons pas de mots : non, pas plus que les rédacteurs du Code civil se sont illusionnés sur la gravité de la décision à prendre, et ils se sont dit que les garanties de la défense doivent être d'autant plus assurées, que l'atteinte à porter à la personnalité juridique du défendeur sera plus grande.

Il ne faut donc pas être surpris si, dès avant la rédaction du Code de procédure civile, nous voyons poindre cette préoccupation, qui a fini par se traduire en des dispositions spéciales du Code civil visant, par anticipation, les mesures essentielles à prendre pour mettre en tutelle un fou, un dément ou un simple d'esprit.

Et notons bien que ce souci de régler, sur-le-champ et avant la réglementation générale de la procédure, la question de l'interdiction, ce souci l'a préoccupé lors de l'élaboration des textes qui touchaient à l'état et à la capacité des personnes. En matière de déclaration d'absence (art. 115 à 119, liv. I, t. IV) (1), en matière de divorce (art. 234 à 295, liv. I, t. VI) (2)

(1) Le titre IV a été décrété le 24 ventôse an XI (15 mai 1803) et promulgué le 4 germinal an XI (25 mars 1803).

(2) Le titre VI a été décrété le 24 ventôse an XI (21 mars 1803) et promulgué le 4 germinal an XI (25 mars 1803).

ou de séparation de corps (art. 306 et suiv.), les rédacteurs du Code civil se sont empressés, en prévision des procès à venir, d'indiquer les règles fondamentales et obligatoires auxquelles devaient, sans préjudice de toutes autres mesures à édicter par le Code de procédure civile, être soumis tous les litiges qui porteraient sur l'une quelconque de ces questions destinées à appeler un changement profond dans l'état et la capacité civile des personnes, dans leur situation de famille et dans le règlement et l'administration de leurs intérêts pécuniaires.

L'interdiction, nous l'avons dit, n'a pas échappé à ce principe, dont le législateur de 1803 s'est fait une ligne de conduite, et c'est dans les articles 489 à 501 du Code civil (livre I, t. XI) (1), reproduits et complétés par les articles 390 à 397 du Code de procédure civile (2^e partie, liv. I, t. XI) (2), trois ans plus tard, qu'il a condensé toutes les formalités à remplir pour aboutir au jugement d'interdiction.

Ce sont ces articles qui font l'objet de notre thèse.

Ce serait un leurre de supposer que, dans la rédaction claire, en apparence tout au moins, où ils sont conçus, ils sont à l'abri de toute critique, et que, dans leur simplicité, ils ont solutionné toutes les questions

(1) Décrété le 8 germinal an XI (29 mars 1803) et promulgué le 18 germinal de la même année (8 avril 1803).

(2) Décrété le 22 avril 1806 et promulgué le 2 mai de la même année.

qui peuvent se greffer et qui se greffent sur leur application pratique. L'examen approfondi, auquel nous allons nous livrer, va, au contraire, nous démontrer péremptoirement qu'au détour de la plupart de nos articles, naît une difficulté qui met aux prises la doctrine et la jurisprudence, quand, au sein même de la doctrine ou de la jurisprudence, ne naissent pas, à propos de la même question à résoudre, des systèmes d'interprétation diamétralement opposés.

Nous devons, dès lors, nous attendre à voir surgir, dans notre matière, une foule de difficultés qui ont leur source première dans la concision des textes qui, dans un sujet où tout doit être réglé d'une façon mathématique, se sont contentés d'énumérer un à un les actes de procédure applicables à l'interdiction sans en déterminer la portée exacte. Le législateur de 1803 est excusable, car son but était de tracer à grands traits les lignes principales de la procédure, en abandonnant aux rédacteurs du Code de procédure civile le soin de compléter, avec plus de détails, toutes les contingences. Persuadés de la clarté suffisante des dispositions du Code civil, les rédacteurs de 1806 n'ont pas prévu que la rédaction à laquelle ils se livraient eux-mêmes ne donnerait pas satisfaction aux exigences de la pratique, et ils ont abandonné aux interprètes — doctrine et jurisprudence — la mission de solutionner, à la lumière des principes généraux

du droit, tous les cas douteux : là gît peut-être leur erreur ; là se trouve, en tous cas, la source des difficultés que nous aurons à résoudre.

En effet, l'exposé des principes, leur mise en jeu et leur appropriation aux espèces variées qui se présentent dans la pratique vont nous montrer jusqu'à quel point les rédacteurs du Code de procédure civile ont eu tort de ne pas délimiter, à propos de chacun des actes de la procédure d'interdiction, et la qualité de ceux qui ont le droit de les faire, et le délai, et la forme, et l'effet de chacun d'eux. Au-devant de combien de controverses ne fussent-ils pas allés s'ils avaient paré à toutes les incertitudes d'application que leur silence a provoquées !

Nous devons, de suite, avouer que nous n'avons, en entreprenant l'étude de la procédure d'interdiction, aucune prétention de faire une œuvre originale : le sujet ne s'y prête pas, et puis ce que de certains appellent, à tort du reste, « l'aridité de la procédure », s'oppose à l'édification de systèmes qui ne rentreraient pas dans le cadre général du Code. La question est intéressante, mais elle est simple : elle se présente comme telle, et c'est avec simplicité qu'elle doit être traitée.

Nous l'étudierons donc avec le plus de clarté possible, en essayant de jeter quelques rayons de lumière sur les points que le législateur a laissés dans

l'ombre et nous suivrons, pour plus de méthode, le plan qu'il s'est dressé à lui-même, c'est-à-dire que, pas à pas, acte par acte, nous parcourrons cette procédure spéciale.

A dessein, et dans un but de simplification, nous faisons abstraction des aliénés, qui font l'objet de dispositions spéciales, en ce sens qu'ils peuvent être internés dans des asiles privés ou dans des établissements publics désignés par la loi du 30 juin 1838. Nous n'avons pas à nous occuper de cette catégorie de personnes qui, la plupart du temps, ne sont pas interdites et jouissent d'un statut légal particulier, tant que dure leur internement. Nous n'avons pas à étudier leur capacité, pas plus que nous n'étudions celle des interdits. Mais, il est bien entendu que si ces internés, soit par mesure administrative, soit sur une demande d'admission émanant d'un parent ou d'un ami, ou du malade lui-même, ne doivent pas nécessairement être l'objet d'une interdiction, il se peut qu'une telle demande soit dirigée contre eux, et alors la procédure suivant laquelle cette demande doit être intentée suit les mêmes errements que la procédure ordinaire de l'interdiction appliquée à un malade libre ou soigné à domicile. Nous n'aurons donc de point de contact avec cette catégorie de déments que sur ce terrain seul.

D'un autre côté, procédant par élimination, nous

laisserons de côté la procédure d'interdiction des mineurs, émancipés ou non. Outre que c'est, en doctrine, une question controversée que celle de savoir si les mineurs, de l'une ou de l'autre catégorie, peuvent être interdits, comme les majeurs, nous nous verrons forcés, si nous admettons, avec la jurisprudence et la majorité des auteurs, que l'interdiction peut les frapper, de leur appliquer intégralement les règles de la procédure ordinaire, sauf sur un point incident : celui de la mise en cause du tuteur ou du père ou de la mère du mineur ordinaire et de celle du curateur du mineur émancipé. Ce sont des incidents de procédure qui sont solutionnés suivant les règles particulières de la procédure dirigée contre ces incapables. Nous ne nous en occuperons donc pas spécialement, au cours de nos explications, non plus que de l'interdiction des femmes mariées, même si le mineur et la femme mariée étaient demandeurs dans l'instance de procédure. Toutes ces questions sont vidées conformément au droit commun.

Nous nous placerons, en définitive, dans l'hypothèse, prévue par nos textes, d'une demande d'interdiction régulièrement intentée contre un majeur et suivrons toute la procédure depuis l'acte introductif d'instance jusqu'à la décision finale, jugement de première instance ou arrêt de la Cour d'appel, qui prononce l'interdiction.

Voici quelle sera l'économie de notre thèse, à laquelle nous consacrons trois chapitres :

Dans un premier chapitre, qui sera bref, nous rechercherons comment et par quels procédés, avant la promulgation du Code civil, était réglementée la mise en interdiction des faibles d'esprit : quelques mots sur le droit romain auquel, quoi qu'on en pense, il est toujours bon de se reporter, puis un aperçu général sur notre ancien droit et la jurisprudence des Parlements suffiront pour nous fixer sur les garanties plus ou moins grandes que donnait la procédure à celui dont on provoquait l'interdiction.

Dans un second chapitre, le seul sur lequel nous nous étendrons assez longuement, nous nous livrerons à l'examen analytique et détaillé des textes actuellement en vigueur. A cet effet, il est logique de déterminer, au seuil de cet examen, les personnes qui jouent un rôle actif dans l'instance et le tribunal qui doit connaître de l'action. Nous y consacrerons quelques données essentielles, puis nous diviserons nos explications en quatre parties.

La première partie comprendra l'étude de la procédure d'interdiction, depuis l'ouverture de l'instance par la requête adressée au président du tribunal civil jusqu'à l'appel de l'affaire à l'audience publique du tribunal : elle comportera, en réalité, l'examen de

toute la procédure préliminaire aux débats et qui a un caractère secret.

Nous subdiviserons cette première partie en six sections, dont chacune correspondra aux actes de procédure ou aux mesures d'instruction obligatoires ou facultatives qui doivent ou peuvent être faites ou prises dans la première période du procès. Elles ont trait successivement : 1° à la requête adressée au président du tribunal ; 2° à l'examen de l'affaire par le tribunal siégeant en chambre du conseil ; 3° à l'avis du conseil de famille ; 4° à l'interrogatoire du défendeur à l'interdiction ; 5° à la nomination d'un administrateur provisoire ; et, 6° enfin, à l'enquête.

L'étude approfondie de chacun de ces actes de procédure nous révélera une foule d'incertitudes sur la solution desquelles la doctrine et la jurisprudence sont souvent en désaccord. Nous les indiquerons en ayant soin de préciser où, dans ces controverses, vont nos préférences.

La seconde partie du chapitre II sera consacrée à l'examen de la procédure en audience publique et des débats. Nous serons aux prises avec les mêmes difficultés d'interprétation et tâcherons de démêler les solutions les plus juridiquement satisfaisantes.

Mais tout ne se termine pas devant les tribunaux de première instance. Il faut songer que l'appel est possible, et même il est bon de constater que l'intérêt

des parties en cause est tel que, rarement, les jugements ne sont pas déférés par l'une ou par l'autre à la Cour d'appel : les nombreuses décisions de nos Cours d'appel sur la matière en font foi. Aussi serons-nous entraînés, par la logique, à suivre la procédure d'interdiction devant la Cour d'appel.

L'examen de la procédure d'appel sera immédiatement précédé de l'étude de l'opposition aux jugements par défaut rendus par le tribunal civil de première instance et sera suivi de celle des voies de recours extraordinaires contre les jugements rendus en dernier ressort ou contre les arrêts de la Cour d'appel. Le pourvoi en cassation, la tierce opposition, la requête civile et la prise à partie seront sommairement étudiés. Les voies de recours constituent la troisième partie de notre chapitre.

La quatrième partie embrassera l'examen de la publicité nécessaire organisée tant par nos Codes que par la loi du 16 mars 1893 et le décret d'administration publique du 9 mai suivant.

Enfin, nous clôturerons le chapitre II par un rappel sommaire de la procédure de mainlevée d'interdiction.

Le chapitre III n'aura pas l'ampleur du précédent. Nous avons pensé qu'un coup d'œil jeté sur quelques législations étrangères serait de mise dans cette étude,

en ce sens qu'il est intéressant, sans se livrer à une étude de législation comparée, de reproduire sommairement la procédure suivie à l'étranger, dans cette matière de première importance qu'est l'interdiction. Nous dirons donc quelques mots des législations étrangères qui se rapprochent de la nôtre, en nous attardant davantage, mais toujours sans amples développements, sur la procédure d'interdiction suivie par les nouveaux Codes suisse et allemand.

Enfin, nous arriverons au terme de notre travail et, dans un chapitre final, après un examen critique de la législation et des réformes possibles, — si tant est que nos Codes en comportent dans leurs dispositions essentielles ! — nous verrons les modifications contenues dans le projet de revision du nouveau Code de procédure civile, déposé sur le bureau de la Chambre en 1894 par le gouvernement, qui, aucune suite n'y ayant été donnée à cette époque, reprit son projet en 1898, sans plus de succès du reste. Nous nous poserons la question de savoir s'il est nécessaire ou opportun de supprimer, comme le demande certain public peu versé dans les choses du droit et de la procédure, des formalités qui sont la garantie de la bonne administration de la justice, ou s'il n'y a pas lieu, et dans quelles limites, de simplifier les formalités actuellement en vigueur.

La question est délicate, mais nous essaierons de la discuter et de la résoudre avec le plus d'impartialité possible et avec le respect dû à l'intérêt général et aux garanties des particuliers.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE SOMMAIRE SUR LA PROCÉDURE D'INTERDICTION A ROME ET DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Si loin qu'on remonte et qu'on pénètre dans l'histoire des peuples civilisés, on se trouve en face de dispositions législatives dont le but est la protection des fous et des simples d'esprit. Les Romains n'ont pas échappé à cette nécessité sociale. Chez eux, il est vrai, vainement rechercherait-on une institution qui ressemble à notre tutelle : elle n'entrait pas dans le concept juridique de la protection de cette catégorie d'incapables, car la tutelle, à Rome, n'avait pour but que de parer à des incapacités normales, attachées à la minorité ou au sexe. Les incapables accidentels, fous, prodigues, mineurs de 25 ans, étaient simplement pourvus d'un curateur.

Ainsi que le fait remarquer M. Girard (1), la cura-

(1) *Manuel élémentaire de Droit romain*, 5^e édit., 1911, p. 224.

telle du fou était le corollaire de l'incapacité naturelle produite par la folie. « La nature même, dit-il, frappe le fou d'une incapacité qui, par la force des choses, s'étend à tous les actes, mais qui, d'ailleurs, venant directement et exclusivement de la nature, se règle exclusivement sur la folie, *commence avec elle sans décision judiciaire, finit avec elle, sans plus de décision judiciaire, et, si la folie est intermittente, s'interrompt avec elle, à chaque intervalle lucide.* »

La loi des XII Tables n'a légiféré qu'en faveur du *furiosus* que (sans entrer dans la discussion classique relative à la ligne de démarcation qui sépare celui-ci du dément ou *mente captus*) (1) nous considérons comme un aliéné sujet à des intervalles lucides. Elle les place sous la curatelle des agnats les plus proches, ou, à leur défaut, des gentiles : la curatelle va aux successibles et est instituée dans leur intérêt plus que dans celui du *furiosus*. « *Si furiosus essit, ast ei custos non essit, adgnatum gentiliumque in eo pecuniaque ejus potestas esto* », dit le § 5.

C'est donc une curatelle légale, qui durait ce que durait l'état de folie, qui était suspendue pendant les intervalles lucides et s'éteignait avec le recouvrement de la raison. Le curateur rendait, dans les deux cas,

(1) V., à ce sujet, ACCARIAS, t. I, n° 167, et AUDIBERT, *Nouvelle Revue historique du Droit*, p. 300 et suiv., et *Etudes sur l'Histoire du Droit romain*.

des comptes, suivant les règles admises en droit commun.

Les romanistes français estiment que le *mente captus* ou dément, atteint d'une folie inguérissable, avait, à un moment donné, attiré l'attention du préteur, qui l'avait gratifié d'un curateur datif, et qu'au surplus, les effets de l'incapacité étaient identiques aussi bien pour le *furiosus* que pour le *mente captus*. Dans l'un et l'autre cas, il suffisait d'un décret du magistrat pour donner ouverture à la curatelle.

En tous cas, ce qu'il est possible d'affirmer, c'est qu'il n'existait pas d'instance contentieuse, dans le sens moderne du mot : les textes, du moins, non plus que les auteurs, n'y font la moindre allusion.

La mise en curatelle était, à ne pas s'y méprendre, un acte de juridiction gracieuse. Et si, par imagination, on se transporte dans la société romaine, nul doute que cette procédure n'offrit autant de garanties que notre procédure actuelle, en apparence si compliquée. L'organisation de la famille, la solidarité entre tous ses membres, le caractère sacré se rattachant aux fonctions d'un magistrat qui était en contact direct avec les justiciables, tout cela constituait un faisceau de bonnes raisons pour ne recourir qu'à bon escient à la curatelle.

Le décret donnant ouverture à la curatelle était provoqué, soit par les parents de l'aliéné, soit, à leur

défaut, par des amis qui présentaient une demande que, dans notre langage juridique moderne, nous qualifions de requête à fin d'interdiction. Le prêteur, saisi de la demande, vérifiait l'état mental de celui qui était taxé de folie, et si les apparences de la folie justifiaient son intervention, il décrétait la curatelle des parents, ou nommait, le cas échéant, en l'absence de ces derniers, un curateur au fou.

Les formes étaient donc réduites à leur plus simple expression et, s'il est admis que le retour à la raison relève, de plein droit, le fou de son incapacité, on comprend aisément qu'il n'ait pas fallu recourir à une procédure spéciale de mainlevée de la curatelle. Dès que la raison réapparaissait, l'incapacité disparaissait et le curateur était tenu, de par la loi, de rendre compte de sa gestion (1). En somme, autant d'intervalles lucides manifestes, autant de mainlevées automatiques successives ! Les pouvoirs du curateur étaient, même après la loi des XII Tables, éteints par la survenance d'un intervalle lucide jusqu'à l'époque de Justinien et, depuis cet empereur, l'arrivée d'intervalles lucides suspendait ses fonctions.

Il y a là un caractère propre à la législation romaine et qu'il importait de faire ressortir : la curatelle du fou n'avait pas la continuité absolue de notre

(1) D. L., 38, t. 3, loi 4, § 3.

tutelle d'un aliéné interdit. L'incapacité était naturelle et suivait l'évolution de la folie, tandis que, chez nous, l'incapacité est artificielle et prend son point de départ dans le jugement d'interdiction pour se terminer dans le jugement de mainlevée. La loi française, en d'autres termes, contient, en ce qui touche l'incapacité de l'interdit, les mêmes dispositions que renfermait la législation romaine sur l'interdiction du prodigue. Et l'on peut dire qu'actuellement, il ne reste qu'une seule situation juridique analogue à la romaine, au point de vue de l'incapacité du fou : c'est celle des aliénés non interdits, dont l'incapacité naturelle commence avec la folie et prend fin avec elle, et qui subsiste, suivant l'expression de M. Girard, « avec sa supériorité logique et aussi avec les complications corrélatives qu'elle présente au point de vue de la preuve » (1).

Au surplus, et avec les mêmes caractères et les mêmes effets, les deux curatelles, légitime et dative, avaient fini par se confondre sous Justinien et les curateurs étaient toujours nommés par le magistrat (2). La procédure avait conservé la simplicité des formes primitives, qui n'ont rien de commun avec les législations actuelles, ainsi qu'il sera démontré au cours de notre étude. Dès maintenant, et tout en faisant à

(1) GIRARD, *ibid.*, p. 224, note 5.

(2) *Institut*, I, 23, § 4.

la législation romaine la concession d'être, au point de vue philosophique, plus logique que la nôtre, il ne faudrait pas en conclure qu'elle fût préférable : non, car la législation française est beaucoup plus conforme à l'intérêt de l'interdit et aux intérêts mêmes des siens et de la société en général, comme notre procédure, plus compliquée, plus méticuleuse, plus formaliste, en un mot, offre plus de garanties dans la sincérité des jugements en matière d'interdiction.

Cependant, la loi romaine, tout en laissant à un seul magistrat le soin de se prononcer sur l'interdiction, avait pris soin de prémunir le préteur contre la précipitation d'une sentence. C'est ce que rappelle Merlin dans son *Répertoire* : « Que le préteur se garde bien de mettre quelqu'un dans les liens d'une curatelle légèrement, et sans la plus grande connaissance de cause (1). » Cet avertissement a bien sa source dans la simplicité de la procédure et dans le manque de garanties personnelles fournies par la loi à celui dont l'interdiction était demandée.

En était-il de même dans notre ancien droit, où la procédure n'était qu'usage et pratique, où on ne la trouvait ni formulée dans des Codes, ni discutée dans les livres, où elle n'avait, en définitive, ni principes fixes, ni marche uniforme, où l'instruction des af-

(1) MERLIN, *Rép.*, v^o « Introduction », p. 490, édit. de 1827.

faïres se faisait rapidement et où les juges ne semblaient pas jouir d'une réputation d'absolue intégrité, s'il faut en croire des auteurs comme Loyseau et Michel de l'Hospital, dont le nom et le talent en imposent par leur science juridique ?

« Celui qui est aujourd'hui juge d'un village, écrivait Loyseau, qui vivait vers la fin du xvi^e siècle et le commencement du xvii^e, est demain greffier d'un autre ; puis sergent en un autre ; et encore, en un autre, il postule pour les parties. Et ainsi, vivant ensemble et s'entre-entendant, ils se renvoient la pelote, ou, pour mieux dire, la bourse de l'un à l'autre, comme larrons en foire. »

Et Michel de l'Hospital, surenchérissant, disait :

« Cette sorte de gens, la plupart desquels n'avaient d'autre but que de faire multiplier, prodiguer et immortaliser les procès, ne trouvaient jamais mauvaise cause, excepté quand ils avaient une pauvre partie qui n'avait pas moyen de fournir aux frais ou qu'ils avaient épuisé ses biens jusqu'aux moelles (1). »

Lorsqu'on trouve, sous la plume de jurisconsultes qui ont une telle autorité, des doléances aussi vives, des protestations aussi acerbes, traduites en des termes aussi violents, sans aller jusqu'à prendre à la lettre, sans aucune restriction, leur opinion sur les or-

(1) V. ces citations dans BOUTARD et COLMEL D'AGGE, *Leçons de procédure civile*, édit. 1854, t. I, p. 2.

donnateurs de la justice, dans notre ancien droit, on doit bien reconnaître que ces plaintes n'étaient pas platoniques et qu'il y a eu, dans la façon dont la justice était rendue, des abus flagrants et de gros abus ! Ils sont d'autant plus regrettables lorsqu'ils ont leur reflet direct sur la capacité civile d'une personne qu'ils dépouillent de l'administration de son patrimoine. Oui, il y a eu des abus dans ce sens, et il suffirait, pour s'en convaincre, de lire les nombreux édits et ordonnances qui, et dans leur préambule, et dans leur texte, ont essayé de les réprimer : 1363, 1367, 1391, 1457, 1563 sont des dates qui font époque dans l'histoire de la procédure civile française, jusqu'à la fameuse ordonnance de Louis XIV sur la procédure civile, dont l'examen, instructif au premier chef, déborderait du plan de travail que nous nous sommes imposé.

Cela signifie-t-il, d'une façon absolue, qu'il n'existait aucunes règles générales présidant au prononcé des sentences judiciaires ? Nous ne le pensons pas : la coutume, surtout dans les affaires d'interdiction, avait jeté certaines bases uniformes, déterminé les cas où la procédure pouvait être intentée, ainsi que la marche du procès et les effets de la sentence. Il n'existait aucune réglementation uniforme de toutes les phases du procès d'interdiction, mais les grandes lignes en avaient été tracées de bonne heure. En réalité,

les abus provenaient davantage des juges et de la compréhension qu'ils avaient de leur rôle que de tous les principes et les règles du droit qu'ils avaient mission d'appliquer.

On peut dire qu'au xvii^e siècle, la procédure d'interdiction avait acquis une certaine perfection, et nous allons essayer de démontrer l'évidence de cette proposition, en faisant appel au témoignage de quelques jurisconsultes de l'époque. Nous choisirons, de propos délibéré, trois d'entre eux qui, après l'examen auquel nous nous sommes livrés, semblent avoir, avec le plus de précision possible, résumé la marche que devaient suivre les procès d'interdiction, et nous recourrons à Domat (1625-1696), à Claude de Ferrière, avocat au Parlement, fils lui-même d'un grand jurisconsulte, qui vivait un peu plus tard (1680-1750), et enfin au grand Merlin, dont la science juridique n'est pas à rappeler !

Domat (1) dit que les insensés sont ceux qui sont privés de l'usage de la raison après l'âge où ils devraient l'avoir, soit par un défaut de naissance ou par accident. Et comme, dit-il, « cet état les rend incapables de tout engagement et de l'administration de leurs biens, on les met sous la conduite d'un curateur ».

Comment le curateur était-il désigné ? Domat nous

(1) *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, édit. 1777, liv. prélim., t. II, sect. I : « De l'état des personnes par nature », art. 11, p. 11.

dit bien que tous les tuteurs, qu'ils soient nommés par le père ou la mère du mineur, ou appelés par leur proximité, ou qu'ils soient autrement choisis, doivent être confirmés en justice par le juge de la tutelle du mineur, qui est celui de son domicile (1). Mais, au titre des curateurs, il se montre plus explicite : après avoir déclaré qu'on ne donne de curateur qu'à l'insensé majeur, il dit que la démence d'un majeur doit être prouvée en justice, pour éviter « qu'il y eût feinte de la part de celui qui paraîtrait insensé ou que, par quelque autre intérêt, d'autres personnes supposassent une démence contre la vérité ».

Déjà, à cette époque, celui qui était argué de folie était interrogé en chambre du conseil « devant Messieurs » (2) et, après l'interrogatoire, le tribunal désignait un curateur, dont la fonction durait tant que persistait l'état de démence. On avait même prévu le cas où un dément était sujet à des intervalles lucides et décidé que le curateur n'exerçait sa fonction que pendant la démence et cessait de l'exercer dans les intervalles où la raison était bien rétablie. Toutefois, la charge du curateur durait pendant toute la vie du dément pour éviter de faire à chaque rechute une nouvelle nomination (3).

(1) *Ibid.*, liv. II, t. I, sect. I, n° 11, p. 133.

(2) *Ibid.*, p. 145, n° 3.

(3) Домат, *ibid.*, p. 145, n° 7.

En réalité, c'est la reproduction de la thèse de Justinien, aux termes de laquelle les pouvoirs du curateur étaient intermittents et, comme tels, frappés de suspension pendant la période concordante aux intervalles lucides.

De son côté, Claude de Ferrière nous dit que l'interdiction, dans l'ancien droit, qui s'appliquait aussi bien au prodigue qu'à l'insensé, n'était prononcée par le juge qu'en conséquence d'un avis des parents (1). Elle devait nécessairement être fondée sur une juste cause et prouvée. Les causes d'interdiction étaient plus étendues que de nos jours : la prodigalité était mise sur le même pied que la faiblesse d'esprit et la démence proprement dite.

Les personnes âgées ou que quelque infirmité grave empêchait de vaquer à leurs affaires pouvaient, elles-mêmes, provoquer leur interdiction, comme elles pouvaient en demander la mainlevée.

La procédure était introduite par requête adressée au juge ordinaire, dans laquelle on exposait le fait motivant la demande d'interdiction. Le juge rendait une ordonnance en vertu de laquelle on assignait les parents pour donner avis, duquel était dressé procès-verbal.

Les parents n'avaient pas le droit de se faire repré-

(1) V. *Nouveau Ferrière ou Dictionnaire de Droit et de Pratique*, par D'AGAR, édit. an XIII, t. II, v^o « Interdiction », p. 411.

senter à la délibération, et, chose curieuse, qu'a supprimée notre Code civil, ils ne délibéraient qu'après avoir fait comparaître et entendu celui dont l'interdiction était demandée.

L'ancien droit connaissait également la formalité préalable de l'interrogatoire : c'était une obligation qui s'imposait au juge d'entendre et d'interroger le prétendu dément, soit au siège du tribunal, soit en son hôtel, et, en cas d'impossibilité résultant de l'état de santé du défendeur, il était tenu de se transporter dans le lieu où se trouvait celui contre lequel était dirigée l'action.

« L'interrogatoire, dit Ferrière (1), doit être écrit par le greffier, et ne doit pas seulement contenir les réponses de celui qui est interrogé, mais il doit encore faire mention de ses gestes, ris et actions, afin que l'on puisse, par la lecture de cet interrogatoire, connaître l'état de son esprit. » En réalité, le procès-verbal était un compte rendu *in-extenso* de tous les incidents qui se produisaient au cours de l'interrogatoire, que le juge dirigeait suivant son bon vouloir. Il existait cependant certains points de repère auxquels le juge devait se référer. On faisait rouler l'interrogatoire, dit le même auteur, sur l'âge de celui qui était interrogé, sur ses enfants, s'il en avait, sur ses biens,

(1) *Ibid.*, p. 412.

sur sa religion ; on lui demandait s'il était capable de diriger ses affaires et s'il voulait qu'on lui donnât un conseil.

Suivait le jugement, qui nommait un curateur à l'interdit pour administrer ses biens, et ce jugement avait pour effet de l'empêcher de disposer de ses biens, soit entre vifs, soit par testament ou legs.

On avait prévu, dans notre ancienne jurisprudence, le cas où le défendeur n'était pas atteint d'une folie telle qu'il fallût le priver entièrement de l'administration de ses biens, où l'on ne pouvait lui imputer qu'une simple faiblesse d'esprit, alors qu'il lui restait encore quelque peu de bon sens. Le juge, alors, ne prononçait pas l'interdiction, mais désignait d'office un conseil, sans l'intervention duquel il ne pouvait ni aliéner ni hypothéquer ses immeubles. « Tout cela, dit Ferrière, dépend de la prudence du juge. » N'est-ce pas la disposition précurseur de notre article 499, et n'est-ce pas aussi le principe établi du pouvoir d'appréciation du juge, qui domine, de nos jours, dans les procès d'interdiction ?

La sentence qui nommait un conseil, rendue malgré la requête à fin d'interdiction, n'empêchait pas le défendeur de disposer de ses biens par testament, sans l'assistance du conseil.

L'interdiction n'avait pas un caractère de perpé-

tuité : les causes pouvaient disparaître et l'interdiction pouvait alors être levée.

La procédure — fait à noter, car nous la retrouvons dans notre législation moderne — était calquée sur la demande qui devait aboutir au jugement d'interdiction. La mainlevée devait être demandée par requête, généralement par l'incapable, et cette requête ne contenait que la demande d'une réunion de parents, dont l'avis était exigé pour aboutir au rétablissement de la capacité civile de l'interdit.

Aucun texte ne fait allusion à un nouvel interrogatoire. Tout porte à croire qu'il n'était pas de règle, que le juge acceptait la requête des mains de l'interdit, et que des explications orales accompagnaient la présentation de cette requête, tandis que, nous le verrons, en droit civil français moderne, l'interrogatoire est imposé aux magistrats.

Dans tous les cas, la mainlevée ne pouvait résulter que d'une sentence judiciaire régulière : « La raison, dit Ferrière, est que celui qui a été mis en curatelle par autorité de justice, et qui a été privé de l'administration de ses biens par cette voie, ne peut être restitué et reprendre l'administration de ses biens qu'en vertu d'un acte judiciaire. »

L'appel d'une sentence d'interdiction n'était pas suspensif : il n'avait qu'un effet dévolutif, au point qu'une personne déclarée prodigue, même par défaut,

avait « les mains liées » pendant l'appel et ne pouvait aliéner (1).

Des mesures de publicité suivaient le jugement d'interdiction, pour éviter le préjudice que subiraient les tiers qui contracteraient de bonne foi avec celui qui aurait été interdit.

Ferrière cite deux arrêts de règlement notables, tirés du livre des Chartes des Notaires, l'un du 18 mars 1614 et l'autre du 23 décembre 1621 (2).

Le premier arrêt, rendu aux conclusions du procureur du Roi, ordonnait que les jugements d'interdiction fussent publiés tant à l'audience qu'à son de trompe, par les carrefours et les marchés, « à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance ».

Le second confirmait la décision de 1614 et ordonnait, en outre, qu'il serait mis « un tableau contenant les noms et surnoms des interdits, extrait de celui de la chapelle de la communauté des notaires, duquel chacun d'eux aura autant en son étude, et que la signification de la sentence d'interdiction serait faite à chaque notaire, et insérée au tableau de chaque notaire, aux frais de ceux qui auront obtenu l'interdiction, pour être observée par les parties contractantes ».

Il existe, dans ce second arrêt du règlement, une

(1) DE FERRIÈRE, *ibid.*, p. 413.

(2) DE FERRIÈRE, *ibid.*, p. 915 et suiv.

disposition intéressante, au point de vue de la responsabilité notariale, portant que, toutes les fois qu'un notaire recevait un acte dans lequel figurait un interdit, il était tenu de prévenir le co-contractant des suites possibles de l'acte ; et, de plus, il devait faire mention, dans l'acte, de l'accomplissement par lui de cet avertissement. Mais il est bien certain que cette obligation n'incombait qu'au notaire instrumentaire et que, cette hypothèse mise à part, dans les contrats passés entre les parties seules, hors la présence du notaire, la nullité rejaillissait sur les co-contractants, par application du principe général « *Nemo debet esse ignarus conditionis ejus cum quo contrahit* ». Les notaires ne devaient prévenir ceux qui se présentaient pour contracter avec une personne interdite qu'autant que la sentence d'interdiction leur avait été régulièrement signifiée.

Telle était, sur ce point spécial de la publicité, admirablement réglée par arrêt du Parlement, la décision de la jurisprudence, qui n'a rien à envier à notre publicité actuelle.

De cet exposé synthétique, tel qu'il résulte de l'enseignement de Ferrière, il résulte bien qu'il existait, au xvii^e siècle, une procédure régulière, et, pour nous convaincre davantage de son ordonnancement, il semble intéressant et instructif de reproduire ici-même, *in-extenso*, un acte de notoriété publié par Denisart

dans son intéressant recueil des *Actes de notoriété du Châtelet de Paris* (1) :

Formalités nécessaires et qui s'observent au Châtelet pour parvenir à l'interdiction des prodigues, des furieux et des imbéciles.

Du 13 mars 1639.

Nous, *Jean Le Camus*, chevalier, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, lieutenant civil de la ville, prévôté et vicomté de Paris, sur la requête à nous judiciairement faite par M^e Pierre Guyouc, procureur de dame Marie-Anne Girard, épouse séparée de biens et d'habitation de messire J.-B. Briconnet, chevalier, etc., et messire Louis de Brancas, duc de Villars, pair de France, qu'il nous plaise accorder auxdits dame de Magnanville et sieur duc de Villars acte de notoriété comme lorsqu'il s'agit de faire interdire une personne imbécile et faible d'esprit, quand ne peut comparaître en notre hôtel étant malade ou incommodée de sa personne, l'usage est au Châtelet que cette instance commence par une requête qui nous est présentée par les parents les plus proches de celui dont on demande l'interdiction, à l'effet de nous transporter dans la maison

(1) DENISART, *Actes de notoriété donnés au Châtelet de Paris sur la jurisprudence et les usages qui s'y observent.*

où il est pour le voir, entendre et interroger sur ce que nous jugeons nécessaire, pour connaître, par ses réponses, s'il a du bon sens et si son esprit est aliéné:— que nous faisons rédiger l'interrogatoire par un greffier et qu'en suite nous ordonnons que les parents de celui dont on demande l'interdiction, autres que ceux qui nous ont donné la requête, *seront assemblés par-devant nous*, pour donner leur avis s'il y a lieu à l'interdiction ou non ; que leurs avis seront rédigés par écrit ; que nous ordonnons, sur le procès-verbal qui est dressé, qu'il en sera fait rapport au conseil, où nous jugeons avec MM. les conseillers ce qui est trouvé d'équité, et qu'il n'est pas besoin de communiquer le procès-verbal et l'interrogatoire au procureur du Roi, étant affaire civile, en laquelle il ne prend pas de conclusion ;

Que, pour l'exécution de la sentence qui est rendue, il est seulement nécessaire de la faire signifier à l'interdit et à tous les notaires du Châtelet et aux particuliers débiteurs et autres personnes, à l'effet que l'interdit ne puisse poursuivre, s'obliger ni contracter en quelque sorte que ce soit ; que ladite sentence ne se publie ni à la paroisse ni aux marchés, et qu'il ne se pratique point dans l'instance que celui que l'on veut faire interdire soit assigné :

Nous attestons, par acte de notoriété, que la procédure qui s'observe et s'est toujours observée pour

donner valablement une sentence d'interdiction est différente lorsqu'il s'agit d'une interdiction demandée pour dissipation ou pour démence et faiblesse d'esprit.

(Ici l'auteur mentionne la procédure d'interdiction d'un prodigue à laquelle nous renvoyons) (1). Puis, visant la démence, il dit :

Lorsqu'il est question de démence, le juge se transporte, interroge la personne, dont il dresse un procès-verbal qui se communique aux parents ; et, dans une assemblée qui se fait devant lui ils donnent leur avis, dont on dresse procès-verbal, et sur icelui et sur l'interrogatoire, l'on prononce la sentence d'interdiction, s'il y a lieu de le faire (2), sans autre ni plus ample procédure, ni qu'en l'un et l'autre cas l'on vit jamais pris les conclusions du procureur du Roi, le public ni les mineurs n'y ayant intérêt (3).

Et après que les sentences ont été prononcées, elles se doivent signifier aux notaires qui mettent dans le

(1) *Ibid.*, p. 114.

(2) M. DENISART met en note que cette sentence est prononcée en chambre du conseil, sur le rapport de M. le Lieutenant civil, ce qui est important à noter.

(3) M. DENISART remarque que l'usage de ne pas communiquer au procureur du Roi du Châtelet les procédures qui se font pour parvenir à l'interdiction de quelqu'un est particulier à ce tribunal. Dans les autres juridictions, on les lui communique : s'agissant de priver un citoyen de son état, il paraît raisonnable que le ministère public soit préalablement entendu.

tableau des interdits la personne contre laquelle l'interdiction a été prononcée.

Ce que nous attestons véritable et être l'usage inviolablement observé. Fait et donné par nous, juge susdit, le vendredi 13 mars 1693 et déposé ès-mains de maître Nicolas Gaudion, greffier, pour en délivrer des expéditions auxdits dame de Magnanville et sieur duc de Villars et autres qu'il appartiendra. Signé : Le Camus.

Après de Ferrière, voyons comment le collaborateur de Merlin, M. Garran de Coulon, avocat au Parlement, nous présente l'interdiction dans l'ancien droit, en s'inspirant du répertoire de Guyot (1).

D'après l'auteur, les causes d'interdiction doivent être prouvées, sous peine de nullité. Il cite trois arrêts du Parlement de Paris des 16 février 1626, 3 juin 1631 et 16 juin 1633. Ce dernier arrêt exigeait qu'il y eût, avant tout prononcé du jugement, *enquête et information préalables* et la Cour fit défense au juge de La Flèche, qui avait prononcé une sentence d'interdiction en passant outre à ces formalités, et à tous

(1) *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile et criminelle, canonique et judiciaire*, œuvre de plusieurs jurisconsultes, mis en ordre et publié par M. Guyot, écuyer, ancien magistrat, Paris, 1784, édit. Visse, t. IX, v^o « Interdiction », p. 436 et suiv. — V. aussi *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, par M. MERLIN, ancien procureur général à la Cour de cassation, 5^e édit., 1827, édit. Gannery, t. VIII, v^o « Interdiction », p. 489 et suiv.

autres juges, de rendre de pareilles sentences dans des conditions sommaires, à peine de tous dommages-intérêts envers les parties. C'était la consécration, pour le ressort du Parlement de Paris, d'une jurisprudence du Parlement de Toulouse, qui, en 1570, avait annulé une sentence d'interdiction prononcée « du soir au matin » par le juge de Castelnaudary.

La jurisprudence de Paris, en 1698, s'était prononcée également pour la nullité d'une interdiction prononcée, à la requête de son frère, contre une personne dont les témoins n'avaient pas été entendus, le juge s'étant contenté de faire état des simples dépositions du demandeur en interdiction.

L'auteur a pris soin de nous indiquer les personnes qui peuvent provoquer l'interdiction et celles contre qui cette mesure peut être prise.

Tout parent était admis à provoquer l'interdiction, dit-il, de son parent prodigue, furieux ou imbécile (la prodigalité est mentionnée comme cause d'interdiction : elle l'était déjà par les auteurs qui ont écrit sur ce sujet). L'enfant peut poursuivre l'interdiction de son père ou de sa mère ; et l'auteur s'étonne que cette question ait pu être soulevée en 1773, au Parlement de Paris, où l'on plaidait qu'admettre cette demande constituait une injure. Il y avait là une erreur, l'interdiction n'étant, à tout prendre, qu'une sorte de tutelle forcée, « sous laquelle la loi fait ren-

trer le citoyen dont la raison est retombée dans la minorité et qui, dans l'âge mûr, se conduit et s'égare comme l'aveugle adolescent ». L'interdiction est une précaution sage et nécessaire de la loi qui ne prétend pas punir celui que la raison abandonne, mais qui prétend « protéger et prévenir l'abus qu'il pourrait faire de sa personne et de ses biens ». C'est, du reste, le système auquel s'est arrêté le Parlement, par décision du 3 août 1773.

Les collatéraux, héritiers présomptifs, ont, eux aussi, le droit de provoquer l'interdiction. Tout ami ou étranger n'y est pas recevable, et il résulte des conclusions prises par le représentant du ministère public, M. Séguier, en 1773, — doctrine qui a été consacrée par arrêt du Parlement du 3 septembre de la même année, — que ces derniers ont simplement le droit et le devoir de prévenir le ministère public, lequel peut intenter l'action.

La femme est admise à demander l'interdiction de son mari et l'auteur cite une série de décisions, desquelles il résulte qu'elle doit, en ce cas, se faire autoriser par justice (1).

Enfin l'interdiction pouvait être volontaire, c'est-à-dire prononcée sur la demande de l'interdit.

En ce qui concerne les personnes qui peuvent être

(1) V. ces décisions, *Répert. de MERLIN*, p. 496.

l'objet d'une demande d'interdiction, M. Garran de Coulon en écarte les mineurs, dont la tutelle à laquelle ils sont soumis produit les mêmes effets que l'interdiction. Mais il croit à la possibilité d'interdire une femme mariée et cite une sentence du Châtelet, de 1767, qui s'est prononcée pour l'affirmative, dans une affaire Baudon, fermier général, contre son épouse de Ligneville, comtesse du Saint-Empire (1).

Ces points élucidés et le rôle des parties à l'instance précisé, la procédure suivie était, dit l'auteur, suffisamment réglée :

On présentait requête au juge ordinaire, en exposant le ou les faits motivant la demande, en concluant, avant tout, à ce que les parents fussent assemblés pour donner leur avis sur cette requête.

En exécution de l'ordonnance du juge, on assignait les parents pour délibérer et on dressait procès-verbal de leur avis.

Après ces préliminaires, on devait amener le furieux ou l'insensé devant le juge pour être interrogé, avec obligation, pour le juge, en cas d'impossibilité de déplacement du défendeur, de l'aller interroger à l'endroit où il était. L'interrogatoire ne s'appliquait pas au prodigue dont on poursuivait l'interdiction.

Le juge pouvait réitérer l'interrogatoire, surtout

(1) V. cette sentence, *Répert. de MERLIN*, p. 494.

lorsque la démence était entrecoupée par des intervalles lucides.

Le greffier devait écrire l'interrogatoire, qui contenait, non seulement les réponses de celui qui était interrogé, mais encore « ses gestes, ses ris, sa contenance et même ses regards ». L'interrogatoire était la formalité capitale ; les anciens auteurs y insistent, car « c'est surtout par l'interrogatoire qu'on doit l'apprécier ». Il devait rouler sur « l'âge, les biens, les enfants et, en général, sur l'état domestique de celui contre qui l'on procède ».

Toutefois, et malgré l'importance qui lui était reconnue, il était admis, en jurisprudence, que l'interrogatoire n'était pas d'une nécessité absolue, et des décisions de justice ont proclamé ce principe (1).

On n'y recourait pas, par exemple, sous l'empire de l'ordonnance de Blois, dont l'article 182 portait que « les veuves ayant enfants d'autres mariages, et qui se remarient follement à personnes indignes de leur qualité, les aucunes à leurs valets, seront interdites ».

Hormis le caractère facultatif de l'interrogatoire, en cas de fureur ou de démence, les formalités précitées étaient généralement suivies, de par la jurispru-

(1) Arrêts : du Parlement de Paris de 1721, rendu sur les conclusions de M. Lamoignon ; du mois de mai 1731, du même Parlement ; de 1751, rendu par le Parlement de Paris. — V. MERLIN, *Rép. ibid.*, p. 492.

dence des Cours et Parlements, et elles précédaient la sentence d'interdiction, qui les suivait immédiatement.

Il y avait discussion sur le point de savoir si la sentence d'interdiction avait un effet rétroactif. L'auteur de l'article cite deux arrêts du Parlement du 24 mars 1564 et du 11 février 1633. Le premier, rendu entre le roi de Navarre et le comte de Sancerre, est célèbre : il fait défense au juge d'interdire pendant l'instruction du procès et déclare valables les aliénations faites, non seulement jusqu'à la sentence, mais même jusqu'à la publication de cette sentence et la nomination du curateur. L'arrêt de 1633 admet une solution identique (1).

Le même Parlement, un siècle plus tard, le 17 février 1778, dans une affaire Deramat contre Flamen, jugeait derechef que les actes souscrits par un prodigue, dans le temps intermédiaire de la demande en interdiction à la sentence qui la prononce, sont valables (2).

La sentence devait être publiée, et ici, nous aurons garde d'insister : ce serait nous répéter. Le commentateur reproduit en grande partie ce que nous savons déjà sur cette formalité, qui a été longuement traitée par Denisart, et sur laquelle nous nous sommes expli-

(1) V. MERLIN, *ibid.*, p. 504, n° 8.

(2) V. MERLIN, *ibid.*, p. 505.

qués. Nous ne donnerons pas davantage de plus amples renseignements sur la demande en mainlevée, qui se résout dans l'accomplissement de la procédure relatée plus haut.

Et, pour conclure sur la législation de notre ancien droit, nous répéterons que si, en dépit des ordonnances générales sur la procédure civile, aucun texte n'a spécialement fixé, dans tous ses détails, la procédure à suivre en matière d'interdiction, il s'était cependant établi, notamment à Paris, un ensemble de règles qui ont passé dans nos Codes, en changeant parfois de caractère, mais en se précisant toujours davantage.

CHAPITRE II

ÉTUDE DE LA PROCÉDURE D'INTERDICTION D'APRÈS LES CODES CIVIL ET DE PROCÉDURE CIVILE

Introduction à la procédure d'interdiction

Avant d'aborder l'étude même de la procédure d'interdiction, il n'est pas indifférent de se demander quelles personnes ont qualité pour introduire l'instance et devant quel tribunal se dérouleront les débats, tout en indiquant, d'ores et déjà, que cette double question ne soulève pas de difficultés théoriques ni pratiques dignes de susciter de longs développements. Mais ces deux questions sont tellement liées à la procédure, qu'elles en sont, pour ainsi dire, l'introduction forcée.

A la première question, les articles 490 et 491 du Code civil répondent par une distinction, qui est la suivante : tantôt la demande est facultative, tantôt elle revêt un caractère obligatoire. Elle est facultative pour deux catégories de personnes qui peuvent

provoquer l'interdiction : tout d'abord les parents au degré successif, quels qu'ils soient, sans distinction de ligne, ni de degré, ni de nationalité, ni d'âge, pourvu que, mineurs, ils soient habilités, qu'il s'agisse d'ascendants, de descendants ou de collatéraux au degré successible, parents légitimes, naturels ou adoptifs. Les alliés et les créanciers ne sont pas recevables à provoquer l'interdiction de leur allié ou de leur débiteur.

Voilà une première série de personnes qui sont comprises dans l'expression concrète de l'article 490 : « tout parent ». La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour limiter à ceux qui viennent d'être désignés la faculté de demander l'interdiction de leur parent atteint d'imbécillité, de folie ou de démence : et cette limitation rigoureuse se justifie parce que, s'il est vrai d'observer, d'une part, que l'interdiction est une mesure de protection, il y aurait des inconvénients à ce que la demande fût formée sans utilité, et que, d'autre part, l'interdiction est une affaire de famille, où entrent en jeu des intérêts moraux et pécuniaires dont seuls doivent connaître les parents désignés par la loi.

L'article 490 confère aussi à une seconde catégorie de personnes la faculté de provoquer l'interdiction en accordant ce droit à l'un ou à l'autre des conjoints, pour les mêmes raisons qui l'ont fait établir

au profit des parents de l'aliéné et auxquelles s'ajoute une raison particulière, qui est celle d'empêcher les revenus de l'aliéné d'être dissipés au détriment du ménage. La séparation de corps et la séparation de biens ne forment point un obstacle à la demande, tandis qu'au contraire le divorce constitue une fin de non-recevoir, dont l'interdit peut se prévaloir en tout état de cause, même en appel, à l'instar du défaut de qualité qu'il lui est loisible d'opposer à tout demandeur autre que les parents limitativement compris dans les termes de l'article 490.

A ces deux catégories de personnes, pour qui la demande d'interdiction est facultative, il est nécessaire, pour être complet, de joindre le ministère public, dont le rôle est fixé par l'article 491. Lui aussi peut intenter une demande de ce genre, mais sous des conditions strictement précisées par le législateur. En effet, s'il s'agit, comme il a été supposé, de simple démence ou d'imbécillité, il ne peut, en principe, figurer dans l'instance que comme partie jointe. Le législateur a pensé avec raison qu'il n'y a, en ce cas, de meilleurs juges que les parents ou le conjoint de l'insensé. Ce n'est qu'exceptionnellement, lorsqu'il n'existe ni conjoint, ni parents connus, que le ministère public jouit de la faculté de provoquer l'interdiction pour cause de démence; et quand la loi parle de parents connus, elle envisage tout à la fois l'hypothèse

où il n'existe pas de parents du dément, et celle où les parents existants et connus sont incapables de provoquer l'interdiction. Il va sans dire qu'en cette occurrence, c'est au ministère public qu'incomberait la charge de la preuve de l'inexistence de parents connus : ainsi en a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 27 juin 1825 (1), et ainsi en décide la doctrine (2).

Nous avons dit que la demande d'interdiction peut revêtir un caractère obligatoire. L'hypothèse est prévue par l'article 491, qui spécifie que : « Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux, ni par les parents, elle *doit* l'être par le procureur de la République. » Ainsi donc, s'il s'agit d'une personne dont la démence s'est élevée à l'état de fureur, ce n'est plus une faculté que la loi accorde au ministère public, c'est une obligation qu'elle lui impose dans l'intérêt supérieur de l'ordre public menacé. Et, sous l'empire du Code civil, le rôle du ministère public ne manquait pas d'être actif, car il n'était pas possible d'interner un aliéné dans un asile sans l'avoir fait interdire. Depuis la loi du 30 juin 1838, sur les aliénés, qui a abrogé l'obligation de l'interdiction préalable, l'action imposée au procureur de la République, en cas de fureur, a perdu beaucoup

(1) V. DALLOZ, P., 1826, 1, 140.

(2) V. notamment DEMOLOMBE, t. VIII, n° 462.

de sa raison d'être, mais elle n'en subsiste pas moins, et il peut l'exercer « dans tous les cas », c'est-à-dire soit que le fou n'ait ni conjoint ni aucun parent connu, soit que son conjoint ou ses parents restent dans l'inaction.

On s'est demandé s'il faut s'en tenir à cette énonciation limitative et si d'autres personnes ne jouissent pas de la même initiative en matière de demande d'interdiction. On s'est notamment posé la question de savoir si une personne, qui est dans un état habituel de démence ou de fureur, ne peut pas, pendant un intervalle lucide, provoquer elle-même son interdiction. Sur ce point, les vues de la doctrine sont divergentes : une certaine doctrine opine pour l'affirmative, en se basant, entre autres considérations, sur le silence de la loi, qui ne défend pas expressément cette demande, sur le droit qui appartient au dément, intéressé à ce que l'on n'abuse pas de sa folie, de demander aux tribunaux la constatation judiciaire de son état de folie, et enfin sur l'article 512 du Code civil, lequel dit que « les mêmes personnes peuvent provoquer l'interdiction et en demander la mainlevée ». Or, dit-on, l'interdit peut incontestablement demander la mainlevée de l'interdiction; et, dans ce système, l'on conclut qu'il peut lui-même provoquer son interdiction (1).

(1) V., entre autres auteurs, MARGADÉ, t. II, art. 491, n° 2; DEMANTE, t. II, n° 263 *bis*.

D'autres auteurs, dont nous approuvons les vues, se prononcent pour la négative, en invoquant le caractère limitatif de l'énumération de l'article 490 qui, s'il n'était pas admis, pourrait être étendu à toutes les personnes que la loi ne désigne pas, aux alliés, aux amis, à tout le monde, en un mot, ce qui est inadmissible. Ils ajoutent que les textes n'auraient pas manqué de régler la procédure d'une demande aussi singulière, et que, loin de là, ils présentent toujours l'insensé comme jouant le rôle de défendeur. Ils disent, enfin, que le Code civil n'ayant pas maintenu la disposition qui figurait dans le projet du Code et permettait à un majeur qui se jugerait incapable d'administrer ses biens de demander un conseil judiciaire, il est permis de conclure qu'aucune demande de ce genre ne doit être admise, à *fortiori*, s'il s'agit d'une demande d'interdiction (1).

La jurisprudence n'a jamais eu à se prononcer sur cette espèce, et si le cas lui est jamais soumis, on peut, sans présomption, déclarer qu'elle n'hésiterait pas à adopter les arguments présentés par cette seconde doctrine en faveur de la négative, et à reconnaître, en conséquence, le caractère essentiellement limitatif de l'article 490.

Quoi qu'il en soit, abstraction faite de l'interdit

(1) V., notamment, MOURLON, t. I, n° 1276 ; LAURENT, t. V, n° 259 ; AUBRY et RAU, t. I, § 124, p. 511 ; BAUDRY-LACANTINERIE, t. I, n° 1160.

lui-même, de ses alliés, de ses créanciers ou de toutes autres personnes, ne peuvent prendre la qualité de demandeurs, dans une instance en interdiction, que le conjoint de l'interdit et les parents connus dont nous avons pris soin d'indiquer l'énumération limitative, et, à leur défaut, le procureur de la République. Eux, et eux seuls, introduiront l'instance.

A la seconde question qui se pose de savoir quel est le tribunal qui doit connaître de la demande en interdiction, l'article 492 du Code civil répond en attribuant la compétence au tribunal civil de première instance, sans spécifier toutefois si le tribunal civil est celui du domicile ou celui de la résidence de l'aliéné. Le silence du Code a provoqué une théorie, assez timidement exposée, du reste, qui confère au tribunal de la résidence du défendeur la compétence en matière d'interdiction, en alléguant que le législateur n'a pas pu ne pas attacher moins d'importance à la résidence qu'au domicile du dément, parce que le premier est plus à même que tout autre de vérifier l'état du défendeur. Elle s'appuie, en dehors de cette explication pratique, sur un arrêt unique et déjà fort ancien de la Cour de cassation qui a attribué la compétence au tribunal de la résidence d'un individu atteint de folie furieuse, sur une instance provoquée par le ministère public (1).

(1) Cass. 24 décembre 1838, S., 39, 1, 49.

Les raisons invoquées sont loin d'être péremptoires, et il est aisé de comprendre que nous sommes ici dans une matière personnelle et que le principe général posé par l'article 59 du Code de procédure civile, auquel le législateur n'a pas expressément dérogé, doit recevoir sa pleine et entière application. Et puis, en admettant même, avec l'arrêt de cassation de 1838, que le ministère public du lieu où l'ordre est troublé ait qualité pour agir, cette raison a cessé d'être opérante depuis la loi de 1838, qui autorise l'internement direct du fou, en quelque lieu que se manifeste sa fureur, sans être astreint de provoquer au préalable son interdiction. Dès lors, le ministère public, s'il estime devoir la requérir, doit se conformer au droit commun en engageant la procédure devant le tribunal du domicile du dément. La règle, à notre sens, est absolue; elle a rallié la majorité de la doctrine (1) et ne semble pas faire de doute en jurisprudence : un arrêt de la Cour de cassation, en date du 23 juillet 1840, a admis le principe, et il est impossible de trouver, dans les recueils d'arrêts subséquents, une disposition qui contredise l'opinion soutenue par la plupart des auteurs (2).

Au surplus, cette incompétence du tribunal de la

(1) V., notamment, AUBRY, n° 804 ; CHAUVEAU et CARRÉ, t. VI, n° 3013 ; DEMOLOMBE, t. VIII, n° 482 ; HUC, t. III, n° 507 ; PLANIOL, t. I, n° 2595.

(2) V. S., 1840, 1, 959.

résidence n'est que relative : elle est introduite en faveur du défendeur et peut être couverte par sa renonciation expresse ou tacite au bénéfice que lui confère l'article 59 du Code de procédure civile. Ainsi en a décidé un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 22 juin 1854, qui n'a été contrecarré par aucune décision jurisprudentielle contraire (1).

Suivant le programme précédemment tracé, étant donné d'une part que nous connaissons les personnes appelées à engager l'instance, que, d'autre part, nous avons désigné le tribunal qui doit connaître de la demande, nous allons entrer dans le cœur même de notre sujet en retraçant les phases successives de la procédure d'interdiction, à laquelle le législateur a consacré exactement dix-sept articles, dont neuf sont contenus dans le Code civil (art. 493 à 501 inclus) et les huit autres dans le Code de procédure civile (art. 890 à 897 inclus), ces derniers destinés à compléter les décisions législatives du Code civil et à les mettre en harmonie avec la procédure organisée par le Code de procédure civile, promulgué du mois d'avril au mois de mai 1806 et rendu exécutoire le 1^{er} janvier 1807.

A vrai dire, pour procéder avec méthode et suivre utilement les étapes nombreuses de la procédure d'interdiction, le moyen le plus logique et qui s'impose à

(1) V. S., 1854, 2, 491.

l'observation consiste à la diviser en deux parties distinctes, la première comprenant tous les actes qui se déroulent en chambre du conseil, et la seconde s'étendant depuis l'appel de l'affaire à l'audience jusqu'au jugement et ses suites. Puis s'imposera l'examen des voies de recours contre la sentence rendue par le tribunal civil : ce sera l'objet de la 3^e partie. Dans une autre partie, nous étudierons la publicité, pour en consacrer une dernière à la mainlevée de l'interdiction.

PREMIÈRE PARTIE

De la procédure d'interdiction depuis l'ouverture de l'instance jusqu'à l'appel de l'affaire à l'audience

La procédure suivie dans la première phase de l'instance envisagée dans cette première partie se suit en chambre du conseil et la demande, introduite aux fins d'interdiction, est, aux termes de l'article 49, § 1, du Code de procédure civile, dispensée du préliminaire de conciliation, comme toutes les demandes concernant l'état et la capacité des personnes, lesquelles ne sont pas susceptibles de transaction. Elle comporte une série d'actes qui vont être passés en revue

dans l'ordre même indiqué par la loi. En même temps qu'ils seront énumérés, nous en déterminerons la portée juridique, en prenant soin de résoudre les difficultés théoriques qu'ils peuvent comporter, dans autant de sections qu'il y a différents actes prévus aux Codes civil et de procédure civile.

SECTION I

Requête au président du tribunal

Toute poursuite d'interdiction est introduite, aux termes de l'article 890 du Code de procédure civile, non sous la forme ordinaire d'un ajournement, mais par voie de requête présentée au président du tribunal civil du domicile du défendeur. Cette requête, signée d'un avoué, à peine de nullité, ne peut (art. 79 du décret du 16 février 1807 établissant le tarif des frais et dépens) être grossoyée et l'émolument pour prendre les ordonnances et communiquer au ministère public est compris dans la taxe (1).

Le Code civil ne fait pas allusion à l'acte introductif d'instance, laissant au rapporteur du Code de procédure civile le soin de régler la forme en laquelle serait engagée l'instance; mais l'article 493 n'a pas omis, d'accord en cela avec l'article 890 du Code de procédure civile, d'en indiquer rigoureusement la

(1) Tarif de 1807, art. 79, §§ 5 et 6.

teneur. Il importe, en effet, ainsi que le dit M. Demolombe, « que cette demande ne soit pas formée légèrement, il faut qu'elle offre, dès l'origine, le caractère de gravité qui lui est indispensable, et qu'elle renferme les éléments nécessaires de l'instruction qu'elle provoque » (1).

A ces fins, le demandeur en interdiction est tenu d' « énoncer », dit le Code de procédure civile (art. 890), d' « articuler par écrit », exige le Code civil (art. 493), les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur qui servent de base à la demande. A l'instar donc de toute action engagée sur des faits de nature à influencer les magistrats au point de rendre une sentence conforme aux allégations du demandeur, telle une instance en divorce basée sur des excès, sévices ou injures graves, qui doivent être précisés dans les conclusions à fin d'enquête et être pertinents, concluants et admissibles, la demande d'interdiction, formulée par voie de requête, doit, pour être admise, énumérer, article par article, les faits précis relevés par le demandeur comme étant des motifs suffisants pour justifier le bien-fondé de la demande.

Cela signifie que l'emploi, dans la requête, d'une formule vague, ne satisfait pas aux exigences de la loi, qu'elle serait, par exemple, incomplète, et par

(1) DEMOLOMBE, t. VIII, n° 484.

suite inopérante, si elle se contentait d'arguer, en termes généraux, que l'attitude, la manière de vivre du défendeur dénotent un état d'esprit déraisonnable, qui inspire des craintes sur la gestion de son patrimoine. Il ne faudrait cependant pas prêter à la formule légale une portée qu'elle ne saurait avoir et aller jusqu'à exiger une indication détaillée des faits motivant la demande. Non, il suffit, mais il est nécessaire, que les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur soient assez précis pour mettre le tribunal à même d'apprécier les causes d'interdiction. On ne saurait interpréter autrement l'esprit de la loi et, en tous cas, il faut s'accorder à reconnaître que cette formalité préliminaire de l'articulation précise des faits est une formalité substantielle dont l'absence entraîne inévitablement la nullité de l'acte. La doctrine (1) et la jurisprudence (2) sont concordantes sur ce premier point.

Ce ne sont pas, du reste, les seules obligations qu'imposent nos articles 493 du Code civil et 590 du Code de procédure civile au demandeur à l'interdiction. Il est tenu de joindre à sa requête les pièces justificatives et d'indiquer le nom des témoins qu'il se propose de faire entendre.

(1) V., notamment, DEMOLOMBE, t. VIII, n° 486 ; HUC, t. III, n° 508 ; BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 806 ; CARRÉ et CHAUVEAU, t. VI, quest. 3014, etc.

(2) Cass., 2 août 1860, S., 61, 1, 254.

Faut-il considérer comme substantielles ces deux formalités prescrites par la loi? Les textes ont été diversement interprétés par les auteurs; les uns disent, avec M. Huc, qu' « il n'est pas nécessaire que la requête contienne les noms des témoins, puisque les faits peuvent être prouvés autrement » (1), et l'auteur se dispense de parler de la communication des pièces justificatives. M. Demolombe comble cette lacune et apprécie que les articles 493 et 890 ne renferment pas de formule irritante et qu'on a pu « conclure que le poursuivant ne devait pas être déclaré non recevable parce qu'il n'avait pas joint à sa requête les pièces justificatives » (2). Ce dernier auteur croit, cependant, à la nécessité de fournir la liste des témoins (3).

D'autres auteurs, dont M. Baudry-Lacantinerie, proposent une solution inverse et qui nous paraît préférable pour des motifs qu'il est difficile de contredire. En effet, « la loi parle dans la même disposition, écrit l'auteur, de ces formalités, et elle paraît y attacher la même valeur. Le tribunal peut rejeter *de plano* la requête; il faut donc qu'à ce moment,

(1) HUC, t. III, n° 508. Dans le même sens, AUBRY et RAU, t. I, § 125, p. 792; LAURENT, t. V, n° 263; ROUSSEAU et LAISNÉ, v° « Interdiction », n° 33. — Voir jurisprudence conf. Rennes, 16 août 1836, S., 39, 2, 284; et Cass., 2 août 1860, précité.

(2) DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 486, § 1.

(3) DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 486, § 2.

il puisse apprécier si la demande est sérieuse, si l'indication des témoins et des pièces justificatives constitue un élément utile d'appréciation » (1). L'argument est péremptoire et nous nous rallions, sans arrière-pensée, à cette théorie, bien que contraire au système adopté en jurisprudence.

Mais, si nous prenons position contre la jurisprudence sur cette question de principe, avec elle nous admettons que, l'instance une fois engagée, le poursuivant peut, au cours de l'instruction et même en appel, produire de nouveaux faits, de nouvelles pièces ou de nouveaux témoins (2).

Enfin, il paraît évident que l'instance doit être considérée comme engagée au moment où le demandeur présente au président du tribunal sa requête dûment rédigée suivant les prescriptions des articles 493 du Code civil et 890 du Code de procédure civile, et non au jour de l'assignation à comparaître délivrée au défendeur, et ce parce que, même non signifiée, elle constitue un acte nécessaire de la procédure, l'acte initial qui détermine les causes de l'instance et les moyens invoqués à fin d'interdiction.

Telles sont les conditions primordiales d'introduction de la demande et de validité de l'acte introductif d'instance.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, *ibid.*, n° 808. — V. aussi COLMET-D'ANGE et GLASSON, t. II, n° 1120.

(2) Poitiers, 5 août 1831, S., 1832, 2, 205, et DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 487.

Ainsi présentée au président du tribunal, la requête est répondue par une ordonnance qui doit, aux termes de l'article 891 du Code de procédure civile, complétant les dispositions du Code civil, contenir deux dispositions essentielles, dont l'une consiste dans la communication de ladite requête au ministère public et l'autre dans la commission d'un juge chargé de faire un rapport à jour indiqué.

La communication au ministère public va de soi : elle n'est qu'une application de la règle générale implicitement contenue dans le § 6 de l'article 83 du Code de procédure civile, qui ne prononce pas, il est vrai, d'une façon expresse, l'obligation de communiquer les pièces relatives à l'interdiction, mais cette obligation n'est pas contestée, et, en tous cas, elle résulterait, par argument d'analogie, de l'article 40 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, qui décide que « le ministère public sera entendu dans toutes les affaires qui intéressent les personnes placées dans un asile d'aliénés, lors même qu'elles ne seraient pas interdites ». *A fortiori* doit-il être saisi de toutes demandes qui tendent à l'interdiction, demandes qui intéressent l'état et la capacité des personnes. Et nous ajouterons, bien que la loi ne le dise pas, que cette prescription doit être obéie, à peine de nullité.

Quant à la désignation d'un juge commis pour faire rapport, on a contesté, en s'appuyant sur le silence de

la loi, qu'elle fût obligatoire, et, partant, qu'elle dût entraîner après elle la nullité de la procédure. C'est là, suivant nous, une opinion surannée : en effet, nous nous trouvons ici dans une matière délicate au premier chef et que la loi a réglée avec un soin méticuleux; les termes de l'article 891 n'ont aucun caractère facultatif; ils sont, au contraire, des plus impératifs, et le rapport exigé, destiné à éclairer les juges, est prescrit dans l'intérêt de la bonne administration de la justice. Pour ces diverses raisons, on ne saurait donc trop le considérer comme une formalité tout aussi substantielle que peut l'être la communication de la requête au ministère public, entraînant, en cas d'omission, la nullité de l'ordonnance présidentielle.

Et nous voici, après l'accomplissement de ces formalités préliminaires, engagés dans l'instruction proprement dite de l'affaire qui va être soumise, en chambre du conseil, à l'examen du tribunal tout entier.

SECTION II

Examen de l'affaire par le tribunal siégeant en chambre de conseil

Au jour fixé par l'ordonnance du président, le tribunal se réunit en chambre du conseil pour entendre lecture du rapport du juge commissaire et entendre le

ministère public en ses réquisitions; puis il statue. Et ici, le tribunal, en vertu des pouvoirs qu'il détient de la loi, peut se trouver en face de deux situations diamétralement opposées. Ou bien, en effet, les faits relevés dans la requête sont pertinents et admissibles, ou bien ils ne le sont pas, et alors, on est amené à se demander si, dans l'une et l'autre hypothèses, les articles 494 du Code civil et 892 du Code de procédure civile doivent recevoir leur application, si, en d'autres termes, le tribunal ne peut se prononcer qu'après avoir ordonné la réunion du conseil de famille appelé à donner son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

Une distinction est nécessaire et la solution à donner à ce petit problème diffère suivant les deux cas précités. Il coule de source que, si les faits énoncés manquent de pertinence ou si le demandeur n'a pas qualité pour intenter l'action, le tribunal peut, *de plano*, rejeter la demande, car à quoi serviraient le rapport du juge commissaire et les conclusions du ministère public s'ils devaient, dans le cas prévu, aboutir à la convocation du conseil de famille? Ils seraient tout au moins prématurés et ne s'expliqueraient pas juridiquement. C'est donc qu'avant toute convocation du conseil de famille, avant tout interrogatoire du défendeur, le tribunal peut, dans sa liberté d'appréciation, juger que les allégations insé-

rées dans la requête manquent de base, qu'elles sont dénuées de fondement, et les rejeter purement et simplement.

Cette décision, aussi juste que juridique, est adoptée par les meilleurs auteurs (1), et la Cour de cassation n'a pas manqué de sanctionner cette interprétation, dans une espèce où les juges de première instance avaient, avant tout avis du conseil de famille, reçu officieusement en chambre du conseil les explications du défendeur et rejeté *de plano* la demande dont ils étaient saisis. Elle a décidé qu'il n'en résulterait pas « une cause de nullité contre leur décision qui rejette la demande, si ce rejet est uniquement, et, dès lors, suffisamment motivé, sur la non-pertinence et l'inadmissibilité des faits articulés » (2).

La règle, admise et posée d'une façon catégorique par la Cour suprême, recevrait, sans conteste, son application au cas où le tribunal viendrait à statuer sur le bien-fondé de la demande hors la présence du défendeur. Elle est générale et hors d'atteinte.

Que si, au contraire, on envisage la seconde hypothèse, c'est-à-dire celle où le tribunal estime qu'il y

(1) Sic AUBRY et RAU, t. I, § 125, p. 513 ; BOITARD et COLMET D'ANGE, *Leçons de procédure civile*, t. II, p. 504, édit. de 1854 ; BAUDRY-LACANTINERIE, t. III, n° 807 ; CHAUVEAU et CARRÉ, *loc. cit.*, quest. 3014 ; DEMOLOMBE, t. VIII, n° 489, etc.

(2) Cass., 16 février 1876, S., 76, 1, 302 et D., 76, 1, 151.

a lieu de donner suite à la requête, la situation change et nos articles 494 du Code civil et 892 du Code de procédure civile reçoivent leur application, et l'instruction va commencer par le premier acte que le tribunal doit ordonner : « la convocation du conseil de famille, à l'effet de donner son avis sur l'état mental de la personne dont l'interdiction est demandée ».

Il ne faut pas se leurrer sur la portée de cette décision judiciaire, qui admet la requête à fin d'interdiction : c'est un jugement, un jugement rendu en chambre du conseil, quoi qu'on en ait dit, et rendu sous cette forme pour des raisons de convenance et de discrétion, pour ne pas rendre publique une demande qui, peut-être, avortera après l'enquête, et serait appelée à causer préjudice au défendeur dans ses relations et dans ses affaires. La Cour de cassation semble n'avoir pas adopté cette solution; elle a jugé, par arrêt du 17 février 1875, qu' « aucune disposition de loi ne prescrivant de rendre en chambre du conseil les mesures nécessaires à l'instruction d'une demande en interdiction, la prononciation qui en serait faite en audience publique ne serait pas une cause de nullité » (1). Certaines Cours d'appel, dont les décisions nous paraissent plus plausibles, se sont

(1) S., 1875, 1, 193 et D., 1876, 1, 49.

écartées de cette interprétation donnée par la Cour suprême à l'article 893 du Code de procédure civile (1). Nous réservons le point de savoir si ces jugements sont susceptibles de voies de recours, pour envisager le rôle du conseil de famille.

SECTION III

Avis du conseil de famille

D'après les termes des articles 494 du Code civil et 892 du Code de procédure civile, le conseil de famille, appelé à donner son avis sur l'état mental de la personne dont l'interdiction est demandée, est formé selon le mode déterminé à la section 4 du chapitre II du titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.

Toutefois, une restriction a été apportée à la composition ordinaire des conseils de famille par l'article 495 du Code civil, restriction empreinte de sagesse et qui a pour but d'éviter la partialité que pourraient apporter dans la délibération certaines personnes que la loi écarte complètement du conseil de famille, ou qu'elle y admet avec des pouvoirs restreints. Notre article dispose que « ceux qui auront provoqué l'interdiction ne pourront faire partie du conseil de famille »,

(1) V., notamment, Poitiers, 4 juin 1860, S., 60, 2, 493 ; Paris, 19 juin 1875, S., 1875, 2, 244.

— voilà les exclus, — et il ajoute : « cependant, l'époux ou l'épouse et les enfants de la personne dont l'interdiction sera provoquée pourront y être admis sans y avoir voix délibérative »; — voilà ceux dont les pouvoirs sont restreints par la loi.

Le texte, sous couleur de clarté, a donné naissance à des difficultés d'interprétation qui vont être examinées dans quelques instants. Ce qui est incontestable, — nos articles sont formels sur ce point, — c'est que le conseil de famille de l'interdit doit être composé suivant les règles admises pour la composition du conseil de famille du mineur et qu'il y a lieu de lui appliquer les dispositions des articles 407, 408 et 409 du Code civil, qui énumèrent les personnes capables de faire partie de ce conseil. Ce qui paraît non moins évident, c'est que la composition doit en être réglée par le juge de paix du domicile du défendeur à l'interdiction, à qui échoit la présidence du conseil de famille.

Bien que cette dernière proposition ait, à notre avis, la force d'un axiome, un auteur, M. Delvincourt, a soutenu que le conseil de famille, composé par le juge de paix, pouvait prendre sa délibération sous la présidence du président du tribunal civil (1). Empressons-nous de dire que cette opinion est isolée et

(1) DELVINCOURT, t. I, p. 323.

surannée. On ne saurait tirer un argument sérieux des termes mêmes de l'article 496 du Code civil, disposant que le tribunal interrogera le défendeur en chambre du conseil, « après avoir *reçu* l'avis du conseil de famille ». L'expression doit être interprétée au sens grammatical et non au sens juridique du mot ; elle signifie que l'interrogatoire doit suivre l'envoi de l'ampliation de l'avis donné par le conseil de famille sur l'état mental du défendeur. Pourquoi donc donner à un texte une interprétation que ne nécessitent même pas les circonstances ? Le conseil de famille, composé sur place au chef-lieu de canton du défendeur, présidé par le juge de paix, qui connaît mieux ses justiciables, peut délibérer aussi utilement au chef-lieu de canton et n'a pas à supporter les frais d'un déplacement souvent coûteux pour se rendre au chef-lieu d'arrondissement. Du reste, en pratique, et conformément aux dispositions impératives de l'article 494 du Code civil, on procède toujours ainsi pour les délibérations concernant les mineurs, et l'on ne fait, en cela, que suivre à la lettre les prescriptions de la loi.

Le juge de paix procédera donc à la convocation du conseil de famille ; mais comment s'acquittera-t-il de sa mission ?

L'importance même de l'objet de la délibération doit exciter au plus haut point l'attention de ce magis-

trat dans le respect et l'accomplissement des règles édictées par les articles 494 du Code civil et 892 du Code de procédure civile. Ainsi, devrait-il se garder d'appeler des amis lorsqu'il y a des parents domiciliés dans la distance désignée par la loi, sous prétexte de suspicion à l'égard de ces derniers.

M. Duranton va plus loin; il estime « que la loi, en cette matière, a entendu laisser au juge de paix une certaine latitude dans la composition du conseil de famille et que si le juge de paix, en effet, ne croyait pas devoir y appeler tel enfant ou tel gendre, quoique non demandeur en interdiction, le conseil de famille ne serait pas, pour cela, régulièrement composé » (1).

Il y a évidemment de l'exagération dans cette manière de voir et aussi une fausse interprétation des textes et de l'esprit de la loi. Nulle part on ne voit que la loi ait accordé au juge de paix, en cette circonstance, ce pouvoir discrétionnaire, et, comme le dit avec à-propos M. Demolombe : « loin de là, l'article 494 déclare obligatoires, en matière d'interdiction, les règles ordinaires sur la composition du conseil de famille. Que le juge de paix n'appelle pas un fils qui lui aurait exprimé le désir de n'y pas figurer, cela ne devra pas toujours et nécessairement, je l'ai dit

(1) DURANTON, *Droit civil*, t. III, n° 729.

moi-même, entraîner la nullité de la délibération, mais ce que je ne concède pas, c'est qu'il n'y ait point là une irrégularité » (1). M. Demolombe a raison, et il faut décider, malgré l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 12 janvier 1882 (2) (qui a, par erreur, déclaré qu'on pourrait les en écarter si leur impartialité pouvait être suspectée), que les enfants de l'individu à interdire sont appelés, à ce titre, à faire partie du conseil de famille, s'ils n'ont pas la qualité de demandeurs.

Dans le même ordre d'idées, et suivant la théorie de M. Demolombe sur la composition du conseil de famille, il faut approuver l'arrêt de la Cour d'appel d'Angers du 23 mars 1896 (3), qui a infirmé, en droit, un jugement du tribunal civil de Mamers, dans l'espèce suivante :

Le 7 février 1894, une dame de R..., cousine germaine de M. le marquis de P..., du côté paternel, présentait requête à fin d'interdiction au tribunal civil de Mamers. Par jugement du 12 février, le tribunal ordonnait la réunion du conseil de famille pour donner son avis sur l'état mental de M. de P..., dans les termes de l'article 494 du Code civil. Le conseil de famille, composé par le juge de paix, ne comprenait

(1) DEMOLOMBE, t. VIII, n° 493.

(2) DALLOZ, 1883, 2, 12.

(3) SIREY, 1896, 2, 204.

que des parents de la ligne paternelle, délibérant, soit comme membres régulièrement investis de leurs fonctions, soit comme mandataires de parents de la ligne paternelle, qui, jugeant inutile de se déranger dans une question aussi importante, avaient envoyé une procuration *ad hoc* à leurs mandataires.

Après l'interrogatoire du 17 mai 1894, et à l'audience, M. le marquis de P... concluait à la nullité de la composition du conseil de famille, nullité résultant de sa composition irrégulière.

Le tribunal civil de Mamers avait, sur des attendus de droit et de fait, repoussé purement et simplement les conclusions du défendeur.

En droit, disait le tribunal, « les articles 407 et 409 du Code civil, établissant les règles à suivre pour la composition du conseil de famille, ne disposent pas à peine de nullité, et la loi laisse aux tribunaux le soin d'apprécier les circonstances particulières qui peuvent excuser les irrégularités, lorsque celles-ci sont exemptes de tout soupçon de dol, fraude ou connivence, ou de tout caractère préjudiciable pour les intérêts que la loi a voulu sauvegarder ».

En droit encore, disait le tribunal, « le conseil de famille n'avait qu'à formuler son opinion et donner son avis, et on ne doit pas oublier que ce simple avis ne saurait lier le tribunal ».

En fait, ajoutait-il, « le juge de paix, pouvant igno-

rer l'existence de certains parents demeurant à de grandes distances, avait appelé des parents de la ligne paternelle pour représenter, dans le conseil, ceux de la ligne maternelle, en l'absence de ceux-ci sur les lieux ou dans le périmètre indiqué par l'article 467, ces personnes, aux dires du tribunal, ne paraissant pas suspectes dans leur honorabilité, semblant être désintéressées des conséquences de la demande et ayant donné un avis motivé qui manifestait leur intérêt à M. de P... » Le concert frauduleux n'apparaissait pas davantage! Et le tribunal de conclure que l'irrégularité relevée dans la composition du conseil de famille n'avait causé aucun préjudice à M. de P... et devait, en conséquence, sortir son effet légal.

Sur appel interjeté par M. de P..., et basé sur la nullité de la délibération du conseil de famille, pour vice dans sa constitution, et parce que, parmi les membres délibérants, se trouvaient des mandataires ayant mandat impératif, la Cour d'appel d'Angers a rendu un arrêt dont les considérants sont, pour nous, un enseignement et nous serviront de point d'appui, lorsque nous aurons à conclure sur le rôle du conseil de famille. Ils nous révèlent (nous l'apprécions, bien entendu, dans ses attendus, n'ayant pas sous les yeux les conclusions qui exposaient les à-côté du procès, qui devaient, certes, cacher un intérêt chez le demandeur), qu'en fait « la déclaration du conseil

de famille a eu lieu dans des circonstances et avec des éléments qui préjudicient aux intérêts de de P... *et qui ont méconnu les droits de la défense* ». (Voilà notre crainte dans cette délicate question de l'interdiction!) Ils nous révèlent encore que le conseil de famille avait été composé de parents pris dans la ligne paternelle et « qu'il résulte des documents de la cause que c'est systématiquement que les parents de la ligne maternelle, suffisamment connus de la dame de R..., ont été exclus de ce conseil, quoique, parmi eux, il s'en trouvât à un degré plus proche de de P..., et quoique certains de ces parents ne se trouvasent pas, en dehors de la distance légale, à une distance plus éloignée que certains parents de la ligne paternelle qui ont été appelés ». Et si nous ajoutons que l'arrêt constate que deux de ces parents de la ligne appelée à composer le conseil de famille avaient cru bon de se faire représenter à la délibération avec le mandat impératif de voter favorablement, on se fera une juste idée de ce que pouvait être une délibération menée avec si peu de souci des intérêts du défendeur.

Aussi, sans hésitation, la Cour d'Angers a-t-elle décidé que si l'observation des dispositions des articles 407, 409, 410 du Code civil, auxquelles se réfèrent l'article 494 du même Code et l'article 892 du Code de procédure civile, n'est pas prescrite à peine

de nullité, leur violation entraîne l'annulation de l'avis du conseil de famille, lorsque celui-ci fait préjudice aux droits de la partie défenderesse, et *qu'en cas de préjudice, comme en cas de fraude*, cette annulation est d'ordre public, comme se rattachant à l'état des personnes.

Et la Cour déclare la demande non recevable. Peut-être, sur cette conclusion finale, faudrait-il apporter quelques réserves : de ce que, en effet, l'avis du conseil de famille est déclaré nul, il ne s'ensuit pas fatalement que la demande soit injustifiée et irrecevable. Mieux vaudrait, à notre avis, annuler purement et simplement l'acte et reconnaître, avec une jurisprudence moins radicale, que la délibération seule est entachée de nullité et doit être redressée en conformité avec les dispositions de la loi (1).

Quoi qu'il en soit, il n'est pas permis d'oublier, dans la discussion, qu'une formalité, non substantielle, il est vrai, mais importante par les conséquences qu'elle peut entraîner, et qui joue un rôle effectif dans une procédure aussi grave, a pu être interprétée, quant à sa valeur juridique, dans deux sens opposés par deux juridictions différentes. C'est de trop, et nous nous en souviendrons dans la critique générale que nous nous proposons de faire.

(1) En ce sens, Pau, 2 janvier 1895, S., 95, 2, 129 et Caen, 26 novembre 1895, S., 96, 2, 233.

Enfin, et suivant le principe ci-dessus exposé, il faut conclure que les enfants de celui qui provoque l'interdiction peuvent, sans difficulté, faire partie du conseil de famille. Tel est l'avis de la Cour de cassation, qui a jugé dans ce sens, par arrêt du 19 mai 1885 (1), en décidant que la mère de l'intéressé a un droit propre à faire partie du conseil de famille, alors qu'il n'en est pas ainsi du beau-père (2).

En résumé, l'idée qui a guidé le législateur, c'est que le conseil de famille, visé par nos articles, composé suivant les règles de droit commun (sauf la restriction qui va être étudiée), doit présenter le plus possible d'impartialité, et il faut approuver sans réserve les décisions de jurisprudence qui ont écarté du conseil de famille les personnes dont l'impartialité pouvait paraître douteuse. C'est par application de cette règle générale que la Cour de cassation a décidé qu'un parent du défendeur ne pourrait faire partie du conseil, s'il était acquis qu'il avait un intérêt personnel contraire à celui du défendeur (3) ; que les Cours d'appel de Caen et de Lyon ont été d'accord pour juger qu'un mari plaidant en séparation de corps contre sa femme, dont l'interdiction est provoquée, peut être écarté du conseil de famille (4).

(1) DALLOZ, 1886, 1, 71.

(2) Caen, 10 juillet 1880, D., 1881, 2, 217.

(3) Cass., 21 avril 1880, D., 1880, 1, 430.

(4) Caen, 31 juillet 1878, D., 1879, 2, 269 et Lyon, 17 janvier 1882, D., 1883, 2, 12.

Il a été jugé, dans une espèce opposée à la précédente, qu'un parent du défendeur n'est pas exclu du conseil de famille, quoiqu'il ait intérêt à ce que l'interdiction de son parent ne soit pas prononcée; et nous approuvons cette décision rendue, en somme, en faveur de celui dont l'interdiction est provoquée, parce que l'avis de ce parent, qui prend part à la délibération, peut enrayner un courant d'idées trop enclines à se prononcer dans le sens favorable à la demande (1).

A la liste des personnes capables de faire partie du conseil de famille, il y a lieu d'ajouter la mère de la personne à interdire, et la Cour de Caen a jugé que ce droit lui est acquis, même au cas où l'interdiction est poursuivie à la requête du père (2). Il en faut dire autant des grands-parents, qui doivent être appelés à la délibération; et cette solution se déduit, *a contrario*, d'un arrêt de la Cour suprême, qui formule que l'omission, même volontaire de l'aïeule, lors de la réunion du conseil de famille appelé à délibérer en suite d'une demande à fin d'interdiction, peut ne pas être considérée comme une cause de nullité de la délibération intervenue, s'il est constaté, en fait, que cette aïeule n'était, ni à raison de sa situation morale, ni à cause de sa santé, en état de participer à cette délibération, alors même qu'elle aurait formellement

(1) DALLOZ, *Rép. et Interdiction*, n° 72.

(2) Caen, 10 juin 1881, S., 1881, 2, 33.

demandé de prendre place dans le conseil (1). L'arrêt, en réalité, a fait une application logique de l'article 407 du Code civil, qui avait été interprété de la même façon par la Cour de cassation, par arrêt du 2 mai 1842 (2).

Les alliés doivent être appelés à faire partie du conseil de famille; fût-il veuf, un allié ne cesse pas d'être l'allié de sa belle-sœur et doit, de préférence à un ami, être choisi comme membre du conseil de famille formé pour donner son avis sur l'interdiction de cette dernière. La Cour de cassation en a décidé ainsi (3) et sa doctrine a été suivie par quelques auteurs, notamment par M. Demolombe (4).

Enfin, il faut noter, dans notre matière, la présence d'un membre du conseil de famille, dont il n'est pas question dans le conseil de famille du mineur : nous voulons parler de l'époux, qui, n'étant ni parent ni allié de son conjoint, est plus que les parents ou alliés : « ils ne font qu'un », dit M. Demolombe (5), et c'est, à *fortiori*, qu'il faut l'appeler, puisqu'on appelle les parents et les alliés.

— Telles sont les personnes qui, de droit, font partie du conseil de famille du défendeur à l'interdiction.

(1) Cass., 7 mai 1873, S., 1873, 1, 299 et D., 73, 1, 243.

(2) S., 1842, 1, 493.

(3) Cass., 24 février 1825, D., 1825, 1, 119.

(4) DEMOLOMBE, t. V, n° 457.

(5) DEMOLOMBE, t. V, n° 495.

Seulement, après avoir spécifié le mode de composition de ce conseil, le législateur s'est empressé de faire une restriction et d'établir, dans l'article 495, une cause spéciale d'exclusion : « Ceux qui auront provoqué l'interdiction, dit notre article, ne pourront faire partie du conseil de famille : cependant, l'époux ou l'épouse, et les enfants de la personne dont l'interdiction sera provoquée, pourront y être admis sans y avoir voix délibérative. »

Ainsi donc, — et sur la rédaction de la première partie de l'article 495 l'accord est parfait, — les parents qui ont provoqué l'interdiction ne peuvent pas être membres du conseil avec voix délibérative. Ils ne peuvent même pas assister aux réunions avec voix consultative. La solution se conçoit aisément : admettre le poursuivant au sein de l'assemblée de famille, c'eût été lui donner la double qualité de juge et de partie dans une délibération où il est le premier intéressé ; c'eût été donner à une réunion, où le calme et le sérieux de la discussion doivent prédominer, où les membres doivent, avant tout, se préoccuper de la défense de la personne et des intérêts du défendeur, un caractère contraire à l'esprit de la loi. Il est à craindre que le poursuivant, malgré l'opinion contraire qui peut se former au sein du conseil, lequel donne un avis défavorable à la demande en interdiction, ne se bute et ne persiste, par amour-propre ou

par intérêt, dans son opinion contraire et ne la manifeste de façon scandaleuse au cours de la discussion. Aussi est-ce sagesse de l'avoir écarté du conseil de famille. Ce qui ne signifie pas, entendons-le bien, que son rôle soit réduit à néant. Rien ne s'oppose, en l'état actuel du texte, que le conseil, s'il le juge à propos, l'appelle pour obtenir de lui les éclaircissements dont il a besoin pour délibérer en connaissance de cause, sans toutefois lui permettre de suivre, en y assistant, les séances de délibération : c'est un droit qui appartient au conseil de famille et qu'il serait injuste de lui contester, dans l'intérêt même de la délibération et de l'avis qu'il doit ensuite formuler !

Aucune difficulté ne surgit donc relativement à la teneur de la première partie de notre article : il est bien entendu que tous ceux qui ont provoqué l'interdiction, parents ou conjoint, sont exclus du conseil de famille. Mais la seconde partie de notre article 495 a un sens beaucoup moins net et son interprétation est l'objet d'une profonde dissidence. « Cependant, y est-il dit, l'époux ou l'épouse et les enfants de la personne dont l'interdiction est provoquée peuvent y être admis sans y avoir voix délibérative. » C'est donc que la loi établit une différence entre les parents du défendeur et son conjoint ou ses enfants. En quoi consiste, au juste, cette différence ? C'est sur ce point que le désaccord s'est produit entre les auteurs et il

est nécessaire d'exposer la manière de voir et les conclusions des uns et des autres.

Dans un premier système, on prétend que le conjoint et les enfants de la personne dont l'interdiction est demandée ne peuvent jamais prendre part au conseil avec voix délibérative, qu'ils soient ou non demandeurs dans l'instance ; ce qui revient à dire qu'ils sont traités comme les parents qui ont provoqué l'interdiction, même s'ils n'ont pas pris l'initiative de l'instance. Et l'on fait alors cette distinction : sont-ils demandeurs en interdiction, ils ne peuvent être appelés au conseil avec voix délibérative, ni avec voix consultative ; la demande a-t-elle, au contraire, été provoquée par d'autres parents, ils peuvent alors y être appelés, mais avec simple voix consultative et sans en être membres, tandis qu'inversement les parents qui, comme eux, n'ont pas provoqué l'interdiction, doivent être convoqués comme membres du conseil et pour y avoir voix délibérative.

Les défenseurs de ce système font valoir, à l'appui de leur thèse, deux ordres de considérations distinctes : les unes sont revêtues du caractère immoral que présenterait la présence de ces personnes au sein du conseil de famille, avec voix délibérative. On pense qu'il est contraire aux convenances et à la morale d'obliger l'épouse et les enfants d'une personne atteinte de folie de se prononcer sur l'état d'un

mari ou d'un père « malheureux et humilié, qu'ils doivent constamment entourer de soins, de respect et de tendresse ». On ajoute que leur délibération n'est pas libre ; que l'union, l'harmonie parfaite n'existe pas au même degré dans tous les groupements familiaux ; qu'ici pleins de déférence ou d'attachement pour leur père, les enfants et l'épouse chercheront à pallier la gravité de l'état mental de leur père et du mari ; que là, le relâchement des liens de famille incitera les uns et les autres à présenter sous un jour tragique un état mental moins grave qu'il l'est dans la réalité. La délibération émanée de ces personnes, en un mot, ne serait jamais dépourvue de l'esprit d'indépendance et d'impartialité qui était au fond de la pensée du législateur.

Et cela est si vrai, dit-on, que l'orateur du Tribunal, au moment où il proposait la disposition contenue dans la seconde phrase de l'article 495, s'exprimait dans les termes suivants : « Il a paru moral que le conjoint et les enfants de celui qu'il s'agit d'interdire ne puissent jamais être obligés de délibérer sur cette matière (1). »

Le second ordre de considérations invoquées par les partisans du système de l'exclusion de l'époux et des enfants a une source juridique ou du moins pré-

(1) TOULLIER, t. II, nos 1321 et 1322 : DU CAURROY, BONNET et ROUSSEAU, t. I, « Sur l'article 495 », nos 720 et suiv.

tendue telle par ses adeptes. On dit que les travaux préparatoires du Code civil se sont prononcés dans ce sens et que l'article 8 du projet du Code déclarait, de façon positive, que, sans doute, les enfants et l'époux peuvent être appelés à composer le conseil de famille, mais qu'ils « n'y ont pas voix délibérative, encore qu'ils n'aient pas provoqué l'interdiction » (1). De plus, on invoque deux arrêts isolés des Cours d'appel de Paris et de Nancy. Le premier, en date du 28 février 1814, dit, en effet, que la délibération du conseil de famille n'est pas nulle par ce seul fait qu'on a omis d'y appeler la femme de celui dont l'interdiction est provoquée (2). Le second déclare, dans son dispositif du 21 novembre 1844, que le conseil de famille d'un individu marié, dont on provoque l'interdiction, est régulièrement composé par trois parents de la ligne paternelle et trois parents de la ligne maternelle, bien que la femme du défendeur (qui, dans l'espèce, ne l'avait pas demandé) n'y avait pas été appelée, en ce que l'admission de la femme au conseil de famille, sans y avoir voix délibérative, est purement facultative, et que le conseil est maître, alors même qu'elle est réclamée, de la permettre ou de l'interdire (3).

(1) FENET, t. X, p. 698.

(2) CARPENTIER, *Répert.*, v° « Interdiction », n° 190.

(3) CARPENTIER, *ibid*, n° 191.

Nous allons voir ce qu'il faut penser de cette argumentation, en exposant le second système dont l'argumentation constituera la réfutation des raisons juridiques invoquées dans la théorie admise. Hâtons-nous d'indiquer qu'il a rallié la majorité de la doctrine, et voici à quelle conclusion il aboutit.

L'article 495, tout d'abord, ne s'est pas occupé de l'hypothèse où le conjoint et les enfants, aussi bien que les autres parents, n'ont pas provoqué l'interdiction. En ce cas, rien ne fait obstacle à ce qu'ils puissent faire partie du conseil de famille avec voix délibérative. « Ils doivent entrer sans limitation de nombre, dit M. Huc, dans le conseil de famille, avec voix délibérative (1). » Quelle raison, en effet, pourrait-il y avoir de les exclure ? « Ce sont eux, dit M. Mourlon, qui doivent plutôt être appelés les premiers, car assurément la loi a plus de confiance en eux qu'en de simples collatéraux (2). »

Que si, au contraire, l'époux ou les enfants ont provoqué l'interdiction, par exception à la règle générale formulée dans le premier alinéa de l'article 495, ils ont néanmoins accès au conseil de famille, non en qualité de membres délibérants, mais en qualité d'assistants autorisés à suivre les séances avec simple voix consultative, tandis que les autres parents qui

(1) HUC, *ibid.*, t. III, n° 509.

(2) MOURLON, *Répét. écrites sur le Code civil*, t. I, n° 1280.

ont provoqué l'interdiction ne peuvent y être appelés qu'accidentellement pour, au besoin, donner des renseignements, sans pouvoir y assister d'une façon continue ni avoir voix consultative.

Voilà où aboutit ce système et voici les principaux arguments qu'il fait valoir. On dit que la rédaction grammaticale de l'article 495 en fait un seul tout et qu'elle prouve que le législateur a voulu traiter avec plus de faveur le conjoint et les enfants que les autres parents. L'article statue sur une seule et même question, qui est celle de savoir si celui qui a provoqué l'interdiction sera admis au conseil de famille, et, après avoir posé, en règle générale, son exclusion, il s'empresse d'apporter une exception au profit du conjoint et des enfants : « *cependant*, l'époux ou l'épouse, et les enfants de la personne dont l'interdiction sera provoquée, pourront y être admis sans avoir voix délibérative. » On ne saurait, semble-t-il, être plus explicite : c'est par faveur qu'au lieu de les repousser d'une manière absolue, comme intéressés et comme parties lorsqu'ils sont les provocateurs de l'interdiction, le législateur les admet au conseil de famille avec voix consultative.

Et l'on ne comprend pas, ajoutent les partisans de ce système, qu'on s'évertue à retourner contre eux cette disposition de faveur, en leur refusant le droit de délibérer, dans les cas où ce droit appartiendrait à

de simples parents, lorsqu'ils n'ont pas pris l'initiative d'une demande en interdiction. Il est certain, en l'occurrence, qu'ils ont le droit de voter, à l'instar de tous les autres membres du conseil. Les raisons présentées par les adversaires n'ont aucune consistance et il est facile de les contredire.

Dira-t-on qu'il est immoral de leur permettre de voter sur une question aussi grave, et que l'intérêt qu'ils peuvent avoir à faire aboutir ou à contredire la procédure d'interdiction est un motif d'exclusion ? On peut et on doit plutôt supposer que, dans la plupart des cas, l'intérêt du conjoint et des enfants sera plutôt guidé par la tendresse et l'affection, et, ces sentiments n'existeraient-ils pas, que ce ne serait pas une raison suffisante pour leur enlever le droit de participer au conseil avec voix délibérative. La loi n'autorise-t-elle pas, en effet, l'époux et les enfants à provoquer l'interdiction de leur époux ou de leur ascendant et une demande directe en interdiction n'est-elle pas plus grave qu'un simple vote émis dans un conseil de famille ? Aussi nous rangeons-nous à la déduction logique que tire M. Demolombe de ces prémisses. « Ce serait, dit-il, une contradiction manifeste que d'autoriser une personne à former elle-même la demande et à lui défendre de voter, comme membre du conseil, sur une demande formée par une

autre (1). » Et nous ajouterons qu'il serait extraordinaire que, lorsque le législateur veut que les tribunaux demandent l'avis de la famille, il en repousse tout d'abord et nécessairement les principaux membres, lesquels sont aussi les plus capables de donner des renseignements sur les actes du défendeur et sur son état mental.

Quant aux travaux préparatoires et à l'article 8 du projet du Code civil, on est mal fondé à en faire état, car, précisément, les dispositions de l'article 8 ont été modifiées par le législateur et ne sont pas passées dans la rédaction primitive, qui n'a pas été finalement adoptée.

Toutes ces raisons, frappées au coin du bon sens et de l'esprit juridique, nous paraissent déterminantes et, avec la majorité des auteurs, nous sommes amenés à conclure qu'en théorie, il faut admettre que l'époux et les enfants du défendeur non poursuivants ont l'entrée du conseil de famille avec voix délibérative, mais qu'ils n'y doivent être appelés qu'avec voix consultative lorsqu'ils sont demandeurs à l'interdiction (2).

Une jurisprudence, plus récente que celle présentée

(1) DEMOLOMBE, t. VIII, n° 500.

(2) Dans ce sens, AUBRY et RAU, t. I, § 195, p. 734 ; BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 820 ; DEMOLOMBE, t. VIII, n° 500 ; LAURENT, t. V, n° 265 ; PLANIOL, t. I, n° 260, etc.

par les adversaires de la thèse que nous défendons, opine dans notre sens. Un jugement du tribunal civil de la Seine, du 14 décembre 1852, confirmé, quant au fond, par un arrêt de la Cour de Paris du 24 février 1853, décide que « la femme qui n'a pas provoqué l'interdiction, fait nécessairement partie du conseil comme portant plus d'intérêt que tout autre à celui qui est l'objet de la convocation (1). Cet arrêt a été lui-même confirmé, le 15 juin 1857, par une décision nouvelle de la même Cour d'appel (2).

La jurisprudence a donné une solution analogue, en ce qui concerne les enfants non demandeurs qui font partie du conseil de famille, avec voix délibérative ; le 27 mai 1839 (3), la Cour d'appel de Bourges a adopté ce principe, que la Cour d'appel de Caen a également consacré (4).

Cela dit, et le mode de composition du conseil de famille élucidé, il faut se demander ce qu'il adviendrait si ce dernier était composé irrégulièrement ? S'ensuivrait-il inévitablement la nullité de la délibération et de toute la procédure qui s'en suit ?

La loi n'a pas résolu ce problème, mais elle applique, nous le savons, à la composition et la délibéra-

(1) S., 1853, 2, 463 et D., 1853, 2, 107.

(2) S., 1853, 2, 104.

(3) D., *Rép.*, v° « Interdiction », n° 174.

(4) *J. du Pal.*, 1843, t. I, p. 46.

tion du conseil de famille de l'interdit, sauf, bien entendu, la restriction de l'article 495, qui vient d'être étudiée, toutes les règles édictées pour la composition et la délibération du conseil de famille du mineur. Il n'est pas d'ouvrage de doctrine qui ait spécialement étudié cette question. Quant à la jurisprudence, elle s'est orientée dans le sens d'un pouvoir discrétionnaire assez étendu et laisse à l'appréciation souveraine des tribunaux le soin de juger de la validité des délibérations, prises par le conseil de famille, sous la réserve que l'irrégularité ne porte pas atteinte aux droits du défendeur. Voici, du reste, à quel système elle s'est arrêtée, depuis ces dix dernières années, système qui résulte de trois arrêts de la Cour de cassation, dont deux rendus en 1904 par la chambre des requêtes et le troisième en 1910 par la chambre civile, après délibération en chambre du conseil.

Le premier arrêt, du 29 juin 1904 (1), consacrant une série de décisions antérieures plus ou moins explicites, dans une affaire Latchimy contre Sabady Sidam-barom, déclare que « les règles tracées par l'article 407 du Code civil et par les articles suivants pour la composition du conseil de famille, la convocation ou la délibération, ne sont pas prescrites à peine de nullité », et que « les tribunaux ont, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire ».

(1) D., 1904, 1, 400.

Le second arrêt, entrepris devant la Cour suprême pour violation des articles 407, 409 et 494 du Code civil (Demoiselle Quenoble contre dame Quenoble), contre un arrêt de la Cour d'appel de Rouen, en date du 14 novembre 1900, a été rendu le 18 juillet 1904 (1). Le pourvoi critiquait l'arrêt en ce qu'il avait refusé d'annuler une délibération du conseil de famille ayant à statuer sur une demande d'interdiction, sous prétexte que, soit du côté paternel, soit du côté maternel, la famille avait été légalement représentée, alors que, malgré les protestations de l'exposante contre la composition du conseil de famille, le juge de paix avait formellement refusé d'admettre comme membres du conseil des parents présentés par cette dernière, bien qu'ils fussent qualifiés pour en faire partie, et qu'il avait, au contraire, admis des étrangers.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi, sur le considérant suivant : « Attendu que ces règles édictées par les articles 407 et suivants du Code civil n'étant pas prescrites à peine de nullité, il est sans intérêt de rechercher si, pour compléter le conseil de famille de la dame Quenoble mère, le juge de paix du Havre a pu, à défaut de parents domiciliés dans le périmètre légal, appeler deux amis réunissant les conditions d'aptitude prévues par l'article 409 du Code

(1) D., 1904, 1, 552.

civil ; — Qu'à cet égard, la constatation de l'arrêt attaqué que le choix de ces deux personnes, ayant eu des relations habituelles d'amitié avec la dame Quenoble, étant pleinement justifiée, est suffisante en la forme et échappe, en ce qui touche le fond, au contrôle de la Cour de cassation ; — Par ces motifs, rejette. »

Enfin, dans une affaire Sabatier contre Corny, la Cour de cassation a statué, le 13 avril 1910, et rendu un arrêt commun à une demande en dation de conseil judiciaire et à une demande en interdiction. Il s'agissait, en l'espèce, de juger un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de Riom, du 29 juillet 1907, lequel avait validé une délibération d'un conseil de famille réuni pour statuer sur une demande en dation de conseil judiciaire. Or, sur les six membres convoqués, l'un d'eux avait présenté une excuse valable et le sixième était la femme du défendeur, qui était en instance de séparation de corps. Dans ces conditions, la femme était-elle capable de figurer dans le conseil de famille, et, dans la négative, son incapacité entraînait-elle la nullité de la délibération ?

La Cour y a répondu par les considérants suivants :
« Attendu que si l'article 495 admet à faire partie du conseil de famille, avec voix délibérative, la femme de celui dont l'interdiction a été provoquée par d'autres que par elle-même, ce texte n'apporte aucune

dérogação à l'article 422, § 4, applicable en matière d'interdiction ou de dation de conseil judiciaire, comme en matière de minorité, et d'après lequel : « Ne peuvent être tuteurs ni membres du conseil de famille... 4° Ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune et une partie notable de ses biens sont compromis ; — que la dame Corny n'avait pas, dans l'espèce, d'aptitude légale pour délibérer. »

En conséquence, la délibération n'a pas été prise valablement par les cinq membres présents, c'est-à-dire par les trois quarts au moins des membres convoqués. La Cour le constate et ajoute :

« Attendu que, cependant, l'arrêt se basant sur ce que les magistrats ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la régularité de la délibération, refuse d'en prononcer l'annulation, sous prétexte qu'il n'y a eu ni fraude possible, ni irrégularités pour Sabatier, et qu'en écartant la voix de la femme et celle d'un parent excusé, la majorité a été formée par quatre voix ; — Par ces motifs, casse (1). »

Ainsi, la Cour a établi la ligne de démarcation précise sur le pouvoir discrétionnaire des magistrats. Il est évident, nous avons eu l'occasion de le dire, que la femme n'est pas nécessairement incapable de faire

(1) D., 1911, 1, 47.

partie du conseil de famille avec voix délibérative, lorsqu'elle se trouve dans les conditions de l'article 495. Il n'en serait plus de même si elle était en instance de séparation de corps ou de divorce avec son mari, dont l'interdiction est provoquée.

La Cour d'appel, oubliant ce principe, et se basant sur une jurisprudence constante, aux termes de laquelle (1) les règles légales relatives à la composition du conseil de famille ne sont pas prescrites à peine de nullité, a conclu de ce silence que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si l'irrégularité a été assez grave pour entraîner la nullité de la délibération. Elle en a conclu que *si la délibération n'était pas frauduleuse, et qu'au surplus elle ne portait pas préjudice à l'incapable*, les juges pouvaient maintenir comme valable la délibération irrégulière.

C'est vrai, dans la plupart des cas, et la Cour de cassation elle-même l'a admis dans les deux arrêts précités; mais elle estime qu'il y a une limite forcée au pouvoir discrétionnaire des juges et que ce pouvoir discrétionnaire cesse quand l'irrégularité est telle

(1) Voir, notamment, sur l'annulation possible d'une délibération entachée de fraude ou compromettant les intérêts des incapables : Douai, 4 juillet 1855, D., 1857, 2, 47 ; Req., 3 mars et 1^{er} avril 1856, D., 1856, 1, 290 ; Req., 4 novembre 1874, D., 1875, 2, 214 ; Req., 7 janvier 1893, D., 1893, 1, 152 ; et, enfin, un arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 7 janvier 1899, D., 1900, 2, 273.

que l'une des conditions essentielles à la validité de la délibération fait défaut et lorsque, en réalité, il y a inexistence juridique du conseil de famille; ce qui existait précisément dans l'espèce qui lui était soumise, puisque la femme étant légalement incapable de faire partie du conseil, celui-ci, par suite de cette incapacité et aussi de l'excuse valable de l'un de ses membres, était réduit à quatre, c'est-à-dire à un nombre insuffisant pour constituer le *quorum* et prendre une décision valable.

On peut, d'après les explications qui viennent d'être données, déclarer qu'à l'heure actuelle, la jurisprudence est stable et qu'elle accorde aux tribunaux un pouvoir souverain d'appréciation sur la régularité de la composition du conseil de famille, *lorsque cette composition n'est pas faite en violation d'un texte formel de la loi.*

Ce point fixé une fois pour toutes, et étant donné un conseil de famille régulièrement composé, appelé à délibérer sur l'état mental de celui qui est l'objet d'une demande d'interdiction, il faut préciser la mission qui lui est confiée par la loi et la manière dont il est tenu de la remplir.

Il n'échappe à personne que la mission dévolue au conseil de famille est aussi grave que délicate, bien qu'elle ne consiste qu'en un simple avis à émettre sur l'état de la personne dont l'interdiction est deman-

dée. Des dissentiments peuvent s'élever, des chocs se produire, au cours de la délibération, provoqués par des sentiments divers, professés à l'égard du défendeur ou du demandeur en interdiction : ici, plus peut-être que dans tout autre conseil de famille, chacun des membres qui le composent doit faire preuve de pondération, de mesure, d'impartialité et de justice, et le rôle de président, qui incombe au juge de paix, ne va pas sans difficultés.

Il peut arriver, et il arrive, que le conseil soit composé de parents qui n'ont eu avec le défendeur que des relations lointaines qui ne leur ont pas permis de se rendre compte d'une maladie mentale, ni d'en suivre l'évolution, et, partant, qui leur enlève toute autorité pour exprimer en conscience et en toute sécurité leur avis sur l'état mental de leur parent. Aussi s'est-on demandé s'il est loisible au conseil de convoquer à sa réunion les parties intéressées, le demandeur et le défendeur. La loi n'a pas tranché ce point spécial et la doctrine n'est pas d'accord sur la solution qu'il convient d'y apporter. Les uns estiment qu'étant choisi à raison de la connaissance qu'il est présumé avoir de l'état mental du défendeur, le conseil n'a pas à procéder à son interrogatoire et que c'est au tribunal seul que la loi confie ce soin (1). Les

(1) V. LAURENT, t. V, n° 265, et HUC, t. III, n° 509, p. 492.

autres, plus judicieusement, arguent qu'il est dans le droit du conseil de famille d'employer tous les moyens nécessaires ou utiles pour délibérer en connaissance de cause. Puis, partant de ce raisonnement, ils trouvent que rien ne s'oppose à ce que le poursuivant soit appelé par le conseil de famille pour donner des renseignements et exposer ses motifs. Ils décident, de même, qu'à plus forte raison, pour éclairer leur religion, les membres du conseil de famille ont pleins pouvoirs pour interroger le défendeur, soit en l'appelant à leur réunion, s'il est en état de s'y rendre, soit en se transportant près de lui, s'il lui est impossible de répondre à une convocation (1).

A choisir entre les deux systèmes, il ne faut pas hésiter à opter pour le second, et cela pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'il n'est pas en contradiction avec l'esprit de la loi, qui n'a pas pu édicter une mesure platonique, et qui l'aurait fait si elle ne permettait pas implicitement au conseil de famille de se renseigner le mieux possible avant de délibérer et d'émettre un avis dont, quoi qu'on en pense, les tribunaux tiendront toujours compte, s'il est désintéressé; puis parce que cet interrogatoire, en fait, peut devenir nécessaire, dans le cas déjà prévu où les parents connaîtraient peu ou mal celui sur l'état mental duquel

(1) V. DEMOLOMBE, t. VIII, nos 497 et 498, et BAUDRY-LACANTINERIE, t. III, n° 812.

ils doivent émettre leur avis; enfin parce que cet interrogatoire, loin de préjudicier à l'intéressé, peut être, si l'avis est négatif, une indication précieuse pour le tribunal, qui peut avoir des doutes, avant qu'il interroge lui-même le défendeur, sur le bien-fondé de la demande qui lui est soumise.

Il n'est pas inopportun de relever une considération d'ordre juridique qui a son importance et qui donne plus de poids encore à l'opinion que nous défendons. En effet, le tarif des frais et dépens, du 16 février 1807, dans son article 92, alloue à l'avoué une vacation pour assister à la délibération du conseil de famille, qui suit la demande en interdiction et précède l'interrogatoire. Il est vraisemblable que le texte envisage l'avoué du poursuivant, car, à ce point de la procédure, le dément n'a pas encore été touché par la signification de la requête présentée par le demandeur au président du tribunal à fin d'interdiction. Quoi qu'il en soit, l'avoué peut être appelé par le conseil de famille, si celui-ci le juge convenable, et il est évident qu'il assiste au conseil, sans voix délibérative, mais pour simplement fournir des renseignements. Dès lors, l'avoué, n'étant qu'un mandataire légal, ne peut avoir plus de droits que son mandant lui-même, et il faut conclure que le conseil peut appeler, au même titre, le poursuivant lui-même. Pourquoi ne pas admettre, pour pousser la logique dans

ses derniers retranchements, que ce qui est permis au poursuivant ne doit pas être défendu à celui dont on poursuit l'interdiction ? C'est là, à notre avis, une solution logique, qui a l'avantage d'être équitable, en ce sens que le conseil de famille, s'il a le droit d'écouter le demandeur, a le devoir, s'il désire juger sans prévention, de se rendre compte, *de auditu*, de l'état mental de son parent.

Il échoit, en suite de cet exposé théorique, de préciser le rôle imparti aux membres du conseil, ainsi que les conditions de validité de sa délibération et de son avis.

Il va de soi que le conseil n'est pas appelé à se prononcer sur la question litigieuse de savoir si le défendeur doit ou ne doit pas être interdit ; il doit, d'après les dispositions des articles 494 du Code civil et 892 du Code de procédure civile, se contenter de donner son avis sur l'état mental de la personne dont l'interdiction est demandée ; la loi ne lui demande que de constater cet état mental, sans avoir à se prononcer sur l'opportunité ou l'inopportunité de l'interdiction. Un arrêt de la Cour de Paris, du 28 février 1814, a précisé cette mission du conseil (1). Cependant, il est plus généralement admis que le conseil de famille n'excéderait pas sa mission s'il déclarait qu'il y a lieu de poursuivre l'interdiction.

(1) CARPENTIER, *Rép.*, v° « Interdiction », n° 202.

« Ce serait là une exagération en sens inverse, dit M. Demolombe ; car il est clair que ce n'est là, de la part du conseil de famille, qu'une manière de donner l'avis qui lui est demandé (1). » Au surplus, la Cour de cassation a rendu un arrêt conforme à cette opinion, à la date du 5 avril 1864 (2).

Comme la délibération prise par le conseil de famille n'est pas sujette à homologation, et qu'elle n'a pas le caractère d'un jugement, elle n'est susceptible, quant au fond, d'aucun recours. Il semble même logique d'admettre qu'elle ne doit pas, nécessairement, mentionner l'avis de chacun des membres qui le composent (3).

Néanmoins, de ce que la délibération ne peut être attaquée au fond, il ne résulte pas qu'elle échappe à un recours en annulation pour vices des formes imposées par la loi à peine de nullité ; telle serait, par exemple, la nullité qui résulterait de l'admission au conseil de famille de ceux qui ont provoqué l'interdiction. Le défendeur a le droit de l'invoquer, soit après l'interrogatoire, soit après avoir défendu à la demande en nomination d'un administrateur provisoire, soit même en appel.

Nous arrivons ainsi au terme de l'examen de notre

(1) DEMOLOMBE, t. VIII, n° 501, *in fine*.

(2) S., 1864, 1, 158 ; D., 1865, 1, 64.

(3) Cass., 2 août 1860, D., 1860, 1, 495.

section III, relative à l'avis du conseil de famille, dont il échet, avant d'aborder l'interrogatoire, de préciser la nature. Le législateur lui a donné — il n'en faut pas douter à la suite des explications qui précèdent — une importance capitale, car si le tribunal n'est pas lié par cet avis, il n'en exercera pas moins une grande influence sur la marche de la procédure et sur le soin qu'apporteront les magistrats à se rendre compte du bien-fondé de la demande. Aussi s'est-on, de bonne heure, demandé si la délibération du conseil de famille doit être considérée comme un simple acte de procédure, ou si, au contraire, elle ne constitue pas une formalité essentielle, requise à peine de nullité. M. Baudry-Lacantinerie (1) lui attribue, sans hésitation, ce second caractère : c'est « pour des raisons d'ordre public que le législateur exige l'avis du conseil de famille » et la nullité qui s'ensuit est une nullité d'ordre public, qui entraîne la nullité de toute la procédure. Les quelques décisions jurisprudentielles rendues sur la matière concordent avec cette manière de voir (2). Il faut conclure, du principe énoncé, que la nullité, résultant du défaut d'avis du conseil de famille, ne peut être couverte par l'acquiescement des parties, et dire, avec la Cour de Lyon,

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, t. III, n° 821.

(2) Voir, notamment, Caen, 31 juillet 1878, D., 1879, 2, 29, et Pau, 2 janvier 1895, S., 1895, 2, 129.

qu'elle peut être invoquée, même dans le cas où le défendeur a subi l'interrogatoire sans réserve et a même conclu au fond (1).

Malgré son importance, l'avis n'est pas l'élément décisif du jugement. Il a le désavantage évident de donner naissance à des difficultés théoriques considérables, outre qu'il est une arme parfois dangereuse, dont, à la vérité, le tribunal est libre de ne pas tenir compte, mais dont il faut se défier en pratique. Nous exprimerons plus loin notre manière de voir personnelle sur l'opportunité de son maintien. On peut nous reprocher, peut-être, l'extension que nous avons donnée à l'examen de cette formalité, mais nous l'avons fait avec intention, et afin de mieux en faire ressortir les inconvénients.

Il faut se garder d'y voir une formalité anodine sur la portée de laquelle le tribunal ne se laisse pas surprendre et qu'il a le droit de méconnaître! Théoriquement, la chose est possible, mais, dans la pratique des affaires, ce serait erreur de penser que l'avis du conseil de famille laisse indifférents les juges qui doivent prononcer leur sentence. Il y a un phénomène d'ambiance auquel les magistrats, les plus éprouvés n'échappent guère : il en est de l'avis du conseil de famille comme d'une enquête : l'un et l'autre influent

(1) Lyon, 14 juillet 1853, D., 1854, 2, 33.

sur la décision à intervenir : l'avis du conseil de famille laisse, quoi qu'on dise, des traces dans l'esprit des juges. Nous en apprécierons donc l'utilité dans notre chapitre IV.

SECTION IV

Interrogatoire.

Il n'est procédé à l'interrogatoire de celui dont l'interdiction est demandée qu'autant que le tribunal l'ordonne. Il a, en effet, le droit de rejeter purement et simplement la demande, sur l'avis défavorable à la poursuite en interdiction émis par le conseil de famille, comme il a la faculté de repousser la demande sans prendre l'avis du conseil. Ce principe nous paraît incontestable, et cependant il s'est rencontré des contradicteurs qui prétendent que les juges ne peuvent agir ainsi qu'après avoir procédé à l'interrogatoire, sous prétexte que l'article 496 du Code civil l'impose en termes impératifs : « *le tribunal interrogera le défendeur* », et aussi parce que l'article 893 du Code de procédure civile, qui s'occupe de l'interrogatoire et de l'enquête, présente le premier comme nécessaire, tandis que l'enquête n'y est prévue qu'avec un caractère facultatif. Et les partisans de ce système ajoutent que c'est exiger peu des magistrats, dans une affaire de cette importance, de recou-

rir au mode de preuve le plus décisif, qui est l'interrogatoire de la personne elle-même.

Cette théorie a certainement pris son point de départ dans un arrêt très ancien de la Cour d'appel d'Orléans, du 26 février 1819, rendu sur un appel interjeté contre un jugement du tribunal civil du même siège, en date du 30 décembre 1817, qui avait juridiquement interprété l'article 496 du Code civil, en déboutant le demandeur, et, conformément à l'avis du conseil de famille, concluant à la sanité d'esprit du défendeur, s'était catégoriquement prononcé dans un sens défavorable à la demande d'interdiction. « Considérant, disait le jugement, qu'il résulte de la délibération du conseil de famille et des motifs émis par le juge de paix, comme président de cette assemblée, qu'il a entendu dire que Claude Chou est un homme sage, économe, bien ordonné dans ses affaires et qu'il a raisonnablement répondu aux questions à lui adressées par le juge de paix; faisant droit, déclare qu'il n'y a pas lieu à statuer sur la demande de Pierre Chou, tendant à ce que Claude soit interrogé, et condamne Pierre aux dépens (1). »

Au passage, relevons, dans les termes du considérant, cette double particularité que, quelques années après la promulgation du Code civil (nous sommes

(1) SIREY, *Rec.*, 1819, 2, 32.

en 1817), le juge de paix motive la délibération du conseil de famille, ce que la loi ne prescrit pas, et que, surtout, il a procédé, en conseil de famille, à l'interrogatoire du défendeur, ce que le texte ne dit pas davantage, mais ce qui concorde avec l'opinion que nous avons émise, dans la section précédente, et tendant à permettre au conseil de famille d'appeler le défendeur pour apprécier sainement son état mental. Cette constatation, au lendemain de la mise en vigueur du Code, méritait d'être relevée.

Quoi qu'il en soit, le demandeur, débouté en première instance, avait interjeté appel, en prétextant que l'interrogatoire prescrit par l'article 496 du Code civil est un moyen d'instruction avant l'épreuve duquel il n'est pas permis de se prononcer, tandis que, de son côté, l'intimé prétendait, dans ses conclusions, que cet interrogatoire est un moyen d'instruction différent de tous les autres prévus au Code de procédure civile, dont les juges se servent, selon leurs besoins, pour s'éclairer, mais dont ils peuvent se dispenser lorsque leur religion est suffisamment instruite par les documents préalables qu'ils ont sous les yeux.

La Cour d'appel d'Orléans a admis le système de l'appelant par des motifs qu'il est utile de connaître :

« Considérant qu'en matière d'interdiction, les mesures indiquées par la loi sont de rigueur ; que

celles énoncées dans l'article 496 du Code civil, ensemble celles dont parle l'article 893 du Code de procédure, sont impérativement prescrites aux tribunaux et que la loi ne laisse, en ce cas, à la libre disposition du juge, que la faculté d'ordonner l'enquête, si les pièces produites et l'interrogatoire sont insuffisants, et dans le cas où les faits peuvent être justifiés par témoins, comme aussi de déterminer si l'enquête sera faite, ou non, hors la présence du défendeur; ce qui annonce que la loi regarde l'interrogatoire comme indispensablement nécessaire, et qu'elle en impose au juge l'obligation précise; — qu'en appliquant *ces principes à l'espèce*, il en résulte que *les juges* dont est appel (*sic*), en s'abstenant d'ordonner l'interrogatoire, n'ont pas épuisé tous les moyens d'instruction que la loi leur prescrivait pour s'assurer de l'état moral de l'individu dont on poursuivait l'interdiction; — Emendant, etc. »

La Cour d'appel de Paris a, elle aussi, posé le même principe, dans un arrêt sur lequel nous reviendrons dans quelques instants, dans le considérant suivant, à la date du 28 avril 1879 (1) :

« Considérant qu'il résulte des articles 496, 500 du Code civil et 893 du Code de procédure civile combinés, que si, en matière d'interdiction, l'enquête est

(1) S., 1879, 2, 180.

une mesure d'instruction purement facultative, l'interrogatoire de la personne défenderesse est impérieusement exigé..., etc. »

Ces considérants de principe, ou plutôt *qualifiés de principe*, par la Cour d'appel d'Orléans, ne nous semblent pas concluants. Il est évident que, lorsque les articles 496 du Code civil et 893 du Code de procédure civile déclarent que l'interrogatoire aura lieu après l'avis du conseil de famille, ils supposent que la procédure suit son cours et que l'instruction, incomplète après la présentation de la requête (qui, ne l'oublions pas, peut être rejetée *de plano*) et après l'avis du conseil de famille, suit le cours que la loi lui a donné dans les phases multiples de l'instruction de la demande. Mais la lettre même du texte exige-t-elle, par sa rédaction, que l'interrogatoire soit toujours et quand même une mesure d'instruction nécessaire? Evidemment, non. Et puis, telle ne saurait être la pensée de la loi!

« Comment! s'écrie à juste titre M. Demolombe, le tribunal serait convaincu qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la demande, tel serait l'avis unanimement exprimé par le conseil de famille, et il faudrait, malgré cela, et il faudrait inévitablement que le défendeur fût interrogé! Mais pourquoi donc? Non seulement cette mesure serait inutile, mais elle serait, en outre, par cela même, infiniment regrettable. N'est-ce

pas là, en effet, une très pénible et très humiliante épreuve, et convient-il de l'infliger, sans aucune utilité, à une personne que le tribunal est, dès à présent, convaincu qu'il n'y a pas lieu d'interdire (1) ! »

On ne saurait donner une meilleure interprétation du texte des articles 496 et 893 et de l'esprit de la loi, interprétation qui détruit avec succès l'explication draconienne de ces mêmes textes.

D'ailleurs, la Cour de cassation a implicitement consacré ce système dans un arrêt rendu par la chambre civile, le 17 janvier 1876, et qui détruit la jurisprudence de la Cour d'appel d'Orléans, dans une affaire veuve Duval contre veuve Pécuchet (2). La demanderesse avait adressé une requête au tribunal d'Yvetot, où elle articulait une série de faits de nature à prouver, suivant elle, que la dame Pécuchet, sa mère, n'avait plus l'usage de la raison. Officieusement, le tribunal avait convoqué cette dernière; officieusement, en chambre du conseil, il l'avait interrogée, et le 21 novembre 1873, il rendait un jugement de débouté pur et simple, sans ordonner ni la réunion du conseil de famille, ni l'interrogatoire de la dame Pécuchet. Sur l'appel interjeté par la dame Duval et l'intervention de la défenderesse, les deux chambres

(1) DEMOLOMBE, t. VIII, n° 503, p. 349.

(2) D., 1876, 1, 152.

civiles de la Cour d'appel de Rouen, réunies en audience solennelle, ont rendu l'arrêt suivant :

« Considérant qu'il appartient aux juges de rechercher si les faits articulés à l'appui d'une demande en interdiction sont concluants et de *rejeter*, *s'il y échet*, la demande de réunion du conseil de famille et celle d'un interrogatoire à sa suite;— Adoptant..., etc.; — Confirme... »

Pourvoi de la dame Duval, basé sur la violation de différents textes de la loi, et notamment de l'article 496 du Code civil et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, « en ce que l'arrêt attaqué a rejeté, sans donner les motifs de cette décision, les conclusions de la dame Duval, tendant à faire reconnaître qu'en procédant à l'interrogatoire de la dame Pécu-
chet, avant la convocation du conseil de famille, le tribunal avait régulièrement procédé ». Et la Cour de cassation de rejeter le moyen par les considérations suivantes :

« Attendu que les juges du premier degré, pour rejeter la requête à fin d'interdiction, ne se sont pas fondés sur des explications officieuses qui leur auraient été fournies par la défenderesse, dans une comparution volontaire en chambre du conseil; — Qu'ils n'ont même fait aucune mention de cette prétendue comparution, qui n'est établie par aucune pièce probante; — Que, de son côté, la Cour d'appel, pour

repousser cette demande, s'est uniquement basée sur l'insuffisance de la preuve offerte par la demanderesse; — Qu'elle a déclaré les faits articulés non admissibles, par le motif qu'en les supposant prouvés, il n'en résulterait nullement que la défenderesse fût dans un état d'imbécillité, de démence ou de fureur, *ce qui rendait inutile de recourir à un interrogatoire de la défenderesse*; — *Attendu qu'un tel motif renferme une réponse implicite au grief dudit interrogatoire officieux*, et qu'il dispensait la Cour de se prononcer plus amplement sur ce grief; — Par ces motifs, rejette... »

L'interrogatoire n'a donc pas un caractère obligatoire, malgré les termes impératifs de l'article 496, et cette formalité n'apparaît comme nécessaire qu'en cas d'admission de la demande : si le tribunal ne peut pas prononcer d'interdiction sans avoir interrogé le défendeur, il peut, du moins, rejeter la demande sans procéder à l'interrogatoire et sur le simple avis du conseil de famille. M. Demolombe va même plus loin, mais nous ne le suivrons pas dans cette conclusion : il admet que le texte de l'article 496 a une portée générale et qu'il doit recevoir son application, soit que l'avis du conseil de famille soit favorable au défendeur, soit qu'il lui soit défavorable, parce que, dans ce dernier cas, dit-il, « s'il arrive que le tribunal rejette la demande sans vouloir même interroger le

défendeur, c'est qu'il aura découvert quelque intrigue, quelque mauvaise pensée, sous l'influence de laquelle le conseil de famille aurait délibéré ». Il est certain que cette éventualité d'une machination ourdie au sein du conseil de famille peut exister, mais comment la prouver ? Et puis, le juge de paix n'est-il pas présent, qui peut exercer une influence bienfaisante sur la délibération ? Nous croyons, en tous cas, que si le tribunal n'est pas lié par la réponse favorable du conseil de famille, la prudence exige, l'intérêt du défendeur commande, qu'il soit procédé à l'interrogatoire, qui démontrera, péremptoirement peut-être, l'inanité de la demande et de l'avis intéressé du conseil de famille. Telle est notre conclusion sur ce point spécial de première importance, et nous allons supposer que la procédure suit son cours normal et que le tribunal a décidé de procéder à l'interrogatoire du défendeur. Quels vont être les errements de la procédure ?

Jusqu'à présent (nous allons supposer que le conseil de famille n'a pas jugé opportun de faire appeler celui dont l'interdiction est provoquée), l'intéressé est resté étranger à tout ce qui vient de se passer ; il est censé, si tant est qu'il la puisse ignorer, ne pas connaître la demande dirigée contre lui. Il faut donc l'avertir avant de le mettre en présence des magistrats chargés de l'interroger : c'est un des côtés les plus importants, sinon le côté capital de la question, tout

au moins dans l'esprit du Code. Comment le prévenir? Le Code de procédure civile, complétant les dispositions du Code civil, prévoit, dans son article 893, les moyens à employer. Le paragraphe 1^{er} ordonne, préalablement à l'interrogatoire, la signification au défendeur : 1° de la requête en interdiction; 2° de l'avis du conseil de famille, et cela pour qu'il ne soit pas pris à l'improviste, mais qu'il sache d'avance les faits sur lesquels on table pour provoquer son interdiction, et qu'il puisse, s'il en est capable, préparer sa réponse aux griefs relevés contre lui et être prêt à présenter toutes ses explications.

Mais remarquons que l'article 893 ne fait aucune allusion au jugement qui ordonne l'interrogatoire. Ce jugement est rendu par défaut, par le tribunal tout entier : dès lors, on se demande s'il est nécessaire, suivant la règle générale, de le signifier à la partie intéressée, afin qu'elle puisse, au besoin, y former opposition.

Les avis sont partagés sur la nécessité d'une signification. Certains auteurs estiment que, dans le silence de l'article 893 du Code de procédure civile, et pour ne pas multiplier les formalités déjà si nombreuses de la procédure d'interdiction, cette signification n'est pas nécessaire (1). Il existe, du reste, un précédent

(1) Voir, notamment, BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 318; CHAUVEAU et CARRÉ, quest. 3018.

dans la jurisprudence, qui opine dans ce sens. La Cour d'appel de Bourges, en effet, dans un arrêt du 28 mai 1828 (1), s'est prononcée en faveur de cette première opinion :

« Considérant que la nullité de la procédure est tirée de ce que le jugement qui ordonne l'interrogatoire est par défaut et n'avait pas été signifié à la personne qui devait être interrogée ; — Qu'à la vérité la règle générale est que tout jugement portant condamnation ne peut être exécuté qu'après avoir été signifié, afin de permettre à la partie condamnée de payer ou de faire des offres et prévenir ainsi toutes poursuites ultérieures ; mais que, d'une part, le jugement qui ordonne l'interrogatoire ne prononce pas de condamnation ; qu'il n'est qu'une mesure permise aux tribunaux, dans l'intérêt de la justice et pour l'éclairer ; qu'au surplus, il y a sur l'interdiction des règles particulières, une législation qu'il faut suivre ; que la loi exige, à la vérité, que la requête à fin d'interdiction et l'avis du conseil de famille soient signifiés au défendeur avant qu'il soit procédé à son interrogatoire ; que, dans l'espèce, ils l'ont été le 14 janvier 1828, plusieurs jours avant l'interrogatoire ; qu'ainsi le Code civil ni celui de procédure ne prescrivent rien sur la nécessité de la signification du jugement qui

(1) V. DALLOZ, *J. G.*, v° « Interdiction », n° 90, et l'arrêt cité au bas.

l'ordonne ; que les tribunaux ne peuvent prononcer d'autres nullités que celles indiquées par la loi, et que l'interrogatoire a été subi sans réclamation ; — Met l'appel à néant... »

Malgré cette décision, certains auteurs pensent que le jugement ordonnant l'interrogatoire doit être signifié et que le défaut d'une telle signification autoriserait le défendeur à se refuser à tout interrogatoire tant qu'elle ne lui aurait pas été régulièrement faite. Ne faudrait-il pas aller plus loin et dire que, comme tous les jugements rendus par défaut, celui-là doit être signifié par huissier commis à cet effet ? Pour notre part, nous considérons qu'il n'y a pas de raison de déroger au droit commun et que la signification à personne ou à domicile doit être faite suivant les règles de la procédure. Pourquoi, en définitive, s'opposer à la signification du jugement ordonnant la comparution du défendeur en chambre du conseil ? Il est vrai que la loi n'oblige pas à cette formalité, mais son accomplissement est si naturel qu'on comprend que le législateur soit resté muet sur ce point : c'est l'application d'une règle élémentaire de procédure civile ; et puis, quel intérêt y aurait-il à ne pas signifier le jugement ? De deux choses l'une : ou le législateur a été soucieux de l'intérêt du défendeur à l'interdiction et le soin méticuleux qu'il a pris à entourer sa défense de toutes les garanties possibles a

voulu qu'il fût, avant l'interrogatoire, mis au courant de tout ce qu'il ignore, légalement du moins ; ou il a estimé que l'avis de la demande intentée contre lui, avec l'opinion du conseil de famille, suffirait amplement à l'avertir qu'il était l'objet d'une pareille demande. Dans ce dernier cas, la procédure serait incomplète, car cette signification serait insuffisante : le défendeur aurait, il est vrai, connaissance d'une requête présentée contre lui, et d'un avis émané du conseil de famille. Mais, en vertu de quel acte obligatoire pourrait-il être attiré devant le tribunal ? Nous préférons de beaucoup nous arrêter à la première partie de l'alternative et dire que la signification doit embrasser tous les actes de procédure accomplis jusqu'ici, et ce dans l'intérêt même du défendeur. Il faut donc lui signifier, suivant nous : 1° la requête à fin d'interdiction ; 2° le jugement ordonnant la réunion du conseil de famille afin de délibérer sur l'état mental du défendeur ; 3° l'avis du conseil de famille et, enfin, 4° le jugement prescrivant l'interrogatoire. Si la loi n'a pas fait allusion aux deux jugements dont nous exigerions la signification, ce n'est certes pas par oubli : cette signification est si logique qu'elle va de soi : c'est ce qui a dû sauter aux yeux du législateur ! Et puis, enfin, ne sont-ce pas les actes les plus officiels, ceux qui contiennent la formule exécutoire et qui donneront, l'un, un carac-

tère également officiel à l'avis du conseil de famille, l'autre, un caractère obligatoire à la comparution qui est ordonnée par le jugement lui-même?

L'acte de signification contiendra donc copie de tous ces actes de procédure avec assignation à comparaître. Mais ici surgit une nouvelle difficulté : quel sera le délai imparti ? La loi n'a pas résolu la question. En tous cas, les auteurs qui sont partisans de la signification du jugement estiment qu'il doit nécessairement s'écouler un certain temps entre la signification dont il vient d'être parlé et l'interrogatoire, et l'un d'eux, M. Demolombe, dit que ce délai doit être, au minimum, de vingt-quatre heures (1). Il raisonne par analogie de l'article 329 du Code de procédure civile qui, en matière d'interrogatoire sur faits et articles, spécifie que l'on doit signifier vingt-quatre heures au moins avant l'interrogatoire, « par le même exploit, à personne ou à domicile, *la requête et les ordonnances* du tribunal, du président ou du juge qui devra procéder à l'interrogatoire, avec assignation donnée par un huissier commis à cet effet ». Nous pensons que toute difficulté serait levée si, en pratique, le tribunal, respectant ce minimum, fixait jour et heure pour comparaître : c'est, du reste, ainsi qu'il est généralement procédé.

(1) DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 505. — Voir aussi HUC, n° 510, p. 494.

Dans le système adopté, il faudrait déclarer nulle la procédure qui ne comporterait pas la signification du jugement et donner au défendeur, avec le droit de ne pas comparaître, celui d'exciper de la nullité. On n'ira pas, cependant, jusqu'à dire que cette nullité est absolue ; non, il semble bien que l'irrégularité serait couverte si le défendeur, malgré son omission, consentait à se laisser interroger (1).

Supposons que la procédure soit en état au moment où nous nous plaçons et que le défendeur ait été régulièrement ajourné à comparaître devant le tribunal pour y subir l'interrogatoire : après avoir insisté sur le caractère obligatoire de l'interrogatoire, nous nous poserons successivement trois questions : 1° Où l'interrogatoire a-t-il lieu ? 2° Qu'échet-il de décider si le défendeur ne comparaît pas ? Et, enfin, 3° quelles sont les formes de l'interrogatoire ?

Que l'interrogatoire soit nécessaire et qu'il constitue une formalité substantielle de la procédure, dans l'hypothèse, bien entendu, où le tribunal veut poursuivre l'examen de la demande, cela n'est pas douteux : « Sans interrogatoire, dit M. Glasson, l'interdiction ne peut être prononcée, mais elle peut être rejetée (2). » Les termes de la loi sont impératifs. Il

(1) En ce sens, CHAUVEAU et CARRÉ, t. VI, quest. 3017 bis.

(2) *Leçons de procédure civile*, BOITARD, COLMET D'ANGE et GLASSON, édit. 1890, t. II, n° 1121. — V. aussi PLANIOL, édit. 1911, t. I, n° 2052 ;

faut toujours que l'état de démence soit constaté par un interrogatoire ou par un essai d'interrogatoire ; il faut que les magistrats procèdent à l'examen de la personne, même si l'état de démence était de notoriété publique.

Il est prescrit à peine de nullité de la procédure et du jugement d'interdiction. Mais il reste entendu que cette obligation de procéder à l'interrogatoire n'existe qu'autant que le tribunal n'est pas, d'ores et déjà, fixé sur l'inanité de la demande portée devant lui, ainsi que nous l'avons soutenu dans la première partie de cette section. Hormis ce cas, il faut y procéder. Ainsi a jugé la Cour de cassation, par arrêt de la chambre civile du 9 mai 1860, et après délibération en chambre du conseil : « Attendu, dit-elle, que l'interrogatoire du défendeur à l'interdiction est une mesure d'ordre public, puisqu'il est l'élément le plus essentiel d'une procédure qui tend à modifier gravement l'état des personnes ; qu'en conséquence, l'irrégularité de la procédure qui résulte de l'omission de cette mesure est de nature à être opposée en tout état de cause et même devant la Cour de cassation... » Et la Cour de casser l'arrêt de la Cour impériale de Paris, du 12 mars 1859, qui avait confirmé lui-même un jugement du tribunal civil de Vitry-le-François

DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 511 ; AUBRY et RAU, t. I, p. 796 ; BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 819.

qui, dans une demande en interdiction dirigée par les époux Delaunay contre un sieur Corps et des demoiselles Corps, avait ordonné, après avis favorable du conseil de famille, la comparution en chambre du conseil. Les défendeurs n'ayant pas comparu au jour indiqué, le tribunal donnait défaut contre eux, le 22 juillet 1858, et, le 10 août suivant, il rendait un nouveau jugement de défaut ainsi conçu : « Attendu que des faits et circonstances de la cause, de l'avis des parents des sieur et demoiselles Corps et de la connaissance personnelle que le tribunal a de l'état intellectuel de ces derniers, il résulte que les demoiselles et sieur Corps sont dans un état habituel d'imbécillité et de démente; — Par ces motifs, les déclare interdits de leurs personnes et de leurs biens... (1) »

Le jugement et l'arrêt relatés sont contraires à la loi et ne pouvaient résister à la sanction de la Cour suprême : du moment que le tribunal avait rendu un jugement ordonnant la comparution, il était tenu de procéder à cet interrogatoire et il devait, nous le verrons bientôt, s'assurer que le défaut de comparution des défendeurs ne devait être attribué ni à leur mauvaise volonté, ni à une faute de leur part. Le jugement d'interdiction aurait, par contre, été valablement prononcé si le tribunal, avant de rendre un

(1) SIREY, 1860, 1, 506.

jugement de comparution, et après réception de l'avis du conseil de famille et de pièces probantes sur l'état mental du défendeur, avait acquis la conviction qu'il était inutile de pousser plus loin l'expérience et la procédure, et avait, *de plano*, à ce moment-là, prononcé l'interdiction. Ces circonstances n'existant pas, dans l'espèce, puisque l'interrogatoire avait été ordonné, la Cour de cassation a fait une juste application de la loi, en cassant l'arrêt du 12 mars 1859, confirmatif du jugement sus-visé.

1° Etant acquis que l'interrogatoire est considéré comme essentiel, où doit-il s'accomplir ? A cette première question, l'article 496 du Code civil répond « dans la chambre du conseil » et « devant le tribunal tout entier, appelé à juger la demande ». L'article 496, *in parte qua*, se comprend sans insistance. De même qu'en matière de divorce, la loi a prescrit, avant l'ouverture des débats publics, deux tentatives de conciliation qui ont leur théâtre dans le secret le plus absolu, pour éviter, si possible, que la demande suive son cours et, en tous cas, pour ne pas lui donner une publicité souvent scandaleuse et qui ne donnerait pas aux parties en cause tout le calme et le sang-froid nécessaires dans l'exposé de leurs griefs, de même, dans la procédure d'interdiction, le législateur a pris une mesure analogue, afin d'éviter que le défendeur ne fût troublé ou intimidé par la pré-

sence d'un public indifférent ou curieux de suivre les péripéties d'un duel de famille plutôt attristant dans ses diverses phases.

Pour une raison majeure, il a décidé encore que le tribunal tout entier doit assister à l'interrogatoire. Trois juges sont appelés à rendre la sentence : il est donc naturel que chacun d'eux puisse, par lui-même, apprécier l'état du défendeur, s'assurer s'il est, comme l'exprime la loi, « sain d'esprit », c'est-à-dire, suivant l'expression de M. Planiol, « s'il comprend les choses ordinaires de la vie, sans s'inquiéter s'il peut saisir les idées les plus élevées », si, en un mot, son intelligence n'est pas troublée (1). Est-il rien, pour les convaincre, qui puisse remplacer les preuves qui résultent non seulement des réponses du défendeur, mais encore de son regard, de ses gestes, de son attitude tout entière ?

Il est inutile d'insister davantage sur l'opportunité de cette règle qui, lorsqu'il est possible de l'appliquer, doit l'être à la lettre.

Mais son application ne plie-t-elle pas devant certaines nécessités, devant des cas de force majeure, et que décidera-t-on si, par impossible, soit à raison de son état de santé, soit à cause de sa volonté bien arrêtée de ne pas comparaître, le défendeur à l'in-

(1) PLANIOL, édit. 1911, p. 626, n° 2052.

terdiction ne peut ou ne veut se rendre à l'assignation que lui a délivrée le demandeur ? C'est la seconde question à envisager.

2° Refus ou abstention volontaire de comparaître ; impossibilité de déférer à l'ajournement à raison de son état de santé ou de l'éloignement, telles sont les deux catégories de causes qui s'opposent à l'interrogatoire du défendeur en chambre du conseil. Par quel moyen suppléera-t-on à cette formalité essentielle et nécessaire ? L'article 496 n'a prévu que la seconde hypothèse, celle où le défendeur « ne peut se présenter », et il décide qu'alors le défendeur « sera interrogé dans sa demeure par l'un des juges à ce commis, assisté du greffier », et en présence du procureur de la République.

La mission dévolue au tribunal tout entier doit donc être remplie par un membre du tribunal et, en cas d'empêchement de celui-ci, par un juge désigné pour le remplacer sur simple requête. Lui seul a donc qualité pour représenter le tribunal tout entier, lui seul aussi est capable de traduire fidèlement l'impression qu'il a ressentie et qui découle de l'interrogatoire qu'il a fait subir au défendeur. Ainsi faut-il approuver sans réserve l'arrêt de la Cour d'appel de Dijon, du 15 septembre 1877, intervenu sur appel d'un jugement rendu le 4 juillet 1877 par le tribunal de Langres, arrêt qui considère que la présence néces-

saire du ministère public à l'interrogatoire indique que l'interrogatoire doit être fait par un juge du même degré et ne peut être confié à un magistrat d'une juridiction inférieure, à laquelle le procureur de la République est étranger. Il décide « que la disposition spéciale et exceptionnelle de l'article 496, édictée pour environner d'une protection spéciale l'état des personnes, déroge, sous ce rapport, à la disposition générale de l'article 1035 du Code de procédure civile, qui autorise, dans les cas ordinaires, la délégation d'un juge de paix ». Par ce motif concluant, il infirme le jugement dont est appel, en ce qu'il avait confié commission rogatoire au juge de paix, qui n'a pas qualité pour exercer cette mission (1).

Nous approuvons, pour tous les mêmes motifs, l'arrêt précité de la Cour d'appel de Paris, du 28 avril 1879, qui a décidé, *à fortiori*, que l'interrogatoire devant avoir lieu, aux termes des articles 496 du Code civil et 893 du Code de procédure civile, devant le tribunal ou un juge commis, il ne peut y être suppléé par un interrogatoire auquel il aurait été procédé par un ou plusieurs membres du conseil de famille délégués à cet effet (2).

Voilà la solution juridique donnée par l'article 496

(1) SIREY, 1878, 2, 104.

(2) SIREY, 1879, 2, 180.

à l'accomplissement de l'interrogatoire du défendeur qui se trouve dans l'impossibilité matérielle de se déplacer ou qui est dans un état mental tel qu'il est soigné à son domicile ou interné dans un établissement d'aliénés.

A côté de cette hypothèse, prévue par le Code, il en est une, avons-nous dit, sur laquelle le législateur n'a pas songé à se prononcer et qui réside dans la volonté arrêtée chez le défendeur de ne pas obéir à l'injonction qu'il a reçue de comparaître devant le tribunal pour y subir l'interrogatoire exigé par la loi. Comment vaincre cette abstention volontaire et aura-t-elle pour effet d'empêcher le tribunal de prononcer l'interdiction ? S'il est certain qu'on ne peut contraindre le défendeur à se présenter, malgré lui, devant le tribunal, il est hors de doute qu'on ne saurait tolérer que sa mauvaise volonté et son entêtement arrêtent le cours de la procédure et rendent impossible la marche judiciaire du procès : il ne dépend de personne d'empêcher un tribunal régulièrement saisi d'une demande de rendre sa sentence, sinon toute justice serait impossible. Du reste, la doctrine et la jurisprudence s'accordent pour reconnaître que, nonobstant le mauvais vouloir du défendeur, le tribunal, lorsqu'il est édifié sur ses faits et gestes, a le droit de passer outre, et que le défendeur récalcitrant serait mal fondé à se plaindre de l'inaccomplissement

de la formalité de l'interrogatoire. MM. Aubry et Rau, Demolombe et Baudry-Lacantinerie, entre autres, opinent dans ce sens (1). Quant à la jurisprudence, la première solution intéressante conforme qu'elle ait donnée remonte à l'arrêt rendu par la chambre des requêtes de la Cour de cassation, à la date du 3 février 1868 (affaire d'Albis de Gissac contre veuve d'Albis de Gissac), dans une espèce où le défendeur avait catégoriquement refusé de répondre à l'interrogatoire que lui faisait subir, dans l'asile d'aliénés de Charenton, M. le Président du tribunal civil de la Seine, sur commission rogatoire du tribunal civil de Saint-Affrique. Le défendeur, sur la signification qui lui fut faite de l'interrogatoire avec assignation devant le tribunal de Saint-Affrique, conclut, en la forme, à une remise à quinzaine et, au fond, à ce que la demande en interdiction intentée contre lui fût rejetée comme non justifiée. Le tribunal ne prit pas en considération les conclusions du défendeur et prononça son interdiction. Appel du sieur de Gissac fut interjeté devant la Cour de Montpellier, où il conclut à être autorisé à comparaître en personne devant la Cour pour y subir, par application de l'article 500 du Code civil, l'interrogatoire prescrit par l'article 496 ; il conclut également au fond à l'irrecevabilité de la

(1) AUBRY et RAU, édit. 1897, t. I, p. 796 ; DEMOLOMBE, *loc. cit.*, n° 511 ; BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 819, p. 745.

demande et à son rejet pur et simple comme manquant de base. La Cour d'appel confirma, en tenant compte de l'interrogatoire auquel il s'était obstiné à ne pas répondre et, en fin de compte, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi, basé, dans l'un de ses moyens, sur la violation des articles 496 du Code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810, « en ce que, d'une part, dit le pourvoi, un juge a été commis rogatoirement pour l'interrogatoire du demandeur en cassation, sans constatation de l'impossibilité de le faire interroger par l'un des juges du tribunal saisi de la demande en interdiction, et quoique le demandeur ait conclu formellement à présenter lui-même sa défense devant ce tribunal; — Et en ce que, d'autre part, *la demande d'un nouvel interrogatoire devant la Cour a été rejetée, malgré le refus du demandeur en cassation de répondre à celui auquel il avait été soumis en première instance par voie de commission rogatoire*; d'où la conséquence que l'interdiction devait être considérée comme ayant été prononcée sans que la condition essentielle de l'interrogatoire ait été accomplie ». Le motif du rejet, après constatation que l'interrogatoire avait eu lieu, est que cet interrogatoire n'avait été, de la part du demandeur, l'objet d'aucun recours, et qu'il l'avait même volontairement exécuté en comparaisant devant le juge commis, ce qui revient à dire que le refus obstiné de répondre

constitue un acte dont le tribunal a le droit de tenir compte et qu'il peut, par conséquent, passer outre et rendre sa sentence.

La même année, le 7 décembre, dans une affaire de Courtivron contre de Courtivron, la Cour de cassation, interprétant l'article 496 du Code civil, applicable, nous le savons, aussi bien à l'interdiction qu'au conseil judiciaire, a rendu un arrêt de principe, sur un pourvoi formé par le défendeur en première instance ; celui-ci, pour échapper à l'interrogatoire des juges de première instance, avait entrepris, au lendemain du jour du jugement qui avait ordonné son interrogatoire, un voyage en Afrique. Le jugement fut signifié, en son absence, au maire, et ne put être exécuté par suite du départ de de Courtivron. Une assignation en nomination de conseil judiciaire s'ensuivit, sur laquelle il constitua avoué et conclut à ce que la demande fût déclarée non recevable, faute d'interrogatoire préalable. Le tribunal, par jugement du 4 février 1868, sursit au fond, jusqu'à ce que le défendeur ait été mis régulièrement en demeure de se présenter, et fixa au 5 mars suivant le jour de l'interrogatoire. Le 4 mars, le défendeur interjeta appel du jugement, et, persistant dans ses conclusions primitives d'irrecevabilité de la demande, les reprit devant la Cour. Le 26 avril, la Cour d'appel de Dijon, évoquant l'affaire, l'examina au fond et

pourvut l'appelant d'un conseil judiciaire, avec, entre autres considérants, celui-ci : « Que le marquis de Courtivron ne s'est pas présenté au jour indiqué (sur le second jugement fixant l'interrogatoire) et qu'il a, le 4 mars, tranché appel du jugement, montrant ainsi de nouveau que son seul but était de retarder, par des moyens dilatoires, le succès de l'action intentée contre lui. Mais *qu'il ne peut se prévaloir de l'inobservation d'une formalité à laquelle il n'a cessé de mettre obstacle, ni fonder un droit sur une désobéissance à la loi et à la justice* (1). » Et la Cour de cassation, dans l'arrêt ci-dessus daté, de confirmer ce point de vue, en posant comme principe que, « si l'interrogatoire prescrit par l'article 496 du Code civil est une formalité substantielle et d'ordre public dont l'inobservation entraîne la nullité de la procédure, le demandeur en cassation n'est pas fondé à se plaindre de l'omission de cette formalité *lorsque c'est par son fait volontaire* que la formalité n'a pu être accomplie ».

Le principe, tiré par la Cour de cassation de l'interprétation de l'article 496, est aujourd'hui indiscuté et il a été, depuis l'époque à laquelle nous faisons allusion, consacré par une jurisprudence constante (2).

(1) DALLOZ, 1869, 1, 188. La Cour de cassation avait déjà pris position en 1838, S., 1838, 1, 654.

(2) Voir, notamment, Cass., 16 février 1875, S., 1875, 1, 193 ; Cass., 4 avril 1887, D., 1887, 1, 192 ; Cass., 7 février 1893, D., 1893, 1, 152.

Ajoutons, pour épuiser la question du défaut de comparution du défendeur, que si celui-ci réside à l'étranger, qu'il y soit, par exemple, en traitement dans une maison de santé, et que, dans ces circonstances, l'interrogatoire paraisse rendu impossible, on s'accorde à décider alors que les magistrats français doivent donner commission rogatoire au juge étranger, en passant, conformément aux circulaires ministérielles du ministre de la Justice des 5 avril 1841 et 13 novembre 1855, par l'intermédiaire du Garde des Sceaux, qui la fait parvenir aux autorités étrangères chargées de la recevoir et de la faire exécuter par les magistrats compétents (1).

3° Cela dit, il reste à envisager la troisième question que nous nous sommes posée : Quelles formes doit revêtir l'interrogatoire ?

La loi ne les a pas réglées et peut-être ne pouvait-elle mieux faire. La confiance qu'elle accorde aux magistrats qu'elle a investis du droit de juger souverainement, en leur âme et conscience, les questions les plus graves qui soient, puisqu'elles touchent à l'état et à la capacité des citoyens ; l'expérience que donne aux juges l'examen des affaires et aussi l'étude des personnes qu'ils sont appelés à juger ; l'attention particulière qu'ils sont obligés d'apporter dans la

(1) En ce sens, BAUDRY-LACANTINIERE, t. IV, n° 821, p. 745 ; HUC, t. III, p. 494.

solution d'un problème aussi délicat ; toutes ces raisons font que la meilleure solution consistait à les laisser maîtres de la situation, en leur permettant d'interroger, avec toute l'opportunité désirable, celui dont l'interdiction est demandée. Le tribunal a donc un pouvoir discrétionnaire absolu et ce sont les circonstances qui doivent l'inciter à poser telle question plutôt que telle autre, parce qu'elle sera la plus convenable et la plus propre à le faire bien connaître. « Ce que l'on peut dire, écrit M. Demolombe, c'est que ces questions ne doivent pas, en général, porter sur des matières abstraites ou spéculatives, sur des sujets religieux, scientifiques ou politiques, mais, bien plutôt, sur les faits ordinaires de la vie civile, sur la valeur des biens, des monnaies, sur la valeur et les effets des actes d'administration, sur les habitudes particulières de la personne (1). »

Sous sa forme concrète, l'opinion du savant jurisconsulte est vraie, mais on peut poser comme axiome qu'en matière d'interrogatoire du défendeur à l'interdiction, tout est relatif, et que l'interrogatoire doit être dirigé suivant l'éducation, le degré d'instruction, les habitudes et les mœurs de la personne interrogée ; en un mot, c'est le tact du tribunal qui appréciera les questions à poser. Ces questions, il compète au

(1) DEMOLOMBE, *loc. cit.*, n° 509, p. 352.

président de les formuler, soit en son nom personnel, soit sur la demande des assesseurs, tout en reconnaissant que, pour y obtempérer, le président peut, s'il juge la question inopportune, décider si oui ou non elle sera posée au défendeur ; il sied même d'ajouter qu'en cas de dissentiment, il serait loisible au tribunal de voter, à la majorité ordinaire, s'il estime qu'il est utile d'interroger sur un point spécial le défendeur. La solution donnée n'est évidemment qu'une solution théorique, car, en fait, le tribunal n'a qu'un but : s'éclairer sur l'état mental de la personne qu'il apprécie dans l'attitude aussi bien que dans les réponses du défendeur.

De tout ce qui vient d'être énoncé, il résulte, sans contredit, que l'interrogatoire est la pierre de touche de la demande, étant expérimenté par ceux-là mêmes entre les mains de qui se trouve le sort de la personne à interdire. La loi a voulu qu'il ait le caractère confidentiel et secret, jusqu'au moment où il sera décidé d'affronter les débats publics ; c'est pour ce motif qu'elle en a transporté la scène en chambre de conseil. Cela ne signifie pas que seuls les juges et l'intéressé seront en présence. Il est, en effet, un personnage dont la présence s'impose, parce que la loi l'a constitué surveillant et défenseur des incapables : c'est le ministère public, dont il a été dit au Tribu-

nat (1) que « la surveillance doit être aussi éclairée qu'active dans une matière aussi importante, surtout si on fait attention que, dans plusieurs cas, le commissaire du gouvernement peut en être le moteur ».

En ce qui concerne la présence du procureur de la République à l'interrogatoire, aucune difficulté ne s'élève, car il est dans son rôle ; et même, il faut aller plus loin et dire que son absence constituerait une cause de nullité de la procédure, puisque l'article 496, *in fine*, exige sa présence. Elle serait indispensable, d'autre part, si l'interrogatoire se poursuivait au domicile ou à la résidence de l'aliéné, ou encore dans l'asile qui l'a recueilli.

En doit-on dire autant de l'avoué, qui a pu et qui a dû même être choisi par le défendeur ? Rien ne s'oppose, ce semble, à ce qu'il suive, pas à pas, la procédure qui lui est confiée ; son client et lui ne font qu'un ; ils sont incarnés pour la défense de la capacité civile de celui qui est l'objet de l'interrogatoire et, comme cette phase de la procédure est, en quelque sorte, décisive, il est logique d'admettre qu'il assiste, en spectateur tout au moins, à l'expérience essentielle à laquelle va être soumis celui qu'il représente en justice.

(1) LOCRIÉ, *Commentaire des Codes Français*, t. VII, 2^e partie. « Observations de la section de législation du Tribunal », du 10 frimaire an XI, p. 344.

Et alors, il vient naturellement à l'esprit une pensée nouvelle. Le demandeur, qui est l'instigateur de toute cette scène judiciaire, aura-t-il, lui aussi, le droit d'assister à l'interrogatoire ? Humainement parlant, il paraît exorbitant de faire une telle concession à celui qui, dans l'intérêt du poursuivi, dans son intérêt personnel peut-être, a mis en mouvement la machine judiciaire. En droit, la question n'a pas été tirée au clair, si bien qu'on se trouve réduit à rechercher la solution dans les mobiles qui ont guidé le législateur, et, sur la conclusion à donner, il va de soi que les auteurs sont partagés. M. Duranton, qui, à notre connaissance, a seul proposé ce système, croit à l'impossibilité de le convoquer, et sa croyance est basée sur l'influence néfaste que peut produire sa présence sur le moral de la personne interrogée, dont l'obligation de répondre à l'interrogatoire peut déjà, par avance, annihiler ou amoindrir les facultés chancelantes. Evidemment, il y a là une considération psychologique qui n'est pas à dédaigner : elle a sa valeur. Si l'on y ajoutait un argument tiré du texte de l'article 333 du Code de procédure civile, inséré dans le titre XV, livre II, sous la rubrique de « l'Interrogatoire sur faits et articles », qui déclare que celui qui a provoqué l'interrogatoire ne pourra y assister, peut-être serait-on tenté, dans le silence des textes, de l'exclure absolument de l'interrogatoire. Cependant,

si l'on réfléchit davantage et qu'on aille au fond de la pensée du législateur, on ne doit pas s'arrêter à ces considérations : la matière de l'interdiction est trop spéciale, la nécessité pour les juges de s'éclairer sur tous les points qui leur sont soumis commande trop pour s'arrêter en chemin et mettre obstacle à une confrontation dont l'issue tournera, qui sait ? à l'avantage du défendeur. Il est donc préférable d'admettre, avec MM. Demolombe et Carré, que rien n'empêche le tribunal, qui veut et doit chercher la lumière, d'ordonner l'audition du demandeur, en faisant une réserve toutefois : le tribunal peut entendre le poursuivant, mais, s'il le juge à propos, hors la présence du défendeur (1).

L'interrogatoire, ainsi mené, peut ménager des surprises : le prétendu dément est-il appelé à s'expliquer dans un intervalle lucide, malgré l'avis du conseil de famille concluant à son déséquilibre mental, le tribunal sera perplexe, et il le sera d'autant mieux que la requête a articulé des faits si précis qu'ils ne laissent pas place au doute et que d'autres pièces jointes au dossier, lettres du défendeur ou certificats médicaux, affirment la démence de l'interrogé. Les juges, alors, jouissent du droit de procéder à un nouvel interrogatoire, voire même à plusieurs, comme aussi, sans plus

(1) DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 508 et CARRÉ, *quest.* 3023.

ample informé, faisant abstraction de l'état actuel du défendeur, ils ont le droit de juger sur pièces que le défendeur doit être interdit et donner à la demande la suite qu'elle comporte. La solution dernière que nous indiquons est, en pratique, exceptionnelle, mais, en droit, elle est rationnelle : elle n'est qu'une stricte application de l'article 489 du Code civil, qui spécifie que « le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, *doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides* ».

La Cour de cassation n'a pas manqué de consacrer cette manière de voir, dans un arrêt du 22 avril 1891 (1) (affaire Gaudais contre Laroche). Le pourvoi lancé contre l'arrêt de la Cour de Rennes, du 11 mars 1890, lui faisait grief de n'avoir pas admis en appel un nouvel interrogatoire, alors que les juges de première instance, malgré un premier interrogatoire qui n'avait pas prouvé la démence, avaient prononcé l'interdiction du demandeur en cassation. Et celle-ci de répondre :

« Attendu qu'il avait été procédé en première instance, sur la demande en interdiction, à la formalité de l'interrogatoire ; qu'à la vérité, en appel, la dame Gaudais avait demandé à être interrogée de nouveau,

(1) D., 1891, 5, 311 et S., 91, 1, 213.

mais que ce complément d'instruction étant, aux termes de l'article 500 du Code civil, de faculté discrétionnaire pour le juge, la Cour de Rennes n'était tenue, ni de l'ordonner, ni, après qu'elle se trouvait suffisamment instruite, de motiver autrement son refus d'y avoir recours ; — Attendu, enfin, que, si l'arrêt a reconnu qu'au jour de son interrogatoire, la dame Gaudais se trouvait, comme de temps à autre, dans un intervalle lucide, il déclare ensuite qu'il a été affirmé par le conseil de famille, par les témoins de l'enquête, etc., qu'elle est démente... ; que de telles constatations, recueillies par voie d'enquête, suffisent à justifier l'interdiction (art. 893, § 2, P. C.)... — Rejette. »

Mais il faut tout prévoir, même l'inefficacité immédiate d'un premier ou d'un second interrogatoire, dont l'effet est de laisser subsister dans l'esprit des juges un doute troublant. Le législateur prévoyant a donné au tribunal des moyens efficaces pour éliminer ces appréhensions et ces doutes, en leur fournissant d'autres armes utiles qui les aideront à rechercher et à trouver la solution juste, et en leur permettant, dans cette période d'indécision, d'éviter que, par ses agissements, le défendeur ne compromette sa situation de fortune. Le premier moyen est l'enquête ; le second réside dans la nomination d'un administrateur provisoire chargé de prendre soin de la per-

sonne et des biens du défendeur. Ce sont les deux dernières phases de la première partie de la procédure d'interdiction qui vont faire l'objet d'une étude séparée dans deux sections différentes destinées à clore le premier paragraphe de notre chapitre II.

Nous allons entreprendre d'abord l'examen de la nomination de l'administrateur provisoire : il est de bonne logique de procéder de la sorte, car, l'enquête comportant certains attermoiements nécessités par la convocation des témoins et leur audition, il est à craindre que, dans l'intervalle, le défendeur ne se livre à des actes compromettants pour lui-même et pour son patrimoine. Nous verrons ensuite comment l'enquête doit se poursuivre, quelles sont ses conditions de validité, et nous attaquerons l'instance proprement dite, avec sa publicité et ses incidents.

SECTION V

Nomination d'un administrateur provisoire

En présence d'un interrogatoire qui n'a pas fait ressortir un état complet d'aliénation mentale suffisant pour motiver l'interdiction immédiate et qui, cependant, a révélé chez le défendeur un certain affaiblissement qui ne permet pas de l'abandonner à lui-même jusqu'au jugement définitif, le tribunal doit apprécier s'il y a lieu de le pourvoir d'un administra-

leur provisoire. C'est la faculté que lui donne la loi, dans l'article 497 du Code civil : « Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur. »

L'administrateur, dont il n'entre pas dans notre plan d'étudier les pouvoirs, qui, s'ils ne sont pas délimités par le jugement qui le nomme, sont les pouvoirs ordinaires de tout administrateur, est nommé, si le tribunal juge qu'il y a lieu de le faire, après le premier interrogatoire (1). Les circonstances qui nécessitent cette désignation ont été relatées en fin de la section IV. La nomination de l'administrateur permet aux juges, insuffisamment renseignés sur l'état mental de la personne, de procéder plus lentement à leur instruction, de provoquer d'autres interrogatoires, une enquête et, au besoin, une expertise médicale, formalités qui demandent du temps, et elle garantit, pendant leur durée, la surveillance du défendeur et la sauvegarde de ses intérêts matériels.

Il faut, la loi le dit expressément dans l'article 497, que l'interrogatoire ait précédé la nomination de l'administrateur provisoire, parce que, jusqu'alors, les magistrats qui ont ordonné l'interrogatoire sont encore ignorants de l'état mental du défendeur et qu'il

(1) Conf. Paris, 23 mars 1899, D., 1900, 2, 21.

mésied, sur une simple requête de parents qui peut être vexatoire, de dépouiller une personne de l'administration de son patrimoine. Par application de ce principe, la Cour d'appel de Bruxelles a réformé un jugement du tribunal de première instance du même siège, qui avait nommé, *in limine litis*, sur la simple requête du demandeur, un administrateur à la personne et aux biens du défendeur. Elle l'a fait par le motif suivant : « Considérant que l'article 497 du Code civil n'autorisait le tribunal à commettre un administrateur provisoire qu'après s'être éclairé sur l'opportunité de cette mesure par l'avis des parents et l'interrogatoire de la défenderesse ; qu'en le faisant, avant que ces deux actes d'instruction soient accomplis, il a, en omettant des formalités substantielles, outrepassé le pouvoir exceptionnel et de stricte interprétation que lui donnait cette disposition, de la priver d'une partie de sa capacité avant que l'instruction de l'affaire fût parachevée (1). »

La nomination de l'administrateur est facultative pour le tribunal et elle peut être, soit provoquée par le demandeur, soit faite d'office par le tribunal, qui jouit, à cet effet, d'un pouvoir discrétionnaire absolu.

Elle doit être faite par jugement, dont les caractères et les formes sont à indiquer. Il s'agit, en pre-

(1) Bruxelles, 18 janvier 1900, D., 1901, 2, 126.

mier lieu, de savoir si ce jugement est contradictoire ou par défaut et, en second lieu, s'il doit ou non être rendu en audience publique.

La première question offre de l'intérêt au point de vue des voies de recours qui seront examinées en leur temps. *A priori*, on ne saurait dénier le caractère contradictoire au jugement qui est rendu, ne l'oublions pas, après l'interrogatoire, c'est-à-dire lorsque le défendeur s'est présenté devant le tribunal et que la formalité, grâce à sa présence, a pu être remplie. Le défendeur est présent, il a partie liée avec le demandeur, et, partant, le jugement rendu après cet interrogatoire contradictoire doit revêtir le même caractère que ce dernier.

L'espèce a été soumise aux tribunaux, peu après la promulgation du Code civil, en 1820 (affaire Vigouroux contre Pons) (1). La dame Vigouroux demandait l'interdiction de son oncle, le sieur Pons, et, aussitôt l'interrogatoire, présentait requête à fin de nomination d'un administrateur provisoire. Le 8 juin 1822, le tribunal déférait à sa demande par un jugement qu'il qualifiait *par défaut*. Le défendeur releva appel et l'intimée conclut à l'irrecevabilité de la demande, sous prétexte que le jugement n'était ni interlocutoire ni définitif et qu'en tous cas, étant par défaut, il

(1) V. DALLOZ, *J. G.*, v° « Appel civil », n° 1100 et la note.

n'était susceptible que d'une seule voie de recours : l'opposition.

La Cour de Montpellier, appelée à juger, rendait, le 29 avril 1822, un arrêt aux termes duquel le jugement a un caractère contradictoire et déclarait l'appel recevable.

La dame Vigouroux intenta, en suite de l'arrêt de Montpellier, un pourvoi devant la Cour de cassation, basé : 1° sur excès de pouvoir et fausse application de l'article 497 du Code civil ; 2° sur une violation de l'article 455 du Code de procédure civile ; — En ce que le jugement ayant été rendu par défaut (car on ne saurait, arguait-elle, regarder comme contradictoire l'instance où l'une des parties, sans constituer avoué, comme en l'espèce, subit un interrogatoire), on ne pouvait l'attaquer que par l'opposition et par l'appel, lorsque seulement les délais d'opposition seraient expirés, ce qui n'était pas le cas.

Le 10 août 1825, la Cour de cassation a réduit à néant cette prétention. En ce qui concerne la prétendue fausse application de l'article 497, elle dit : « Attendu que l'article 497 du Code civil, sur lequel est fondée la fin de non-recevoir contre l'appel du jugement du 8 juin 1822, portant nomination d'un administrateur provisoire, ne prohibe pas l'appel des jugements de la nature de celui dont il s'agit, et que cette prohibition n'est écrite dans aucune loi ; qu'ainsi

l'appel était recevable. » — En ce qui concerne le second moyen : « Attendu, dit-elle, que le jugement du 8 juin avait été précédé de l'interrogatoire du sieur Pons, et qu'il a pu être considéré comme contradictoire avec lui, et que, n'eût-il même été que par défaut, l'appel en aurait été recevable, d'après les articles 158 et 159 du Code de procédure civile, le premier de ces articles n'admettant l'opposition aux jugements par défaut que jusqu'à l'exécution de ces jugements, ce qui l'exclut et fait courir le délai de l'appel après que cette exécution a eu lieu ; le deuxième réputant les jugements par défaut exécutés lorsqu'il y a un acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante ; et, dans l'espèce, le jugement du 8 juin ayant reçu l'exécution la plus entière, dès le 24 du même mois, par le procès-verbal de prise de possession de l'administrateur provisoire, contenant les protestations du sieur Pons, qui, ayant ainsi connu l'exécution du jugement, n'avait, après la huitaine expirée, que la voie de l'appel... ; — Rejette. »

Il faut donc tenir pour acquis que le jugement nommant un administrateur provisoire est contradictoire et se demander en quelle forme il doit être rendu : en chambre du conseil ou en audience publique ?

Posée en ces termes, la question n'a pas été solutionnée par la loi et c'est à la lumière des principes

généraux qu'il faut se rapporter pour la résoudre. Déjà, il a été constaté que c'est en la chambre du conseil que le tribunal a rendu un premier jugement ordonnant la réunion du conseil de famille, et qu'il a agi de même pour celui qui ordonne l'interrogatoire. Y a-t-il lieu de prendre un parti différent quant au jugement qui nomme un administrateur provisoire ?

On a essayé de soutenir l'affirmative en invoquant une série d'arguments qui, de prime abord, ont l'apparence d'arguments péremptoires. D'abord, a-t-on dit, la décision prise par le tribunal est un jugement; or, la publicité est de l'essence même de tout jugement, et, abstraction faite des cas réservés par les lois, ils doivent tous être rendus, à peine de nullité, en audience publique, en vertu des articles 116 et suivants du Code de procédure civile et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. Dans la matière spéciale de l'interdiction, en vain chercherait-on une disposition qui soustrait à la publicité une décision dont l'objet est de régler provisoirement ce qui concerne la personne et les biens de l'individu dont l'interdiction est demandée, et de conférer à l'administrateur les autorisations que peut nécessiter l'exercice du mandat temporaire dont il est investi. Loin d'avoir un caractère secret, cette mesure doit, au contraire, être entourée de toute la publicité voulue, afin de prévenir les tiers de la qualité en vertu de laquelle l'administrateur

agit et de sauvegarder leurs propres intérêts. Bien mieux, ajoute-t-on, toutes les fois que la loi a voulu déroger au principe indélébile de la publicité des jugements, elle s'en est expliquée : c'est ainsi, notamment, qu'elle a décidé, dans l'article 458 du Code civil, que l'homologation d'une délibération du conseil de famille d'un mineur, portant sur des ventes, des constitutions d'hypothèques ou des emprunts qui les intéressent, doit être faite par jugement rendu en chambre du conseil, le ministère public entendu. Pour toutes ces excellentes raisons, conclut-on, il n'y a pas lieu de déroger à la règle générale sur la publicité des jugements et de décider que celui qui nomme un administrateur provisoire au défendeur en interdiction doit être rendu en audience publique.

La Cour d'appel de Paris s'était prononcée dans le même sens, en infirmant un jugement du tribunal civil de Mantes, rendu, dans les conditions susdites, le 6 septembre 1844 (1).

Il faut, cependant, se résoudre à opiner dans un sens contraire. Bien des raisons militent, en effet, en faveur du système qui admet la validité du jugement prononcé en chambre du conseil. Si l'on se reporte au rapport fait au Tribunat par M. Bertrand de Greuille, dans la séance du 5 germinal an XI (26 mars

(1) V. l'arrêt de la Cour de Paris du 9 janvier 1855, D., 1856, 1, 72, *principio*.

1803), on constate que la division de la procédure en deux parties distinctes, l'une secrète, l'autre publique, est la note dominante qui a présidé à l'élaboration des textes relatifs à la procédure d'interdiction. Il ne faut recourir aux débats publics qu'autant que le tribunal est édifié sur l'état du défendeur, qu'il l'a jugé compromettant pour les intérêts du dément et que l'interdiction s'impose. Or, l'administrateur provisoire est nommé à un moment où le tribunal hésite encore et ordonne des mesures complémentaires d'instruction qui sont destinées à asseoir sa conviction sur des bases solides. Il peut se faire que celui dont l'interdiction est provoquée ne soit pas reconnu incapable au terme de l'instruction. Pourquoi, dès lors, se hâter de porter à la connaissance du public une procédure affligeante, jusque-là tenue secrète? Et ne serait-ce pas le cas d'appliquer quelques-uns des motifs qui ont fait établir que l'interrogatoire aurait lieu hors la présence du public? Ne pourrait-on pas dire, avec le rapporteur de nos articles au Tribunat, que l'interrogatoire est fait par le tribunal en la chambre du conseil, « par ménagement pour la réputation du défendeur et même par égard pour son amour-propre, dans le cas où l'inculpation d'aliénation ne se trouverait pas justifiée » (1) et ajouter, après lui :

(1) Locré, *Commentaire des Codes Français*, t. VII, p. 369.

« Ne serait-ce pas complètement détruire l'effet du caractère secret de la demande et de l'interrogatoire que d'ordonner la publicité de la nomination d'un administrateur provisoire qui révélerait, *ipso facto*, au public, la mesure dont il est l'objet et le ferait croire atteint d'une faiblesse d'esprit qui peut-être n'existe pas ? »

Cette idée d'une procédure préliminaire secrète, on la rencontre encore dans le discours prononcé par M. Tarrible, orateur du Tribunal, dans la séance du Corps législatif du 8 germinal an XI (29 mars 1803), en présentant le vœu d'adoption. Après avoir indiqué les phases de la procédure en chambre du conseil, procédure qui se passe hors la présence du public, il dit : « Mais, *ensuite*, une discussion solennelle déploiera, dans toute leur latitude, les divers genres de preuves et les moyens de défense. Elle éclairera tout à la fois le tribunal et le public ; elle donnera à l'homme provoqué la plus forte garantie du respect dû à son indépendance. *C'est là le but rassurant de l'article 498*, portant que le jugement sur une demande en interdiction ne peut être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées (1).

Ces citations ne témoignent-elles pas, au premier chef, de l'intention du législateur de ne révéler au pu-

(1) LOCRÉ, *ibid.*, p. 392.

blic que les faits suffisamment probants, admis déjà, en principe, par le tribunal, comme susceptibles de motiver un jugement d'interdiction ? Et si l'article 498 ne cite comme devant être soumis à la publicité que le seul jugement prononçant l'interdiction, n'est-il pas logique, raisonnant à *contrario*, de déduire que les jugements rendus pendant la période secrète de l'instruction échappent à l'obligation de la publicité ?

Il y a mieux, et il est possible de tirer un argument probant dans la combinaison des articles 496, 497 et 498 du Code civil. Le premier article (496), hormis la circonstance exceptionnelle où le défendeur est interrogé à son domicile, est formel : le défendeur, en principe, doit subir l'interrogatoire en chambre du conseil. Puis l'article 497 dispose : « Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire. » C'est ce qu'exprimait, dans la séance du 28 ventôse an XI (19 mars 1803), au Corps législatif, le conseiller d'Etat Emmery, orateur du gouvernement, dans son exposé de motifs : « Aussitôt après le premier interrogatoire, disait-il, le tribunal saisi de la demande peut, s'il y a lieu, commettre un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur. » L'idée est donc la même : l'interrogatoire et la nomination de l'administrateur provisoire se sui-

vent; ils sont, pour ainsi dire, soudés, sans qu'il y ait d'acte intermédiaire.

Et si l'on met en parallèle avec ces deux articles l'article 498, et qu'on les compare attentivement, on est de suite frappé du contraste entre leur rédaction : « Le jugement sur une demande en interdiction ne pourra être rendu qu'à l'audience publique... » L'audience publique n'est donc exigée que pour le jugement définitif. Jusque-là, nous n'y étions pas, pas pour la convocation du conseil de famille, pas pour l'interrogatoire, pas pour l'enquête, pas pour les actes qui ont suivi, jusqu'au moment de l'assignation du défendeur à comparaître devant le tribunal; nous étions en chambre du conseil, et on prétend que nous étions à l'audience, pourquoi l'article 498 nous y fait-il venir ? C'eût été inutile.

Il y a donc, dans l'opposition des textes, une application de l'idée qui a présidé à leur rédaction, et le jugement nommant l'administrateur provisoire n'est pas nécessairement soumis à la publicité comme tous les jugements. Telle est la conclusion que la logique du raisonnement impose.

L'opinion que nous défendons a été émise par des juristes éprouvés. « Après le premier interrogatoire, disent MM. Aubry et Rau, le tribunal commet, s'il y a lieu, *en chambre du conseil*, un administrateur

provisoire, pour..., etc. (1). » Il n'est pas douteux, ajoute M. Baudry-Lacantinerie, qu'il (le jugement nommant l'administrateur provisoire) doit être rendu en chambre du conseil (2). » Et ce dernier auteur ajoute aux arguments que nous avons exposés un argument tiré de l'article 32 de la loi du 30 juin 1838 et qui a une grande portée. En effet, cet article stipule que « sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation d'office du procureur du Roi, le tribunal civil du lieu du domicile pourra, conformément à l'article 497, nommer, en chambre du conseil, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés... » Cette référence, par le législateur de 1838, à l'article 497, n'est-elle pas la consécration officielle de l'interprétation qui prétend que le jugement de nomination de l'administrateur provisoire doit être rendu en la chambre du conseil? Evidemment, si!

La Cour de cassation a elle-même adopté cette manière de voir, par arrêt du 6 février 1856, sur un remarquable réquisitoire de M. le premier avocat général Nicias-Gaillard, concluant à la cassation de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris précité (3). Interpré-

(1) AUBRY et RAU, édit. 1897, t. I, p. 796.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 827, p. 748.

(3) V. D., 1856, 1, 75. — Voir également un second arrêt de la même

tant les articles 496 et 497 que le demandeur prétendait avoir été violés, en ce que l'arrêt de la Cour de Paris avait soumis à la publicité le jugement qui, après l'interrogatoire en chambre du conseil de la personne dont l'interdiction était poursuivie, avait nommé à cette personne un administrateur provisoire, la Cour de cassation a cassé l'arrêt susdaté par des considérants à relever :

« Attendu que l'article 496 dispose que la personne dont l'interdiction est poursuivie sera interrogée en la chambre du conseil, et que l'article 497 porte que le tribunal, après cet interrogatoire, commettra, s'il y a lieu, un administrateur...; que cette disposition, suivant immédiatement celle qui a ordonné l'interrogatoire, sans énoncer que le tribunal qui vient d'interroger sera tenu de renvoyer à l'audience pour procéder à cette nomination dont l'interrogatoire a pu lui révéler l'urgente nécessité, suppose qu'immédiatement et sans désemparer, le tribunal peut procéder à cette mesure provisoire au même lieu et en la même forme dans lesquels l'interrogatoire a été subi; — Attendu que si la loi eût exigé la prononciation de ce jugement à l'audience, elle s'en fût expliquée formellement, comme elle l'a fait pour le jugement définitif d'interdiction par l'article 498 du même Code, dont

Cour, du 19 février 1856, concluant dans le même sens. D., 1856, 1, 76.

les termes limitatifs indiquent clairement que c'est pour ce jugement seul, et non pour celui de la nomination de l'administrateur provisoire, que la forme solennelle de la prononciation à l'audience a été imposée... ; — Casse. »

Les termes catégoriques de ce considérant se passent de plus ample commentaire et nous permettent, joints aux raisons qui ont été développées, de décider qu'est valablement rendu en la chambre du conseil le jugement de nomination de l'administrateur provisoire.

Il y a lieu de se demander, avant de terminer cet aperçu sur la nomination de l'administrateur provisoire, si le jugement de nomination n'a pas son équivalent et si une ordonnance de référé pourrait, le cas échéant, y suppléer ? Nous ne le croyons pas. A notre avis, l'ordonnance de référé, qui nommerait un administrateur au défendeur poursuivi en interdiction, serait nulle de nullité radicale. L'article 497, en effet, remet au tribunal le soin d'apprécier l'opportunité de cette mesure et de l'ordonner s'il y a lieu ; le texte est formel, et il n'est pas permis, pour des motifs d'urgence ou autres, de déroger à ses prescriptions et de restreindre les garanties que la loi accorde au défendeur en abandonnant à un magistrat unique une décision qui exige le concours du tribunal tout entier (1).

(1) V., en ce sens, Bordeaux, 28 avril 1879, S., 1880, 2, 218.

Il va sans dire que la désignation d'un administrateur provisoire, si le tribunal ne l'a pas jugée indispensable aussitôt le premier interrogatoire, pourrait être ordonnée à la suite d'un interrogatoire postérieur et même dans le jugement définitif, au cas où l'instance publique a révélé aux juges des faits jusqu'alors inconnus et de nature à faire admettre la demande en interdiction ; elle aurait pour but, dans cette dernière hypothèse, de veiller aux intérêts du défendeur jusqu'au choix du tuteur que désignera le conseil de famille.

En attendant, dès que l'administrateur est investi de ses fonctions, le tribunal a le loisir de continuer à s'enquérir de l'état mental du défendeur, et, dans ce but, d'ordonner toute mesure d'instruction de nature à révéler exactement sa mentalité. A cet effet, il arrive souvent, bien que la loi soit muette, qu'il donne mission à un ou plusieurs médecins aliénistes d'observer le prétendu malade et de dresser de leurs observations un rapport motivé destiné à les instruire et qui pèsera dans la décision à intervenir. Ils peuvent aussi recourir à une enquête dont le Code civil ne s'est pas occupé, mais que l'article 893, § 2, du Code de procédure civile a prévue : c'est de celle-ci que nous allons parler comme du complément naturel de l'interrogatoire.

SECTION VI

De l'enquête.

L'enquête est un moyen subsidiaire et complémentaire de l'interrogatoire, destiné à en combler les lacunes ou les incertitudes. L'interrogatoire a pu, en effet, n'être pas déterminant, et, d'autre part, le demandeur, qu'il ait ou non été entendu en chambre du conseil, a articulé dans sa requête des faits pertinents qui ne sont pas en harmonie avec l'impression que les réponses du défendeur ont produite sur l'esprit du tribunal; il faut faire un pas de plus pour arriver à la manifestation de la vérité, et ce pas, c'est l'enquête qui le fera franchir.

Telle est la prescription contenue en l'article 893 du Code de procédure civile et dont ne s'était pas occupé le Code civil. L'innovation est tout aussi heureuse que sage. « Si, dit notre paragraphe, l'interrogatoire et les pièces produites sont insuffisantes et si les faits peuvent être justifiés par témoins, le tribunal ordonnera, *s'il y a lieu*, l'enquête, qui se fera en la forme ordinaire. »

L'enquête n'est donc pas une enquête sommaire, mais une enquête ordinaire qui obéit, quant aux conditions de forme, aux prescriptions contenues dans le titre XII du livre II du Code de procédure civile. Elle peut être provoquée par le demandeur et porter sur

les faits par lui articulés, mais elle peut aussi être provoquée d'office par le tribunal sur les faits révélés par l'instruction : personne ne contredit ces assertions, et l'on pourrait aller jusqu'à dire qu'il est permis au défendeur même de la requérir en soumettant à l'appréciation de ses juges des faits susceptibles de mettre en relief le mal-fondé de la demande : tels seraient, par exemple, une machination, un complot malveillant ourdi entre les membres de sa famille pour obtenir son interdiction, en raison de son intelligence peu développée peut-être, mais suffisante pour se diriger lui-même et mener à bien la gestion de ses intérêts pécuniaires. Rien ne s'oppose à l'admissibilité de pareille preuve et elle s'impose même dans l'intérêt de la vérité et de la justice.

Mais, quelle que soit la manière dont elle est ordonnée, l'enquête ne revêt jamais qu'un caractère facultatif, tout comme la nomination d'un administrateur provisoire. Elle ne doit pas davantage se dérouler en présence du ministère public : la loi ne l'impose pas, avec raison (1); et si le tribunal l'ordonne, il le doit faire par jugement rendu en chambre du conseil, pour les mêmes raisons de droit que nous avons fait valoir dans la section précédente, au sujet de la nomination de l'administrateur provisoire.

(1) Voir, en ce sens, DEMOLOMBE, *loc. cit.*, n° 520 ; CHAUVEAU et CARRÉ, t. VI, quest. 3025 et 3025 *bis* ; HUC, t. III, p. 497.

Où et comment sera-t-il procédé à l'enquête? A quelles conditions de forme est-elle soumise?

Ces deux questions, au fond, n'en renferment qu'une seule, et l'article 893, § 2, y répond implicitement quand il pose en principe que « l'enquête se fera en la forme ordinaire ». C'est dire assez que les règles énoncées dans le titre XII du livre II du Code de procédure civile doivent recevoir leur entière application. En conséquence, le jugement rendu, soit à la requête du demandeur en interdiction, soit d'office par le tribunal, en chambre du conseil, contiendra : 1° les faits à prouver; 2° la nomination d'un juge devant qui l'enquête se fera; 3° le cas échéant, en raison de l'éloignement des témoins, une commission rogatoire au tribunal le plus proche de leur domicile, à fin de désignation d'un juge chargé de recevoir leur déposition (art. 255).

De plus, l'enquête, si elle est faite au lieu même où le jugement a été rendu, sera commencée dans la huitaine du jour de la signification au défendeur qui n'a pas constitué avoué. Rien ne s'opposant à ce que le défendeur ait déjà confié le soin de défendre ses intérêts à un avoué (dont il a été dit qu'il peut assister à l'interrogatoire en chambre du conseil), on appliquera, dans cette hypothèse, la règle posée par l'article 257 et on dira que l'enquête sera entre-

prise dans la huitaine de la signification faite à l'avoué du défendeur.

Sur l'ordonnance du juge commissaire fixant le jour où les témoins seront entendus, sur l'assignation à la partie défenderesse, soit à personne, soit au domicile de son avoué, sur l'assignation aux témoins et ses formes, sur leur déposition et ses formes, sur la signification au défendeur du nom des témoins, aucune particularité n'est à signaler : le titre XII, auquel renvoie notre article 893, § 2, du Code de procédure civile, règle suffisamment la matière et c'est le droit commun qui régit cette partie de notre procédure.

Néanmoins, et malgré l'application intégrale du titre II auquel nous nous sommes reportés, quelques hésitations peuvent naître dans la solution de quelques questions. Nous indiquerons plus spécialement les trois suivantes :

Le défendeur a-t-il le droit de reprocher les témoins présentés par son adversaire au procès ?

Le procureur de la République doit-il être présent à l'enquête ?

Quelles sont les conséquences de la nullité de l'enquête ?

1° La première question a suscité des difficultés doctrinales assez sérieuses : si l'on songe que la plupart des témoins cités sont unis au défendeur par des

liens de parenté ou d'alliance, ou sont encore des serviteurs ou domestiques, qu'il a eus ou qu'il a encore à son service et qui ont été les témoins de ses prétendues excentricités, de sa folie présumée, et si, d'autre part, on lui accorde un large droit de récusation, il est à présumer que, par le fait même des récusations qu'il aura le droit de faire valoir, l'enquête ne pourra produire tout l'effet qu'on en attend.

Malgré cette considération, les avis sont partagés, et si on admet la possibilité de reprocher les témoins qui auront bu ou mangé avec la partie et à ses frais, depuis la prononciation du jugement qui a ordonné l'enquête, ou les témoins en état d'accusation ou qui ont été condamnés, soit à une peine afflictive ou infamante, soit à une peine correctionnelle pour vol, ou enfin les témoins qui auront donné des certificats sur les faits relatifs au procès, il n'en va plus de même lorsqu'il s'agit du reproche des parents et des alliés du défendeur. Certains auteurs n'établissent aucune différence entre la procédure d'enquête en matière d'interdiction et la procédure d'enquête ordinaire : dans l'un comme dans l'autre cas, il n'y a pas à établir une distinction que la loi n'a pas faite. « Il faudra, dit M. Huc (1), appliquer les dispositions du Code de procédure civile concer-

(1) Huc, *loc. cit.*, p. 497. — V. aussi LAURENT, t. V, n° 276.

nant les enquêtes, notamment en ce qui touche les parents et alliés des parties, ainsi que leurs serviteurs et domestiques qui pourront être reprochés. » Telle semble être aussi l'opinion de M. Demolombe, qui, d'une façon générale et en manière de principe, déclare qu'il faut assigner le défendeur, « pour qu'il y soit présent et qu'il puisse *fournir ses reproches contre les témoins*, requérir les interpellations qu'il croirait utile de faire, etc. (1) »

La jurisprudence n'a pas eu à se prononcer sur la reprochabilité des parents ou alliés des parties, mais elle a eu l'occasion de juger que les membres d'un conseil de famille, qui ont été appelés à donner leur avis sur l'état mental d'une personne à interdire, doivent être considérés comme ayant donné, par l'expression de leur avis, un certificat sur les faits de la cause, et que, dès lors, ils doivent être reprochés dans l'enquête à laquelle il est procédé au cours de l'instance en interdiction. Telle est la décision de la Cour d'appel de Nancy, en date du 17 décembre 1885 (2), basée sur l'attendu juridique suivant : « que ces membres du conseil de famille sont, en quelque sorte, engagés par l'avis qu'ils ont émis et qu'ils ne pourraient se trouver, s'ils étaient appelés à déposer comme témoins, au cours de l'enquête, dans les conditions d'indépen-

(1) DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 521.

(2) V. DALLOZ, 1886, 2, 280 et SIREY, 1887, 2, 15.

dance et d'impartialité absolue, justement exigées par la loi, de tous les témoins entendus en justice. »

L'argument fourni par la jurisprudence pourrait être utilement invoqué par les défenseurs de la théorie qui vient d'être exposée et étendu aux autres cas prévus par l'article 283 du Code de procédure civile.

A l'appui de ce système, on peut concevoir — et il s'est produit — une opinion qui, se fondant sur le caractère particulier de la procédure d'interdiction, exorbitante en bien des points du droit commun, et malgré les termes de notre article 893, § 2, du Code de procédure civile, pencher vers la non-exclusion des parents, des alliés et des membres du conseil de famille qui ont donné leur avis sur l'état mental du défendeur.

On pourrait, dans cette opinion, tirer argument de l'article 245 du Code civil, modifié par la loi du 18 avril 1886, qui admet les parents, — à l'exclusion toutefois des descendants, — ainsi que les domestiques des époux qui plaident en divorce, à témoigner dans l'enquête ordonnée par le tribunal. La question d'interdiction est aussi grave que le divorce ; elle est une atteinte bien plus grave à l'état et à la capacité de la personne qui en est l'objet. Dès lors, pourrait-on soutenir, pourquoi écarter le témoignage de ceux qui ont pu suivre avec le plus d'attention et d'impartialité les phases de la maladie mentale de leur parent ou

allié, pourquoi vouloir systématiquement faire table rase de dépositions, dont, il ne faut pas l'oublier, l'appréciation de sincérité est passée au crible de l'examen des juges, et pourquoi suspecter l'intérêt de provoquer l'interdiction, malgré l'évidence d'équilibre mental chez le défendeur, alors que, le plus souvent, ces témoins sont mus par un sentiment diamétralement opposé, qui est l'intérêt même du dément ?

On pourrait encore invoquer, à l'appui, un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, du 15 mai 1807, confirmant un jugement du tribunal de première instance du même siège, qui, dans une instance en dation de conseil judiciaire, a décidé qu'il y a lieu d'accepter la déposition de trois témoins, membres du conseil de famille, malgré les termes de l'article 283 du Code de procédure civile, parce que, dans le conseil de famille, on ne fait qu'apprécier les faits articulés et délibérer sur leur plus ou moins de gravité, sans rien affirmer, tandis que, au contraire, l'affirmation est réservée aux seuls témoins (1). Et il semble bien que ce soit dans ce sens que l'avis exigé par l'article 494 du Code civil doit être formulé par les parents de celui dont l'interdiction est demandée : l'avis est général, au lieu que les témoignages portent le plus souvent sur des faits spéciaux.

(1) V. l'arrêt précité. dans DALLOZ, *J. G.*, v° « Interdiction », n° 263, note.

L'argument ne manque pas de valeur, il le faut bien reconnaître, et même la décision à laquelle on s'arrête ici paraît plus conforme à la raison, car on se priverait souvent, si on ne l'admettait pas, des témoignages les plus importants et les plus dignes de confiance (1). L'enquête, en somme, serait le couronnement motivé de l'avis favorable émis par le conseil de famille.

Telle est la controverse, et, malgré les considérations de fait et de droit invoquées dans ce second système, nos préférences vont au premier qui, plus juridiquement, semble-t-il, interprète l'article 893, § 2. Au demeurant, il ne faut pas perdre de vue que l'argument invoqué par ceux qui n'admettent pas la faculté de reprocher les parents et autres personnes, dont nous avons fait l'énumération, n'a de valeur que depuis la loi du 18 avril 1886, qui a apporté une dérogation au droit commun en admettant, par exception, le témoignage des parents, non descendants des époux, et leurs domestiques, dans une instance de divorce. En effet, les anciens articles 242 et 243, que remplace l'article 245, modifiés en 1886, prévoyaient : 242, que « le demandeur exposera ou fera exposer les motifs de sa demande, il représentera les pièces qui l'appuient et nommera les témoins qu'il se propose de

(1) Sic, CARPENTIER, *Rép. de Droit Français*, v° « Interdiction », n° 361.

faire entendre » ; — 243, que « le défendeur nommera, de son côté, les témoins qu'il se propose de faire entendre, et sur lesquels, *réciiproquement*, le demandeur fera ses observations ». Et c'est là tout le contenu de l'ancien texte. Avant 1886, il était donc loisible de reprocher les témoins, suivant les règles de droit commun. Or, la modification que la loi de 1886 a fait subir au Code civil, aucune loi postérieure ne l'a fait subir à l'article 892, § 2, du Code de procédure civile. En conséquence, mieux vaut dire, en présence de ce dernier texte, que les règles de la procédure ordinaire doivent être suivies sans distinction aucune et que les motifs de reproches peuvent être relevés par le défendeur en interdiction, tels qu'ils ont été déterminés par la loi.

2° Cela dit, la seconde question, qui est celle de savoir si la présence du ministère public à l'enquête est nécessaire pour la validité de la procédure, ne nous retiendra que quelques instants. La loi, il est vrai, n'en a rien dit : elle a cependant exigé, dans l'article 496, la présence du procureur de la République à l'interrogatoire, et il semblerait bien qu'il ait été dans l'esprit du législateur de le mêler à tous les actes importants d'une procédure aussi bien réglée sur une question d'état d'essence aussi délicate. C'est ce qu'a soutenu du reste M. Carré (1).

(1) CARRÉ, n° 3025.

On est plutôt porté à croire que la présence du ministère public n'est pas obligatoire. M. Bertin, dans son excellent ouvrage sur la « Chambre du conseil, en matière civile et disciplinaire », est de cet avis (1). En principe, lorsque la demande d'interdiction est intentée par les parents, sa présence n'est que facultative. Que si, au contraire, le procureur de la République est partie principale au procès, l'auteur estime, avec raison, que sa présence à l'enquête est indispensable.

Nous admettons volontiers cette conclusion. Si, en effet, l'on veut bien ne pas perdre de vue que l'enquête a lieu, non plus devant le tribunal tout entier, au contraire de l'interrogatoire, mais devant un juge commis à cet effet ; que de cette enquête, qui n'est ni obligatoire ni essentielle, le tribunal tiendra plus ou moins de compte ; qu'elle revêt un caractère subsidiaire et ne lie pas l'appréciation des juges ; on ne voit pas en quoi il y aurait matière à déroger, ici, au droit commun. Et nous savons que, dans toute enquête, la présence du ministère public n'est pas exigée, que sa direction est assez sauvegardée par la présence des parties ou de leurs mandataires légaux ; qu'enfin, la communication du procès-verbal d'enquête au procureur de la République supplée, dans

(1) BERTIN, *loc. cit.*, édit. 1856, n° 668. — V., dans le même sens, Huc, t. III, n° 512.

une large mesure, à son absence de l'enquête et suffit pour l'édifier sur le sens des réquisitions qu'il est appelé à donner.

3° Nous arrivons, ainsi, à la troisième question que nous voulions traiter : Quelles sont les conséquences de la nullité de l'enquête ?

Nous savons, de par les dispositions des articles 292 et 293 du Code de procédure civile, que, d'une part, l'enquête frappée de nullité, à la requête de la partie intéressée, par la faute du juge commissaire, doit être recommencée à ses frais ; et que, d'autre part, si la nullité est imputable à une faute de l'avoué ou de l'huissier, ou même de la partie qu'ils représentent, l'enquête ne peut plus être recommencée. Mais, dans l'éventualité où elle provient du fait de l'avoué ou de l'huissier, la loi donne à la partie qui peut leur faire grief de la nullité, le droit de répéter les frais contre eux, même des dommages-intérêts, en cas de négligence manifeste.

Ces principes, les appliquera-t-on à l'enquête sur interdiction dont la nullité a été prononcée par le tribunal ? L'accord règne sur la faculté laissée au tribunal d'ordonner une nouvelle enquête lorsque la nullité provient du fait du juge commissaire. Mais lorsqu'il s'agit d'appliquer l'article 293, l'entente n'existe plus entre les auteurs. L'article 293 est conçu en termes impératifs, mais la rigueur du texte ne doit-elle

pas fléchir en matière d'interdiction ? La jurisprudence n'a pas solutionné ce problème spécial : elle s'est prononcée sur l'étendue d'application de l'article 293 aux nullités d'une enquête qui se greffe sur une demande en séparation de corps, ainsi que nous allons le voir, et elle a été, de la sorte, amenée à adopter un principe qu'elle applique aux questions d'état, en général.

Disons, avant de l'exposer, que, dans une première opinion, on admet que l'article 293 ne s'applique pas dans tous les cas de nullité qu'il prévoit et que les matières d'ordre public, où les faits allégués par une partie ne peuvent être, ni tenus pour acquis sans que la preuve en soit fournie, ni écartés sans que leur fausseté soit démontrée, sont les seules qui fassent exception à la règle et où l'enquête, annulée par la faute de l'officier ministériel, puisse être recommencée (1). Et cette opinion est corroborée par arrêt de la Cour d'appel de Dijon, du 29 mai 1845 (2), qui a eu à se prononcer sur la nullité d'une enquête de séparation de corps, due à la faute de l'avoué, et a déclaré que si, en principe, on ne peut recommencer l'enquête « lorsqu'il s'agit d'une séparation de corps, le dommage éprouvé par la partie n'étant pas appré-

(1) Voir, notamment, en ce sens, GARSONNET, édit. 1899, t. III, p. 69, n° 850, *in fine*.

(2) V. DALLOZ, 1845, 2, 173.

ciable, le recours contre l'officier ministériel serait toujours illusoire, d'autant plus que les dommages-intérêts tomberaient dans la communauté et que le mari seul en profiterait (dans l'espèce, la femme était demanderesse); d'où l'on doit tirer cette conséquence que *la prohibition de recommencer une enquête nulle ne peut s'appliquer aux matières qui tiennent en même temps à l'ordre public et à l'état des personnes*, telles que les demandes en séparation de corps, parce qu'alors la personne lésée ne trouverait aucun dédommagement dans son recours contre l'officier ministériel ».

Il est plus généralement admis en jurisprudence, tout au moins dans la plus récente, qu'on ne saurait apporter une restriction de cette importance à la disposition de l'article 293 dont la défense est absolue. La Cour d'appel de Chambéry, le 14 décembre 1874, en a décidé de la sorte, en matière de séparation de corps. Elle a même décidé que, dans notre hypothèse, les tribunaux ne peuvent pas suppléer à cette impossibilité légale prévue par l'article 293, en ordonnant d'office une enquête nouvelle, ainsi que lui en confère la faculté l'article 254 du Code de procédure civile, parce que « cette faculté est corrélatrice à l'admission de la preuve demandée par la partie et en est le complément ; qu'elle se place donc, dans l'esprit de la loi, comme dans la série des textes, avant l'en-

quête » (1). Bref, aucune enquête nouvelle ne serait admissible, d'office ou autrement, après une nullité de l'enquête prononcée aux torts de l'officier ministériel.

Entre ces deux opinions, diamétralement opposées, se place une opinion intermédiaire, qu'ont faite les différentes Cours d'appel, et particulièrement celle de Douai (2) et celle de Rouen (3). Toutes deux sont d'accord pour déclarer que l'article 293 est commun à toute enquête, et, en cela, elles reproduisent l'idée mère de l'arrêt de Chambéry, qui vient d'être succinctement analysé. Seulement, elles en corrigent la rigueur par l'extension à l'hypothèse, que prévoit l'article 293 du Code de procédure civile, de la faculté accordée aux juges, dans l'article 254 du même Code, par la raison qu'il est toujours loisible aux juges d'ordonner d'office la preuve des faits propres à éclairer leur religion.

Il faut bien se résoudre à admettre — sans se demander si, dans le cas prévu par l'article 293 du Code de procédure civile, le juge a le pouvoir que lui réserve, en principe, l'article 254, et sans entrer dans la controverse que soulève cette délicate question — que la solution exposée en dernière ligne ne manque

(1) V. DALLOZ, 1875, 2, 96.

(2) V. DALLOZ, 1869, 2, 106.

(3) V. DALLOZ, 1872, 5, v° « Enquête », p. 175.

pas d'élégance et qu'elle donne une satisfaction plus complète et plus sûre aux exigences de l'article 293, que les Cours d'appel de Douai et de Rouen ont entendu respecter. Il faut bien reconnaître encore que ces arrêts sont loin de contrarier ni de contredire le caractère facultatif que l'on reconnaît à l'enquête ordonnée sur les faits susceptibles de provoquer le jugement prononçant l'interdiction. L'enquête, on ne saurait trop y insister, est un procédé complétif de l'instruction, dont le but n'est autre que de confirmer le plus souvent le tribunal dans l'idée qu'il s'est faite de la débilité mentale du défendeur. Et cette proposition est si vraie que l'on a été jusqu'à dire que si l'enquête est nulle, les juges peuvent prononcer l'interdiction ou la rejeter purement et simplement, en dépit de la nullité (1). Il leur est loisible aussi de prendre l'une ou l'autre détermination, si l'enquête n'avait apporté à l'instruction aucun élément nouveau et déterminant de preuve pour ou contre le bien-fondé de la demande en interdiction.

Enfin, et c'est par là que nous terminerons l'étude de l'enquête, l'article 893, § 3, du Code de procédure civile édicte une mesure qui n'a pas sa répercussion dans toute autre enquête ; elle réside dans l'exclusion facultative du défendeur : « Si les circonstances l'exi-

(1) *Sic*, Huc, *ibid.*, n° 513.

gent », s'exprime-t-il, sans omettre d'ajouter que « son conseil pourra le représenter » ; son conseil, c'est-à-dire son avoué, qui est son mandataire légal, et, à ce titre, jouit des mêmes droits que le défendeur : droit de reprocher les témoins cités par l'adversaire, de faire entendre ses propres témoins, de faire poser aux uns et aux autres, par le juge enquêteur, toutes questions de nature à mettre la vérité en évidence, de prendre acte, en un mot, de tous moyens de nullité qui peuvent exercer une influence sur la décision du tribunal. Nous n'insisterons pas davantage sur l'opportunité de cette mesure rationnelle et sage, laissée tout entière à la souveraine appréciation du tribunal, et que les circonstances seules lui dicteront : elle dépendra le plus souvent de l'état moral du défendeur ou de la crainte qu'éprouveront les juges de mettre face à face avec des adversaires, sincères peut-être, un individu dont le sort légal se joue dans une série de dépositions dont l'effet peut amener une surexcitation cérébrale parfois dangereuse.

Ainsi organisée, l'enquête, si elle est ordonnée, sans préjudice de l'expertise médicale, est le terme de la procédure d'instruction ; elle est l'aboutissant de tous les moyens légaux mis à la portée du tribunal pour apprécier, avec le plus de justice humaine possible, si, oui ou non, il doit s'en suivre, à l'encontre du défendeur, un jugement d'interdiction. Nous aurons

à nous demander plus tard si cette première période de la procédure d'interdiction n'est pas trop compliquée dans ses formes et si elle fournit à l'intéressé toutes les garanties voulues pour essayer d'échapper à une décision capitale pour lui. En attendant, il nous faut continuer notre étude et aborder de front l'audience publique : c'est ce qui fait, nous le savons, l'objet de la 2^e partie de notre chapitre II.

DEUXIÈME PARTIE

De l'audience publique jusqu'à et y compris le jugement

A l'inverse de la procédure qui vient d'être exposée, le jugement sur une demande d'interdiction, dit l'article 498, « ne peut être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées ».

La disposition de la loi va de soi : il importe, en effet, que le jugement soit public et connu, dans l'intérêt du défendeur lui-même si l'interdiction a été écartée comme dans l'intérêt des tiers si elle a été admise.

Désormais donc, la procédure a lieu conformément au droit commun : les plaidoiries, les conclusions du

ministère public (art. 515 C. civ.), le jugement, tout est public.

La signification au défendeur des procès-verbaux d'interrogatoire et d'enquête est faite en même temps que l'assignation à comparaître dans les délais de l'ajournement, et c'est cette assignation qui ouvre la phase nouvelle de la procédure, qui est la phase de la publicité.

Il est inutile d'insister sur la procédure préalable au jugement : le défendeur peut ou non constituer avoué ; l'ayant constitué, il peut ne pas conclure. On applique alors toutes les règles relatives au défaut faute de comparaître ou à celui faute de conclure. La mise au rôle, la signification des conclusions, l'avenir, les incidents de procédure quelconques soulevés par les plaideurs, le délibéré, etc., tout est réglé comme dans une procédure ordinaire, jusqu'au jugement, dont il faut examiner la teneur possible.

Le tribunal a le droit de choisir entre trois solutions :

Ou bien il estime que l'état mental du défendeur est bon et lui permet d'administrer ses biens et de se conduire lui-même ; et alors il renvoie le défendeur purement et simplement des fins de la demande, avec dépens à la charge du demandeur ou dépens compensés dans les termes de l'article 131 du Code de procédure civile. Mais il est bien entendu que si la demande

est arbitraire, que si le tribunal reconnaît que le ou les demandeurs n'ont agi que sous l'influence d'un intérêt personnel ou de quelque sentiment répréhensible à l'égard du défendeur, la règle posée en l'article 1382 reprendrait tout son empire et que le tribunal pourrait prononcer une condamnation à des dommages-intérêts, dans les termes du droit commun.

Ou bien — et c'est le second parti auquel peut s'arrêter le tribunal — les juges estiment que l'imbécillité, la démence, ou la fureur du défendeur est démontrée, et ils prononcent l'interdiction avec dépens à la charge du défendeur.

Ou bien, enfin, l'instruction et les débats n'ont pas fourni la preuve évidente d'un état d'esprit tel qu'il doive en résulter une incapacité absolue pour le défendeur de se diriger lui-même et d'administrer son patrimoine, et alors, tout en rejetant la demande d'interdiction, — l'article 499 en fait foi, — les juges peuvent prendre un moyen terme entre les deux premières solutions et protéger le défendeur contre une certaine faiblesse d'esprit, en lui nommant un conseil judiciaire, « si les circonstances l'exigent ». Cette mesure, laissée à la sage appréciation du tribunal et dont les effets sont beaucoup moins graves que ceux de l'interdiction, suppose, comme le dit M. Planiol, « l'affaiblissement de la volonté plutôt que celui de la raison ».

Néanmoins, et bien que l'article 499 ne précise pas la nature des causes qui autorisent la nomination d'un conseil judiciaire dans le cas qu'il vise, il faut nécessairement qu'il se révèle chez le défendeur une certaine faiblesse d'esprit dont la manifestation revêt des formes variées. C'est ainsi qu'un très ancien arrêt de la Cour de Colmar, du 2 prairial an XIII, a interprété le texte (1). Après avoir déclaré que la loi ne reconnaît que trois causes d'interdiction, la démence, la fureur et l'imbécillité, elle ajoute que ce ne saurait jamais être « sur quelques actes isolés et rares que la justice pourrait décider qu'un homme a perdu le sens et la raison, à l'effet de le priver de l'exercice des droits civils, le plus grand des biens ; — Considérant que rien n'établit que l'appelant puisse être classé au-dessous de l'homme le plus borné, ni qu'il soit ce qu'on appelle une *mente captus* ; que, seulement, il a un esprit faible qui l'expose souvent à être circonvenu, et qu'il est affligé d'une maladie épileptique ; que ces faits ne peuvent servir de base à une interdiction ; que, seulement, ils donnent lieu à l'application de l'article 499 du Code civil, relatif à l'administration des biens... »

A une époque moins lointaine, la Cour d'appel de Besançon (affaire Bolut contre Bolut) a, par arrêt du

(1) DALLOZ. *Jur. gén.*, v° « Interdiction », n° 65, en note.

2 février 1865, fait application de l'article 499 sur le considérant suivant : « que la dation d'un conseil judiciaire est une mesure de protection abandonnée à la prudence du juge à l'égard de celui qui, sans être dans l'état d'imbécillité, de démence ou de fureur dont l'habitude constitue, aux yeux de la loi, la perte de la raison, est entraîné, sous l'empire des idées les plus perverses, à une exaltation dont la violence va jusqu'à lui enlever par moments son libre arbitre ; que la pensée de réduire sa famille à la misère, sans autre mobile qu'un sentiment de haine ou de vengeance aveugle, et la préparation des actes destinés à atteindre un tel but, attestent un désordre d'esprit qui expose à de sérieux dangers celui qui manifeste de telles intentions et ne lui permet pas de lui conserver la libre administration de ses biens (1). »

Et les tribunaux, dans bien d'autres hypothèses dont nous circonscrivons à dessein le cercle, ont admis le principe de la nomination d'un conseil judiciaire là où il leur était demandé de prononcer l'interdiction du défendeur. En 1836, la Cour de Montpellier, par arrêt du 25 août, maintenu par arrêt de la Cour de cassation du 5 juillet 1837 (2), a décidé que le fait d'éprouver parfois des attaques d'épilepsie qui, affai-

(1) V. SIREY, 1865, I, 239.

(2) V. les deux arrêts dans DALLOZ, v^o « Interdiction », n^o 24, p. 14 en note.

blissant momentanément les facultés intellectuelles du défendeur à l'interdiction, ne lui permettaient pas de surveiller d'une manière suffisante la conduite de ses affaires, n'est pas une cause d'interdiction, mais que la prudence commande aux juges de lui donner un conseil judiciaire.

Ils ont même décidé que certaines tares physiques sont de nature à provoquer la dation d'un conseil judiciaire, tel, par exemple, le cas du sourd-muet (1).

On pourrait, du reste, relever, dans les recueils d'arrêts, une théorie de cas spéciaux, où les tribunaux ont admis l'application de l'article 499. mais, outre l'intempestivité d'une telle nomenclature, qui risque d'être fastidieuse, cette énumération n'ajouterait ni ne retrancherait rien au principe éminent de la liberté d'appréciation que la loi laisse aux tribunaux. Mieux vaut donc résoudre quelques points de droit que soulève l'interprétation de l'article 499 et se demander :

1° Si, en dehors des cas déjà cités, il est permis au demandeur en interdiction de conclure, par voie subsidiaire, à la nomination d'un conseil judiciaire ;

2° Si cette nomination, en dehors de toute demande d'interdiction, peut être provoquée pour une demande principale ;

(1) V., notamment, Riom, 4 mai 1824. S., 1826, 2, 118 et DEMO-
LOMBE, t. VIII, nos 438, 439 et 529.

3° Si l'article 499 s'applique au cas d'une demande en interdiction formée par le ministère public pour cause de fureur ;

4° Enfin, si le demandeur en interdiction, — dans le cas où le tribunal, ne prenant pas en considération la demande principale en interdiction, nomme un conseil judiciaire au défendeur, — doit supporter, en qualité de demandeur débouté, en apparence, de sa demande principale, les frais du procès, dans les termes de l'article 130 du Code de procédure civile.

Puis, ces questions ainsi résolues, nous examinerons si, en dehors du jugement d'interdiction dont nous préciserons le caractère, il n'existe pas d'autres causes ou de moyens de mettre fin à l'instance.

1° Il est aisé de résoudre la première de ces questions, et n'est-ce pas le cas de recourir à l'adage : qui peut le plus peut le moins ? Et puis, quel meilleur argument invoquer que notre article 499 lui-même ? S'il est permis au tribunal de répondre à la demande en accordant au demandeur ce qu'il n'a pas demandé, pourquoi lui refuser la faculté de requérir une mesure à laquelle, vraisemblablement, « si les circonstances l'exigent », les juges s'empresseront de souscrire ? Ne pourrait-on même pas pousser plus loin le raisonnement et dire que cette demande subsidiaire, basée sur l'intérêt du défendeur et des siens, et qui a sa source dans la demande principale même, dont elle

n'est qu'un palliatif, doit être traitée comme toute demande subsidiaire à laquelle la pratique recourt si fréquemment dans le but d'obtenir des tribunaux une demi-satisfaction ? Pour nous, la question n'est pas douteuse en doctrine, et elle a été sanctionnée, dans le sens de l'affirmative, par une décision très ancienne de la Cour de Paris, du 26 thermidor an XII, qui, non seulement conclut dans notre sens, mais décide même qu'une pareille demande peut être portée pour la première fois devant la Cour d'appel, car elle ne constitue pas une demande nouvelle, dans le sens de la loi de brumaire an II et de l'article 461 du Code de procédure civile (1).

2° Si cette première question soulève peu de difficulté, il n'en est plus de même de la solution à donner sur le point de savoir si un parent peut, sans recourir à la procédure d'interdiction, demander la nomination d'un conseil judiciaire à un faible d'esprit, en dehors du cas prévu par l'article 513 du Code civil.

On pourrait, en effet, soutenir, et on a soutenu, en doctrine, que la rédaction de l'article 499 s'oppose à l'introduction d'une demande principale en nomination de conseil judiciaire et tirer un second argument juridique de l'article 513 du Code civil. L'article 499

(1) V. DALLOZ, *Rép.*, v° « Demande nouvelle », n° 105 ; v° « Interdiction », n° 99, et FUZIER-HERMANN, *Code civil annoté*, art. 499, n° 15.

est formel, dit M. Delvincourt (1), et le législateur s'est exprimé en des termes qui ne laissent planer aucun doute : « En rejetant la demande en interdiction, le tribunal pourra, néanmoins, etc. » N'est-ce pas supposer que c'est à la condition que cette demande d'interdiction soit intentée què les juges, dont la conviction n'est pas arrêtée par les moyens d'instruction, ont le droit de recourir à une décision mitigée en prononçant la nomination d'un conseil judiciaire ? Et puis, l'article 513 n'autorise-t-il pas expressément la demande en dation d'un conseil judiciaire que pour raison de prodigalité ? De la combinaison de ces deux textes, conclut-on, résulte que la demande en nomination de conseil judiciaire, par action directe, pour cause de faiblesse d'esprit insuffisante pour provoquer l'interdiction, est inopérante et comme telle irrecevable ?

L'interprétation stricte et draconienne du texte de l'article 499 ne saurait prévaloir contre l'esprit qui a guidé le législateur de 1803, malgré la rédaction défectueuse de notre article. Aussi semble-t-il préférable de se ranger à l'avis contraire, qui paraît certain et qui a été défendu par les meilleurs auteurs, en tête desquels se place M. Demolombe (2). Les arguments

(1) DELVINCOURT, t. I, p. 131, note 3.

(2) Voir aussi AUBRY et RAU. t. I, § 138, p. 563 ; DEMANTE, t. II, n° 271 bis ; HUC, t. III, p. 498.

invoqués dans ce système nous paraissent péremptoires.

La concordance, la similitude même qui existe dans la rédaction des articles 499 et 513 du Code civil prouve que la loi a mis sur la même ligne, quant aux conséquences, la faiblesse d'esprit et la prodigalité ; elle ne prouve que cela. Il n'en est pas de même des actions qui permettent d'aboutir à la constatation de l'une et de l'autre causes d'interdiction. La loi reconnaît (art. 499 et 513) deux actions distinctes, l'une en interdiction, l'autre en dation de conseil judiciaire pour cause de prodigalité. Mais la demande en interdiction contient implicitement une demande de conseil judiciaire pour cause de faiblesse d'esprit. En effet, dit M. Demolombe, en principe, « les juges ne peuvent accorder que ce qui leur est demandé par les conclusions des parties » ; cela résulte des §§ 4 et 5 de l'article 480 du Code de procédure civile. Or, sur une demande d'interdiction, dit l'article 499, ils peuvent prononcer la nomination d'un conseil judiciaire ; c'est donc que la demande en interdiction renferme en soi la demande en nomination de conseil judiciaire, sans qu'il soit besoin d'y conclure par conclusions spéciales.

Partant de l'axiome ainsi énoncé, il serait invraisemblable de soutenir que l'action en dation de conseil judiciaire par voie principale ne pourrait être

intentée par un parent, attendu qu'il serait irrationnel d'obliger le demandeur, qui sait qu'il n'y a pas lieu d'interdire le défendeur, à prendre un détour et à provoquer l'interdiction pour obtenir seulement la nomination d'un conseil !

L'article 499 a créé l'action en nomination du conseil judiciaire des faibles d'esprit, qui est différente par sa cause de l'action en nomination de conseil judiciaire des prodigues. C'est ce qui ressort des travaux préparatoires et de la discussion qui se déroula le 13 brumaire an XI (1).

Avant 1793, les prodigues pouvaient être interdits, et lorsque vint en discussion l'article 499, on fit ressortir qu'il ne pouvait être question d'eux dans une matière qui ne leur était pas applicable, et c'est pour cette raison que l'on rédigea, spécialement à leur intention, l'article 513, qui ne s'applique qu'à eux, tandis que le législateur maintenait l'article 493 applicable aux faibles d'esprit.

Les deux actions en nomination de conseil judiciaire, pour cause de prodigalité et pour cause de faiblesse d'esprit, ne sauraient être confondues. L'une de ces deux actions ne comprend pas l'autre : sur ce point, la jurisprudence a suivi la doctrine que nous défendons, et un arrêt très important de la chambre

(1) V. rapport de M. Bertrand de Greuille, au Tribunat, le 5 germinal an XI. *Loché*, t. VII, p. 370.

des requêtes de la Cour de cassation, du 16 mars 1887 (affaire de Rochechouart contre dame d'Andigné de Resteau), a consacré cette distinction dans des attendus topiques qu'il faut citer :

« Attendu qu'aux termes des articles 499 et 513 du Code civil, il y a lieu à dation de conseil judiciaire pour deux causes, pour faiblesse d'esprit et pour prodigalité ; que ces deux causes sont absolument distinctes ; qu'aucun lien ne les rattache nécessairement l'une à l'autre... ;

« Attendu qu'il est constant, dans l'espèce, que le comte de Rochechouart a requis la dation d'un conseil judiciaire à la dame d'Andigné, sa fille, exclusivement pour prodigalité, et que c'est sur la demande ainsi précisée que le conseil de famille et l'interrogatoire de la défenderesse ont porté ; que la Cour d'appel (Angers) a donc, à bon droit, décidé qu'un conseil judiciaire ne pouvait, dans cet état des faits, être donné à la dame d'Andigné pour faiblesse d'esprit... (1) »

En jugeant ainsi, la jurisprudence et la doctrine que nous suivons ne font que suivre l'exemple du Code civil, qui a traité des deux causes de nomination de conseil judiciaire dans deux articles différents qui figurent dans deux chapitres distincts, les chapitres 2 et 3 du titre II du livre I. L'arrêt précité paraît

(1) V. DALLOZ, 1887, 1, 211.

donc s'être sagement inspiré des principes généraux de la matière et des différences profondes qui tiennent à la nature même des choses.

Nous n'hésiterons pas à conclure que la nomination d'un conseil judiciaire à un faible d'esprit peut être provoquée par voie d'action directe et principale. La Cour d'appel d'Agen, toutes chambres réunies, a admis que l'article 499 du Code civil, en autorisant les tribunaux à nommer, suivant les circonstances, un conseil judiciaire seulement, au lieu de prononcer l'interdiction, « a évidemment autorisé les parties intéressées à ne réclamer par action principale que cette dernière mesure, parce que, lorsque la loi a investi le magistrat du pouvoir de statuer, elle a, par voie de conséquence nécessaire, donné à la partie qui a intérêt le droit de réclamer (1) ».

3° Cela nous amène à examiner la troisième question que n'a pas résolue l'article 499 et qui est celle de savoir si le tribunal peut faire application de cet article lorsque la demande est intentée par le ministère public agissant par ordre de la loi (art. 491), dans le cas de fureur, lorsque cette interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parents.

Il a été question, dans la partie préliminaire du chapitre II, du rôle du ministère public demandeur à

(1) SIREY, 1836, 2, 560.

l'interdiction, rôle tantôt obligatoire et tantôt facultatif, et nous ne reviendrons pas sur le caractère respectif de chacune des actions qu'il peut ou doit intenter, selon les circonstances et en qualité de demandeur. Incontestablement, s'il agit, en cas d'imbécillité et de démence, en poursuivant l'interdiction d'une personne qui n'a ni époux, ni épouse, ni parents connus (article 491), il est, pour ainsi dire, substitué à ceux qui auraient qualité pour intenter l'action : il tient leurs lieu et place et l'instance se poursuivra comme si le procès se déroulait à la requête de l'un quelconque des parents à qui appartient légalement le droit de suivre l'instance en interdiction. Et alors nous dirons que, sans aucun doute, le tribunal peut, sur la demande en interdiction, nommer un conseil judiciaire au défendeur.

L'hésitation naît, au contraire, si l'on envisage une poursuite d'office pour cause de fureur, qui ne saurait être enrayée par la présence de parents du dément. C'est en qualité de ministère public qu'il agit, comme représentant de la société, dans l'intérêt de l'ordre, de la sûreté générale, et tout porte à croire que la mission qu'il détient de la loi se borne à assurer l'interdiction, et rien que l'interdiction, de la personne atteinte de folie furieuse, et à prendre, au besoin, toutes mesures nécessaires à son internement. Et puis, la nomination d'un conseil judiciaire est d'or-

dre privé, et la présence de parents, seuls intéressés dans la question, ne fait-elle pas obstacle à l'action du ministère public, dont le but est, avant tout, la sauvegarde des intérêts généraux ?

Le doute est donc permis, et la Cour d'appel de Besançon a jugé, le 25 août 1810, que l'article 499 n'est pas applicable à notre hypothèse. A la requête du ministère public, le tribunal de Saint-Claude, saisi d'une demande d'interdiction, pour cause de fureur, d'un sieur Bouvard, avait, après avis favorable du conseil de famille et après interrogatoire et requête, pourvu le défendeur d'un conseil judiciaire.

Sur appel du ministère public, la Cour infirma le jugement : « Considérant que la dation d'un conseil doit, en général, être considérée comme une mesure d'intérêt particulier pour celui à qui le conseil est donné... ; — Que des mesures d'intérêt particulier ne peuvent être provoquées contre l'individu qui a des parents que par ces derniers mêmes..., — Infirme (1). »

Toutefois, les considérations générales mises en avant ne sont pas absolument concluantes et l'on est en droit de se demander si, dans le silence des textes qui ont une portée générale (il suffit de lire, pour s'en convaincre, les articles 490, 491 et 499), on est en droit de faire une distinction qui ne s'impose pas. Le rai-

(1) DALLOZ, *J. G.*, v^o « Interdiction », n^o 266, en note.

sonnement juridique renforcerait l'opinion qui confère au tribunal le droit de nommer un conseil judiciaire. Les dérangements cérébraux sont loin d'avoir les mêmes manifestations : l'état de fureur offre plutôt un caractère exceptionnel et la fureur continue est plus rare encore. Or, les tribunaux se prononcent, en matière d'interdiction, sur l'état mental du défendeur depuis une époque assez rapprochée de l'instance jusqu'au jour du jugement. Ne peut-il pas se produire, entre le moment où l'instance est introduite d'office par le ministère public et le jugement, une détente telle que le tribunal n'aura plus en présence de lui un furieux, mais un être au moral déprimé, qui a retrouvé son calme et contre lequel il serait injuste de prononcer une sentence d'absolue incapacité ? A quoi se résoudre alors, si ce n'est à autoriser les juges à recourir à l'application de l'article 499 ? Quoi qu'il en soit, il n'en existe pas moins une lacune dans la loi qui pourrait être comblée en accordant expressément aux tribunaux un pouvoir général d'appréciation.

4° La 4° question à résoudre est relative aux frais et dépens engagés dans l'instance en interdiction. A la charge de qui resteront-ils ?

Si l'interdiction est prononcée, l'interdit les doit supporter, par application de l'article 130 du Code de procédure civile, et aussi, pourrait-on ajouter, par

cette considération qu'il bénéficie de la mesure protectrice que le tribunal lui applique.

Si le tribunal rejette purement et simplement la demande à fin d'interdiction, il n'est pas douteux que le demandeur « succombant » doit supporter les frais et dépens de l'instance par lui engagée. Il en est toujours ainsi, et l'article 130 ne fait pas de quartier. Cependant, si l'on songe au caractère familial de l'instance, au mobile désintéressé qui doit présider à la mise en mouvement de la justice, à l'idée que la provocation de l'interdiction est bien plus l'accomplissement d'un devoir de famille que l'exercice d'un droit patrimonial, il faut bien connaître, lorsque surtout le demandeur est de bonne foi et s'est trompé, que les tribunaux ont la faculté d'appliquer la règle de l'article 131 et de prononcer la compensation des dépens entre les parties. Mais que décider dans l'hypothèse intermédiaire où, sur une poursuite en interdiction, le tribunal rejette les conclusions du demandeur tendant à l'interdiction, et, d'office, par application de l'article 499, qui vient d'être étudié, nomme au défendeur un conseil judiciaire ?

Fidèles à l'interprétation que nous avons donnée de l'article 499, et estimant que la demande principale en interdiction judiciaire renferme en elle-même la demande subsidiaire, la nomination de conseil judiciaire, sans qu'il soit besoin de l'exprimer dans des

conclusions, nous dirons que la décision du tribunal prouve surabondamment que le demandeur a eu raison d'appeler l'attention de la justice sur l'état mental de son parent, qu'il y avait une mesure légale à prendre, puisque le tribunal en a prononcé une, et qu'en réalité le jugement qui nomme un conseil judiciaire, en écartant la nécessité de l'interdiction, loin de faire perdre son procès au demandeur, lui donne au contraire gain de cause. La conséquence est que les frais seront supportés par le défendeur.

Tel n'a pas toujours été l'avis de la jurisprudence. En effet, le 5 juillet 1837, la chambre des requêtes de la Cour de cassation a jugé que le demandeur à l'interdiction est bien l'adversaire du défendeur, et que s'il succombe sur sa demande en interdiction, il doit être condamné aux dépens, bien que les juges aient reconnu la nécessité du recours au conseil judiciaire (1). L'arrêt a été rendu sur pourvoi interjeté contre un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 25 août 1836 (affaire veuve Magnol contre Magnol), qui, sur une demande en interdiction rejetée par la Cour et convertie par elle en une nomination de conseil judiciaire, avait condamné la veuve Magnol, demanderesse en 1^{re} instance, en tous les dépens. Le pourvoi était basé sur ce que la Cour d'appel avait

(6) DALLOZ, *J. G.*, v^o « Interdiction », n^o 24, 3^o, note.

violé les articles 130 et 131 du Code civil et, tout en reconnaissant, par la nomination d'un conseil judiciaire, l'utilité de l'instance introduite par la demanderesse, l'avait néanmoins condamnée aux dépens et sans donner les motifs de cette décision. La Cour y a répondu en ces termes : « Attendu que la demanderesse n'était pas la curatrice du défendeur, qu'elle était son adversaire et qu'il suffisait qu'elle succombât dans sa demande principale pour que la Cour fût dispensée de motiver d'une manière spéciale la condamnation aux dépens ; — Rejette. »

Mais, répudiant la doctrine admise par l'arrêt de la chambre des requêtes du 5 juillet 1837, la chambre civile de la Cour de cassation, dans son arrêt du 14 juillet 1857 (1), a cassé un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens, du 7 janvier 1856, qui, en rejetant la demande en interdiction formée contre un sieur Baugier par un parent, M. Biston, avait cependant décidé de lui nommer un conseil judiciaire et condamné le demandeur en tous les frais d'instance et d'appel.

C'est contre la condamnation aux dépens que se pourvut M. Biston, avocat à Châlons-sur-Marne, pour violation de l'article 130 du Code de procédure civile. La Cour, qui, dans cette affaire, avait admis le demandeur à présenter personnellement devant elle ses

(1) D., 1857, 1, 354.

observations sur le mérite de son pourvoi, déclare d'abord que la condamnation aux dépens, telle que l'a prévue l'article 130 du Code de procédure civile, est une peine infligée par la loi au plaideur téméraire qui succombe dans la demande qu'il a mal à propos intentée. Or, ne peut être réputé plaideur téméraire un parent qui remplit la mission que la loi lui confie en appelant la justice à examiner l'état mental du parent qu'il sait incapable de pourvoir lui-même à l'administration de sa personne et de ses biens, lorsque le résultat de la poursuite est une mesure protectrice que la justice ordonne dans l'intérêt du défendeur et qui consiste dans la nomination d'un conseil judiciaire. Et la Cour d'édifier son arrêt sur les considérants suivants :

« Attendu que, soit qu'il y ait eu interdiction, soit qu'il y ait eu simple nomination de conseil, la poursuite a toujours eu sa raison d'être, puisque c'est grâce à elle que le défendeur, reconnu incapable de veiller à ses intérêts sans l'assistance d'un conseil, en a été pourvu, et qu'il n'est pas vrai de dire alors que, réellement, le demandeur ait succombé dans l'exercice d'une action qui a produit un des résultats utiles, prévus et réglés par l'article 499 du Code civil; — Attendu, en effet, que, par la faculté laissée aux juges par cet article, *comme suite de la demande en interdiction qui en a provoqué l'exercice*, la loi répute

bien, comme implicitement contenue dans la demande d'interdiction, celle en nomination de conseil, comme le moins est contenu dans le plus... »

Et comme, au demeurant, il ne résultait d'aucune des énonciations de l'arrêt d'Amiens que le demandeur avait agi comme téméraire plaideur, ni qu'il y ait eu, de sa part, mauvaise foi, légèreté, ni frais frustratoires, la Cour a décidé qu'il avait été fait à l'espèce, par la Cour d'appel d'Amiens, une fausse application de l'article 130 du Code de procédure civile.

C'est la conclusion à laquelle nous nous arrêtons, en conformité des principes juridiques qui ont été développés plus haut.

5° Pour épuiser notre étude sur l'instance, il est nécessaire de préciser le caractère du jugement d'interdiction et d'examiner si, préalablement au jugement, les parties en cause peuvent ou non mettre fin à l'instance engagée.

Tout d'abord, quel est le caractère du jugement qui prononce l'interdiction ?

L'interdiction soulève une question d'état qui, comme toutes ses congénères, intéresse l'ordre public; c'est parce qu'elle est revêtue de ce caractère que l'instance échappe au préliminaire de conciliation et que le ministère public, même partie jointe, est astreint à suivre l'affaire avec le soin que nous avons

fait ressortir en son temps. C'est pour le même motif que le jugement reflète, au premier chef, le même caractère d'ordre public et qu'en conséquence, il ne peut ni être l'objet d'un acquiescement, ni se prêter à une transaction par voie de désistement.

Il n'est pas susceptible d'acquiescement, disons-nous. Le principe nous paraît certain, malgré l'opinion isolée professée par M. Delvincourt (1). Cet auteur prétend qu'il n'existe dans la loi aucune disposition qui exige que les questions d'état subissent les deux degrés de juridiction; que, s'il est vrai qu'un individu ne peut disposer lui-même de son état en réclamant l'homologation des tribunaux pour un acte dans lequel il s'interdirait l'exercice de ses droits civils, il faut remarquer que l'interdit ne dispose pas seul de son état, car il se soumet à un décret de justice qui l'en a dépouillé.

C'est là une doctrine inacceptable. L'acquiescement suppose une convention, et il est un principe éminent de droit public d'après lequel les parties ne peuvent faire des conventions sur des questions d'état. L'article 1004 du Code de procédure civile a consacré ce principe, en décidant qu'on ne peut compromettre sur les séparations..., les questions d'état, ni sur aucune des contestations sujettes à communication au ministère public.

(1) DELVINCOURT, t. I, p. 324.

Du reste, c'est un point qui, aujourd'hui, est généralement admis en doctrine, que l'interdit ou l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut valablement acquiescer au jugement et que, s'il a interjeté appel, il ne peut se désister de son appel. De même, il est admis que la personne qui a poursuivi l'interdiction et qui s'est désistée de cette poursuite, en première instance, ou en appel, peut néanmoins la reprendre.

Le principe a été clairement exposé par arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 8 décembre 1858 (1). La Cour, après avoir énoncé que l'état et la capacité des personnes sont d'ordre public et, partant, non susceptibles de convention ou de transaction privée, déclare que celui dont l'interdiction a été prononcée « ne saurait valablement donner un acquiescement au jugement ni se désister de son pourvoi »;— « Qu'il lui est loisible, sans doute, d'user ou non de la faculté d'appeler, mais que, dans ce dernier cas, le jugement ne tire pas sa force et son effet de l'assentiment tacite que l'abstention de l'interdit ferait présumer, mais de la puissance de la loi qui, par des considérations d'intérêt général, imprime un caractère définitif aux décisions de justice, après l'expiration des délais par

(1) V. DALLOZ, 1859, 2, 401. — V. aussi DALLOZ, 1876, 1, 217 ; 1871, 1, 103 ; et SIREY, 1875, 1, 117 ; 1884, 1, 328 ; 1853, 2, 618 ; 1854, 2, 33 ; 1866, 2, 151.

elle impartis pour les attaquer; — Qu'en cas d'appel, le désistement n'est pas plus permis que l'acquiescement, puisqu'il impliquerait également, de la part de l'interdit, l'abdication volontaire d'un état et d'une qualité dont nul n'a la libre disposition. »

Nous avons tenu à transcrire les principaux attendus de l'arrêt, parce qu'ils nous ont semblé, parmi tous ceux que nous avons rencontrés dans les recueils de jurisprudence, être ceux qui ont le plus succinctement et le plus justement exprimé le caractère du jugement d'interdiction et les motifs juridiques qui s'opposent à tout acquiescement, à tout désistement, à toute autre transaction qui entamerait la valeur légale de la chose jugée.

L'acquiescement et le désistement sont donc inopérants : ce sont des actes qui n'ont pas d'existence légale, parce que contraires à l'ordre public. Il faut donc en conclure qu'en cas de désistement par le demandeur, celui-ci pourrait reprendre l'instance. Et le principe reçoit son application aussi bien en première instance qu'en appel.

On s'est cependant demandé si le demandeur en interdiction, qui a été débouté en première instance et fait appel, peut se désister et si, malgré ce désistement, la Cour d'appel peut statuer d'office sur la demande ? Nous aurions tendance à croire que, le désistement étant nul, il ne saurait dessaisir la Cour :

l'ordre public est intéressé, il est du devoir des magistrats de contrôler et de terminer l'affaire (1).

La Cour d'appel de Nancy (affaire de la Ruelle contre de la Ruelle) a confirmé cette manière de voir, qui doit être adoptée sans restriction, et déclaré que, « soit en première instance, soit devant la Cour, lorsque l'appel a été formulé, le désistement de l'action ne saurait être valable, le devoir et le droit des magistrats étant de vérifier la situation qui leur a été soumise, pour la régler conformément aux intérêts divers qu'elle met en question (2).

L'acquiescement ni le désistement n'arrêtent l'instance. En est-il de même de la mort de l'une des deux parties, survenue au cours même de cette instance? Si le défendeur vient à décéder avant ou après l'interrogatoire, il est évident que l'action est éteinte et ne peut être suivie contre ses héritiers; car la déchéance qui frappe le défendeur est tellement personnelle qu'elle n'est destinée qu'à l'atteindre lui seul. Les héritiers, cependant, à moins qu'ils ne prouvent que la demande était entachée de mauvaise foi ou d'arbitraire, doivent supporter les frais et dépens engagés, pour les mêmes raisons exposées déjà, et

(1) En ce sens, CHAUVÉAU SUR CARRÉ, *Supp.*, quest. 3013, 4°; BERTIN, t. I, n° 669; BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 835, p. 752.

(2) D., 1866, 2, 142.

notamment que l'action est présumée avoir été intentée dans l'intérêt du défendeur.

Est-ce, au contraire, le demandeur qui décide au cours du procès, l'instance n'est alors qu'interrompue ; elle pourrait être reprise, soit par le conjoint du défendeur, soit par un autre parent, soit même par le ministère public. La seule décision qui cadre avec notre conclusion est un arrêt de la Cour d'appel de Caen, et encore ne vise-t-il que la reprise d'instance par un membre de la famille du défendeur (1). Nous estimons, néanmoins, qu'il faut étendre ce droit au ministère public, qui, de partie jointe, peut devenir partie principale, par application de l'article 491 du Code civil, au cas, bien entendu, où il n'existerait pas de parent connu susceptible de suivre l'instance.

Ici prend fin l'étude que nous nous étions imposée de la procédure d'interdiction à l'audience publique jusqu'au jugement définitif, et, avant d'aborder les voies de recours, il faut se demander quels seront les effets du jugement jusqu'au jour où, rendu par défaut ou contradictoirement, il prononce l'interdiction. Le tribunal peut-il le déclarer exécutoire nonobstant opposition ou appel, Nous n'admettons pas que, dans les délais d'appel ou d'opposition, le jugement puisse recevoir son exécution par la nomination d'un tuteur

(1) Caen, 31 juillet 1878, DALLOZ, 1879, 2, 269.

à l'interdit. On objecte, il est vrai, que l'article 135, § 6, du Code de procédure civile, dispose que l'exécution provisoire peut être ordonnée, avec ou sans caution, lorsqu'il s'agira de tuteurs, curateurs ou autres administrateurs. Mais cette objection ne porte pas, car l'article susvisé n'est applicable qu'aux jugements qui ont pour but principal la nomination d'un tuteur. Or, dans notre hypothèse, le tribunal a statué principalement sur l'interdiction, et la nomination du tuteur n'en est que le corollaire. La Cour peut, du reste, remédier à cet inconvénient par la nomination d'un administrateur provisoire, qui garantira l'administration de la personne et des biens du défendeur jusqu'à l'arrêt définitif.

Les mêmes raisons nous font décider que l'exécution provisoire ne peut pas davantage être prononcée par jugement de défaut. C'est là l'opinion de la majorité de la doctrine et nous l'indiquons dans le but unique de ne pas omettre un point important de procédure.

TROISIÈME PARTIE

Voies de recours contre les jugements rendus en matière d'interdiction

Le législateur, qui a organisé avec un soin relatif la procédure d'instance, a laissé dans l'ombre la question, si importante cependant, des voies de recours. L'article 500 du Code civil et l'article 894 du Code de procédure civile sont les seuls qui s'en occupent, et encore ne prévoient-ils que l'appel. On ne s'étonnera donc pas du nombre de difficultés qu'a créées ce silence du législateur. L'article 894 se borne à dire par qui et contre qui l'appel du jugement qui prononce l'interdiction peut être interjeté; il ne dit ni si le jugement d'interdiction peut être attaqué par une autre voie que l'appel, ni comment doit se dérouler la procédure devant la Cour d'appel. De même, il passe sous silence les voies de recours dont sont susceptibles les autres jugements rendus en cette matière: de l'opposition, de la tierce opposition, du pourvoi en cassation et autres moyens de recours, il n'est question dans notre article.

De même, l'article 500 du Code civil s'occupe uniquement de l'appel pour dire, sans plus, que la Cour

peut, si elle le juge nécessaire, interroger de nouveau ou faire interroger la personne à interdire.

Il y a donc là une série de lacunes à combler en interprétant les principes généraux du droit pour les appliquer à la matière spéciale de l'interdiction, et le résultat de l'examen auquel nous allons nous livrer prouvera que l'accord est loin d'être parfait sur toutes les questions que soulèvent les détails et parfois les principes fondamentaux du droit de recours.

**A. — De l'opposition aux jugements rendus par défaut
en matière d'interdiction**

De ce que les Codes n'ont pas prévu l'opposition au jugement d'interdiction, certains auteurs, dont M. Carré (1), ont conclu que cette voie de recours n'existe pas, parce que la procédure d'interdiction, ayant fait l'objet de dispositions législatives spéciales, doit être interprétée strictement, selon le vœu du législateur qui a ordonné cette procédure. Il serait malséant de suivre les interprètes dans cette voie qui détruirait de fond en comble les droits de la défense. Que l'on dise que les rédacteurs du Code se sont montrés scrupuleux dans l'établissement des règles fondamentales de la procédure d'interdiction devant les tribunaux de première instance, tout le monde en

(1) V. question 3030.

conviendra volontiers; mais qu'on lui prête l'idée d'avoir pensé un instant à supprimer les voies de recours dans une matière où il s'est évertué à donner au défendeur le plus de garanties possibles contre une mesure qui le frappe d'une incapacité regrettable sinon humiliante, ce serait aller à l'encontre de l'idée de justice que le législateur n'a pas certes perdue de vue.

La vérité, — et la suite de la discussion le démontrera avec usure, — c'est que l'opposition est une voie de recours qui est de droit contre tous les jugements rendus par défaut; et il n'y a pas de raison suffisante pour décider qu'il en est autrement en matière d'interdiction. En vérité, le jugement qui prononce l'interdiction est un jugement ordinaire qui se prononce sur l'état d'une personne, comme un jugement qui annule un mariage ou une reconnaissance d'un enfant naturel, par exemple; il ne s'en distingue pas, et la meilleure preuve en est dans la rédaction de l'article 498 du Code civil, qui spécifie qu'il ne peut être rendu que « parties entendues ou appelées », — c'est-à-dire le défendeur assigné, présent ou défaillant.

La majorité des auteurs admet le principe énoncé en ces termes et l'on dit même que, pour nier le droit d'opposition, il faudrait un texte formel, qui n'existe pas (1).

(1) En ce sens, BERTIN, *loc. cit.*, t. I, n° 514 ; LAURENT, t. V, n° 282 GARSONNET et CÉZAR-BRU, t. VII, n° 2692, p. 280.

L'opposition est donc recevable, mais l'est-elle contre tous les jugements rendus par le tribunal, jugements ordonnant la réunion d'un conseil de famille, l'interrogatoire du défendeur, la nomination d'un administrateur provisoire, l'enquête? C'est ici que les difficultés commencent à poindre.

Avant de les exposer et de les résoudre au mieux, en tant qu'elles se réfèrent à tous jugements rendus avant faire droit, nous allons étudier l'opposition et ses effets lorsqu'elle porte sur le jugement qui prononce l'interdiction.

Etant admis, en principe, que l'opposition est recevable, demandons-nous d'abord à quelles conditions elle l'est et jusqu'à quel moment il est permis au défaillant de frapper d'opposition le jugement qui a prononcé son interdiction?

Il sera donné défaut, dit l'article 149 du Code de procédure civile, si le défendeur ne constitue pas avoué ou si l'avoué constitué ne se présente pas au jour indiqué pour l'audience. Or, nous savons que le défendeur à l'interdiction n'est tenu de constituer que sur l'assignation qui lui est délivrée à comparaître à l'audience publique, après la signification de l'interrogatoire et de l'enquête : jusque-là, la constitution d'avoué n'est que facultative. Il semblerait donc, logiquement, que le défendeur, qui a comparu à l'interrogatoire et à qui la signification de la procédure

engagée a été régulièrement faite, pourrait être déclarée défailant s'il se dispensait de constituer avoué pour conclure à l'audience publique. Si l'on admet que la procédure secrète de l'instruction, où la loi n'a pas exigé la constitution d'avoué, n'en revêt pas moins un caractère contradictoire par la présence du défendeur à l'interrogatoire (car il a comparu dans le sens de la loi), il paraît logique de décider que le jugement définitif qui sera rendu aura le caractère d'un jugement contradictoire et que le défaut qui pourrait être prononcé contre lui serait un défaut faute de conclure. Ce n'est là qu'une opinion qui concorderait, du reste, avec la doctrine admise par la jurisprudence, telle qu'elle sera exposée plus loin, qui considère que l'instance est engagée dès la présentation de la requête et que, dès ce moment, il y a partie liée avec un demandeur et un défendeur.

La question serait douteuse, à notre sens, si l'on se bornait à considérer la première partie de la procédure comme ressortissant de la juridiction gracieuse et bannissant l'idée de tout débat contentieux. L'instance, alors, ne commencerait qu'avec l'assignation à l'audience et le défaut faute de comparaître résulterait de la non-constitution d'avoué sur l'assignation délivrée au défendeur en même temps que la signification des procès-verbaux d'interrogatoire et d'enquête, si enquête il y a eu.

Dans l'état actuel de la jurisprudence, c'est à la première solution qu'il faudrait s'arrêter.

Quoi qu'il en soit, et à supposer que le jugement soit par défaut, jusques à quand l'opposition est-elle permise? Les articles 158 et 159 du Code de procédure civile répondent à la question : l'opposition, dit l'article 158, est recevable jusqu'à l'exécution du jugement. Voilà le principe fondamental! Mais en quoi consiste précisément cette exécution? C'est ici que surgit la difficulté, qui n'a pas été résolue, dans son entier, par l'article 159, aux termes duquel le jugement est réputé exécuté lorsque les meubles saisis ont été vendus (ou que le condamné a été emprisonné ou recommandé), ou que la saisie d'un ou plusieurs de ses immeubles lui a été notifiée, ou que les frais ont été payés, ou enfin lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante.

Lorsqu'il s'agit d'une exécution sur les biens de la personne condamnée par défaut, l'article 159 nous donne une réponse satisfaisante, car il précise les cas dans lesquels il y a exécution du jugement, et il en résulte qu'il n'est pas nécessaire que l'exécution soit consommée, mais que l'exécution partielle a des caractères assez saillants pour fermer désormais la voie de l'opposition.

En thèse générale, il faut dire que l'article 158

pose le principe que l'exécution doit être parfaite pour fermer la voie de l'opposition et que l'article 159 n'est qu'un correctif, et qu'il permet, dans les cas qu'il énumère, de faire opposition, bien que l'exécution ne soit pas complète.

Mais que décider quand le jugement n'aura pas été et surtout n'aura pas pu être poursuivi par l'un des modes d'exécution indiqués par la première partie de l'article 159 (1), quand il s'agit, par exemple, de l'exécution d'un jugement qui se prononce sur l'état et la capacité d'une personne? Quand sera-t-il réputé exécuté? Les auteurs auxquels nous faisons allusion posent l'hypothèse suivante : Un père a formé opposition au mariage de son fils; sur l'opposition, le fils assigne son père en mainlevée; le père ne constitue pas avoué, le fils prend défaut et, pour le profit, obtient mainlevée. Il signifie ensuite ce jugement, par huissier à ce commis, à la personne ou au domicile du défaillant. Et les auteurs supposent que le tribunal, faisant application de l'article 311 du Code de procédure civile, a compensé les dépens.

Il est impossible, en l'espèce, d'appliquer l'article 159, car le jugement qui accorde mainlevée de

(1) V. BOITARD, COLMET D'ANGE et GLASSON, t. I, nos 328 et 329. — V. aussi le rapport de M. le conseiller Denis, devant la Cour de cassation, S., 1892, 1, 410 et suiv., sous l'arrêt du 11 mai 1892, sur lequel nous aurons à revenir.

l'opposition ne prononce contre le défaillant aucune condamnation pécuniaire, pas même celle des dépens. On peut, dès lors, se demander jusqu'à quand l'opposition sera recevable. L'article 158 dit jusqu'à l'exécution du jugement, et l'article 159 définit l'exécution d'une manière telle qu'elle ne saurait s'appliquer à l'hypothèse prévue.

« L'article 159 n'est pas, disent MM. Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, l'explication littérale et absolue de l'article 158; l'article 159 ne supprime pas la disposition de l'article 158... Il y a deux dispositions distinctes qui doivent toutes les deux s'expliquer et s'appliquer séparément. La loi commence par nous dire : l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution; puis, dans un autre article, comme ce mot d'exécution pouvait donner lieu à la question de savoir si une exécution achevée serait nécessaire ou si une exécution commencée suffirait, l'article 159 vient trancher les difficultés et lever ces doutes, pour nous avertir dans quels cas et à quel moment une exécution commencée suffit. »

En d'autres termes, il n'y a plus d'opposition possible lorsqu'un jugement par défaut contre partie a été complètement exécuté, mais l'exécution commencée suffit dans les hypothèses prévues par l'article 159.

Le raisonnement, par la comparaison et la fusion

de ces deux textes distincts et cependant étroitement liés entre eux, est, à notre avis, logique et juridiquement intangible. Et, faisant application au jugement de mainlevée de l'opposition au mariage, les auteurs concluent qu'il n'y a de fin de non-recevoir possible contre l'opposition du père qu'une exécution complète, consommée, définitive, exécution qui consisterait, ici, dans la célébration du mariage.

La doctrine professée par nos savants auteurs doit s'appliquer au jugement d'interdiction prononcé par défaut faute de comparaître contre le défendeur à l'interdiction, par la raison que l'article 159 ne lui est pas applicable : une exécution commencée, si avancée soit-elle, ne suffira donc pas pour enlever au défaillant la voie de l'opposition; l'exécution complète est nécessaire.

Quand donc un jugement par défaut prononçant l'interdiction du défendeur sera-t-il réputé exécuté ? Il le sera lorsque, le jugement ayant été régulièrement signifié au défaillant, il a été nommé, par le conseil de famille, un tuteur et un subrogé-tuteur à l'interdit et que l'administrateur provisoire aura rendu ses comptes d'administration au tuteur. Il va sans dire que si l'administrateur provisoire était lui-même nommé tuteur, l'exécution serait complète par la nomination du tuteur et du subrogé-tuteur, l'adminis-

trateur devant alors arrêter son compte d'administration dont compte est rendu en fin de tutelle.

La simple signification du jugement à partie, non plus que l'affiche faite dans une étude de notaire, ne sont considérées comme une exécution suffisante et complète du jugement. Il a été jugé dans ce sens par la Cour d'appel de Nancy, le 26 janvier 1844 (1).

Par contre, la Cour de cassation, dans un lointain arrêt du 24 décembre 1838 (2), a décidé que le fait de la signification du jugement, suivie de la nomination de tuteur, et la vente de biens de l'interdit, précédée de l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal, joints à cette circonstance que, pendant un espace de dix années consécutives, le tuteur a administré les biens de l'interdit au vu et au su de ce dernier, sans qu'il soulève la moindre protestation, sont des actes d'exécution qui rendent l'opposition non recevable dans les termes de l'article 159 du Code de procédure civile.

Il y avait là, en effet, un concours de circonstances tel que l'exécution était la plus parfaite possible. Il suffit, selon nous, qu'il y ait eu nomination du tuteur et du subrogé-tuteur, ainsi que reddition des comptes d'administration provisoire, pour rendre l'opposition impossible.

(1) S., 1844, 2, 652.

(2) S., 1839, 1, 49.

En dehors de cette hypothèse, le jugement rendu par défaut est susceptible d'opposition, et le moment est venu de préciser les effets de cette opposition.

C'est une question encore discutée en doctrine que celle de savoir, en thèse générale, si l'opposition a simplement pour effet de suspendre l'exécution du jugement par défaut, qui reprendrait toute sa force, à partir de sa date, dès qu'il aurait été confirmé par la décision qui intervient sur l'opposition, ou si, au contraire, l'opposition a pour effet d'anéantir complètement le jugement par défaut. Les conséquences sont d'une importance capitale, suivant qu'on se rallie à l'un ou à l'autre système.

Que l'opposition suspende l'exécution provisoire du jugement, rien de plus naturel, et nous avons dit que ce sera l'effet fatal de l'opposition en matière d'interdiction, où le tribunal n'est pas admis à ordonner l'exécution provisoire. Que, de plus, elle revienne devant le même tribunal qui a statué, la proposition est trop élémentaire pour y insister. Mais le jugement primitif est-il réduit à néant ?

Dans une certaine doctrine, qui nous paraît juridique, on enseigne que l'opposition ne fait pas disparaître le jugement; en effet, dit-on, l'exécution peut avoir lieu malgré l'opposition, en cas d'urgence ou de péril en la demeure. Il existe donc, puisqu'il peut être exécuté. L'opposition ouvre simplement, devant le

tribunal, un nouveau débat, qui est contradictoire et porte sur le point de savoir si le jugement ainsi frappé d'opposition doit être maintenu ou rétracté. S'il est maintenu, le premier jugement est considéré comme contradictoire à sa date; il n'y a pas, à proprement parler, jugement nouveau sur le litige, qui a déjà été tranché une première fois, il y a simplement rejet de l'opposition, rejet qui a pour effet de consolider le jugement primitif. Il est évident, par contre, que si le jugement est rétracté, les condamnations tombent, avec, bien entendu, la faculté pour le tribunal de mettre les frais et dépens à la charge de l'opposant, s'il n'a pas de justes raisons qui ont motivé son défaut sur la première instance.

La théorie contraire aurait, si on l'appliquait dans toute sa rigueur, des conséquences inacceptables : il en résulterait que les mesures conservatoires prises avant l'opposition disparaîtraient; les saisies-arêts pratiquées, les inscriptions hypothécaires prises en vertu du jugement par défaut disparaîtraient, alors même que l'opposition serait ultérieurement déclarée mal fondée (1).

Et si l'on applique cette doctrine à l'opposition dirigée contre le jugement de défaut, on arriverait à

(1) En ce sens, GARSONNET, VI, p. 320 et suiv.; BAUDRY-LACANTINERIE, IV, p. 752, n° 837. — *Contra*, BONFILS, *Traité élémentaire de procédure civile*, 1^{re} édit., p. 663.

ce résultat que, si le jugement par défaut était confirmé, la nomination d'un administrateur provisoire ne disparaît pas du fait même de l'opposition et que l'interdit serait considéré comme incapable à dater du jugement par défaut, ce qui est logique, conforme aux principes généraux du droit en notre matière et satisfaisant dans l'intérêt même de l'interdit, dont les causes d'interdiction sont évidentes.

Il va de soi, dans cette doctrine, que si le jugement par défaut avait prononcé l'interdiction du défendeur, et que, sur opposition, le tribunal se rétractait, pour, en vertu de l'article 499, nommer un conseil judiciaire à l'opposant, ce jugement ne produirait son effet qu'à sa date, car la mesure dont est frappé l'opposant est d'ordre différent de celle prononcée par le premier jugement. C'est tout au moins le système auquel nous nous arrêtons, la question ne s'étant jamais posée en jurisprudence.

Cependant, cette doctrine, malgré sa force, n'a pas été consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation, ce qui a fait naître des dissentiments plus accentués entre les auteurs (1). La Cour de cassation, en effet, s'est prononcée, d'une façon constante, dans le sens de l'anéantissement du jugement de défaut. Dans une série d'arrêts, dont le plus ancien remonte

(1) V., dans le sens de la jurisprudence, CHAUVÉAU SUR CARRÉ, n° 661.

au 29 août 1832, parlant d'un arrêt rendu sur opposition, elle dit que le premier arrêt « a été anéanti par une opposition régulière ». En 1881, le 23 novembre (1), elle dit encore que l'opposition a pour effet de faire tomber le jugement par défaut et de remettre en question le point litigieux. En 1889, le 6 mars, elle répète que « l'opposition régulière a pour effet de remettre les parties au même état où elles se trouvaient avant ledit jugement par défaut ». Enfin, dans un arrêt du 3 février 1892 (2), elle consacre, dans les mêmes termes qu'en 1889, le principe de l'anéantissement du jugement.

Appliquée au jugement rendu par défaut sur une demande d'interdiction, la théorie de la Cour de cassation (3) conduit à la conclusion que l'interdit ne serait incapable que du jour de la confirmation du jugement par défaut et que toutes les mesures provisoires ordonnées par le premier jugement tombent avec lui. On juge de la gravité des conséquences pratiques qu'entraîne pareille doctrine !

Puisque nous parlons de l'erreur commise par la Cour de cassation, qui semble avoir interprété d'une façon contraire aux principes du droit les effets de l'opposition à tout jugement de défaut en général,

(1) S., 1882, 1, 113.

(2) S., 1889, 1, 198.

(3) S., 1892, 1, 141.

nous croyons utile de relever une erreur nouvelle commise par la Cour d'appel de Paris, dans une hypothèse un peu compliquée, sans doute, mais où la méconnaissance des principes de la procédure est flagrante et où la Cour semble s'être écartée de la jurisprudence de la Cour de cassation, en ce que cette dernière considère comme inexistant le jugement de défaut frappé d'opposition. L'espèce vaut d'être étudiée.

Le cas soumis à la Cour d'appel de Paris, et qui a abouti à l'arrêt du 6 décembre 1894 (1), était le suivant : le 4 juin 1892, le tribunal civil de la Seine rendit un jugement par défaut qui nommait un conseil judiciaire au sieur Vitta. Sur opposition, le tribunal, le 12 août 1892, rétractait le jugement. Sur appel, la Cour de Paris, par arrêt du 4 janvier 1893, infirma le jugement du tribunal de la Seine et nomma de nouveau un conseil judiciaire au sieur Vitta. Or, entre le jugement de rétractation et l'arrêt d'appel, ce dernier contracta des engagements qui furent annulés par un jugement du tribunal de commerce du 28 mars 1893. Appel par Vitta et arrêt de la Cour qui annulait les actes sur les attendus qui suivent :

« Que, par suite de cette infirmation (du jugement contradictoire, par l'arrêt de la Cour du 4 janvier 1893), le jugement du 12 août 1892 (jugement contradictoire) étant mis à néant et ne pouvant plus produire aucun effet, les parties se sont trouvées en l'état

(1) D., 1895, 2, 425.

où les avait placées le jugement par défaut dont l'opposition avait seulement suspendu l'exécution ;

« Que pendant l'instance en dation de conseil judiciaire, la capacité du défendeur reste en suspens ; — Mais que, lorsqu'intervient la décision définitive, cette décision remonte, quant à ses effets, jusqu'au premier jugement, par application de l'article 502 du Code civil ; qu'il en serait ainsi, sans conteste, si le deuxième jugement avait débouté de son opposition, et qu'il doit en être de même quand un arrêt, ayant annulé ce deuxième jugement, l'opposition est censée également n'avoir pas existé... » Et même, ajoute la Cour, en admettant que la nomination du conseil judiciaire ne prenne date que du jour de l'arrêt, les actes passés par le prodigue doivent être annulés s'ils ont un caractère frauduleux...

M. Glasson étudie, dans une note remarquable, le dispositif de l'arrêt dans l'espèce précitée, qui s'est produite pour la première fois en pratique. Par l'effet de l'arrêt, le prodigue doit-il être considéré comme incapable du jour du premier jugement de défaut qui avait nommé un conseil judiciaire ou, au contraire, du jour de l'arrêt de la Cour d'appel ? Si oui, les engagements pris par le prodigue dans l'intervalle des deux décisions (1^{er} jugement et arrêt) sont nuls ; si non, ils sont valables. La Cour d'appel, ayant fait remonter l'incapacité au jour du jugement par dé-

faut, bien que celui-ci ait été rétracté par le jugement contradictoire du même tribunal, a jugé contrairement aux principes juridiques sur les effets des jugements par défaut et sur ceux de l'opposition.

Avec le système de la jurisprudence, on dit que l'opposition anéantit le jugement par défaut, sans se préoccuper si, sur l'opposition, le tribunal jugera encore dans le même sens ou en sens contraire.

Dans le système professé par la doctrine que nous admettons, à savoir que l'opposition est simplement suspensive, si le tribunal maintient la nomination du conseil judiciaire, cette nomination doit produire effet du jour du jugement par défaut : le jugement par défaut est confirmé par le jugement contradictoire.

Si, au contraire, à la suite de l'opposition, le jugement par défaut est rétracté et si le tribunal déclare qu'il n'y a pas lieu à nomination de conseil judiciaire, alors le *premier jugement tombe d'une manière définitive* ; il est remplacé par un second jugement en sens contraire. Donc la nomination de conseil judiciaire est censée n'avoir jamais eu lieu et le défendeur doit être considéré comme n'ayant jamais été incapable.

Quid si la Cour, saisie d'un appel, infirme le jugement contradictoire qui rétracte la nomination et nomme à son tour un conseil judiciaire ? Est-il permis de conclure que l'arrêt, en faisant tomber le second

jugement, anéantit l'opposition et confirme le jugement rendu par défaut ? Oui, dit l'arrêt.

Cette solution, d'après M. Glasson, est contraire aux principes généraux de la procédure et à certaines dispositions précises du Code. Elle revient à dire que la Cour, en infirmant le second jugement, fait par cela même revivre le premier et le confirme par son arrêt. Or, la Cour n'a été saisie que du second jugement, et elle ne pouvait être saisie du premier, puisqu'il était anéanti. La Cour, en réalité, ne fait que substituer sa décision à celle du jugement contradictoire, qu'elle infirme, mais elle ne fait pas revivre le jugement par défaut.

« La solution, dit M. Glasson, troublerait complètement l'ordre et les degrés de juridiction. En voici la preuve. Si l'arrêt de la Cour faisait revivre le jugement par défaut, il résulterait de là qu'en cas de difficulté d'interprétation ou d'exécution, soulevée par l'arrêt, cette difficulté devrait être portée, non devant la Cour, mais au tribunal d'arrondissement, conformément au texte précis de l'article 472 du Code de procédure civile. Cette conséquence serait cependant tout-à-fait contraire à la volonté du législateur qui, pour le cas d'appel, n'entend laisser les difficultés d'interprétation et d'exécution aux juges du premier degré qu'autant qu'ils ont statué dans le même sens que les juges d'appel. Lorsqu'une solution conduit à

de pareilles conséquences, contraires à la loi, il y a lieu de croire qu'elle a pour point de départ une erreur juridique. « Et l'erreur vient de croire qu'un jugement par défaut, rétracté en première instance sur opposition, puisse revivre et être confirmé en appel, alors qu'il n'a pas été et n'a pas pu être déferé à la Cour d'appel.

La solution est donc arbitraire et implique, en faveur des prodigues, une sollicitude dont on conteste volontiers de nos jours l'utilité.

C'est donc, appuyée sur l'autorité de M. Glasson, une erreur nouvelle à la charge de la jurisprudence, qui, dans le cas qui vient d'être étudié comme dans ses conclusions relatives aux effets de l'opposition, a fait œuvre de prêteur.

Quant à nous, nous nous arrêtons, sans arrière-pensée, à la doctrine, plus juridique, qui n'attribue à l'opposition qu'un simple effet suspensif. Ce sera notre dernier mot sur l'étude de l'opposition au jugement par défaut qui prononce l'interdiction.

Abandonnons ce terrain et demandons-nous si l'opposition est recevable à l'encontre des jugements avant faire droit, rendus en suite de la requête à fin d'interdiction, c'est-à-dire des jugements qui ordonnent, soit la convocation du conseil de famille, soit l'interrogatoire, soit la nomination de l'administrateur provisoire, soit, enfin l'enquête, en un mot, des

jugements rendus en chambre du conseil, pendant la période secrète de la procédure d'interdiction.

On admet, en doctrine, de façon presque unanime, qu'il ne saurait être mis en doute que l'opposition est recevable dès le jour où le défendeur est partie dans l'instance, où la loi impose aux magistrats de prendre contact direct avec lui, autrement dit, dès le jour de l'interrogatoire. En faut-il dire autant du jugement sur requête qui ordonne, sur l'énoncé des faits relevés par le demandeur, la convocation du conseil de famille ? L'hésitation règne en doctrine, tandis que la jurisprudence s'est ralliée, nous allons le voir, à une affirmative si catégorique qu'il sera difficile de la faire revenir sur sa décision.

Des auteurs se sont prononcés d'une façon très nette contre cette jurisprudence prétorienne et estiment qu'il ne peut être fait opposition au jugement qui a ordonné la convocation du conseil de famille et l'interrogatoire, par la raison qu'il n'y a, jusqu'à l'interrogatoire, qu'un défendeur éventuel, que la loi n'a pas encore prescrit de mettre en cause (1), mais que cette voie lui est ouverte à l'encontre du jugement qui lui nomme un administrateur provisoire ou qui ordonne un nouvel interrogatoire ou une enquête.

Nous dirons plus loin, après avoir examiné de près

(1) V., notamment, GARSONNET et CÉZAR-BRU, t. VII, n° 2691, p. 279, et TISSIER, note sous arrêt de Cassation du 29 juin 1908, S., 1911, 1, 17.

la théorie jurisprudentielle, ce qu'il faut penser de ces conclusions.

Au seuil même de l'étude de la jurisprudence, il est remarquable de noter deux courants absolument contraires qui se sont dessinés, l'un en Belgique, l'autre en France, où, nous le savons, les textes sont les mêmes, mais où l'interprétation est, du tout au tout, divergente.

Commençons par l'étude de la jurisprudence belge.

La Cour d'appel de Liège, adoptant *in extenso* les motifs d'un jugement du tribunal civil de Verviers, du 12 novembre 1890, a rendu, le 16 mars 1891 (1), un arrêt confirmatif du jugement et décidé, suivant en cela la jurisprudence constante des Cours d'appel belges (2), que la voie d'opposition n'est pas ouverte contre le jugement rendu sur requête et qui, au début de l'instance en interdiction, ordonne la convocation du conseil de famille, à l'effet de donner son avis sur l'état mental de la personne à interdire.

Le tribunal constate d'abord que la procédure organisée par les articles 493 et suivants du Code civil et 890 et suivants du Code de procédure civile, débute par un jugement sur requête qui ordonne nécessairement la convocation du conseil de famille et que ce jugement, bien qu'admettant la pertinence des faits

(1) S., 1891, 4, 28.

(2) V. *Belg. jud*, 1847, p. 257, et 11 août 1854.

allégués par le demandeur, ne préjuge rien quant au fond ; que, malgré ce jugement et l'avis du conseil de famille, le tribunal peut admettre la preuve des faits allégués. Puis il ajoute, dans un attendu capital, que :

« Ce jugement ne peut être considéré comme un jugement par défaut susceptible d'opposition, *puisque, dans cette première phase de la procédure, la loi n'appelle pas à se défendre la personne contre laquelle l'interdiction est poursuivie ; d'où il suit que, déclarer l'opposition recevable, ce serait en réalité proclamer nécessaire une défense que le législateur a jugée inutile.* »

Puis, répondant à l'objection qu'aucun texte de loi n'interdit l'opposition à ce jugement, le tribunal se demande si cette voie de recours n'est pas incompatible avec les dispositions de la loi sur la matière. Et il répond :

« Attendu que si le législateur avait entendu admettre la discussion de la pertinence des faits allégués dans la première requête, il aurait certes exigé que la personne à interdire fût appelée à s'expliquer avant l'obtention du jugement ordonnant la réunion du conseil de famille ; que, loin de le faire, il a pris soin d'éviter que ce jugement fût porté à la connaissance de l'intéressé ; qu'ainsi, suivant l'article 893 du Code de procédure civile, ce jugement n'est même pas signifié avant l'interrogatoire et reste ainsi censé ignoré

de la personne à interdire, laquelle n'est appelée à débattre ses intérêts que lorsque l'instruction est entièrement terminée (art. 498 C. civ.). »

Le jugement ajoute que l'opposition aurait, si on l'admettait, pour effet de retarder l'instruction et de tenir en suspens l'état et la capacité du défendeur; qu'elle amènerait un débat public sur la pertinence des faits avant l'avis du conseil de famille et l'interrogatoire, qui seul fait connaître l'état de la personne.

Il dit encore que l'opposition ne servirait pas à faire ressortir le caractère arbitraire de la demande; que, loin de là, et à supposer que le conseil de famille soit complice des agissements du demandeur, le mieux encore, pour le défendeur, est de se soumettre, sans perdre de temps, à la formalité de l'interrogatoire, qui fera éclater aux yeux du tribunal, d'une façon plus rapide et plus discrète que l'opposition, le caractère vexatoire de la demande.

Et à l'allégation faite que le refus d'accorder cette voie de recours au défendeur met celui-ci dans l'impossibilité d'obliger le poursuivant à continuer la procédure dans le cas où il lui prendrait fantaisie d'interrompre les poursuites, le tribunal répond qu'en pareil cas le défendeur pourrait, soit assigner le demandeur en dommages-intérêts si l'interrogatoire n'a pas eu lieu, soit saisir lui-même le tribunal au fond, si l'interrogatoire a eu lieu.

Et il finit ainsi : « Attendu qu'en admettant que la procédure, telle qu'elle est organisée, puisse offrir des inconvénients, il n'appartient qu'au législateur d'y remédier. »

C'est sur cette boutade juridique que la Cour de Liège a rendu l'arrêt puissamment motivé qui vient d'être relaté.

En France, la très grande majorité des arrêts des Cours d'appel, sinon l'unanimité, a suivi un sens opposé, et leurs décisions ont été sanctionnées, en 1892 et 1908, par deux arrêts de la Cour de cassation. C'est cette évolution jurisprudentielle que nous allons exposer.

La Cour d'appel de Douai (1), le 11 mars 1864 (affaire Decrequy contre Decrequy), pose en principe que l'opposition à un jugement par défaut est de droit et qu'elle doit être admise toutes les fois qu'une loi spéciale ne contient pas de décision contraire ou que la nature des décisions rendues ne résiste pas à cette voie de recours.

Ce principe mis en vedette, la Cour estime que la sentence ordonnant la nomination du conseil de famille, ayant été rendue sans que l'appelante ait été entendue, est par défaut, et ajoute :

« Attendu qu'il importe peu que l'appelante n'ait

(1) V. SIREY, 1864, 2, 146. — V. aussi Besançon, 1^{er} mars 1828 ; D., Rép., v^o « Interdiction », n^o 67 ; Caen, 30 janvier 1873, S., 73, 2, 293.

pas été appelée, *que la loi n'a pas distingué entre les jugements sur requête ou sur assignation* ; qu'il suffit que la décision ait été prononcée *inauditâ parte*, pour qu'elle soit par défaut, et, par suite, susceptible d'opposition ; — Que le législateur n'a apporté aucune modification à ces principes dans les instances à fin d'interdiction ; — Que s'il n'a pas exigé, au début de la procédure, l'assignation de la personne dont l'interdiction est poursuivie, il n'a prohibé, par aucun texte, l'intervention de cette dernière ; — Que, dès que la requête à fin d'interdiction est présentée, il existe une demande contre laquelle le défendeur a intérêt et droit de se défendre en justice ; — Que, dès le début de la procédure, le défendeur peut avoir intérêt à contester, soit la qualité du poursuivant, soit la compétence du tribunal, soit la pertinence des faits articulés ; qu'il n'existait aucun motif de ne pas permettre au défendeur de présenter sans retard ses moyens de défense. »

La Cour dit, pour terminer, que le jugement qui ordonne la convocation du conseil de famille et l'interrogatoire du défendeur reconnaît implicitement la pertinence des faits allégués, qu'il préjuge le fond et que l'appelant a intérêt et qualité pour y former opposition.

En franchissant l'espace de quelques années, la même question, soulevée en jurisprudence, a amené

une décision de la Cour d'appel de Paris, le 10 juin 1875, laquelle surenchérit encore (affaire de V. contre de V.) (1).

Il s'agissait d'un appel d'un jugement du tribunal civil de la Seine, du 30 décembre 1874, qui avait statué sur une opposition faite à la décision de la chambre du conseil de famille et l'interrogatoire du défendeur. Le tribunal avait jugé que cette décision émane de la juridiction gracieuse du tribunal ; que, rendue sur simple requête, sans publicité, sans assignation préalable, elle n'a pas pour objet de vider un litige ; qu'elle ne constitue pas un jugement dans le sens propre du mot, c'est-à-dire une décision intervenue entre deux parties, dont l'une est appelée par l'autre en justice pour faire statuer sur une prétention qui est débattue. Il avait, en conséquence, décidé que cette décision ne constitue pas un jugement par défaut susceptible d'opposition.

Le tribunal n'avait pas manqué de faire ressortir, à l'appui de sa décision, que la procédure d'interdiction, dans sa première phase, est secrète et que ce serait méconnaître les considérations d'ordre supérieur qui ont déterminé le législateur à organiser cette procédure préliminaire que de permettre, grâce à l'opposition, un débat public et contradictoire à l'occasion

(1) S., 1875, 2, 244.

des mesures qui constituent cette procédure préliminaire.

Devant la Cour d'appel, le conseiller rapporteur, étudiant en droit pur la recevabilité de l'opposition au jugement ordonnant la convocation du conseil de famille, commence par se poser la question de savoir si l'on se trouve bien en présence d'un jugement auquel on puisse faire opposition. D'après les articles 149 et suivants du Code procédure civile, pour qu'il y ait défaut, il faut un ajournement, une demande, une décision judiciaire. Ici, rien de semblable : nous ne nous trouvons donc pas en présence d'un jugement, mais d'une décision de juridiction gracieuse, provoquée par une requête, qui statue sur la demande d'une seule partie, qui demande une permission, une autorisation nécessaire. Il n'est pas douteux que ce jugement ne tranche rien : il accorde simplement la permission d'agir comme en matière d'assignation à bref délai, de saisie-arrêt, d'interrogatoire sur faits et articles, etc. Il met seulement en mouvement l'action du provoquant, laquelle, par exception à la règle générale, a besoin, pour naître, de la permission du magistrat.

Le rapporteur se lance ensuite dans la critique des arrêts rendus en sens contraire par différentes Cours d'appel (Caen, Besançon, Douai, précitées), dont il critique la théorie. Faisant état d'un considérant de

l'arrêt de la Cour d'appel de Douai, il constate qu'il concède que l'opposition ne serait pas recevable contre un jugement de juridiction gracieuse dans le cas où elle serait prohibée par la loi ou incompatible avec la nature de la poursuite. Or, dit-il, il est aisé de démontrer que la nature même de la poursuite en interdiction est incompatible avec l'exercice du droit, prétendu général, d'opposition.

Quels sont les caractères de cette procédure ? Elle est imposée à tous, demandeur, défendeur, magistrats, dans un intérêt d'ordre supérieur. Elle constitue une exception à toutes les règles ordinaires, et c'est pour ce motif qu'elle a été réglée avec un soin si minutieux dans toutes ses phases successives. Le but du législateur a été de ne la laisser entreprendre qu'à une catégorie restreinte de personnes qu'il a désignées et qui, encore, ne peuvent agir qu'en vertu d'une autorisation à eux délivrée en chambre du conseil. Cette autorisation accordée, le législateur ne s'est pas arrêté à mi-route : il a voulu entourer de garanties spéciales l'instruction et le jugement et rendu obligatoires, et la délibération du conseil de famille sur l'état mental du défendeur, et l'interrogatoire.

Si la loi s'en était tenue à ces mesures, elle aurait fait œuvre incomplète. Elle n'a pas laissé la procédure aux mains des parties, mais l'a confiée au tribu-

nal, ou plutôt, ainsi que s'exprime le rapport, « par une exception unique peut-être dans nos Codes, on a placé l'instruction de l'affaire, celle du moins que la loi juge indispensable, avant l'assignation elle-même ». L'assignation ouvre le débat public, lorsque toutes ces formalités sont remplies.

Et le rapporteur de conclure que, si tel est bien le caractère de la poursuite, il est manifeste qu'il est incompatible avec le droit d'opposition, qui mettrait les parties en présence et ouvrirait un débat public où le fond serait fatalement engagé, avant l'accomplissement des prescriptions de la loi. Le rapport conclut enfin à la confirmation du jugement dont est appel.

Telles sont les raisons juridiques basées sur le texte de la loi (art. 159 et suiv., Code de procédure civile), sur le caractère exceptionnel de la procédure d'interdiction et sur l'esprit du législateur, qui ont été savamment développées dans un rapport dont nous n'avons fait qu'extraire les idées essentielles dans un aperçu aussi synthétique que possible.

M. l'avocat général de Laborie a soutenu, avec autant de vigueur, le système opposé au rapport et conclu à l'infirmité du jugement.

Suivant lui, — et il s'appuie sur l'autorité de Merlin, — la décision rendue en chambre du conseil, bien que rendue sur requête, est un jugement par défaut, susceptible d'opposition, parce que le droit

d'opposition est une conséquence naturelle et nécessaire du droit de défense. Il n'y a aucun texte qui, en matière d'interdiction, s'oppose à l'exercice de ce droit d'opposition. Au contraire, l'article 893 du Code de procédure civile, en ordonnant que la requête et l'avis du conseil de famille soient signifiés au défendeur, semble bien indiquer que celui-ci a le droit de former opposition au jugement. Et puis, l'expression « défendeur » employée par cet article, comme elle l'est par les articles 496 et 497 du Code civil, « prouve bien qu'il y a une partie en cause, une partie appelée en justice ».

M. l'avocat général de Laborie rappelle, dans son réquisitoire, l'arrêt de la Cour de cassation du 23 mai 1860 (1), où il est dit que : « C'est à tort qu'on prétend qu'il n'existe pas, en matière d'interdiction, de demande et d'instance qu'après la signification de la requête et de l'avis du conseil de famille; que, *dès que la requête est présentée, il existe une demande*, contre laquelle le défendeur a droit et intérêt à se défendre en justice ».

Après avoir montré l'intérêt majeur qu'a le défendeur à pourvoir immédiatement à sa défense parce que les actes faits par lui depuis la présentation de la requête peuvent être attaqués pour démeace, s'il

(1) SIREY, 1860, 1, 958.

s'ensuit un jugement d'interdiction, parce qu'après l'interrogatoire, il peut craindre la nomination d'un administrateur provisoire, parce que même l'obligation de subir l'interrogatoire est humiliante, il déclare qu'il est impossible de considérer le jugement comme un acte de juridiction gracieuse, alors qu'il y a deux parties en présence, qu'il y a un litige né, que, bien loin de là, cette décision est contentieuse et susceptible d'opposition. Si la procédure est secrète, elle l'est, selon lui, dans l'intérêt seul de celui contre qui elle est provoquée.

La Cour, dans la partie de l'arrêt qui vise le point de droit que nous étudions, a adopté le système défendu par M. de Laborie, en déclarant que la décision dont s'agit n'est « ni un acte d'administration judiciaire, ni un acte de juridiction gracieuse, mais un véritable jugement, prononçant en matière essentiellement contentieuse ».

« Que si les articles 890 et suivants du Code de procédure civile n'exigent pas que le défendeur y soit appelé, les mesures qu'ils prescrivent n'atteignent pas moins celui-ci de la manière la plus directe et la plus grave et sont de nature à lui porter préjudice. »

Elle dit encore que, dès la requête présentée, il y a une demande contre laquelle le défendeur a intérêt et droit de se défendre en justice; que le secret de la

procédure préliminaire est établi dans l'intérêt du défendeur; qu'il peut intervenir, s'il le juge utile à ses intérêts.

Juridiquement, enfin, l'opposition étant de droit commun et n'étant pas prohibée, en l'espèce, ni incompatible avec la nature de la poursuite, la Cour décide que l'opposition est recevable.

Jusqu'ici donc, les décisions des Cours d'appel sont à l'unisson pour proclamer la recevabilité de l'appel, et il a fallu, comme nous allons pouvoir nous en rendre compte, un véritable duel judiciaire de famille pour provoquer, à seize années d'intervalle, deux décisions de la Cour de cassation, la première à la date du 11 mai 1892 (affaire Béhaguel contre Pety), la seconde à la date du 29 juin 1908 (affaire Pety contre Behaguel). On le voit, les acteurs sont les mêmes, mais leurs rôles sont changés dans les deux instances. Il faut, en fin de compte, savoir gré à ces plaideurs impénitents de leur persévérance, puisque, outre la primeur d'une décision jurisprudentielle souveraine, ils nous ont valu un rapport détaillé de M. le conseiller Denis, en 1892, et, en 1908, une savante note de notre président de thèse, M. Tissier, professeur de procédure civile à la faculté de droit de Paris.

Nous allons brièvement analyser ces arrêts.

Et d'abord, l'arrêt du 11 mai 1892 (1), rendu sur

(1) S., 1892, 1, 410.

pourvoi interjeté contre la Cour d'appel de Toulouse du 18 février 1891. Les faits relevés par ce dernier étaient les suivants : le 26 novembre 1890, le tribunal civil de Toulouse avait ordonné la réunion du conseil de famille d'un sieur Pety, à la requête de sa sœur, Mme veuve Béhaguel. L'avis donné et favorable à l'interdiction, le tribunal, par jugement du 24 décembre 1890, ordonnait l'interrogatoire de Pety à date fixée, le 14 janvier 1891. Le 31 décembre 1890, Pety recevait notification de la délibération du conseil de famille et des deux jugements. Le 10 janvier 1891, il relevait appel.

L'intimée prétendait à l'irrecevabilité de l'appel, en ce que la seule voie de recours possible était l'opposition, Pety ayant fait défaut.

A cette prétention, la Cour d'appel répondait, après avoir affirmé que les deux jugements ont un caractère interlocutoire, puisqu'ils préjugent une question d'état, que l'opposition n'était pas ouverte au défendeur, puisque le défendeur avait été officiellement prévenu, par la signification faite à personne, que la première décision avait été exécutée par la réunion du conseil de famille; que, partant, l'appel avait été à bon droit interjeté.

Evoquant et statuant au fond, l'arrêt constate que l'appelant n'est pas dans les conditions d'imbécillité, de démence, de fureur habituelles exigées par l'arti-

cle 489 du Code civil; et, après avoir motivé, dans un considérant humoristique, que l'appelant « ne paraît pas, sans doute, posséder tout son équilibre moral; qu'il apporte une passion très vive dans ses procès, dénonçant les magistrats et les hommes d'affaires, mais que c'est malheureusement l'état commun des plaideurs de se plaindre et de récriminer après l'échec de leurs prétentions; que si Pety a dépassé la mesure en ne se bornant pas à maudire en secret ses juges et les conseils de ses adversaires, l'étrangeté de ses actes, sa fiévreuse agitation ne suffisent pas pour démontrer une lésion de l'intelligence de nature à créer un désordre assimilable à l'insanité d'esprit », la Cour d'appel, sans plus ample informé, relaxait Pety des fins de la demande.

Pourvoi de la dame Béhaguel, basé sur deux moyens : 1° violation et fausse application des articles 455 et 158 du Code de procédure civile et des règles de l'appel, en ce que l'arrêt attaqué avait déclaré recevable l'appel d'un jugement sur requête non encore exécuté, par le défendeur, qui n'avait pas été cité et n'était pas intervenu encore devant le tribunal.

Ce pourvoi a provoqué un rapport méthodique et plein de science juridique de M. le conseiller Denis, qui, le commentaire fait de la jurisprudence des Cours d'appel sur la recevabilité de l'opposition au jugement

qui convoque le conseil de famille, se montre favorable à la thèse de cette jurisprudence. « En supposant même, dit-il, que vous accordiez quelque valeur aux raisons qui ont déterminé certains esprits à admettre l'opinion contraire et que la controverse un peu ancienne qui s'est produite à ce sujet vous paraisse avoir eu raison d'être, est-ce qu'il ne serait pas sage de décider en faveur du défendeur, auquel le droit d'opposition est un avantage si précieux qu'on ne doit pas supposer au législateur d'avoir voulu l'en priver? » Et il conclut à la recevabilité de l'opposition (1). Mais, dans l'espèce, dit-il encore, et à lire les qualités de l'arrêt, l'opposition n'était plus possible de la part du défendeur, car le jugement avait été exécuté et le défendeur avait eu connaissance de l'exécution par la signification qui lui avait été faite. Donc, la voie d'appel lui restait seule ouverte et la Cour de Toulouse a jugé conformément au droit en l'admettant.

La Cour de cassation a adopté la manière de voir de son rapporteur : « Attendu, en droit, que si, en vertu de la règle générale *qui accorde à toute partie défaillante la faculté de former opposition au jugement rendu en son absence, le défendeur à une demande d'interdiction peut user de cette voie de recours*

(1) Nous avons plus haut exposé la théorie du rapport sur le champ d'application des articles 158 et 159 du Code de procédure civile, p. 196 et suiv.

pour obtenir du tribunal la rétractation de la décision par laquelle il a ordonné la convocation du conseil de famille, elle cesse cependant, aux termes de l'article 159 du Code de procédure civile, de lui être ouverte à partir de l'exécution complète de ce jugement, et qu'à partir de ce moment, c'est par la voie de l'appel qu'il peut l'attaquer, conformément à l'article 455 du Code de procédure civile.... »

L'arrêt de 1892 consacre donc formellement la jurisprudence des Cours d'appel.

Le second arrêt de 1908, sur lequel nous aurons à nous expliquer plus tard et qui a été rendu en matière d'appel entre les mêmes parties, proclame, lui aussi, que les voies de recours sont ouvertes contre tout jugement en matière d'interdiction et même contre le premier jugement qui ordonne la convocation du conseil de famille.

Pour conclure, on peut se demander si la doctrine de la jurisprudence, pour être plus large, ne revêt pas un caractère prétorien et ne va pas directement à l'encontre de l'esprit de la loi. Entre les deux opinions, des Cours d'appel de Belgique et de la jurisprudence française, ne faut-il pas accorder un crédit plus grand à la première ? La question est délicate entre toutes et les arguments présentés de part et d'autre ont une valeur et une force qu'il est impossible de méconnaître. Néanmoins, il faut bien reconnaî-

tre que le caractère secret de l'instruction préparatoire, le silence des textes, l'absence voulue du défendeur jusqu'à l'interrogatoire, semblent devoir faire écarter toute voie de recours jusqu'après l'interrogatoire; c'est la thèse professée par M. Tissier, dans sa note mise en bas de l'arrêt de la Cour de cassation que nous analysons à propos de l'appel, qui va attirer dès maintenant notre attention.

B. — La procédure d'interdiction devant la Cour d'appel

Le Code civil ni le Code de procédure ne règlent les conditions, les formes, ni les effets de l'appel. Les articles 500 du Code civil, 894 et 895 du Code de procédure civile se contentent de régler des points de détail et disent : l'article 500, qu'en cas d'appel du jugement rendu en première instance, la Cour d'appel pourra, si elle le juge nécessaire, interroger de nouveau ou faire interroger par un commissaire la personne dont l'interdiction est demandée ; et les articles 894 et 895, que l'appel interjeté par celui dont l'interdiction aura été provoquée sera dirigé contre le provoquant, que l'appel interjeté par le provoquant ou par un des membres de l'assemblée le sera contre celui dont l'interdiction est demandée, et qu'en cas de nomination d'un conseil judiciaire, l'appel de celui auquel il aura été donné sera dirigé contre le provoquant (art. 894). Enfin (art. 895), s'il n'y

a pas d'appel ou si, l'appel ayant été interjeté, le jugement de première instance est confirmé, l'administrateur provisoire, nommé en exécution de l'article 497 du Code civil, cessera ses fonctions et rendra compte au tuteur, à moins que lui-même ne soit appelé à remplir ces fonctions de tuteur.

A part la disposition de l'article 895, qui organise les suites du jugement définitif ou de l'arrêt de la Cour, en cas d'appel, et celle de l'article 500, qui ne nous paraît pas dérogatoire au droit commun de l'appel, en ce sens que, par l'effet dévolutif, la Cour peut, en toute matière, ordonner, s'il en est besoin, toutes mesures d'instruction complémentaires pour éclairer sa religion, les autres dispositions sont du domaine ordinaire de la procédure d'appel.

C'est la Cour d'appel, dont dépend le tribunal civil, qui est appelée à juger : le dire n'est qu'un lieu commun. Mais, avant 1899, l'appel était soumis à une forme particulière : tous les procès qui portaient sur une question d'état civil devaient être jugés par la Cour en audience solennelle, d'après le décret du 30 mars 1808. Après diverses distinctions et dérogations, un décret du 26 novembre 1899 a décidé, dans son article 1^{er}, que l'article 22 du règlement d'administration publique du 30 mars 1808 était modifié en ce qui touche les appels relatifs aux instances concernant l'état civil des citoyens. Et, en conséquence, ces ap-

pels sont actuellement jugés en audience ordinaire (1).

Devant la Cour, la procédure est organisée de la même façon que la procédure ordinaire qui se déroule en appel. Nous ne nous trouverons pas, ici, vis-à-vis des difficultés que soulève l'opposition ; néanmoins, il existe des particularités à signaler et nous les rencontrerons dans l'aperçu succinct qui va être fait des règles de l'appel, et qui comportera l'examen de trois questions :

1° Qui a qualité pour interjeter appel, dans le délai ordinaire de deux mois à partir de la signification du jugement de première instance, et quelles sont les parties qui doivent figurer au procès ?

2° Quelles sont les particularités de la procédure d'interdiction en appel ?

3° Quels sont les effets de l'appel ?

1° La première question à résoudre est simple. L'appel est interjeté, suivant que la demande a été admise ou bien qu'elle a été rejetée, ou réduite à la nomination d'un conseil judiciaire, soit contre le provoquant, soit contre le défendeur à l'interdiction.

Lorsque la demande a été provoquée par le ministère public, pour cause de fureur, et que le tribunal a rendu un jugement de débouté ou un jugement nommant un conseil judiciaire, il est de toute évidence

(1) *Journal officiel* du 28 novembre 1899, p. 797.

que le droit d'en appeler appartient au procureur de la République, partie principale au procès. Mais, et bien que sa présence et ses conclusions soient nécessaires dans l'instance qui a été intentée par un des parents du défendeur à l'interdiction, il n'aurait pas qualité pour relever appel du jugement, car alors il ne figure à l'instance que comme partie jointe : ceci est incontestable.

En faut-il dire autant des parents qui ont composé le conseil de famille pour donner un avis sur l'état mental du défendeur ?

Il semblerait juridique, *à priori*, de leur dénier toute faculté de faire appel, en vertu du principe fondamental de procédure civile que l'appel est réservé à ceux-là seuls qui ont été parties au procès et, qu'à bien envisager les choses, le conseil de famille n'a pas cette qualité ; son rôle se borne à émettre un avis, dont le tribunal peut ou non tenir compte. Cependant, l'article 894, § 2, exceptionnellement et par dérogation au droit commun, leur accorde ce droit : « L'appel interjeté par le provoquant, *ou par un des membres de l'assemblée*, le sera contre celui dont l'interdiction a été provoquée. »

Ainsi, alors que le conseil de famille, qui a donné un avis favorable au défendeur en concluant à la sanité d'esprit, se voit refuser le droit d'appeler d'un jugement prononçant l'interdiction, la loi n'ayant, en

ce cas, accordé le droit d'appel qu'au défendeur à l'interdiction seul, il peut, par contre, interjeter appel d'une décision qui irait à l'encontre d'un avis dont le résultat serait favorable à la demande.

N'y a-t-il pas là une anomalie et n'aurait-il pas mieux valu refuser, dans l'un et l'autre cas, cette voie de recours aux membres du conseil de famille, qui sont armés d'un autre moyen, puisque, à supposer que le jugement de débouté soit devenu définitif, chacun d'eux peut intenter, à son corps défendant, une nouvelle demande d'interdiction, demande qui serait recevable, étant donné qu'il n'y a pas chose jugée à leur égard ?

Il faut se plier devant le texte de la loi. L'article 894 est formel. Toutefois, il a soulevé une difficulté doctrinale, qui est la suivante : Faut-il décider que jouiront du droit d'appel tous les membres du conseil de famille, ou ceux-là seulement qui se sont prononcés favorablement, c'est-à-dire dans le sens de la démente ?

Les avis sont partagés. Certains auteurs (1) refusent le bénéfice de l'appel aux membres du conseil de famille dissidents ; tandis que d'autres, et notamment M. Demolombe (2), leur accordent ce droit à tous, sans distinction, et ce par la raison que la loi elle-même n'a pas établi de distinction, et qu'aussi, après

(1) V., notamment, BICHE, « Interdiction », n° 92 ; CARRÉ, quest. 3092.

(2) DEMOLOMBE, *loc. cit.*, n° 540.

la délibération du conseil de famille, le parent, mieux éclairé sur la conduite déraisonnable du défendeur provenant de son état mental, a pu changer très consciencieusement d'opinion.

En présence du texte exceptionnel de l'article 894, nous nous rangerions plus volontiers à la doctrine qui admet l'appel, sans restriction, au profit des membres du conseil de famille.

Il paraît superflu de joindre, à la liste des appelants possibles, les personnes qui ont été admises par le tribunal comme parties intervenantes à l'instance : l'un des époux, lorsque l'interdiction a été provoquée par les parents de l'autre époux, le donataire également.

Il va sans dire qu'à toutes ces personnes, aussi bien qu'au provoquant, est réservé le droit d'interjeter appel, non seulement du jugement qui déboute le demandeur, mais encore de celui qui rejette la demande d'interdiction tout en nommant au défendeur un conseil judiciaire dans les termes de l'article 499 du Code civil. Il va sans dire aussi que le défendeur peut appeler de l'une ou de l'autre décision, car il plaide pour le maintien de sa pleine capacité juridique.

2° Telles étant les parties qui ont qualité pour suivre l'instance sur l'appel, demandons-nous comment, devant la Cour d'appel, se déroule la procédure et

voyons si elle n'offre pas quelques particularités exorbitantes de la procédure ordinaire d'appel ; c'est l'objet du second point que nous étudions.

Plaçons-nous d'abord dans l'hypothèse où la procédure de première instance a subi sa complète évolution, depuis le jugement qui ordonne la convocation du conseil de famille jusqu'au jugement qui admet ou rejette la demande d'interdiction. En vertu de l'effet dévolutif de l'appel, la Cour juge à nouveau toute l'affaire. Est-elle obligée de se conformer aux prescriptions de nos Codes en ce qui concerne les formalités requises en première instance : rapport d'un conseiller, interrogatoire du défendeur à l'interdiction, enquête et expertise ?

De deux choses l'une : ou bien la Cour confirme le jugement de première instance ou elle l'infirme *de plano*, et alors, par suite de l'appel, la demande étant remise en question, elle peut juger sur pièces, sans plus ample informé. Ou bien, les éléments du dossier ne sont pas suffisants pour entraîner la conviction de la Cour, et alors on est en droit de se demander quelles mesures il lui est permis de prendre. *A priori*, il faut répondre qu'elle est souveraine maîtresse de décider s'il y a lieu de recourir à tel ou tel moyen de preuve. Mais, parmi ces moyens, n'en est-il pas qu'elle est obligée d'employer ?

L'article 500 du Code civil dit qu'elle peut, « si elle

le juge nécessaire », interroger de nouveau, ou faire interroger par un commissaire, la personne dont l'interdiction est demandée. Il faut donc en conclure que l'interrogatoire a un caractère purement facultatif. En tous cas, si la Cour y souscrit, elle peut procéder à cet interrogatoire en chambre du conseil où, à son choix, faire interroger le défendeur par un commissaire, lequel ne doit pas être nécessairement pris dans le sein de la Cour (1).

En ce qui concerne le rapport, il a été jugé que le conseiller rapporteur conserve le droit de faire son rapport, lors de la réunion de la Cour appelée à décider s'il sera passé outre à l'interrogatoire et de participer à l'arrêt qui est rendu à la suite, bien que, par l'effet du roulement, il ait cessé de faire partie d'une chambre civile.

La présence du ministère public à l'interrogatoire est-elle nécessaire ? Bien qu'il n'ait pas été législativement statué, nous répondons par l'affirmative et, malgré l'opinion contraire émise par M. Laurent (2), nous estimons que sa présence est obligatoire, même dans le cas où la Cour d'appel délègue un commis-

(1) La doctrine et la jurisprudence s'accordent sur ce point. Voir, notamment, DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 543 et 545 ; GARSONNET et CÉZAR-BRU, t. VII, § 2693, p. 283 ; BAUDRY-LACANTINERIE, n° 839, p. 754 ; Cass., 3 février 1868, S., 1868, 1, 255 ; Cass., 21 juillet 1868, S., 1869, 1, 27. Toute la jurisprudence subséquente des Cours d'appel est conforme.

(2) T. VI, n° 281.

saire pris dans la Cour ou, en raison de l'éloignement, choisi parmi les membres du tribunal civil de première instance. Il n'y a pas de bonne raison juridique qui puisse faire adopter l'opinion contraire.

Il est un point qui semble plus difficile et qui est le suivant : Si le tribunal de première instance a, volontairement ou non, omis l'interrogatoire, la Cour, saisie de l'appel du jugement définitif, doit-elle, d'après les termes de l'article 473 du Code de procédure civile, infirmer pour vice de forme, l'interrogatoire étant une faculté substantielle, ou peut-elle juger l'affaire au fond ? On pourrait, en interprétant *stricto sensu* l'article 473, décider qu'il y a lieu à renvoi. Cependant (et nous approuvons cette jurisprudence), les Cours d'appel se sont unanimement prononcées dans le sens contraire, en invoquant cette excellente raison que, par l'effet dévolutif de l'appel, la Cour est saisie, non seulement de la question de forme, mais encore de la question de fond, et que, ayant plénitude de juridiction, elle peut redresser le tort du tribunal de première instance, en ordonnant qu'il soit procédé à la mesure d'instruction omise par ce dernier. La loi n'exige qu'un interrogatoire : l'essentiel, par conséquent, est que le défendeur soit interrogé, et peu importe que cet interrogatoire ait lieu en première instance ou devant la Cour d'appel. La Cour de Bourges

a rendu un arrêt conforme, que nous ne faisons qu'indiquer (1).

Et, naturellement, l'on se demande le rôle que doit remplir, devant la Cour, le ministère public. Sa présence à l'interrogatoire est-elle obligatoire ? La loi ne la prescrit pas, et ce silence a fait supposer à M. Laurent qu'il n'est pas tenu d'y assister. Nous ne saurions partager cette manière de voir, car si le législateur a exigé sa présence en première instance, il n'y a pas de doute qu'elle soit nécessaire en appel : on nous concédera bien que s'il avait été omis par les premiers juges, c'est un premier interrogatoire auquel la Cour d'appel va procéder, et dès lors, la règle de l'assistance du ministère public s'impose. Alors, pourquoi raisonner différemment lorsque l'interrogatoire est ordonné par la Cour d'appel pour parfaire sa conviction, eût-il eu lieu en première instance ? Le rôle du ministère public doit être équipollent devant les deux degrés de juridiction : son absence, selon nous, constituerait donc un cas de cassation. Le ministère public doit assister à l'interrogatoire, tout comme il est obligé de donner ses conclusions sur l'affaire.

Cela dit, la Cour est omnipotente dans sa manière d'instruire l'affaire et il faudrait bien se garder d'in-

(1) Bourges, 4 décembre 1882, D., 1885, 1, 375, en note de l'arrêt de cassation.

duire des termes de l'article 500 qu'elle ne pourrait pas ordonner tous autres moyens d'instruction. Non; elle peut, au contraire, faire procéder à toutes enquêtes ou expertises qu'il lui plaît et ce, conformément au droit commun et dans l'intérêt de la bonne administration de la justice. En un mot, et sauf les quelques points litigieux que nous avons pris soin de faire ressortir, la procédure d'appel en matière d'interdiction suit les mêmes errements que la procédure des affaires ordinaires soumises à nos Cours.

Voilà ce qu'il fallait dire de l'appel interjeté contre un jugement qui prononce l'interdiction, et nous sommes amenés à envisager cette voie de recours, appliquée aux autres jugements rendus par le tribunal, avant faire droit; jugements ordonnant l'enquête ou l'expertise, jugements ordonnant l'interrogatoire ou la nomination d'un administrateur provisoire, jugement enfin ordonnant la réunion du conseil de famille.

Les jugements qui statuent sur l'interrogatoire, l'enquête et l'expertise ont le caractère contradictoire: ils sont, de plus, interlocutoires et l'avis général est qu'ils sont susceptibles d'être frappés d'appel. Mais que décider du jugement rendu sur requête, qui ordonne la convocation du conseil de famille?

La difficulté réapparaît ici, et la doctrine et la jurisprudence sont en complet désaccord. La doctrine,

nous le verrons, est rebelle à l'appel. La jurisprudence, elle, qui a admis l'opposition, devait être conduite à admettre l'appel.

En effet, la Cour de cassation a, par un premier arrêt du 11 mai 1892, déjà cité à propos de l'opposition au jugement de défaut ordonnant la réunion du conseil de famille, décidé que l'appel interjeté par le défendeur du jugement par défaut qui n'est plus susceptible d'opposition, et *qui ordonne la convocation du conseil*, remet en question la décision à rendre sur la requête même en interdiction. Par là même, si la Cour évoque, elle peut, après avoir réduit à néant le jugement et sans ordonner qu'il soit procédé à l'interrogatoire du défendeur, apprécier souverainement les faits relatés en la requête et rejeter, sans plus ample informé, la demande en interdiction.

La demanderesse en cassation avait prétendu que la Cour d'appel de Toulouse devait nécessairement ordonner l'interrogatoire, qui seul eût permis de s'assurer de l'état mental du défendeur, et que, ne l'ayant pas fait, elle avait violé les articles 489, 493, 494, 496 et 500 du Code civil et les articles 891, 892 du Code de procédure civile, ainsi que l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

A cette prétention, M. le conseiller Denis avait répondu qu'à son avis, l'appel portant sur le premier jugement n'avait pas besoin de viser le second, qui

ordonne l'interrogatoire et n'avait pas été exécuté, car l'anéantissement du premier par l'arrêt de la Cour d'appel comportait l'anéantissement des actes subséquents, et que, dès lors, la Cour avait bien jugé en repoussant la demande d'interrogatoire, en bornant son examen à l'acte introductif d'instance et en rejetant la requête dont les faits ne lui ont pas semblé pertinents ni concluants.

La Cour de cassation a fait sien l'argument logique et conforme aux règles générales de la procédure ainsi présenté par son rapporteur et a statué dans le sens qui vient d'être indiqué.

Plus tard, le 29 juin 1908, elle a confirmé sa jurisprudence, en rejetant le pourvoi formé par M. Pety contre un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse, du 7 décembre 1905, qui ordonnait (en réformant un jugement du tribunal civil de Toulouse du 6 avril 1905 ayant rejeté la demande de M^{me} veuve Béhaguel) que le conseil de famille serait convoqué et qu'ensuite l'interrogatoire de Pety aurait lieu devant la Cour réunie en chambre du conseil.

Pety se pourvoyait, prétextant que la Cour d'appel avait violé les articles 892 et 893 du Code de procédure civile et l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que son arrêt ne constate ni qu'un juge ait été commis spécialement pour faire rapport sur l'affaire, ni que ce rapport ait été fait. Or, d'après le deman-

deur, cette obligation de faire rapport existe aussi bien en cause d'appel qu'en instance.

Il ajoutait que, de plus, l'arrêt avait violé le principe des deux degrés de juridiction et fait fausse application des articles 443 et suivants, 471, 472, 473 du Code de procédure civile, en décidant que les mesures préparatoires à l'instruction, auxquelles les juges de première instance n'avaient pas procédé, auraient lieu devant la Cour; que, par conséquent, le défendeur avait été privé des deux degrés de juridiction.

La Cour de cassation n'a pas hésité à repousser ces moyens de pourvoi en décidant qu'évidemment, et à peine de nullité, le rapport du juge est nécessaire en première instance, mais qu'il ne l'est, en appel, que dans l'éventualité où la Cour d'appel est saisie, non par un appel ordinaire, mais par un appel formé par requête adressée au premier président de la Cour d'appel, ce qui se produit lorsque le demandeur est débouté purement et simplement de sa demande par le jugement rendu en chambre du conseil, qui refuse d'ordonner les mesures d'instruction prescrites par les articles 892 et 893 du Code de procédure civile.

Jusqu'alors, dit la Cour de cassation, le défendeur n'a pas été appelé à l'instance et ce n'est pas contre lui que l'appel peut être interjeté.

Que si, au contraire, le défendeur à l'interdiction

a été mis en cause par la signification de la requête introductive d'instance et de l'avis des parents, ou si, *proprio motu*, il intervient pour faire opposition au jugement qui a ordonné la réunion du conseil de famille, en ce cas, d'après l'article 894, l'appel doit être dirigé contre le provoquant, de même que, s'il est interjeté par le provoquant, il doit l'être contre le demandeur, et il doit être interjeté par exploit d'huisier, d'après la règle de l'article 456 du Code de procédure civile. Et la Cour décide, dans ces circonstances, « que le débat peut être immédiatement contradictoire et que, par suite, les motifs qui justifiaient la formalité du rapport devant la juridiction du premier degré ne se rencontrent plus devant celle du second.

Répondant au second moyen du pourvoi, la Cour de cassation constate que la Cour d'appel de Toulouse avait réformé le jugement du tribunal du même siège qui, sur l'opposition de Pety, avait rejeté, comme mal fondée, la demande de M^{me} Béhaguel, et qu'il avait prescrit la convocation du conseil de famille et l'interrogatoire de Pety par la Cour en chambre du conseil. Puis elle décide que le tribunal de première instance avait épuisé sa juridiction en statuant sur le fond de la contestation et que, par l'effet dévolutif de l'appel, « la Cour, à laquelle le jugement était soumis, se trouvait, de plein droit, investie de la connais-

sance de l'affaire; qu'à elle seule il appartenait de se prononcer sur le litige, sauf à ordonner préalablement les moyens d'instruction exigés par les articles 892 et 893 du Code de procédure civile ». La Cour d'appel avait donc le droit de procéder à l'interrogatoire, et l'arrêt, sur aucun des deux chefs, n'a violé la loi : ainsi conclut la Cour de cassation.

L'arrêt de la Cour de cassation a été commenté dans une note précise et très étudiée en droit de M. Tissier.

Après avoir exposé, en quelques lignes d'une clarté remarquable, les diverses phases de la procédure d'interdiction, M. Tissier expose que la procédure se suit, d'après les textes, hors la présence du défendeur, qui ne *doit* être appelé à l'instance qu'après la réunion du conseil de famille, lorsqu'il va être procédé à son interrogatoire. Il n'y a pas de contradiction jusqu'à ce moment précis et la loi n'a pas prévu, pour le défendeur, ni mise en cause, ni intervention, ni recours; notamment, la loi « ne semble pas lui avoir réservé de recours contre le jugement qui, à la suite de la requête, ordonne la réunion du conseil de famille ». Les voies de recours ne lui seraient ouvertes qu'après le débat contradictoire, contre le jugement qui ordonne l'enquête.

Cette opinion, nous l'avons assez dit en traitant de l'opposition, n'a pas trouvé grâce devant la Cour

de cassation, qui admet, dans tous les cas, l'appel et l'opposition.

Puis, entrant de plein pied dans la décision même de l'arrêt du 29 juin 1908, relative à la nécessité du rapport d'un conseiller à la Cour d'appel, M. Tissier fait remarquer qu'il a réalisé, au point de vue de l'interprétation juridique des textes, un progrès sur la jurisprudence ancienne de la Cour de cassation.

En effet, par arrêt du 23 février 1898, la Cour de cassation, jugeant sur le caractère obligatoire du rapport en appel, disait que « la formalité du rapport était obligatoire en appel comme en première instance quand il s'agit d'ordonner les mesures d'instruction, mais non quand il s'agit de statuer au fond, après que les mesures d'instruction ont été prises ».

Si la Cour suprême avait suivi cette interprétation de 1898, elle aurait dû casser l'arrêt de la Cour d'appel de Toulouse.

Elle décide, au contraire, qu'il n'y a lieu à rapport que lorsque le jugement est rendu sur requête et sans contradiction, en appel comme en première instance. Or, tel n'était pas le cas, puisque l'appel était interjeté contre un jugement rendu sur l'opposition à un jugement par défaut ordonnant la réunion du conseil de famille : ce jugement était donc contradictoire et, dit M. Tissier, « il n'y avait pas plus lieu à rapport d'un conseiller qu'il n'y avait lieu à rapport

d'un juge devant le tribunal lors du jugement sur l'opposition ».

La distinction nouvelle, faite en 1908 par la Cour de cassation, dans le système qu'elle admet des voies de recours possibles, contre tous les jugements rendus en chambre du conseil, est plus rationnelle et plus conforme aux textes.

Telles sont les solutions diverses que comporte la procédure d'appel. Elles amènent la solution de notre troisième point, qui est de préciser les effets de l'appel.

3° Quelque intérêt doctrinal qu'offre la question, nous ne pouvons nous y appesantir outre mesure, car elle rentre plutôt dans l'examen des effets de l'interdiction, prévus par l'article 502 du Code civil, stipulant que « l'interdiction ou la nomination d'un conseil aura son effet du jour du jugement », et que « tous actes passés postérieurement par l'interdit ou sans l'autorisation d'un conseil seront nuls de droit », solution vraie si le jugement n'a pas été frappé d'appel dans les délais voulus, ou si, l'ayant été, il a été confirmé par la Cour; solution fausse si la demande en interdiction a été rejetée en instance, mais agréée par la Cour, auquel cas, les effets ne se produisent qu'à date de l'arrêt. En tous cas, le jugement ni l'arrêt ne rétroagissent au jour de la demande ou de l'acte d'appel.

La seule question intéressante a trait à l'effet suspensif de l'appel; elle a soulevé quelques difficultés d'interprétation et, suivant que l'on se range à l'une ou à l'autre opinion, les conséquences pratiques de l'appel diffèrent.

L'article 501 du Code civil nous dit que tout arrêt *ou jugement*, portant interdiction ou nomination d'un conseil, devra, à la diligence du demandeur, être levé, signifié à partie et inscrit dans les dix jours sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement. En conséquence, cette formalité, édictée dans l'intérêt des tiers, peut et doit être remplie, malgré l'appel, et dans le délai d'appel. Nous en verrons les effets plus loin. La loi a déclaré, nous l'avons dit déjà, que l'interdiction produit son effet du jour du jugement aussi bien contre l'interdit que contre les tiers et l'obligation de l'affiche, malgré l'appel, est une mesure sage et prévoyante, dans le cas où la Cour viendrait à confirmer le jugement qui a prononcé l'interdiction. Autre est la question de savoir si, avant l'expiration du délai d'appel, la tutelle de l'interdit peut être organisée. La solution à donner dépend de l'interprétation des articles 505 du Code civil et 895 du Code de procédure civile, dont les termes sont identiques : « S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera

pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre des avis des parents. L'administrateur provisoire cessera ses fonctions et rendra compte au tuteur, s'il ne l'est lui-même. »

Faut-il interpréter le texte dans ce sens que l'organisation de la tutelle ne doit avoir lieu que lorsque le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée?

La rédaction même de nos articles paraît se prêter à cette interprétation, qui a été défendue par M. Taulier (1), qui s'appuie sur des raisons pratiques fort ingénieuses. Pourquoi, dit-il, d'abord, organiser la tutelle, réunir les membres du conseil de famille, occasionner souvent de longs déplacements, quand, en fin de compte, la Cour d'appel peut réduire à néant toutes ces mesures? Et puis, ajoute-t-il, y a-t-il une urgence si grande à provoquer cette mesure, quand, la plupart du temps, le tribunal aura nommé un administrateur provisoire qui surveille les intérêts de l'interdit : que si le tribunal ne s'est pas arrêté à en désigner un, c'est qu'en réalité il n'y avait pas d'intérêts en péril. Donc, par le jeu de droit commun et par suite des considérations susdites, le délai d'appel suspend toute exécution du jugement et, par suite, la

(1) T. II, p. 112.

nomination du tuteur et du subrogé-tuteur, qui constitue l'exécution du jugement.¹

La Cour de cassation a, en effet, jugé qu'il ne peut être procédé à la nomination d'un tuteur à l'interdit qu'après que le jugement d'interdiction a acquis l'autorité de la chose jugée (1).

Il paraît certain, d'après M. Taulier, que cette doctrine est conforme au principe général de l'effet suspensif de l'appel. Toutefois, elle n'a pas été admise entièrement par la doctrine, et M. Demolombe, en tête (2), interprète dans un sens opposé le texte et l'esprit de la loi. « L'article 505, dit-il, ne dit nullement qu'il faut attendre l'expiration du délai d'appel pour organiser la tutelle; il dit que, *s'il n'y a pas d'appel*, on nommera le tuteur; or, nous supposons qu'il n'y a pas d'appel au moment où le juge de paix convoque le conseil de famille; donc cette exécution n'a rien de conforme à l'article 505, car, bien qu'il puisse y avoir encore appel, la vérité est qu'en ce moment *il n'y en a pas*. » Ce n'est pas tout : l'article 505 ne déroge pas au principe de l'article 457 du Code de procédure civile : ce n'est pas le délai d'appel qui est suspensif, mais c'est l'appel lui-même. Donc il est possible d'organiser la tutelle.

(1) Cass., 13 octobre 1807, D., *Rep.*, v° « Minorité », n° 369, et S., 1807, 1, 473.

(2) DEMOLOMBE, *ibid.*, nos 532 et 533, p. 366 et suiv.

La doctrine enseignée par M. Demolombe, et suivie par d'autres auteurs, reconnaît cependant que si l'appel survient après l'organisation de la tutelle, les pouvoirs du tuteur sont suspendus, et elle concède qu'en tous cas, la nomination du tuteur et du subrogé-tuteur est inopérante, si elle a lieu après l'appel interjeté ou avant l'expiration de la huitaine qui suit le jugement (art. 449 et 450 du Code de procédure civile), ou même avant la signification du jugement à l'interdit.

Il faut, en dernière analyse, reconnaître que, dans ce système, l'exécution paraît mieux justifiée que partout ailleurs, car l'interdit, aux termes de l'article 502, est incapable du jour du jugement, et qu'en définitive, l'organisation de la tutelle sera un fait acquis si la Cour confirme le jugement d'interdiction. Ces mesures d'exécution ne préjudicieraient pas davantage au défendeur s'il obtenait de la Cour un arrêt infirmatif, puisqu'alors il serait censé n'avoir jamais été incapable ; et, si la Cour, au lieu de confirmer le jugement d'interdiction, rendait un arrêt nommant un administrateur provisoire, dans les termes de l'article 499, les pouvoirs du tuteur et les actes passés depuis le jugement ne seraient valables que dans les limites prescrites par l'article 499.

Quant au reste, les effets de l'appel en matière d'in-

terdiction sont absolument identiques à ceux de l'appel en matière ordinaire.

C. — Procédure devant la Cour de cassation

Les jugements rendus en matière d'interdiction n'échappent pas au contrôle de la Cour suprême : cette proposition est évidente par elle-même, et les mêmes causes de pourvoi président à leur introduction devant la Cour de cassation : incompétence, excès du pouvoir, fausse application, fausse interprétation de la loi, violation des formes imposées à peine de nullité, tous ces motifs peuvent être utilement invoqués. Tous les arrêts de cassation, ou presque tous les arrêts que nous avons cités au cours de ce travail, ont été provoqués pour violation des textes des Codes civil et de procédure civile qui se rapportent à l'interdiction et ont eu à se prononcer sur la nullité résultant du défaut d'interrogatoire, de la qualité des demandeurs, et sur les voies de recours contre les jugements avant faire droit rendus en chambre du conseil. Ce serait de la superfétation que d'y revenir et, au surplus, la procédure n'offre rien de particulier : le pourvoi peut être rejeté *de plano* par la chambre des requêtes ou être renvoyé par elle devant la chambre civile ; la procédure se fait par requêtes et mémoires. Quand nous aurons ajouté que le pourvoi, interjeté dans les deux mois, n'est pas suspensif, nous aurons

épuisé le sujet, qui ne comporte pas de plus amples développements.

D. — Examen de quelques autres voies de recours

1° Tierce opposition

En tête des autres voies de recours pour attaquer les jugements et suivant l'ordre établi par le livre IV du Code de procédure civile, se place la tierce opposition, introduite dans notre droit par l'ordonnance de 1667, qui a fait l'objet de critiques fondées, en doctrine, et que beaucoup de Codes étrangers, allemand, autrichien, suisse, anglais, ignorent.

En principe, la doctrine admet que les tiers ne sont pas plus fondés à se pourvoir contre un jugement d'interdiction par voie de tierce opposition, qu'ils le sont à intervenir dans l'instance. MM. Demolombe et Laurent sont des plus affirmatifs à ce sujet. La loi a donné qualité pour figurer dans l'instance au défendeur seul, qui représente tous les intéressés, sous la surveillance spéciale du ministère public ; et la tierce opposition n'est pas admissible dans un procès qui touche à l'état des personnes (1). « Dans l'instance en interdiction, dit M. Laurent, ce ne sont pas des intérêts particuliers concernant les parties et les tiers qui forment l'objet du débat. Il n'y a qu'un seul intérêt qui

(1) En ce sens, DEMOLOMBE, t. VIII, n° 654, p. 422.

soit débattu : l'état et la liberté du défendeur ; lui seul est donc partie ; s'il est interdit, personne ne peut réclamer, car personne n'y a intérêt, sauf lui (1). »

MM. Garsonnet et César-Bru croient à la recevabilité de la tierce opposition (2).

Il est plus logique d'admettre la première opinion, à laquelle la jurisprudence ne s'est pas rangée d'une façon absolue. Elle a rendu, sur ce point spécial, des décisions variées. C'est ainsi que la Cour d'appel d'Amiens, dans un arrêt du 30 janvier 1886, pose en principe que la tierce opposition doit être admise, qu'il s'agisse de questions d'état ou de toutes autres questions (3). La Cour de cassation n'a pas été aussi loin : elle a proclamé, par arrêt du 10 novembre 1902, que cette voie de recours extraordinaire ne saurait être concédée aux tiers, dans le cas où l'exercice de l'action a été réservé par la loi à une catégorie de personnes déterminées, ce qui serait évidemment le cas de l'interdiction (4).

De l'examen des arrêts, il découle que la jurisprudence actuelle établit une distinction qui, dans le système qu'elle suit, est logique et bien fondée. Les créanciers, en principe, n'ont pas le droit de former

(1) LAURENT, t. V, n° 278.

(2) GARSONNET et CÉZAR-BRU, t. VII, n° 2692, p. 280.

(3) D., 1888, 2, 39.

(4) D., 1903, 1, 541.

tierce opposition au jugement qui prononce l'interdiction : tel est le principe auquel il est dérogé si l'interdiction avait pour but de frauder les tiers.

On peut supposer, ce qui est rare mais néanmoins possible, qu'une demande d'interdiction soit formée d'accord avec le défendeur, en vue de faire annuler des obligations que celui-ci se proposerait de contracter, et il est certain qu'il ne faut pas priver les tiers d'une voie de recours qui les intéresse.

Les tribunaux ont eu à juger des cas semblables et leur décision a toujours été rendue dans ce sens, lorsqu'il y a fraude de la part du défendeur (1). En particulier, la chambre des requêtes de la Cour de cassation, dans des considérants motivés et constatant que « la fraude, dans sa prévoyance, peut travailler pour l'avenir dans le but de tromper les tiers par de fausses apparences de crédit », a déclaré qu'il n'y aurait « aucune raison juridique pour refuser, à ceux qui en auraient été les victimes, le bénéfice de l'article 1167 du Code civil et, par conséquent, celui de l'article 474 du Code de procédure civile ».

La décision de la Cour de cassation ne se discute plus en jurisprudence, non plus que la faculté, pour le mari ou la femme, auxquels on reconnaît générale-

(1) Dans ce sens, entre autres arrêts, Riom, 9 janvier 1808, cité dans D., *Rép.*, v° « Tierce opposition », n° 53, en note ; Poitiers, 1^{er} février 1842, S., 1843, 2, 394 ; Cass. req., 29 janvier 1866, D., 1866, 1, 170.

ment le droit d'intervention, de former tierce opposition au jugement d'interdiction, s'ils n'avaient pas été appelés (1).

Hors ces hypothèses restreintes, la tierce opposition ne serait pas recevable.

2° *Requête civile*

Cette voie de recours est ouverte, en matière d'interdiction, non plus aux tiers, mais aux parties, contre les arrêts, pour leur permettre de faire rétracter, par la Cour d'appel, l'arrêt attaqué. Elle ne le serait pas contre un jugement de première instance, ni pendant les délais d'appel, parce que la voie ordinaire est toujours préférée, ni même après les délais d'appel, parce que la partie qui a négligé d'employer la voie ordinaire n'est plus recevable pour employer ensuite la voie extraordinaire.

Dans tous les cas prévus en l'article 480, le défendeur à l'interdiction a le droit de recourir à la requête civile ; mais il est bien certain que chacun de ces cas ne trouvera pas son application dans notre matière.

Il faut de suite éliminer le dol personnel qui émane de la partie même au profit de laquelle le jugement a été rendu (§ 1) : l'emploi par le demandeur de manœuvres frauduleuses semble, *à priori*, irréalisable,

(1) V. BAUDRY-LACANTINERIE, *ibid.*, n° 841, p. 755, et Cass. civ., 9 janvier 1882, D., *Rép.*, v° « Interdiction », n° 210, 32 (en note).

en raison du contact du tribunal avec le défendeur, et des autres moyens d'instruction qui sont à sa portée. L'interrogatoire, à lui seul, suffit pour déjouer toute entente avec les représentants du défendeur, avoué ou huissier : il serait impossible de les corrompre, sans admettre que les juges ne se fissent eux-mêmes les complices de pareilles manœuvres.

De même, les paragraphes 5, 6, 7, 9 et 10 doivent être écartés par identité de motifs. On ne peut, en effet, concevoir que le tribunal omette de se prononcer sur l'un des chefs de la demande (§ 5), ni qu'il y ait contrariété de jugements en dernier ressort entre les mêmes parties, sur les mêmes moyens, dans les mêmes Cours (§ 6), la demande est une et indivisible et deux arrêts de la même Cour, entre les mêmes parties, ne sauraient être rendus sur la même cause : il suffit d'énoncer ces propositions pour en faire ressortir l'évidence. On ne saurait davantage prévoir l'hypothèse d'une contrariété dans le dispositif du jugement (§ 7), qui se prononce, soit sur l'interdiction, soit sur la dation d'un conseil judiciaire : le dispositif, lui aussi, est unique. Enfin, comment imaginer, en fait, que la Cour puisse juger sur des pièces reconnues ou déclarées fausses depuis l'arrêt (§ 9). Il faudrait, pour cela, supposer un avis du conseil de famille faussé à dessein ou imaginer qu'en appel il ait été versé aux débats un rapport médical construit de toutes pièces par la par-

tie intéressée et que ce rapport ait été la cause déterminante de la décision des juges. En pratique, les conséquences d'un faux de cette nature, la communication des pièces entre adversaires font obstacle à la réalisation de semblable hypothèse. Il faudrait en dire autant du § 10, qui prévoit la dernière ouverture de la requête civile : on ne peut admettre que, depuis l'arrêt, il ait été recouvré des pièces décisives et qui avaient été retenues par le fait d'une des parties. Encore une fois, les nombreux moyens d'instruction, et surtout l'interrogatoire, s'opposent à l'emploi de manœuvres de ce genre !

Le terrain étant ainsi aplani, la requête civile serait ouverte contre les arrêts de la Cour d'appel dans quatre cas :

Le premier est prévu par le § 2 de l'article 480 : c'est la violation, dans le cours de l'instance, ou dans les diverses procédures dont l'instance est composée, ou enfin dans le texte du jugement, de l'une des formalités prescrites par la loi à peine de nullité.

Il faut observer d'abord que, assez fréquemment, l'omission ou la violation de l'une des formalités irritantes, tracées pour le cours de la procédure, ne donnera pas lieu à la requête civile contre l'arrêt : cela se produira lorsque la partie recevable à l'invoquer aura négligé de l'opposer aux époques indiquées par l'article 173, qui décide que « toute nullité d'exploit ou

d'acte de procédure est couverte si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence. Ce serait le cas de la nullité en la forme d'un acte d'appel qui n'aurait pas été invoquée *in limine litis*. C'est ce que prévoit formellement le § 2 de notre article 480, *in fine* : « pourvu que la nullité n'ait pas été couverte par les parties ».

Une difficulté, qui doit être signalée, naît de ce que l'omission des formalités prescrites à peine de nullité constitue, d'après le texte de l'article 480, une ouverture de requête civile et, en même temps, d'après le texte de lois spéciales, un cas de cassation : d'où surgit un certain embarras pour déterminer si la violation de telle ou telle formalité, prescrite à peine de nullité, doit être invoquée par le moyen de la requête civile ou par celui du pourvoi en cassation.

L'article 3 du décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 disposait déjà que le tribunal de cassation aurait compétence pour annuler toutes procédures dans lesquelles les formes auraient été violées. La Constitution de frimaire an VII (art. 66) et la loi du 27 ventôse an VIII ont consacré ce moyen de cassation, en tant, du moins, qu'il était fondé sur l'inobservation des formes prescrites à peine de nullité. Et voilà que l'article 480, § 2, pose le même principe en matière de requête civile, si bien que l'on en est réduit à se demander s'il existe une option, au profit de la partie qui se plaint,

à raison ou à tort, de l'inobservation des formes de procédure, entre la voie de la requête civile et le recours de cassation. Ce serait inadmissible, et, à coup sûr, il faut décider que c'est l'un ou l'autre des deux moyens de recours que la loi a mis à leur disposition : lequel ?

La solution de la question dépend de la solution de cet autre problème, qui est de savoir si l'article 480, § 2, a abrogé, en effet, les lois antérieures qui donnent compétence à la Cour de cassation pour inobservation des formes de procédure. Cependant, il n'en est pas toujours ainsi et la doctrine actuelle, consacrant l'ancienne jurisprudence qui s'est développée sur l'ordonnance de 1667, a établi une distinction entre les recours par voie de requête civile et par voie de cassation, pour inobservation des formes de procédure. L'a-t-on formellement invoquée et vainement invoquée, il y a, si le tribunal ou la Cour passe outre, une violation manifeste, faite en connaissance de cause, des lois relatives aux formes telles que les indiquent les textes, et alors il appartient à la Cour de cassation de se prononcer. Par contre, la partie, au mépris de laquelle les formes ont été violées, n'a-t-elle pas invoqué leur inobservation, l'erreur des juges étant involontaire, c'est par la voie de la requête civile seule que l'arrêt peut être attaqué.

Ajoutons, pour compléter ces explications, qu'aux

termes de la loi du 27 avril 1810, l'article 7, que nous avons signalé si souvent dans les pourvois en cassation qui ont été présentés au cours de notre étude, dispose que la justice est rendue souverainement par les Cours d'appel, et que leurs arrêts ne peuvent être attaqués que pour absence de motifs, pour défaut de publicité, pour insuffisance du nombre réglementaire de juges, pour présence de juges qui n'auraient pas assisté à toutes les audiences où l'affaire a été appelée. Dans ces quatre cas, la voie de recours est le pourvoi en cassation.

Tel est le principe, telle est la ligne séparative entre la requête civile et le pourvoi en cassation pour inobservation des formalités de la procédure. Il faut en tirer cette conclusion que rares doivent être et rares sont, en effet, dans la pratique, les cas de requête civile contre un arrêt d'interdiction : c'est en vain que, dans les recueils compulsés avec soin, nous en avons cherché un cas d'application. Ce qui, bien entendu, ne signifie pas que la requête civile n'existe pas, en théorie, du moins. On peut prévoir des nullités de forme qui lui donnent ouverture : la commission irrégulièrement donnée à un magistrat incompétent, le maire d'une commune, par exemple, pour procéder sur commission à l'interrogatoire du défendeur à l'interdiction ; le fait, dans une enquête, d'entendre des témoins de qui on n'a pas exigé la prestation de ser-

ment ; le fait de recevoir comme intervenant au procès un tiers qui n'a pas qualité, etc. Toutes ces nullités de formes, involontaires de la part de la Cour, et qui ont pour conséquence de faire prendre en considération des faits dont la Cour n'avait pas le droit de tenir compte pour établir sa conviction, toutes ces nullités, disons-nous, peuvent être la cause d'un recours par voie de requête civile.

Le second et le troisième cas de requête civile en matière ordinaire se confondent lorsqu'il s'agit d'interdiction, ou, pour mieux dire, l'un des deux est supprimé. En effet, les §§ 3 et 4 disent qu'il y a ouverture à requête civile « s'il a été prononcé sur des choses non demandées » et « s'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé ».

Jamais le § 3 ne recevra d'application, en matière d'interdiction : la Cour prononcera ou non l'interdiction. Mieux encore, elle peut même prononcer sur ce qui ne lui est pas demandé, puisqu'elle a la faculté, sur une demande d'interdiction, de faire dévier cette demande et de nommer un conseil judiciaire. Mais il est possible que, par erreur, elle accorde l'interdiction là où le procès portait sur une simple demande en dation de conseil judiciaire : il y aurait *ultra petita* et, conséquemment, requête civile possible.

Enfin, — et c'est là que s'arrêteront nos explications sur la requête civile, — cette voie de recours est

ouverte, en droit commun, dans les cas où la loi exige la communication au ministère public, si cette formalité n'a pas été remplie et que le jugement ait été rendu contre celui pour qui elle était ordonnée. Il faut, bien entendu, supposer que le ministère public est partie jointe au procès. Il y a, dans cette prescription de la loi, non seulement une application générale de l'article 83, § 2, du Code de procédure civile, l'interdiction étant une question d'état, mais une application plus rigoureuse encore des textes relatifs à l'interdiction, où la présence du ministère public est jugée indispensable à l'accomplissement de certains actes de procédure : omettre de lui communiquer le dossier qui peut contenir des pièces importantes, dans l'intérêt du défendeur à l'interdiction, serait une violation flagrante des principes et un cas certain d'ouverture de requête civile.

3° *Prise à partie*

Formée après l'instance terminée, la prise à partie, que le Code de procédure civile a rangée parmi les voies de recours extraordinaires (art. 505 et suiv.), dirigée contre un ou plusieurs juges, a pour but de faire tomber le jugement lui-même. La contestation s'élève non plus, comme dans la requête civile ou dans le pourvoi en cassation, entre les deux parties elles-mêmes, mais bien contre l'une des deux parties

et un ou plusieurs magistrats qui ont rendu le jugement. Elle compète également au demandeur ou au défendeur, qui peut invoquer l'un des quatre cas visés par l'article 505.

Dans la pratique, il est rare que l'on ait recours à cette voie extraordinaire, car la loi a mis à la disposition des plaideurs un moyen de se prémunir contre les décisions tendancieuses des tribunaux, qui est la récusation. Il pourrait cependant se faire — ce serait l'éventualité la plus vraisemblable — qu'un juge commît le dol ou la fraude dont parle le § 1^{er} de l'article 505, en jugeant contre la justice, par haine ou affection pour l'une des parties. En ce cas, l'erreur ou l'ignorance étant exclue, il y aurait lieu d'appliquer l'article 505 et de suivre la procédure devant les juridictions compétentes désignées en l'article 509. Mais, nous le répétons, cette hypothèse n'existe heureusement que dans le Code et à titre comminatoire, et nous n'insisterons pas davantage.

QUATRIÈME PARTIE

Publicité

L'interdiction d'une personne entraîne une modification trop importante dans sa capacité civile, dans sa capacité de s'obliger, pour que le législateur prévoyant n'ait pas songé à prémunir les tiers contre les conséquences des engagements qu'ils sont susceptibles de contracter avec un interdit. Aussi, dès la promulgation du Code civil, a-t-il édicté (art. 501) que « tout jugement portant interdiction ou nomination de conseil judiciaire doit être levé, signifié à partie et inscrit dans les dix jours sur des tableaux qui doivent être affichés dans la salle d'audience de l'auditoire et dans les études de notaires de l'arrondissement ».

Le Code de procédure civile (ancien article 897, qui a été remplacé par l'article 896 par la loi du 16 mars 1893) n'a rien ajouté à l'article 501 du Code civil, en prescrivant que le « jugement qui prononcera défense de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner ou hypothéquer sans assistance de conseil, sera affiché dans la forme prescrite par l'article 501 du Code civil ».

La rédaction des articles 501 du Code civil et 896 du Code de procédure civile diffèrent en un point

dans leur rédaction : l'article 501 parle du jugement ou de l'arrêt qui..., tandis que l'article 897 ancien ne mentionne que le jugement qui... La rédaction de l'article 501 est parfaite : elle envisage le cas où le jugement a prononcé l'interdiction ou la nomination du conseil judiciaire, auquel cas le jugement doit être publié, quoiqu'il puisse être ou même quoiqu'il soit déjà frappé d'appel, car si la Cour le confirmait, c'est bien à partir du jugement que se produirait l'effet de l'interdiction ou de la nomination du conseil judiciaire. Elle envisage, en outre, l'hypothèse où le tribunal a repoussé la demande en interdiction et où, sur appel, la Cour infirme le jugement : la publicité, alors, n'est exigée que dans les dix jours de l'arrêt.

Quant à l'article 896, au titre de l'interdiction, il a incomplètement reproduit les dispositions de l'article 501 auquel il renvoie. Il n'a fait allusion qu'au jugement qui prononce défense de plaider, transiger, etc. Or, ce jugement est, lui aussi, susceptible d'appel. Il intervient, il ne faut pas l'oublier, à la suite d'une demande en interdiction et est rendu par le tribunal par application de l'article 499 du Code civil. Par conséquent, étant susceptible d'appel, il peut être réformé et converti en jugement d'interdiction, ce que n'a pas prévu l'ancien article 896. Cela ne doit pas nous empêcher de décider que l'interdiction devrait être publiée dans les dix jours de l'arrêt, car les

conséquences qu'elle entraîne sont plus radicales que celles que comporte le jugement de nomination de conseil judiciaire. Il est vrai d'ajouter que la publicité de ce dernier jugement suffit pour prévenir les tiers qui sont appelés à traiter avec le demi-interdit et qu'en fait, le vœu de la loi est exaucé : les tiers sont prévenus et cela suffit.

Notons aussi que la loi a oublié de fixer les mesures à prendre, si l'arrêt infirme le jugement qui a prononcé l'interdiction. Est-il soumis à la formalité de la publicité ? L'intérêt du défendeur l'exigerait et cependant il est difficile de suppléer au silence de la loi. L'intéressé peut le faire publier, rien ne s'y oppose, et, en pratique, c'est le procédé auquel on a recours pour détruire l'effet produit par la publicité du jugement d'interdiction. M. Bioche et, après lui, M. Baudry-Lacantinerie sont d'avis qu'il suffit de faire disparaître simplement les formalités de publicité qui ont été remplies pour le jugement, c'est-à-dire un trait de plume sur les tableaux de la salle d'audience et des études de notaires, sous l'empire des anciens articles 591 du Code civil et 897 du Code de procédure civile (1).

La législation du Code civil a été modifiée le 16 février 1893, parce que insuffisamment protectrice des

(1) BIOCHE, *vo* « Interdiction », n. 107 ; BAUDRY-LACANTINERIE, *loc. cit.*, n° 842, p. 756.

intérêts des tiers. Il pouvait, en effet, arriver aux tiers appelés à contracter avec un interdit, qui, quoique interdit, peut avoir des intervalles lucides, de ne pas songer à se renseigner auprès des notaires, dont le ministère n'est obligatoire que pour la rédaction d'actes solennels, dans les cas limités par la loi. Il pouvait arriver aussi que l'interdit quittât l'arrondissement dans lequel siégeait le tribunal qui avait prononcé l'interdiction, et que, dans sa nouvelle résidence, à l'abri du défaut de publicité prévue par la loi, il fit des dupes en contractant avec des tiers qui étaient dans l'impossibilité presque matérielle de connaître sa situation exacte.

La loi du 16 février 1893 a paré à cette éventualité en complétant le Code civil comme suit :

« Un extrait sommaire du jugement ou arrêt sera, en outre, transmis, par l'avoué qui l'aura obtenu, au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur, dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée. Cet extrait sera mentionné par le greffier, dans un délai de quinze jours, sur un registre spécial, dont toute personne pourra prendre connaissance et se faire délivrer copie. Le greffier, dans un nouveau délai de quinze jours, adressera à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de la formalité. »

L'innovation est heureuse, en ce sens qu'elle per-

met à quiconque veut contracter de savoir d'une façon à peu près certaine s'il traite avec un incapable. La mesure s'imposait, ainsi que le fait remarquer M. Thézard, dans son rapport lucide et condensé, présenté au Sénat, en 1893. « L'expérience a montré, disait-il, l'insuffisance de ces mesures restreintes à l'arrondissement du tribunal qui a statué ; si la décision a été rendue par un tribunal dans le ressort duquel l'individu pourvu d'un conseil judiciaire (et à plus forte raison l'interdit) se trouvait alors domicilié, mais qui n'est ni celui de son lieu d'origine, ni celui de son domicile actuel, il est à peu près impossible, même à la personne la plus diligente, de s'assurer de sa situation. » Et, au cours de son travail, M. Thézard indique avec précision l'économie de la réforme proposée au vote du Sénat. Si l'on conclut une affaire avec un inconnu, rien n'empêche de lui demander son lieu de naissance. Le refus de l'indiquer, ou une mention fausse, met en éveil la prudence de celui qui se dispose à contracter avec lui. Doute-t-on de sa capacité, lorsqu'il a été assez sincère pour ne pas cacher son lieu d'origine, on adresse au greffier une demande d'extrait relatif au contractant éventuel. Le certificat est-il négatif, on peut traiter presque à coup sûr : mentionne-t-il une interdiction ou un conseil judiciaire, on s'abstiendra de le faire. Il y a donc là un moyen de contrôle sérieux et ainsi que s'en exprime

M. Thézard : « Les notaires chargés de préparer la conclusion des conventions prendront l'habitude de se procurer un extrait des registres des conseils judiciaires ou des interdictions, comme ils se procurent aujourd'hui l'état des inscriptions hypothécaires (1). »

On ne saurait mieux dire, et cette réforme de 1893 marque une étape dans l'établissement d'un casier civil destiné à renseigner sur la capacité civile des personnes, comme le casier judiciaire sert à indiquer leur valeur morale. La législation a réalisé, dans cet ordre d'idées, un réel progrès. Depuis 1850, et surtout depuis 1906, on peut être fixé sur la capacité civile d'un homme ou d'une femme mariée au point de vue du régime matrimonial, puisque la loi du 10 juillet 1850 enjoint à l'officier de l'état civil d'interpeller les futurs époux d'avoir à déclarer s'ils ont fait un contrat de mariage, ainsi que la date du contrat et le nom et la résidence du notaire qui l'a reçu (art. 75 C. civ.), et que la loi du 30 novembre 1906 (modifiant l'article 45 du Code civil), dit que toute personne (sauf l'exception de l'article 57) peut se faire délivrer, par les dépositaires de l'état civil, des copies des actes inscrits sur les registres : c'est la publicité du mariage et du contrat de mariage, qui précède la publicité nouvelle de la loi de 1893.

(1) V. le rapport *in extenso* dans DALLOZ, 1893, 3, 39, en note.

La disposition du § 1^{er} de la loi du 16 mars 1893 ne vise que la publicité des jugements d'interdiction ou nommant un conseil judiciaire à des Français nés en France. Le législateur ne s'est pas contenté de régler ce cas en général. Il n'a pas légiféré pour les étrangers admis à domicile ou résidant en France relativement aux décisions judiciaires prises contre eux dans leur pays d'origine : il ne le pouvait pas. Mais il s'est préoccupé des Français nés à l'étranger contre qui un jugement ou un arrêt semblable a été rendu par un tribunal ou une Cour d'appel de France. A leur égard, « les décisions seront mentionnées dans les mêmes formes et délais sur un registre tenu au greffe du tribunal de la Seine ».

Il s'est préoccupé aussi des Français nés dans une colonie française et a décidé que le même registre, tenu au greffe du tribunal de la Seine, mentionnera également les décisions relatives aux individus nés dans les colonies françaises, indépendamment du registre qui sera tenu au greffe de leur lieu d'origine.

La mesure est sage, car, ainsi que le disait M. Thézard, à défaut de la prescription de l'inscription au greffe de la Seine, « les personnes nées dans les colonies et qui viendraient s'établir en France y trouveraient de grandes facilités à contracter : l'obligation, en effet, de s'adresser au tribunal de leur colonie

d'origine entraînerait des lenteurs qui souvent empêcheraient la conclusion d'affaires urgentes ».

Par décret du 9 mai 1893, il a été déterminé le mode de tenue du registre par le greffier, le mode d'envoi des extraits et les honoraires dus aux officiers ministériels.

En résumé, la publicité organisée par le Code civil, modifiée en 1893, comporte trois formalités : 1° l'affichage, fait à la requête du demandeur, du jugement, passé en force de chose jugée ou de l'arrêt portant interdiction ou nomination de conseil judiciaire, affichage qui doit être fait, non *in extenso*, mais par extrait sommaire, — cela résulte de l'article 501 du Code civil et de la loi du 16 mars 1893, princip., — sur les tableaux *ad hoc* dressés dans la salle d'audience du tribunal civil ou de la Cour d'appel, et dans les études des notaires de l'arrondissement du domicile de l'interdit ou du pourvu de conseil judiciaire. En pratique, cependant, on tourne cette obligation de l'affichage, en se contentant de l'insertion du jugement ou de l'arrêt sur des registres tenus à la Chambre des Notaires et au greffe. C'est là une irrégularité flagrante, contredite par tous les textes relatifs à la matière, aussi bien par l'article 18 de la loi organique du notariat du 25 ventôse an XI, qui oblige les notaires à exposer dans leur étude le tableau des interdits après notification qui leur en est faite, sans signifi-

cation du jugement, que par l'article 175 du décret du 16 février 1807, le tout à peine de dommages-intérêts. Et nous estimons que la publicité faite à la Chambre des Notaires ne répond pas au vœu de la loi, qu'elle est insuffisante. La responsabilité résultant de cette omission devrait retomber sur le notaire qui recevrait un acte d'un incapable, ce n'est pas douteux, et même sur la corporation tout entière de l'arrondissement, qui, par un usage illégal, n'aurait pas facilité la publicité obligatoire du Code civil. L'avoué qui transmet au secrétaire de la Chambre des Notaires l'extrait du jugement ou de l'arrêt a accompli sa mission légale ; celle de la Chambre des Notaires commence dès ce moment et elle est tenue, pour satisfaire aux exigences de la loi, de faire effectuer la publicité dans toutes les études de l'arrondissement du tribunal où l'interdiction a été prononcée. Il en est de même des jugements qui, au lieu de prononcer l'interdiction, donneraient un conseil judiciaire à l'interdit, dans les termes de l'article 897 du Code de procédure civile.

2° La seconde formalité, analogue à celles qui ont pour objet de prévenir les tiers d'un changement produit dans l'état et la capacité des personnes, qu'il s'agisse de divorce, de séparation de corps, de séparation de biens, de faillite, etc., consiste dans l'insertion des mêmes extraits dans un journal judiciaire, journal d'annonces légales, déterminé par l'article 92,

§ 29, du décret du 16 février 1807, et publié dans le même arrondissement.

3° Enfin, la troisième formalité comporte les inscriptions supplémentaires au greffe du lieu de naissance ou du tribunal civil de la Seine, dans les cas et suivant les formalités prévus par la loi de 1893, qui vient d'être étudiée.

Toutes ces formalités, sans distinction, doivent être accomplies comme suit : dans le délai de dix jours à partir de la prononciation du jugement, l'affichage dans la salle d'audience du tribunal et dans les études des notaires ; dans le mois, au greffe du tribunal civil du lieu de naissance de l'interdit où il doit être mentionné sur le registre dans la quinzaine suivante, avec, nous l'avons vu, obligation, pour le greffier de ce dernier tribunal, d'adresser à l'avoué du demandeur, dans un nouveau délai de quinzaine, un certificat constatant l'accomplissement de ces formalités.

L'accomplissement de ces formalités est-il prescrit à peine de nullité ? Evidemment, l'effet du jugement, et plus spécialement l'incapacité de l'interdit ou de la personne pourvue d'un conseil judiciaire, n'est pas subordonnée à ces mesures de publicité, et, dans tous les cas, l'interdiction produit ses effets à partir du jour du jugement qui la prononce, au détriment de tous ceux qui auraient contracté avec l'incapable.

Les formalités prescrites par nos textes, en un

mot, sont purement réglementaires. Leur inaccomplissement est sanctionné de deux façons : les personnes lésées par les officiers ministériels, avoués ou notaires, qui ont négligé de les accomplir ou qui l'ont fait au delà du délai légal, ont droit à des dommages-intérêts, par application du principe général de l'article 1382 du Code civil. De plus, la loi du 16 mars 1893 prononce une amende de 50 francs, tant contre l'avoué que contre le greffier qui ont contrevenu aux obligations que leur impose la loi.

Nous n'insisterons pas davantage sur la question de publicité, qui n'offre pas de difficultés théoriques notables ; il nous suffisait d'indiquer, avec le principe général des Codes civil et de procédure civile, les amendements apportés par la loi de 1893, dans l'intérêt des tiers. Et nous en avons ainsi terminé avec l'étude de la législation française sur la procédure d'interdiction. Avant d'aller plus loin, il nous paraît, sous forme d'appendice, utile de signaler la procédure de mainlevée d'interdiction, qui ne nous occupera que quelques instants.

APPENDICE

Procédure de mainlevée du jugement d'interdiction

« Les demandes en mainlevée d'interdiction ou de conseil judiciaire seront soumises, quant à l'instruction et au jugement, et quant à la publicité de la décision, aux mêmes règles que les demandes en interdiction ou en dation de conseil judiciaire. » Ainsi en décide le dernier article (897) du titre XI du Code de procédure civile sur l'interdiction.

C'est la répétition plus explicite des dispositions de l'article 512 du Code civil, qui dit que l'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée, que les formalités pour y aboutir sont les mêmes et que l'interdit reprend l'exercice de ses droits après le jugement de mainlevée.

De ces deux articles, peu explicites, il faut extraire les règles de procédure qui président à la demande en mainlevée d'interdiction. La loi nous dit bien que l'interdiction n'est pas un état d'incapacité perpétuel, qu'il peut cesser à un moment donné, lorsque l'interdit a cessé d'être dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, ce qui est laissé à l'appréciation des tribunaux; elle nous dit aussi que l'inter-

dit recouvre sa capacité après le jugement de mainlevée; elle nous dit encore que la procédure à suivre pour obtenir la mainlevée d'interdiction doit être intentée dans les mêmes formes que celle destinée à provoquer l'interdiction. Mais, au fond, nos articles ne sont pas explicites. C'est ainsi qu'ils ne résolvent pas la très importante question de savoir quelles personnes sont qualifiées pour intenter la demande en mainlevée d'interdiction, ni contre qui elle doit l'être, ni devant quel tribunal elle doit être portée.

Il nous paraît nécessaire d'élucider ces diverses questions, qui ont provoqué, les deux premières surtout, bien des divergences et des incertitudes.

A s'en tenir au texte de l'article 512, sur l'observation des formalités à remplir, et si l'on considère le droit d'agir comme une formalité, il faudrait accorder le droit de provoquer la mainlevée de l'interdiction aux mêmes personnes qui peuvent provoquer l'interdiction elle-même : parents, conjoint, ministère public. Mais le droit d'agir n'est pas une formalité, c'est un droit qui donne qualité à une personne pour remplir les formalités destinées à l'obtention d'un jugement. Et alors, il semble bien que le silence de la loi soit embarrassant et la difficulté inextricable.

On a soutenu cependant cette thèse, qui, au premier aspect, semble soutenable, qu'en matière de question d'état, le droit d'agir appartient et n'appartient

qu'aux personnes désignées par la loi. On oublie que la demande en mainlevée est une instance distincte de la demande d'interdiction, que les rôles n'y sont plus les mêmes, puisque le but à atteindre est précisément l'inverse du premier, et que, dans le silence de la loi, l'interprète n'a pas le droit d'ajouter à la loi et de donner une action en justice à des personnes à qui la loi ne l'a pas expressément donnée.

Il apparaît donc, par application des purs principes, que l'action en mainlevée leur échappe.

On s'est demandé, par ailleurs, si l'action en mainlevée d'interdiction appartient au tuteur, au subrogé-tuteur ou aux membres du conseil de famille? Certains auteurs n'hésitent pas à répondre par l'affirmative (1). La faveur que mérite l'action en mainlevée incite à donner cette solution et à décider que l'action est recevable, d'après ces auteurs, non seulement de la part du tuteur et du subrogé-tuteur, de l'un quelconque des membres du conseil de famille, mais aussi de la part de tous ceux qui ont le droit de provoquer l'interdiction. N'est-ce pas se conformer, en effet, au vœu de la loi, que d'accorder à l'interdit protection contre l'intrigue de parents qui voudraient, envers et contre tout, le maintenir dans les liens de l'interdiction? Et on argumente dans ce système par ana-

(1) V., notamment, DALLOZ, *Rép.*, v. « Interdiction », n° 239, et AUBRY et RAU, t. I, § 126, p. 521.

logie : la loi du 30 juin 1838, dit-on, permet au curateur, au conjoint, aux ascendants, aux descendants, à la personne qui a signé la demande d'admission, et à toute autre personne autorisée par le conseil de famille, de provoquer la sortie d'une personne placée dans un établissement d'aliénés. Pourquoi en serait-il autrement de la demande en mainlevée d'interdiction?

On répond à cette argumentation, qui aboutit, en somme, à une solution équitable sinon juridique, en disant qu'elle fait surgir bien des obstacles. Contre qui, dans ce système, sera dirigée la demande? Est-ce contre l'interdit? Mais ce serait un procédé subversif que celui qui aboutirait à donner le rôle de défendeur à celui qui doit figurer comme demandeur dans l'instance! Est-ce contre le tuteur ou le subrogé-tuteur? Mais ils sont eux-mêmes les représentants légaux de l'interdit et ne sauraient, à ce titre, figurer comme défendeurs au procès?

Qui donc aura la qualité de demandeur et contre qui sera intentée l'action en mainlevée?

On refuse, généralement, en doctrine, au tuteur le droit d'introduire l'instance en mainlevée (1).

Certains auteurs, dont M. Baudry-Lacantinerie,

(1) DEMOLOMBE, *ibid*, n° 681; HUC, t. III, n° 528; LAURENT, n°s 330 et 331; CARRÉ et CHAUVEAU, t. III, p. 271, quest. 181, n° 3036.

donnent, au contraire, le droit d'agir au tuteur et au ministère public (1).

Mais l'opinion la plus accréditée veut que le rôle de demandeur compète à l'interdit lui-même (2), qui peut provoquer de son chef, et sans l'assistance de son tuteur, la mainlevée de son interdiction. Bien que l'on ait objecté à cette solution que, tant que l'interdiction subsiste, l'interdit est incapable, qu'il est dans « la plus basse minorité », qu'il est à craindre qu'il n'abuse de ce droit en se considérant comme une victime d'une décision arbitraire qui a amené son interdiction, on n'en persiste pas moins à prétendre que l'interdiction n'enlève pas à l'interdit l'exercice de tous ses droits; « qu'il en est, au contraire, suivant l'expression de M. Demolombe, quelques-uns qu'il peut toujours exercer lui-même; et que s'il est un droit personnel et dont l'exercice ne doive pas périr sur sa tête, c'est le droit précieux et véritablement sacré de demander la mainlevée de son interdiction ». C'est, du reste, l'un des moyens les plus efficaces pour lutter contre le parti pris d'une famille assez dénaturée pour vouloir, dans son propre intérêt, maintenir l'interdit dans son état d'incapacité.

(1) V. BAUDRY-LACANTINERIE, t. IV, n° 991, *in fine*, p. 799; CHARDON, *Puissance tutélaire*, n° 255.

(2) V. DEMOLOMBE, *ibid.*, n° 673; AUBRY et RAU, t. I, § 126, note 20 DEMANTE, t. II, n° 284 *bis*.

La jurisprudence a consacré cette manière de voir dans plusieurs arrêts (1). La Cour d'appel d'Aix, dans une affaire Mistral contre Mistral-Bernard, où l'interdit assignait son tuteur, dit formellement : « Attendu qu'il convient d'examiner, avant toutes autres questions, celle de savoir, comme le prétendent les défendeurs, s'il est certain que Jean Mistral, dans l'état de démence profonde dans lequel il se trouverait, n'a pu donner consciemment mandat de remplir les formalités et faire les instances nécessaires pour être déchargé de l'interdiction qui pèse sur lui depuis près d'un demi-siècle; — Attendu que l'interdit ne saurait être privé du droit de s'adresser à la justice, sans et même contre son tuteur, pour obtenir sa libération; que l'accès du prétoire doit même lui être facilité; et que, par conséquent, il faut le faire bénéficier de la présomption qu'il a agi dans un de ces intervalles lucides que, d'après l'article 489 du Code civil, peut comporter l'interdiction... ».

Contre qui la demande doit-elle être dirigée? En pratique, elle l'est contre le tuteur, et M. Demolombe pense que c'est la seule façon de l'intenter régulièrement, parce que « le tuteur représente les intérêts que l'interdiction protège et l'état de choses que la deman-

(1) Bordeaux, 8 mars 1822, CARPENTIER, v^o « Interdiction », n^o 790 ; Riom, 2 décembre 1830, S., 1833, 2, 493 ; Aix, 3 juillet 1884, S., 1886, 2, 42.

de a pour but de faire cesser; il est donc, dit-il, tout naturellement le contradicteur à cette demande ». Cette solution paraît assez singulière, car il semble que les principes rigoureux du droit conduiraient plutôt à lui assigner le rôle de demandeur, puisqu'il est le représentant de l'interdit. Et puis, pourrait-on ajouter, l'interdit ne demande pas contre son tuteur la cessation de la tutelle : non ; sa demande porte directement sur la mainlevée d'un jugement d'interdiction, dont la tutelle n'est qu'une conséquence.

Puisque l'interdit ne peut former sa demande contre le tuteur, peut-il la provoquer contre celui qui a été demandeur dans l'instance en interdiction ? Il semble que, logiquement, c'est contre lui que l'action devrait être dirigée et que, seul, il soit intéressé au maintien de l'interdiction. S'il existe au moment où l'interdit intente son action, il paraît juridique d'admettre qu'il est le défendeur tout indiqué. Mais que décider s'il est décédé ? L'interdit pourrait-il diriger sa demande contre l'un quelconque des parents que la loi autorise à provoquer l'interdiction ? Le doute renaît, et la Cour de cassation a trouvé une solution élégante, qui a été acceptée par certains auteurs.

Elle a tranché le différend, en décidant qu'il n'est pas nécessaire que l'interdit ait un contradicteur (1).

(1) Cass., 12 février 1816, S., 1816, 1, 217.

M. Baudry-Lacantinerie ajoute que « les seuls contradicteurs qui, du reste, ne seraient pas assignés avec la qualité de défendeurs, sont le conseil de famille, dont on demandera l'avis, et le ministère public, qui devra être entendu (1). C'est aussi l'opinion de M. Cézard-Bru (2). Et alors, le défendeur n'existant pas, si le conseil de famille ou même quelques-uns de ses membres croient devoir s'opposer à la mainlevée, ils ont un moyen bien simple : ils n'ont qu'à intervenir dans la demande et faire valoir devant le tribunal les moyens qu'ils estiment de nature à la faire repousser. On ajoute même que cette façon d'intervention appartiendrait à tout parent ayant le droit de demander l'interdiction.

M. Demolombe critique cette solution, en disant qu'elle n'est pas conforme au système du Code civil, car, de même que l'interdit doit toujours être partie dans l'instance d'interdiction, comme défendeur si l'interdiction est demandée, comme demandeur s'il s'agit d'obtenir la mainlevée de l'interdiction, de même, il faut la contre-partie dans l'instance en mainlevée, il faut un défendeur qui réponde directement à la demande, sans recourir au moyen détourné de l'intervention ; et ce défendeur, à son avis, avons-nous dit, c'est le tuteur.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, *ibid.*, n° 920.

(2) CÉZARD-BRU, *ibid.*, n° 2696, p. 293.

Quoi qu'il en soit, la pratique a prévalu d'assigner le tuteur, ce qui, nous le répétons, n'est pas très logique, et, malgré l'avis de la Cour de cassation, nous serions plutôt porté à croire que le défendeur tout désigné est le demandeur à l'instance en interdiction, ou, à son défaut, l'un des parents capables d'intenter cette action. C'est là, en tous cas, un point à fixer en législation.

Les parties qui doivent figurer dans l'instance étant, sauf controverse, celles que nous avons désignées, un autre point a besoin d'être élucidé. Devant quel tribunal doit être portée l'action en mainlevée d'interdiction ? Est-ce devant le tribunal qui a prononcé le jugement d'interdiction ? Est-ce devant celui du nouveau domicile de l'interdit ? Est-ce devant celui du tuteur ?

Elle se porte, suivant certains auteurs, devant le tribunal du domicile de l'interdit, qui, aux termes de l'article 108 du Code civil, est le domicile du tuteur (1), parce que c'est à son domicile que s'exercent ses droits civils, d'après l'article 102 du Code civil. Evidemment, il faut se résoudre à admettre cette solution, si l'on est partisan du système de la jurisprudence qui n'admet pas de défendeur au procès.

M. Demolombe croit que le tribunal compétent —

(1) En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et CÉZAR-BRU, *ibid.*

il n'indique, du reste, pas le motif de son opinion — est bien le tribunal qui a prononcé l'interdiction, c'est-à-dire le tribunal du domicile de l'interdit au moment où l'interdiction a été prononcée. Il faut bien connaître, du reste, que cette compétence serait, pratiquement et dans l'intérêt du défendeur, la plus efficace, en ce sens qu'elle soumettrait aux juges qui ont prononcé l'interdiction, la question de savoir si la mesure prise par eux doit cesser de produire ses effets, et que la sentence de mainlevée aurait sa répercussion dans le ressort même du tribunal où a été prononcée la sentence de déchéance contre l'interdit. Ce système aiderait puissamment à la réhabilitation civile de l'incapable et donnerait plus de publicité à son crédit. Mais est-il juridique ?

La vérité, suivant nous, est ailleurs. Il faut — et il n'y a aucune raison de décider le contraire, puisque la loi n'en a pas décidé autrement — appliquer purement et simplement la règle : *actor sequitur forum rei*. Si donc, comme nous le croyons, le défendeur à l'interdiction est l'adversaire tout désigné de l'interdit, c'est-à-dire celui qui a provoqué son interdiction, c'est devant le tribunal de ce dernier que la demande devra être portée, ou, à son défaut, devant le tribunal de l'un des parents capables de provoquer l'interdiction, au cas de prédécès du demandeur à l'interdiction.

Cela dit, en ce qui concerne la procédure à suivre, la solution est moins difficile, les articles 512 du Code civil et 893 du Code de procédure civile s'étant prononcés, brièvement, il est vrai, mais d'une façon claire, sur la marche de l'information et des débats. En effet, la demande en mainlevée doit être instruite et jugée dans la même forme que la demande d'interdiction elle-même. Ce qui revient à dire que l'acte introductif d'instance est une requête adressée au président du tribunal, dans les termes de l'article 890 du Code de procédure civile, énonçant les faits ou les motifs sur lesquels la demande est fondée. Et il va sans dire que si les faits y énoncés ne paraissent pas pertinents, le tribunal peut, *de plano*, rejeter la demande, sans même ordonner la convocation du conseil de famille. Ce point n'est pas douteux ; il a été proclamé par la Cour de cassation le 3 janvier 1864 et suivi dans tous les arrêts ultérieurs (1). La doctrine est unanime à approuver cette décision. En suite de la requête ainsi présentée, le tribunal, s'il estime qu'il y a lieu de donner suite à la demande, ordonne la communication au ministère public et nomme un juge rapporteur (art. 891). Le juge dépose son rapport. Le ministère public prend ses conclusions (art. 892), puis le tribunal ordonne la réunion

(1) V. D. P. 64, 1, 86, et Lyon, 30 août 1876, S., 78, 2, 72.

du conseil de famille, pour donner son avis sur l'état actuel de l'interdit (art. 892 C. pr. civ. et 493 C. civ.), et l'interrogatoire du demandeur (art. 496 C. civ.) en chambre du conseil. Le jugement est rendu en audience publique, absolument comme dans la demande primitive en interdiction.

Les juges ont un pouvoir absolu d'appréciation. Ils peuvent recourir à une expertise médicale. S'il est évident que l'état du demandeur est tel qu'il est maître de ses facultés mentales, le tribunal prononcera la mainlevée ; mais il est évident que s'il existe un doute sur la guérison, il maintiendra l'interdiction, dans l'intérêt même de l'interdit et dans celui de la famille, tandis que, au contraire, nous avons vu que s'il y a doute sur la démence, le tribunal ne prononce pas l'interdiction. La jurisprudence est dans ce sens (1).

Il nous paraît certain que l'article 499 du Code civil trouve son application dans l'instance en mainlevée d'interdiction et qu'au lieu d'ordonner purement et simplement cette mainlevée, le tribunal pourrait nommer un conseil judiciaire à l'ex-interdit. Les mêmes raisons doivent amener la même solution !

Il est non moins certain que l'interdit ne peut reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de mainlevée ou l'arrêt qui la prononce si, sur ap-

(1) V. arrêt de cassation du 13 juillet 1891, D., 92, 1, 124.

pel du jugement qui a rejeté la demande, la Cour infirme et fait droit à l'appel interjeté par l'interdit.

Il est indiscutable encore que le ministère public, lorsqu'il est partie jointe, ne peut faire appel du jugement qui a prononcé la mainlevée de l'interdiction; mais ce droit appartiendrait, suivant le système auquel on s'arrête, au tuteur ou au parent contre lequel la demande est intentée.

Au surplus, tout ce qui a été dit des voies de recours en matière d'interdiction pourrait être répété dans notre matière spéciale ; aussi n'y-a-t-il pas lieu d'insister davantage.

Mais que décider de la publicité relative au jugement de mainlevée d'interdiction ? Ni le Code civil, ni l'ancien article 897 du Code de procédure civile n'avaient songé à régler la publicité du jugement de mainlevée. La loi du 16 mars 1893 a comblé cette lacune, en modifiant l'article 897 et en édictant que « les demandes en mainlevée d'interdiction ou de conseil judiciaire seront soumises, quant à l'instruction ou jugement, et *quant à la publicité de la décision*, aux mêmes règles que les demandes en interdiction ou nomination de conseil ». Il y a donc lieu d'appliquer ici toutes règles qui ont été analysées, en leur temps, à propos de la publicité des jugements d'interdiction.

CHAPITRE III

DE LA PROCÉDURE D'INTERDICTION

EN

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

Nous avons précisé, dans notre préface, que le but proposé n'est pas de nous livrer, dans ce chapitre, à une étude de législation comparée : le plan que nous adopterions serait différent de celui que nous suivons ici. Il nous faudrait, dans l'étude de la procédure en législation comparée, prendre chacun des articles de nos Codes et mettre en regard les dispositions équipollentes des Codes étrangers que nous nous proposons d'envisager. Nous prétendons simplement indiquer sommairement la marche de la procédure dans diverses législations et nous demander, en son temps, si ces diverses procédures ont, ou non, un degré de supériorité sur la nôtre.

Dès maintenant, il faut élaguer le terrain, et reconnaître qu'il est inutile de nous attarder à l'exposé des principes admis par certains pays, dont la législa-

tion a été calquée sur la nôtre, nous voulons dire : la Belgique, l'Italie, la Hollande, où la procédure suit la même marche que la française. Le Code civil hollandais contient cependant une disposition spéciale, quant à la demande d'interdiction, qui peut être provoquée par le faible d'esprit lui-même (art. 499); et il étend, de plus, l'interdiction aux prodigues (art. 487, § 2). Le Code civil italien spécifie, de son côté (article 325), qu'un mineur non émancipé peut être interdit dans la dernière année de sa minorité. Ces particularités mises à part, et abstraction faite de l'interprétation des textes, sur laquelle nous ne pouvons nous étendre, la procédure est identique à la nôtre.

Le *Code civil portugais* (1) se ressent également de l'influence du Code civil français. Les majeurs et les mineurs, dans la dernière année de leur minorité, peuvent être interdits. Tout parent au degré successible, ainsi que le conjoint, peuvent provoquer l'interdiction. Le ministère public doit agir, à leur défaut, comme en cas de folie furieuse ou encore si le fou, ayant des enfants mineurs, les parents n'agissent pas. Au demeurant, la procédure est la même que la nôtre. L'appel n'est pas suspensif (art. 317, § 8), mais la tutelle conférée, dans ce cas, est limitée, jusqu'à la sentence défi-

(1) *Code civil portugais* (trad. LEPELLETIER, édit. Pedone, 1894), promulgué le 1^{er} juillet 1867; mis en vigueur le 1^{er} janvier 1868, 1^{re} partie, titre X, art. 314 à 337.

nitive, aux actes de simple protection de la personne du fou et de conservation de ses biens et de ses droits, à moins que d'autres actes n'aient un caractère d'urgence, auquel cas ils sont autorisés par le tribunal, le ministère public entendu.

Le Code portugais n'a pas fait allusion à la publicité du jugement : c'est que l'interdiction aboutit à la tutelle et que, dans chaque tribunal, existe un registre tenu par le greffier et sur lequel sont inscrites toutes les tutelles ouvertes dans le ressort, avec indication de leur cause d'ouverture : minorité ou interdiction. Le procédé de publicité est donc des plus sommaires.

Le *Code civil espagnol*, qui s'est inspiré, lui aussi, de notre Code civil, en réflète les grandes lignes (1).

L'interdiction, qui s'applique aux fous, aux sourds-muets et aux prodigues, peut être provoquée par le conjoint et les parents du prétendu dément, qui ont droit de lui succéder *ab intestat* (art. 214). Le ministère public doit la demander, s'il s'agit d'un fou furieux, ou s'il n'existe pas de parents au degré successible, ou si même ceux-ci existants n'usent pas de la faculté qui leur est accordée par la loi, enfin, si l'époux ou les héritiers de l'incapable présumé sont mineurs ou

(1) *Code civil espagnol*, promulgué le 24 juillet 1889, traduct. LEVÉ, édit. Pedone, 1904. — LEHR, *Elém. de droit civil espagnol*, 2^e partie, n° 194, édit. 1890.

manquent de la capacité nécessaire pour comparaître en justice (art. 215).

Dans le cas où l'action est intentée à la requête du ministère public, les tribunaux nomment un défenseur d'office au présumé dément qui ne peut ou ne veut se défendre. Dans le cas où elle l'est par les parents ou les successibles ou conjoint, le ministère public est le défenseur légal à l'action intentée contre le défendeur (art. 215).

La convocation du conseil de famille et l'interrogatoire sont obligatoires (art. 216); les parents qui ont provoqué l'interdiction sont exclus du conseil de famille, mais peuvent être entendus par le tribunal (art. 217).

La déclaration d'incapacité doit être faite sommairement, et l'incapacité de l'interdit est complète, à l'inverse de celle du sourd-muet interdit, dont le tribunal peut, par une heureuse innovation, limiter les effets d'après l'incapacité réelle de celui qui y est soumis.

Contre les décisions qui mettent fin aux procès d'incapacité, les intéressés peuvent se pourvoir en la forme ordinaire. Le défenseur des incapables peut aussi interjeter appel, mais il a besoin d'une autorisation spéciale du conseil de famille à cet effet.

La fin de l'instance, si elle aboutit à un jugement d'interdiction, est l'organisation de la tutelle, suivant

les règles applicables à la minorité; mais la loi n'a pas prévu la publicité du jugement, ce qui est, à notre sens, une lacune.

A part quelques divergences donc, ces diverses législations suivent, dans leurs grandes lignes, la procédure adoptée chez nous. Mais il est intéressant d'arrêter, pendant quelques instants, notre attention sur des législations nouvelles, les plus récentes, qui ont procédé à la refonte de leurs Codes et y ont apporté des perfectionnements indéniables. L'Allemagne et la Suisse sont les deux pays auxquels nous faisons allusion et nous allons suivre, dans chacune de ces législations, l'ordonnancement de la procédure d'interdiction.

Procédure destinée à l'organisation de la tutelle des majeurs en Allemagne

Le nouveau *Code civil allemand*, promulgué le 18 août 1896 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900 (1), a organisé (liv. IV, sect. 3, tit. 2) la tutelle des majeurs, laquelle ne s'ouvre qu'en cas d'interdiction, contre les faibles d'esprit, les prodigues et les ivrognes. L'interdiction a donc un champ d'applica-

(1) *Code civil allemand*, imprimé, par ordre du gouvernement, par l'Imprimerie Nationale, Paris, 1908, art. 1896 à 1909.

tion beaucoup plus vaste que celui qui a été délimité par les dispositions de notre Code civil français.

Cette tutelle, disons-le à titre de simple indication, a plus d'un point de contact avec la tutelle du mineur, quant aux pouvoirs du tuteur et à l'organisation même de la tutelle. Dans l'un et l'autre cas, le tuteur est installé par le tribunal des tutelles (art. 1774) : il n'y a pas plus de tutelle légale pour les majeurs que pour les mineurs, mais il y a également un droit pour certaines personnes à être appelées aux fonctions de tuteur.

A. — MESURES PROVISOIRES

Procédure de nomination d'un tuteur provisoire avant l'instance

Le Code civil allemand s'est préoccupé de la situation du défendeur à l'interdiction, jusqu'au jour de la sentence à intervenir, à l'instar de notre Code civil, qui a accordé aux tribunaux le droit de nommer un administrateur provisoire à la personne dont l'interdiction est demandée. En effet, l'article 1906 décide qu'un majeur dont l'interdiction est requise peut être mis en tutelle provisoire, lorsque le tribunal des tutelles le juge nécessaire, pour écarter un danger grave pour la personne ou le patrimoine du majeur. Le tribunal des tutelles, et non le tribunal de bailliage (qui ne correspond pas à nos tribunaux civils de première ins-

tance), peut, *d'office*, prendre l'initiative de la désignation d'un tuteur provisoire, comme il peut ne se prononcer qu'après avoir été avisé par le conseil communal des orphelins ou encore par le tribunal qui est saisi de la demande en interdiction.

Cette tutelle provisoire, nous dirions, en droit français, cette administration provisoire, est une manière de tutelle ordinaire des majeurs : le défendeur, ainsi mis en tutelle, a sa capacité restreinte et se trouve presque assimilé à l'interdit.

Notons simplement que le tribunal des tutelles a, ici, une franchise d'action beaucoup plus prononcée, en ce sens qu'il est libre de choisir provisoirement qui bon lui semble, au rebours de l'obligation où il se trouve, en cas d'interdiction, de désigner ceux à qui la loi donne vocation à la tutelle.

Ajoutons, enfin, que cette tutelle provisoire prend fin avec le retrait ou le rejet définitif de la requête à fin d'interdiction, ou, si l'interdiction est prononcée, avec l'installation du tuteur définitif de l'interdit.

B. — INSTANCE

Ces points réglés par le Code civil allemand, il y a lieu de se demander suivant quelles formes l'action est intentée, et, en Allemagne, comme en France, on se trouve en présence d'une procédure spéciale organisée par les articles 593 à 623 du Code de procédure

civile (1), procédure qui, aux termes de l'article 10 de la loi du 30 janvier 1877, sur la mise en vigueur du Code de procédure civile pour l'empire d'Allemagne, « s'applique aussi à la nomination d'un conseil à une personne faible d'esprit ou à un prodigue, lorsque cette nomination est exigée par les dispositions du droit civil ».

I. — Compétence

La compétence appartient *au tribunal de bailliage* du domicile de la personne à interdire, et si celle-ci n'a de domicile qu'à l'étranger, à celui de son dernier domicile dans l'empire d'Allemagne. C'est là une différence profonde qui sépare la législation allemande de la nôtre, où la compétence est attribuée aux tribunaux de droit commun (tribunaux régionaux, en Allemagne). Les demandes en interdiction sont déferées, en effet, aux tribunaux de bailliage, dont les audiences sont valablement tenues par un seul juge, et auxquels est adjoint un membre du ministère public.

(1) V. *Code de procédure civile pour l'empire d'Allemagne* du 30 janvier 1877, trad. GLASSON, LEDERLIN et DARESTE, Imp. Nat., 1887.

N. B. — Le Code de procédure civile allemand a été révisé en 1898, mais n'a pas été traduit en français par l'Office de législation étrangère au ministère de la Justice. Nous avons donc été contraints de nous en tenir au texte, d'après la traduction de M. Glasson, de 1887. Il nous est revenu, toutefois, que les formalités que nous étudions ici ont été conservées dans leur intégralité.

II. — Personnes qui peuvent provoquer l'interdiction

Le droit d'intenter l'action compète à l'époux contre son conjoint, au père ou au tuteur contre une personne placée sous la puissance paternelle ou en tutelle, à défaut aux autres parents qualifiés par la loi, par le procureur d'Etat près le tribunal régional dont relève le tribunal de bailliage. A la différence, du reste, de notre article 491, qui n'accorde le droit de provoquer l'interdiction que dans le cas de fureur et lorsqu'elle ne l'est pas par l'époux et les parents, le procureur d'Etat a la faculté d'intenter l'action concurremment avec les personnes ayant qualité à cet effet, et dans tous les cas où la loi admet l'interdiction.

III. — Actes introductifs d'instance

Sans distinguer si l'instance est poursuivie à la requête de l'une ou de l'autre des parties intéressées, le Code de procédure civile allemand, surenchérisant sur le nôtre, précise deux moyens d'intenter l'action : 1° par une demande écrite ou requête directement adressée au tribunal ; et 2° au moyen d'une déclaration faite au greffier du tribunal de bailliage, qui est tenu d'en dresser procès-verbal ; cette demande, au demeurant, et quelle qu'en soit la forme, doit énoncer les faits à l'appui et les moyens de preuve.

IV. — Instruction de l'affaire

Le tribunal, saisi de la demande, peut, dès le début de la procédure, qui est, disons-le, orale, et où la fonction d'avoué est cumulée avec celle d'avocat, exiger la production, par le demandeur, d'un certificat médical, puis, prenant en considération les faits et les moyens de preuve indiqués dans la requête ou la déclaration au greffe, il doit, d'office, ordonner toutes informations nécessaires pour constater l'état mental du défendeur et recevoir toutes preuves utiles. L'enquête, ordonnée par décret, a lieu, dans le système du Code allemand, devant le tribunal tout entier et en public (la section II du livre VI du C. de pr. n'ayant pas dérogé au principe général de la publicité), suivant les règles prescrites par les articles 338 et suivants du Code.

A. — Enquête

Il faut relever que l'enquête prévue n'a, pas plus que chez nous, un caractère obligatoire et que le tribunal, s'il a par devers lui des éléments d'appréciation suffisants pour prononcer l'interdiction, peut passer outre à l'accomplissement de cette formalité. Dans tous les cas (et il apparaît bien que, sur ce point, le Code de procédure civile allemand le cède au nôtre), l'enquête n'offre pas le caractère secret qu'elle devrait compor-

ter et qui est destiné à ménager l'amour-propre du défendeur, comme aussi sa réputation, dans le cas possible où la demande est rejetée. En cela, nous le répétons, il y a une infériorité qui tient à l'organisation générale de la procédure civile allemande, laquelle a répudié notre division classique des enquêtes en enquêtes ordinaires et en sommaires. Quoi qu'il en soit, il fallait signaler qu'elle a lieu devant le tribunal, et à l'audience publique.

B. — *Interrogatoire*

En ce qui concerne l'interrogatoire, il est, lui aussi, réglé différemment: non seulement il ne revêt aucun caractère obligatoire, comme en France et en Italie, car l'article 598 déclare que sa formalité peut être omise, si, de l'avis du tribunal, son exécution présente des difficultés ou si son résultat est indifférent pour la décision à rendre, ou enfin si elle présente des difficultés pour la santé du défendeur, mais encore il peut être fait devant le tribunal ou un juge commis à cet effet. Que s'il est décidé qu'il y sera procédé, jamais il ne se fait hors la présence d'un ou de plusieurs experts, ce qui, soit dit en passant, semble donner à l'assigné une garantie de plus en faveur de sa défense.

C. — *Expertise médicale*

Il y a mieux, et c'est là, croyons-nous, un progrès notable sur lequel nous aurons à nous expliquer, l'interdiction ne peut être prononcée avant que, en face ou en l'absence de tout interrogatoire, le tribunal n'ait entendu l'avis d'un ou de plusieurs experts sur l'état mental de celui dont l'interdiction est demandée. Facultative en France et en Italie, l'expertise est obligatoire en Allemagne.

D. — *Rôle du ministère public*

Quant au rôle du procureur d'Etat, il est spécifié, en dehors du droit d'action qui a été indiqué déjà par l'article 597, § 3, qu'il peut, dans tous les cas, poursuivre la procédure en prenant des conclusions. Il y a, ici, encore, un point de divergence avec notre loi, qui impose un rôle actif au procureur de la République, surveillant légal des incapables et de ceux dont on veut provoquer l'incapacité par voie d'interdiction.

E. — *Administrateur provisoire*

Nous n'insisterons pas davantage sur la nomination d'un administrateur provisoire, ayant fait ressortir plus haut le rôle attribué, en cette matière, au tribunal des tutelles ; il suffit de rappeler qu'en l'absence de toute nomination effectuée d'office par ce dernier,

le tribunal de bailliage peut lui intimer l'ordre de pourvoir à la désignation d'un tuteur provisoire, qui correspond en tous points, *mutatis mutandis*, à la nomination, par nos tribunaux français, d'un administrateur provisoire.

V. — Jugement d'interdiction

Enfin vient le décret ou jugement qui rejette ou admet la demande. La rejette-t-il, les frais de l'instance restent à la charge du Trésor public, si elle a été provoquée par le procureur d'Etat, et sont supportés par les autres demandeurs ès-qualité, si leur demande contient une irrégularité que le tribunal estime leur être imputable.

Le tribunal, au contraire, admet-il le bien-fondé de la demande, les frais sont supportés par l'interdit, et le décret qui statue sur l'interdiction est signifié d'office à celui qui a provoqué l'interdiction et au procureur d'Etat, l'interdiction, au surplus, ne produisant son effet que du jour de la notification du décret à l'autorité pupillaire.

C. — PROCÉDURE D'APPEL

1^o Délais

Voilà comment est organisée la procédure d'instance. De celle-ci, passons à l'appel, dont les délais varient suivant le sort réservé à la demande elle-

même. A-t-elle été rejetée, à la requête des personnes désignées par la loi ou par le procureur d'Etat, ceux-ci peuvent, par la voie du pourvoi immédiat devant le tribunal régional du ressort et pendant un mois, attaquer le décret qui rejette l'interdiction, sans la moindre signification faite au défendeur ; et le tribunal d'appel saisi peut renouveler tous les procédés d'information utilisés en première instance : enquête, interrogatoire et expertise. Si, par contre, le décret a prononcé l'interdiction, il est susceptible de recours par l'intéressé lui-même, dans le délai d'un mois à partir du jour où il a eu connaissance de l'interdiction, et il intente son action, par voie de recours, soit contre le procureur d'Etat, soit contre les personnes qui ont provoqué la demande.

2° Acte d'appel

L'acte d'appel consiste dans un acte écrit signifié par l'appelant à l'intimé et contenant mention du jugement dont est appel, déclaration qu'il est formé appel et assignation de l'intimé devant le tribunal d'appel pour engager la procédure orale de l'appel.

Si l'appel est interjeté par l'interdit, le président du tribunal saisi du procès doit, sur sa demande, lui adjoindre un avocat-avoué comme représentant.

3° Débats et instruction devant le tribunal d'appel

Le débat est oral et les parties sont tenues de faire l'exposé complet des résultats obtenus par l'instruction de l'affaire devant le tribunal de bailliage. Le tribunal estime-t-il que cet exposé est inexact ou incomplet, il peut, à sa guise, le faire rectifier ou compléter et, en cas de besoin, il peut ordonner la réouverture des débats à cet effet. Ici, le tribunal d'appel a un large pouvoir d'appréciation ; enquête, expertise, autres moyens d'instruction, il peut tout ordonner. Il peut se dispenser d'entendre les experts, s'il apprécie que l'avis donné par les experts devant le tribunal de bailliage est suffisant.

En tous cas, et jusqu'à ce qu'il soit statué sur le fond, le tribunal est compétent pour ordonner, sans débat oral préalable, telles mesures provisoires qu'il juge opportunes et, à cet effet, telles injonctions ou interdictions à l'une ou à l'autre des parties en cause.

4° Sentence ou décret

La décision, ou décret, rendue par le tribunal, peut aboutir à la confirmation ou à l'infirmité du décret du tribunal de bailliage. Dans l'un et l'autre cas, le tribunal saisi du procès doit notifier à l'autorité pupillaire et au tribunal de bailliage le jugement rendu sur l'affaire. Il est à remarquer que l'annulation en-

traîne comme conséquence l'impossibilité de contester la validité des actes antérieurs de l'interdit en se fondant sur le décret qui avait prononcé l'interdiction. Au contraire, l'annulation n'a aucune répercussion sur la validité des actes antérieurs du tuteur datif ou du tuteur légal.

D. — PUBLICITÉ DU DÉCRET D'INTERDICTION

En ce qui concerne la publicité, le Code de procédure civile n'en règle pas les formes. Il indique simplement que la décision du tribunal de bailliage, qui prononce l'interdiction, doit être notifiée à l'autorité pupillaire et, s'il y a lieu à tutelle légale, au tuteur appelé par la loi (art. 603). C'est, du reste, à partir de la notification de cette décision que l'interdiction produit son plein et entier effet.

En appel, le tribunal saisi du procès est tenu de notifier à l'autorité pupillaire et au tribunal de bailliage le jugement rendu sur le fond.

E. — PROCÉDURE DE MAINLEVÉE D'INTERDICTION

La procédure de mainlevée d'interdiction a été réglemantée, dans le Code de procédure civile allemand, avec une précision qu'est loin d'atteindre notre législation. C'est ainsi qu'il accorde le droit de demander la mainlevée de l'interdiction à l'interdit lui-même, ou à son tuteur, ou au procureur d'Etat. Le tribunal com-

pétent pour juger est le tribunal de bailliage, dont l'interdit, dit l'article 617, est justiciable à raison de son statut de juridiction générale, c'est-à-dire le tribunal de son domicile.

La loi n'indique pas qu'il y ait un défendeur à la demande en mainlevée.

La procédure à fin de mainlevée suit-elle les mêmes errements que celle en interdiction, est-elle calquée sur elle quant aux moyens de preuve du rétablissement mental du demandeur, quant à l'expertise ? Le Code ne le dit pas, mais il est certain que, s'ils ne sont pas obligatoires, les tribunaux y recourent, en fait, dans tous les cas.

En toute éventualité, le décret qui intervient sur une demande en mainlevée d'interdiction est signifié d'office au demandeur, et si le tribunal a accordé la mainlevée, pareille signification doit être faite au procureur d'Etat.

Que si le tribunal de bailliage refuse d'obtempérer à la demande portée devant lui par l'interdit, l'appel est possible, et l'article 120 spécifie qu'il peut être interjeté, soit par le tuteur, soit par le procureur d'Etat. Si le tuteur ne veut pas agir, le tribunal d'appel peut adjoindre à l'interdit un avocat agréé pour intenter l'action et le représenter dans l'instance en appel.

En définitive, la mainlevée prononcée, soit par le

tribunal de bailliage, soit par le tribunal régional, s'il y a appel, est notifiée à l'autorité pupillaire, lorsqu'elle a acquis force de chose jugée.

Telle est la procédure organisée par le nouveau Code de procédure civile allemand. De l'exposé analytique sommaire qui vient d'en être tracé, on peut dégager les traits caractéristiques suivants :

1° La procédure d'interdiction est plus rapide, en ce qu'elle comporte moins de formalités obligatoires qu'en France; pas d'avis de parents, pas d'interrogatoire obligatoire ! Une seule formalité est requise : l'expertise médicale.

2° Le Code allemand n'a pas admis la division française de la procédure en deux parties distinctes : l'une secrète, en chambre du conseil, l'autre publique, à l'audience du tribunal. La procédure suit, en un mot, les errements d'une procédure ordinaire et est essentiellement orale. Le Code n'a pas pris en considération de ménager la susceptibilité de la personne qui est l'objet d'une demande aussi grave : il ne s'en est pas préoccupé et semble avoir été guidé plus par l'idée de sauvegarde des intérêts public et de famille que de l'intérêt personnel de l'interdit.

3° Le rôle du ministère public est très large, puisqu'il peut provoquer l'interdiction dans les mêmes cas que les personnes désignées par la loi et concurremment avec elles. Il décide souverainement s'il doit

ou non intervenir : la loi ne lui en fait pas une obligation.

4° Les mesures de publicité n'ont pas été prises avec le soin que nécessite la connaissance par les tiers de l'état d'incapacité de l'interdit. Ce reproche n'est, du reste, que relatif, car l'organisation de la tutelle diffère de celle qui a été adoptée par nos Codes, et les tiers ont toujours la ressource de s'adresser au greffe du tribunal des tutelles pour être renseignés sur l'état de capacité de leurs co-contractants. Ce que nous voulons dire, c'est qu'il n'y a, dans les Codes allemands, aucune mesure de publicité qui ressemble à nos publications légales, ni à celle organisée par la loi de 1893.

Nous aurons, du reste, à apprécier, dans notre prochain chapitre, si les garanties juridiques qu'elle présente sont équivalentes ou supérieures à celles de nos Codes français et si ce système est préférable au nôtre.

La procédure d'interdiction en Suisse ⁽¹⁾

A titre d'indication, il faut rappeler qu'avant l'acceptation par les Chambres fédérales, à l'unanimité, du nouveau *Code civil suisse*, le 10 décembre 1907 (Code

(1) V. *Manuel de droit civil suisse*, de ROSSEL et MENTHE, édit. Payot, Lausanne, t. I, *passim*.

qui, n'ayant pas été l'objet du *referendum*, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1912), le droit cantonal présentait des variantes suivant les groupes de législations dont s'étaient inspirés les divers cantons. Chacun sait que les cantons qui avaient codifié leur droit civil s'étaient proposé un modèle étranger et se divisaient en trois groupes : le français, l'autrichien et l'allemand. A Genève, dans le Jura Bernois, à Neuchâtel, le droit civil français prédominait. Il en était autrement à Berne, Lucerne et Soleure, où les rédacteurs avaient pris pour modèle le Code civil autrichien de 1811, tandis que Zurich, Schaffouse et les Grisons prenaient leur inspiration dans la législation allemande.

De là une diversité de législation qui compliquait à outrance la science du droit civil suisse, alors surtout qu'elle était accompagnée, en beaucoup d'endroits, d'un droit coutumier non écrit, où les variantes s'entrecroisaient et où, surtout en notre matière, les causes d'interdiction et les moyens d'y atteindre étaient multiples et différents suivant les lieux et les mœurs cantonales.

Aussi ne saurait-on trop applaudir à l'œuvre d'unification entreprise et menée à bonne fin par les Chambres fédérales. Elle nous aidera à nous faire une idée générale de la façon dont, en Suisse, fonctionne la procédure de l'interdiction.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, comme dans

notre Code civil, la procédure générale est organisée par le Code civil suisse, et ce, afin de donner, dès à présent, au défendeur, les garanties principales que comporte la défense à une action aussi importante que l'est la demande en interdiction. C'est une série de dispositions avant-coureurs d'une codification de la procédure civile ; c'est la reproduction de la méthode suivie par les rédacteurs du Code civil qui, dès l'abord, ont tenu à garantir le défendeur à l'interdiction contre tout arbitraire.

Il est traité de l'interdiction au titre des tutelles, la mise en tutelle étant l'aboutissement du jugement qui prononce l'incapacité du défendeur.

On sent, à la lecture des projet et avant-projet du Code civil suisse, qu'en notre matière, l'idée directrice des orateurs et des rédacteurs a été que l'initiative et la liberté individuelles sont des biens trop précieux pour qu'on ne les protège pas jalousement. Aussi les causes d'interdiction ont-elles été limitées à quatre par les articles 369 à 372 du nouveau Code, sans parler d'une interdiction partielle réglée par l'article 397.

Causes d'interdiction : Sont mis en tutelle : 1° le majeur qui, pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, est incapable de gérer ses affaires, ne peut se passer de soins et secours permanents ou menace la sécurité publique (art. 369, al. 1); 2° le majeur

qui, par ses prodigalités, son ivrognerie, son inconduite ou sa mauvaise gestion, s'expose, lui ou sa famille, à tomber dans le besoin, ne peut se passer de soins et secours permanents et menace la sécurité d'autrui (art. 370); 3° le majeur condamné pour un an ou plus à une peine privative de liberté (art. 371); 4° le majeur qui établit qu'il est empêché de gérer convenablement ses affaires par suite de faiblesse sénile, de quelque infirmité ou de son inexpérience (art. 372).

Tous les cas d'interdiction sont donc précisément déterminés, et ils ont, on peut en juger par l'énumération qui vient d'en être faite, subi une extension assez grande. Il est notable, qu'au rebours de notre législation, on ait introduit la prodigalité, l'ivrognerie, l'inconduite et la mauvaise gestion comme causes d'interdiction, qu'on ait fait d'une condamnation à une peine de plus d'un an d'emprisonnement un cas d'interdiction judiciaire, et qu'enfin l'on ait admis la provocation par l'intéressé lui-même d'une demande d'interdiction. Mais il ressort de cette désignation succincte des causes d'interdiction que le législateur s'est proposé un triple but : assurer la sécurité publique compromise par les agissements d'individus dangereux; protéger la famille contre l'inconduite et la mauvaise gestion qui la mènent à la ruine; fournir, enfin, à ceux dont l'âge, les infirmités ou

l'inexpérience sont à redouter, le moyen d'échapper aux préoccupations de la vie matérielle, par la gestion de leurs propres affaires.

Relevons aussi qu'en cas de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, dans les termes de l'article 369, la loi fait une obligation aux autorités administratives et judiciaires de signaler, sans délai, à l'autorité compétente, tout cas d'interdiction, relevant de cet article, qui parvient à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute personne intéressée a, du reste, le droit de signaler un cas de ce genre.

De même, l'autorité chargée de l'exécution des jugements est tenue d'informer, sans délai, l'autorité compétente, que le condamné a commencé de subir sa peine, afin de pourvoir de suite à la nomination d'un tuteur, après jugement d'interdiction.

A. — TRIBUNAUX COMPÉTENTS

Telle est la note originale de la nouvelle législation suisse. Et si nous envisageons les formes auxquelles sont soumises les demandes et les jugements d'interdiction, nous trouverons, à côté d'une législation générale, des dispositions légales qui laissent aux autorités des cantons le soin de régler la procédure. C'est, en effet, ce qui résulte de l'article 373, où il est dit « que les cantons désignent les autorités compétentes et déterminent la procédure à suivre ». Ils peu-

vent donc remettre aux autorités administratives ou aux autorités judiciaires le soin de prononcer l'interdiction. Et cette décision de l'article 373 se conçoit si l'on songe que l'administration locale varie suivant chaque canton et qu'il était, *à priori*, impossible de légiférer uniformément pour toute l'étendue du territoire : là où il n'y a pas d'unité administrative et judiciaire, il ne saurait exister une législation unique. Cependant, l'article 373, *in fine*, a prévu que, dans tous les cas et quelle que soit l'autorité qui a statué sur l'interdiction, « le recours au tribunal fédéral est réservé », ce qui est, il faut bien l'avouer, un pas réalisé dans la voie de l'unification : c'est le même juge d'appel devant qui sont portées toutes les décisions rendues en matière d'interdiction par toutes les autorités compétentes, qu'elles appartiennent à l'ordre judiciaire ou à l'ordre administratif. Le recours au tribunal fédéral est ainsi destiné à couper court à tous les abus et à assurer, malgré l'abandon de la procédure aux autorités cantonales, le bénéfice d'une jurisprudence stable.

Ainsi donc, la procédure peut varier suivant les localités, et, — l'avant-projet le dit expressément, dans son article 401, — si la sentence rendue par les tribunaux locaux ou par décision administrative est exécutoire, nonobstant le pourvoi formé contre elle par l'intéressé, il n'en reste pas moins acquis que l'admi-

nistration de la tutelle, réduite aux actes indispensables, a un caractère provisoire jusqu'à la décision du tribunal fédéral.

Quoi qu'il en soit, le droit de recours n'a pas paru suffisant au législateur de 1908 pour garantir, dans les limites les plus larges possibles, et malgré les diversités législatives, une procédure d'interdiction qui entraîne une telle diminution de la personnalité. Aussi, à tous les cantons est applicable une série de règles qui doivent être suivies sous peine de nullité, quelle que soit la juridiction qui prononce. Elles se réfèrent : 1° à l'audition du défendeur et, au besoin, à l'enquête; 2° à l'expertise; 3° à la publicité.

Toutes les autorités locales sont liées par les prescriptions édictées à ce sujet par les articles 374 et 375 du nouveau Code civil suisse.

B. — PROCÉDURE

Instruction, Interrogatoire, Enquête

L'interrogatoire est nécessaire et l'interdiction ne peut être prononcée pour cause de prodigalité, d'ivrognerie, d'inconduite ou de mauvaise gestion qu'autant que l'intéressé aura été entendu. Telle est la prescription de l'article 374, al. 1, qui vise les causes spéciales d'interdiction prévues par l'article 369, al. 1. « Ainsi, il est indispensable, pour la validité de la pro-

cédure, que l'intéressé, c'est-à-dire le défendeur, soit interrogé, et, à cet effet, il doit être assigné devant l'autorité compétente. Le défendeur est tenu de se présenter, et s'il est établi qu'il se dérobe à l'audition pour empêcher la procédure de suivre son cours, le défaut doit être constaté officiellement. S'il se présente, le juge l'entend sur les faits allégués à l'appui de la demande d'interdiction : ses réponses sont protocolées pour, en cas d'appel, être soumises au tribunal fédéral. S'il nie les faits relevés à sa charge, le tribunal est obligé d'ordonner une enquête, qui est suivie selon la procédure adoptée dans chaque circonscription cantonale et dont les dépositions sont également transcrites aux mêmes fins d'appel.

Expertise

L'interdiction est-elle provoquée pour une cause prévue en l'article 369, al. 1, c'est-à-dire pour maladie mentale ou pour faiblesse d'esprit, l'article 374 du nouveau Code décide que l'interdiction ne peut être prononcée que sur un rapport d'expertise et que ce rapport déclarera, en particulier, si l'audition préalable du malade est inadmissible.

Ici, pas de conseil de famille qui émette son avis ! Nous savons que les autorités administratives ou judiciaires doivent signaler à l'autorité compétente les cas de démence ou de faiblesse d'esprit qui se révèlent

dans leur ressort et que toute autre personne peut agir de même, en suivant toujours le procédé qui s'adapte à chaque législation locale. Et alors, les juges compétents commettent d'office un ou plusieurs experts, suivant la gravité des cas et les difficultés d'examen de la personne à interdire, et ce sont ces médecins experts qui décideront s'il y a lieu à interrogatoire. Il est évident que si la personne à interdire est un fou furieux ou un idiot, son audition serait, ou inutile, ou impossible, et il est raisonnable de supprimer, en ce cas, une formalité surannée.

C. — PUBLICITÉ

La troisième mesure générale et obligatoire consiste dans la publication du jugement. Avant la promulgation du Code, la loi fédérale sur la capacité civile disposait déjà que le jugement d'interdiction n'était opposable aux tiers de bonne foi que par sa publication, et il n'y avait exception à la règle que lorsque le fait de la non-publication ne pouvait causer aucun préjudice aux tiers, lorsque, par exemple, le malade était interné. Cette disposition a été reprise par le Code civil et appliquée à tous les cantons par l'article 375, aux termes duquel « l'interdiction passée en force de chose jugée est publiée sans délai, une fois au moins, dans une feuille officielle du domicile et du

lieu d'origine de l'interdit ». Mais une restriction a été apportée à l'obligation de la publicité en cas d'internement : « L'ajournement de la publication peut, dit le même article, être exceptionnellement permis par l'autorité de surveillance, aussi longtemps que la personne interdite pour cause de maladie mentale, de faiblesse d'esprit ou d'ivrognerie, se trouve placée dans un établissement. » En ce cas, en effet, le législateur a pensé qu'interné et incapable de participer aux actes de la vie civile, l'interdit est dans l'impossibilité de nuire aux tiers et que la déchéance civile de l'interdit qui pèse sur sa famille ne doit pas être rendue plus douloureuse encore par la publicité qui lui sera donnée.

Les dispositions du Code suisse — nous n'envisageons que les dispositions générales qui règlent les formalités obligatoires pour tous les cantons — sont moins compliquées que celles de nos Codes français et plus précises que celles du Code de procédure civile allemand. L'obligation de l'interrogatoire, sans avis préalable du conseil de famille, l'expertise obligatoire, la nécessité d'une publicité officielle semblent être, en dernier ressort, les formalités indispensables de la procédure d'interdiction. La législation suisse tient, à ce point de vue, un juste milieu entre la législation française, qui paraît très compliquée dans ses

formes, et la législation allemande, qui a réduit les formes dans des proportions peut-être exagérées (1).

(1) Il est à noter que le nouveau Code civil suisse ne règle pas la mainlevée de l'interdiction qui, par conséquent, se poursuit suivant le droit local de chaque canton.

CHAPITRE IV

ÉTUDE CRITIQUE DE LA PROCÉDURE D'INTERDICTION ET CONCLUSIONS

Arrivés au terme de cette thèse, nous devons, avant de poser des conclusions, nous demander si, entre toutes les législations modernes, la française a atteint le maximum de garanties en faveur du défendeur à l'interdiction, si les formalités qui l'entourent ne sont pas exagérément compliquées, si, en offrant les mêmes garanties d'impartialité et de justice, le législateur n'a pas le devoir de les réduire à leur minimum, tant pour obvier aux lenteurs qu'elle entraîne qu'aux frais de justice qu'elle occasionne.

Qu'une procédure méticuleuse, passée au crible d'une instruction impartiale et scrupuleuse, s'impose, cela ne fait de doute pour personne : nous le répétons à satiété, les conséquences du jugement d'interdiction sont trop graves, trop d'intérêts sont en jeu, pour né-

ghiger jamais de ne pas entourer la procédure de tous les soins qu'exige la solution d'un procès aussi important. Il faut de la procédure et il en faut ici, plus que partout ailleurs. Ce serait le cas ou jamais de transcrire ici les sages paroles de M. Rodière (1) : « Les hommes mêmes, écrit-il, qui, exagérant les abus dont la procédure peut être entachée, supposent que cette branche de la législation ne sert qu'à alimenter l'esprit de chicane, changent inévitablement de langage quand leur intérêt leur fait invoquer ces formes protectrices qu'ils critiquaient auparavant. » Paroles d'un juriste consommé, paroles aussi du vrai défenseur du droit et des droits de la défense.

Nous proscrivons donc toute procédure sommaire qui aurait pour aboutissant la suppression des formalités judiciaires, laquelle supprimerait la garantie intégrale de la défense, de la part de celui qui est l'objet d'une demande d'interdiction.

Il faut procéder ! Mais la manière indiquée et consacrée par notre législation n'est-elle pas par trop défectueuse ? Telle est la question à laquelle il faut s'attacher.

Déjà, au cours des longs développements qui ont accompagné l'examen, article par article, de la pro-

(1) *Cours de compétence et de procédure civile*, 3^e édit., Pedone, 1867, préface.

cedure d'interdiction, tracée par le Code civil et le Code de procédure civile, nous avons eu l'occasion de nous plaindre de la concision des textes et du défaut de précision qui s'ensuit ; nous avons, de ci de là, risqué quelques critiques spéciales sur des points particuliers, mais nous n'avons pas dégagé une critique d'ensemble qui est la raison d'être de toute thèse juridique. D'ores et déjà, on peut affirmer que, malgré ses imperfections de détails, notre législation, en la matière, par elle-même, — et surtout si on la compare aux législations dont nous avons essayé, dans le précédent chapitre, de dégager l'esprit, en en exposant l'économie, — présente, au point de vue de la garantie du droit individuel, le maximum de garantie possible.

Cela ne signifie pas qu'elle n'ait ses lacunes et ses imperfections, la perfection n'étant pas plus le propre du domaine législatif que des autres domaines. Nous allons le démontrer, en la mettant, au besoin, en parallèle avec les autres législations.

Tout d'abord, nous reconnaitrons volontiers que l'attribution faite au tribunal civil de la connaissance des demandes d'interdiction, conforme, en cela, aux principes de notre organisation judiciaire, qui soumet à ces tribunaux toutes les affaires qui touchent à l'état et à la capacité des personnes, est irréprochable, et, sous prétexte d'innover, nous nous garderons bien

d'aller jusqu'à confier le jugement de ces procès, comme en Allemagne, à un juge unique, sous prétexte que, plus rapproché du justiciable, il est plus à même de connaître, personnellement ou par ouï-dire, l'état mental et le *modus vivendi* du défendeur.

Pas de discussion à ce sujet, non plus que sur l'instruction préalable discrètement dévolue aux tribunaux : il est sage de ne pas ébruiter ces affaires en les soumettant d'emblée au grand jour de l'audience.

Mais si, sur ces deux points, nous ne transigeons pas, nous allons être amenés, après examen critique de certaines dispositions de la loi, à trouver que certaines mesures d'instruction sont, ou imprécises, ou incomplètes.

Reprenons, en effet, la procédure, durant cette première période de l'instance.

De la requête introductive d'instance, laquelle doit énoncer et articuler les faits qui motivent la demande, nous n'avons rien à dire ; elle ne lie pas le juge qui, d'après leur examen, peut l'accepter ou la rejeter purement et simplement. Peut-être le système allemand est-il préférable, en ce qu'il exige, en même temps que l'articulat, un certificat médical qui, se prononçant sur l'état mental du défendeur, laisse moins d'hésitation dans l'esprit de juge et lui permet d'ordonner, sans crainte, la poursuite de la demande. Néan-

moins, dans l'état de notre procédure, la requête, telle qu'elle est exigée, se suffit à elle-même.

De même, la communication de la requête au ministère public est une mesure trop sage pour être sujette à critique : elle rentre dans l'économie générale de notre procédure civile, qui exige la communication au parquet de toutes les affaires qui touchent à l'état et à la capacité des personnes. La loi exige même la présence du procureur de la République à certains actes de la procédure. Le Code civil n'avait pas fait allusion à cette communication, qui a été ordonnée par l'article 890 du Code de procédure civile. Elle a été maintenue avec raison, par l'article 2 du titre X, 2^e partie, du projet de revision du Code de procédure civile (1). Peut-être même pourrait-on souhaiter, exceptionnellement, que le rôle du ministère public, qu'il soit partie principale ou partie jointe au procès, fût plus efficace encore et exiger sa présence même à l'enquête facultative que le tribunal ordonne, s'il le juge utile.

Nous ne récriminerons pas davantage contre l'obligation d'un rapport confié à l'un des juges. C'est une

(1) Voir ce projet de loi, Chambre des députés, 7^e législature, session extraordinaire de 1898, annexe au procès-verbal de la séance du 25 octobre 1898, n^o 281, p. 316, et notre appendice, p. 351.

Ce projet de loi est la seconde édition du projet de réforme primitif déposé en 1895 par le gouvernement, dont il est la reproduction presque textuelle. C'est le projet de 1898 qui est seul visé dans ce chapitre.

mesure obligatoire imposée par l'article 891 du Code de procédure civile et qui a été sagement conservée par l'article 2 du projet de 1898.

En ce qui concerne la convocation du conseil de famille, nous serons moins affirmatif sur la nécessité et l'opportunité de l'avis qu'il est obligé de donner. C'est une formalité qui se passe hors la présence du tribunal : le conseil de famille est composé comme celui du mineur, à l'instigation et sous la présidence du juge de paix, qui seul, comme magistrat, recueille l'impression de la discussion et de la délibération de ses membres, la plupart du temps, sinon toujours, parents du défendeur. Nous concédons que la loi donne au tribunal la faculté d'attacher à la décision telle importance qu'il appréciera, mais cela n'empêche que l'impression qui se dégage de la délibération échappe directement à ceux qui seront appelés à se prononcer sur l'état mental de celui dont l'interdiction est poursuivie. Et puis que de difficultés théoriques n'ont pas soulevées la composition de ce conseil, et le droit de vote accordé à tel ou tel de ses membres. Nous avons exposé, dans la 3^e section du chapitre II, les questions de droit multiples qu'a fait naître à ce sujet l'interprétation de la loi : nous avons notamment montré comment, sur la seconde partie de l'article 495, qui a écarté du conseil de famille ceux qui ont provoqué l'interdiction et spécifié que l'époux,

l'épouse et les enfants de celui dont l'interdiction a été provoquée, comment, disons-nous, la doctrine s'est divisée sur le sens à donner au texte. Ce sont là les résultats fâcheux d'une rédaction par trop sommaire.

Faut-il conclure, de ce qui vient d'être dit, qu'il faille imposer la réunion du conseil de famille au siège même du tribunal saisi de la demande et provoquer la délibération et l'avis, sous la présidence du président du tribunal ou en présence du tribunal tout entier ? Nous savons que M. Delvincourt opine qu'en l'état actuel, cette formalité peut, sans crainte de nullité, être accomplie et nous nous sommes prononcés en sens contraire, convaincus cependant que ce procédé aurait l'avantage de mettre le président du tribunal ou le tribunal tout entier, suivant la solution à laquelle on s'arrêterait, en communion d'idées avec les parents de l'interdit et d'apprécier, de première main, la sincérité de la délibération et du vote. La solution serait, sans conteste, idéale, mais elle se bute, semble-t-il, à des difficultés pratiques assez considérables : le tribunal, en effet, moins que le juge de paix, est à même de connaître les parents les plus proches et les plus aptes à être convoqués ; les indications, à cet effet, lui seraient fournies, soit par le juge de paix à qui il serait contraint de recourir, soit par le demandeur à l'interdiction qui aurait intérêt à désigner ceux qu'il sait les plus décidés à donner un

avis favorable à la poursuite. Dans le premier cas, il y a perte de temps, dans le second, crainte de partialité, inconvénients qu'il n'y a pas lieu d'introduire en législation. Et puis, il faut tenir compte de l'éloignement des membres du conseil de famille du siège du tribunal, qui entraîne à des frais supplémentaires souvent élevés !

Cela signifie-t-il qu'il faut supprimer cette formalité comme surannée, ainsi que l'a fait le Code de procédure civile allemand, à l'inverse des législations que nous avons étudiées et de la législation française ? C'est une question à résoudre et qu'il paraît bien difficile de solutionner *à priori*. Nous sommes dans une matière où les éléments primordiaux qui président à la solution du procès sont des éléments de fait ; chaque affaire à juger a sa physionomie propre : ici, l'union parfaite règne au sein de la famille, les parents sont, pour ainsi dire, solidaires les uns des autres, et il n'y a pas à craindre le parti pris, au contraire ; là, c'est la désunion qui préside aux rapports familiaux et l'on peut redouter la partialité dans la délibération ; ailleurs, c'est l'indifférence qui gouverne les relations familiales : on ne se connaît pas, on se connaît peu, et l'avis provoqué sera, lui aussi, indifférent : on répondra oui ou non, suivant l'impulsion donnée par un seul des membres du conseil. Il est donc bien difficile de se prononcer catégoriquement sur la conservation

ou la suppression d'une formalité obligatoire, mais qui est, en fin de compte, d'une efficacité douteuse, puisque le tribunal peut en rejeter, à loisir, la conclusion.

Quoi qu'il en soit, le projet de 1898 n'a pas rejeté cette partie de la procédure d'interdiction, puisque, dans l'article 3, il précise qu'après rapport du juge et conclusions du ministère public, le tribunal, s'il admet la requête, « ordonnera que le conseil de famille, formé selon le mode déterminé par le Code civil, section 4 du chapitre II, au titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation, donnera son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

Et puisque telle est la conclusion du projet sur ce point particulier, nous estimons qu'il y aurait à faire un pas qui constituerait un réel progrès : ce serait de déterminer d'une façon plus précise que ne l'a fait le législateur de 1803 et que ne le fait celui de 1898, dans son projet de réforme, quelles personnes ont accès au conseil de famille avec voix délibérative. Ce serait le seul moyen de couper court à toutes controverses énervantes sur un point de détail, mais néanmoins essentiel.

Ajoutons que le projet de revision du Code de procédure civile a apporté, sous forme de disposition additionnelle, à son article 3, une heureuse modification, qui a pour but d'éviter de trop grands retards

dans la marche de l'instance, en décidant que « la demande et la procédure qui l'aura suivie seront nulles si, dans les trois mois de la date du jugement, le conseil de famille n'a pas été réuni et si la notification de son avis n'a pas été faite au défendeur ».

Il s'agit bien là, selon nous, d'une péremption de l'instance en interdiction, bien que le projet ne s'en explique pas : elle est décidée dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, qui veut que les procès se jugent avec célérité. Le législateur ne s'exprime pas, il est vrai, dans les mêmes termes que l'article 397 du Code de procédure civile, qui déclare l'instance « *éteinte* par discontinuation de poursuites pendant trois ans »; il dit que la demande et la procédure seront nulles. Et alors, on est en droit de se demander si cette nullité qui frappe la demande est une nullité absolue ou une nullité relative, si le tribunal doit la prononcer d'office ou si elle doit être opposée par le défendeur, en la forme de la requête d'avoué à avoué exigée, en matière ordinaire, par l'article 400 du Code de procédure civile. La rédaction nouvelle fait donc naître une difficulté d'interprétation que le législateur ferait bien de prévoir dans la rédaction définitive du texte. En ce qui nous concerne, il nous paraît certain qu'il a voulu réduire de trois ans à trois mois la péremption de droit commun prévue par les articles 397 et suivants du Code de procédure civile.

Cela dit, nous arrivons à l'interrogatoire prescrit par les articles 496 du Code civil et 893 du Code de procédure civile, interrogatoire obligatoire, nous le savons, dans les termes impératifs de nos articles, si le tribunal admet la demande et estime qu'il y a lieu d'y donner suite. Nous renvoyons sur ce point aux explications contenues dans la section 4, au chapitre II. Il est, nous l'avons dit, suivant nous, la formalité essentielle de la procédure d'instruction, et la loi le prescrit à peine de nullité de la procédure : il doit se dérouler devant le tribunal tout entier, en la présence du procureur de la République. Ici, nous trouvons une organisation parfaite de la procédure, sauf peut-être une restriction qu'il est permis de faire. Aux termes de nos articles, le défendeur est interrogé devant le tribunal et il semble bien qu'il doit se présenter seul en chambre du conseil. Nous avons admis déjà que le conseil du défendeur à l'interdiction a le droit d'assister à l'interrogatoire et, dans la pratique judiciaire courante, aucune opposition n'est faite par les tribunaux : cependant, nous estimons qu'il serait utile de préciser ce point dans une disposition légale à venir. C'est ce qu'a omis de faire le projet de 1898, lequel reproduit mot pour mot l'article 496 du Code civil, omettant toutefois — ce qui est très regrettable — de faire allusion à la présence obligatoire du procureur de la République à cet interrogatoire.

Par ailleurs, le projet vise aussi la commission rogatoire donnée par le tribunal saisi de la demande, dans le cas où le défendeur est dans l'impossibilité de se rendre à l'invitation qui lui est déférée. « En ce cas, dit l'article 4, *in fine*, du projet, le tribunal peut commettre un de ses membres (ici le projet est muet sur la présence du greffier) ou, s'il est éloigné, donner commission rogatoire au tribunal de sa résidence. Le texte, incomplet sur un point, est explicite sur la commission donnée à un tribunal : ceci rachète cela, en ce sens qu'il élucide un point non visé par les Codes civil et de procédure civile.

Il serait peut-être opportun, lorsqu'on est engagé dans la voie des réformes, d'adopter une mesure supplémentaire, qui serait loin de contrarier la bonne marche de la procédure, et de décider, comme l'a fait le Code civil allemand, où, à tort du reste, l'interrogatoire n'est que facultatif (comme il l'est aussi en Suisse), que l'interrogatoire aura lieu en la présence d'un ou de plusieurs experts aliénistes. Nous serions partisans de l'introduire dans notre Code : ce serait une innovation qui ne contredirait en rien l'économie générale de l'interrogatoire et aurait, au contraire, l'avantage d'apporter, à l'appréciation personnelle des juges, l'opinion d'hommes compétents, plus à même de déterminer le degré de dérangement mental du défendeur. Ce serait là une idée à ne pas négliger !

L'interrogatoire peut être suivi d'une enquête. La loi l'a placée immédiatement après l'interrogatoire, lorsque ce dernier n'a pas été concluant dans le sens de la demande. En même temps, et en attendant l'issue de l'information et de l'instance elle-même, il est permis aux juges de nommer un administrateur provisoire.

Nous nous garderons bien de critiquer cette dernière mesure, dont le caractère temporaire, loin de préjudicier au défendeur, sert ses propres intérêts, en même temps qu'il fait obstacle — si le défendeur est vraiment destiné, de par son état mental, à l'interdiction — à ce qu'il n'abuse des tiers avec lesquels il contracte dans cette période, que l'on pourrait, à juste titre, qualifier, comme en matière de faillite, de période suspecte.

Le Code civil, dans son article 497, a pris une mesure de prévoyance dont il faut le louer, et, ce qui semble étrange et ne peut être attribué qu'au souci de réformer et de réformer vite, le nouveau projet de 1898, dans aucun de ses articles, ne reconnaît formellement au tribunal le droit de prendre pareille décision : il faut avouer que si ce n'est oubli, il y a là tout au moins une imprévoyance que seule peut justifier la préoccupation d'une réforme rapide. En tous cas, et si le projet de revision du Code de procédure civile maintient les dispositions des articles 489 et

suivants du Code civil, il n'aurait pas dû manquer d'y faire allusion et de déclarer qu'en tout ce qui concerne les dispositions nouvelles, il n'est pas dérogé aux principes généraux de la procédure, tels qu'ils ont été réglés par le législateur de 1803. Il y a là une nouvelle critique à relever dans la rédaction du projet de 1898, à qui nous en laissons toute la responsabilité.

Quant à l'enquête, elle se conçoit si bien que le projet la laisse intacte. Elle s'impose au tribunal, comme mesure complémentaire de l'instruction, lorsque le doute subsiste après l'interrogatoire; elle se fait en la forme ordinaire, c'est-à-dire devant un juge commis à cet effet, et hors la présence du ministère public. La loi est muette sur ce dernier point et nous avons, dans l'interprétation stricte du texte, conclu dans le sens que nous indiquons. Cependant, en pratique, se pose une double question : Pourquoi l'enquête n'aurait-elle pas son champ d'application devant le tribunal tout entier réuni en chambre du conseil, et en présence du ministère public ? On dira peut-être, et avec juste raison, que les tribunaux ont un temps trop précieux à employer, pour ne pas être astreints à se livrer à des mesures d'instruction qui absorbent un long temps et qu'il suffit, à ses moments de loisir, de confier à un seul juge la mission d'interroger les témoins. L'argument ne manque pas de portée lorsqu'on

envisage des tribunaux dont le rôle est chargé d'affaires, mais, après tout, nous sommes, ici, en face d'un procès essentiel et rare, où le législateur cherche toutes les garanties nécessaires à la sauvegarde la plus étendue des droits du défendeur, et, en vérité, on ne voit pas bien, en législation, pourquoi il ne serait pas dérogé, par exception, aux principes ordinaires de l'enquête.

Nous ajoutons même qu'étant donnée la gravité de l'instance, on pourrait peut-être exiger la présence du ministère public, et que, d'autre part, la disposition de l'article 893, *in fine*, du Code de procédure civile, sur la faculté de procéder à l'enquête hors la présence du défendeur, qui doit être représenté par son conseil, est une mesure prévoyante et qui doit être maintenue en législation.

Le tribunal juge ; le ministère public doit défendre, à côté du mandataire légal, les intérêts du futur incapable. Pourquoi donc, puisque l'interrogatoire se fait devant le tribunal réuni, par-devant le procureur de la République, ne pas exiger les mêmes formalités vis-à-vis d'une enquête qui, en l'espèce, peut être concluante ? Nous savons tous que le juge enquêteur représente le tribunal et que son sentiment souvent sera partagé par ceux qu'il représente, mais, au fond, l'impression recueillie des dépositions est toute personnelle et la lecture d'un bon procès-verbal ne vaut

pas l'audition même des témoins. Il serait donc, en fait, utile de songer à la réalisation de l'idée que nous soumettons. C'est ainsi que se passe la procédure d'enquête en Allemagne : on dira peut-être qu'il n'y a là que l'application du principe, adopté par la loi allemande, du caractère oral des débats ; c'est possible, mais cela ne nous empêchera pas de reconnaître que le procédé est efficace et que l'objection, résultant du temps qu'elle absorberait à l'expédition des autres affaires, n'est pas tellement concluante qu'elle soit irréalisable.

Et cela nous amène à envisager une formalité, facultative, elle aussi, et qui, à notre avis, est de première importance. Nous faisons allusion à l'expertise.

Les garanties qu'offre l'interrogatoire du défendeur à la demande en interdiction sont-elles suffisantes ? Telle est la question qu'il est nécessaire de se poser, en l'état actuel de la législation. Il semble, en effet, au premier abord, que rien n'est plus facile à accepter que la détermination simple et précise des trois états d'imbécillité, de démence et de fureur que prévoit l'article 489 du Code civil, et dont l'existence entraîne de plein droit l'interdiction.

Médicalement parlant, la fureur désigne un état transitoire que nombre de médecins ne considèrent pas comme un motif d'interdiction. L'imbécillité comporte une infinie variété de degrés, depuis celui qui

n'a jamais pu apprendre à lire ni à écrire, jusqu'au débile intellectuel qui, ayant vécu la vie des enfants de son âge, est, à l'époque de la puberté, envahi par des appétits qui le prennent tout entier, et auxquels il est incapable de résister. Extérieurement, il est souvent impossible au magistrat de savoir pourquoi deux individus, en apparence si dissemblables, sont, au fond, mentalement si voisins l'un de l'autre.

La démence, elle, n'offre pas moins de variantes : entre le simple affaiblissement intellectuel qui marque le début de la déchéance, la défaillance de la mémoire, il y a place pour de nombreuses variétés. Il est difficile, sinon impossible, à un magistrat, si l'examen ne porte, par exemple, que sur un des moments de la vie, ou si les questions posées sont des questions simples, ou si les souvenirs évoqués appartiennent à une période de la vie où le fonctionnement était normal, de constater le trouble mental. La manière d'interroger les aliénés atteints des formes chroniques des aliénations mentales est, sans contredit, la clef des difficultés que seule peut résoudre une expérience professionnelle acquise au prix de longues et patientes recherches. Et il faut bien reconnaître que tel n'est pas le rôle des magistrats.

Appelés à se prononcer sur la déchéance civile d'un homme, les juges, enserrés dans les termes formels et précis de l'article 489, ne peuvent se décider que si,

par eux-mêmes, ils estiment que les conditions exigées par la loi sont remplies, et, dans cet examen, ils ne sauraient jamais se montrer trop sévères. Dès lors, ne serait-il pas de l'intérêt de tous que leur religion fût parfois mieux éclairée et qu'à défaut de connaissances spéciales, ils fussent guidés dans leurs recherches par un médecin spécialiste qui, plus expérimenté, montrerait combien le trouble mental est plus étendu qu'il ne le paraît à un examen superficiel et comment l'incapacité absolue de se diriger, de gérer ses affaires, est la conséquence certaine de manifestations qui se produisent en dehors de l'examen actuel et dont il faut tenir compte au point de vue du pronostic?

Si, en pratique, les magistrats s'arrêtent souvent en présence des difficultés que suscite un interrogatoire et qu'ils ne peuvent pas trancher; s'ils recourent à une expertise médicale pour l'éclairer dans certains cas qui les laissent hésitants, il n'arrive pas moins souvent qu'ils passent outre et rejettent une demande motivée.

Il semble, dès lors, qu'il serait utile de préparer pour eux une enquête qu'ils ne peuvent faire par eux-mêmes et de leur fournir des éléments plus sûrs d'appréciation que ceux dont ils disposent d'ordinaire.

Ne devrait-on même pas aller plus loin et proposer que cet examen fût l'un des premiers actes de la procédure, et qu'en même temps que le tribunal or-

donne, suivant les prescriptions de l'article 494, que le conseil de famille se réunisse pour donner son avis sur l'état de la personne dont on demande l'interdiction, il désigne un médecin aliéniste chargé d'observer cette dernière et de dresser un rapport sur son état mental ?

Ne devrait-on pas, comme garantie complémentaire, exiger la présence du médecin à l'interrogatoire et exiger aussi de lui la démonstration des faits qu'il a avancés ?

Ces desiderata ne sont pas que des mots : chaque cas particulier, en aliénation mentale, doit être, quand il s'agit d'une demande d'interdiction, l'objet d'un examen spécial, et, à notre sens, c'est seulement par la connaissance des antécédents, de l'évolution du délire, de sa forme, qu'il est possible de donner aux magistrats des renseignements qui puissent les éclairer et leur permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Au surplus, les observations qui précèdent, relatives au concours obligatoire du médecin aliéniste, doivent, pour les mêmes raisons de fait, être étendues à la demande en mainlevée d'interdiction. Légalement, en effet, la mainlevée peut être demandée par la famille de l'interdit ou par l'interdit lui-même. Dans le premier cas, on s'efforce d'atténuer le trouble mental de l'interdit ou de le présenter comme ayant disparu

ou s'étant assez amélioré pour qu'il soit redevenu capable de manifester sa volonté et d'accomplir régulièrement les actes de la vie civile. Dans le second cas, l'interdit, ayant recouvré son calme, peut avoir assez d'activité intellectuelle pour se rendre compte des entraves que l'interdiction apporte à la manifestation de sa volonté, et demande aux magistrats de le réintégrer dans sa capacité civile. Mais qui pourra affirmer que cet homme, en apparence revenu à la raison, est capable de se diriger dorénavant sans le concours d'un tuteur et d'un conseil de famille, et surtout qu'il n'est pas exposé à une rechute plus ou moins prochaine ? C'est un point sur lequel les médecins les plus expérimentés peuvent avoir des doutes, et, dès lors, comment les magistrats, s'en rapportant à leur constatation directe, peuvent-ils, en toute sécurité, décider que tout danger est écarté ?

Il serait donc opportun, lors d'une instance en mainlevée d'interdiction, dont, aux termes de l'article 512 du Code civil, la procédure suit ses errements dans les mêmes formes que celles exigées pour la demande d'interdiction, d'exiger l'intervention d'un médecin aliéniste qui, par la connaissance qu'il doit avoir des phases successives de la maladie, de la périodicité de leur retour, peut apporter aux magistrats une quasi-certitude et leur permettre de maintenir, le

cas échéant, une mesure qui protège l'aliéné contre lui-même.

Ce serait là une heureuse innovation législative, qui sauvegarderait davantage les intérêts de la personne qui est l'objet d'une demande d'interdiction et qui faciliterait singulièrement la mission confiée aux juges en cette matière.

Il est bon d'ajouter que l'idée de l'intervention de l'expert, dans les procès en interdiction, a été défendue déjà dans le monde médical. Elle a été présentée, notamment, par M. le docteur Mottet, secrétaire général de la Société de médecine légale de France, au Congrès international de médecine légale qui s'est réuni à Paris, au mois d'août 1899, dans les termes suivants : « Emettons le vœu que toute demande d'interdiction soit appuyée d'un examen médico-légal et d'un rapport qui, précédant l'interrogatoire, signaleraient aux magistrats les particularités de l'état mental de la personne dont l'interdiction serait demandée (1). »

L'idée n'est pas neuve, et peut-être finira-t-elle par se faire jour dans notre législation. En Allemagne, on a consacré, nous l'avons vu, le caractère obligatoire de l'expertise; et qu'on se garde bien de dire que la multiplicité des causes d'interdiction, y compris

(1) V. *Bulletin de la Société de médecine légale*, fascicule août 1899.

l'ivrognerie, a été la cause déterminante de cette disposition ! Non, car qu'il s'agisse d'un fou furieux, d'un dément ordinaire ou d'un dément que ses penchants déréglés vers l'alcool ont réduit à l'état de folie, l'expertise est obligatoire. Nous savons que, dans la pratique, et lorsque le cas est douteux, nos juges se gardent bien d'éviter une expertise médicale. Il arrive cependant qu'ils passent outre à ce moyen d'instruction. L'exiger serait donc une garantie de plus, et pour les magistrats, et pour le défendeur à l'instance, et, bien que le nouveau projet de 1898 n'y fasse aucune allusion, nous n'hésitons pas à proclamer la nécessité de légiférer dans le sens de l'expertise obligatoire.

Tout ce qui vient d'être exposé nous amène à clore la procédure préliminaire et secrète de l'instruction, que nous avons suivie en nous en référant scrupuleusement à l'ordre indiqué par les textes, et s'il fallait, dès maintenant, prendre position, nous n'hésiterions pas à déclarer que, dans leur ensemble, les mesures édictées par la loi sont satisfaisantes. Nos critiques ont plutôt porté sur les incertitudes qui résultent de l'insuffisance et du laconisme des textes.

Partant de cette idée, nous avons trouvé, au cours de notre examen, assez d'arguments pour étayer notre thèse, et partant toujours de la même idée, nous terminons la critique de la procédure d'instruction par

une observation d'une portée plus générale et qui vise la nature des différents jugements rendus par le tribunal dans la première période de l'instance d'interdiction. Nous avons fait assez ressortir les controverses auxquelles a donné naissance le doute qui règne sur le caractère des jugements rendus, avant faire droit, par le tribunal saisi de la demande d'interdiction. Théoriquement parlant, les auteurs ne sont pas d'accord pour qualifier la nature juridique de ces jugements : le jugement qui ordonne la convocation du conseil de famille est-il contradictoire ou par défaut ? Les jugements qui ordonnent l'interrogatoire, l'enquête, l'expertise, quand besoin en est, doivent-ils être rendus en chambre du conseil ou peuvent-ils l'être en audience publique ? Autant de points qui n'ont pas été prévus et qu'il serait bon de régler. Le mieux, à notre avis, serait de déclarer expressément qu'ils doivent revêtir le caractère secret de la procédure préliminaire et être rendus en chambre du conseil en précisant qu'ils sont tous susceptibles d'opposition ou d'appel. C'est un nouveau point à régler et qui a échappé à la sagacité de la Commission de réforme du Code de procédure civile. Ce desideratum met fin à notre étude critique qui porte sur la première partie de la procédure d'interdiction et nous amène à l'examen de la procédure à l'audience publique, qui ne nous attardera que l'espace de quelques

instants; après quoi, nous nous rejeterons sur les voies de recours, puis sur la procédure de publicité et celle de la mainlevée de l'interdiction. La procédure, depuis l'assignation délivrée au défendeur en même temps que la signification des procès-verbaux d'interrogatoire et d'enquête, suit le cours d'une affaire ordinaire, et le jugement peut aboutir, nous ne l'ignorons pas, à la nomination d'un conseil judiciaire : excellente décision, qui aurait peut-être besoin d'être rendue plus claire et explicite en ce qui touche les pouvoirs du tribunal. Il y a, avons-nous dit, une question assez délicate qui se pose sur le point de savoir si la même faculté est réservée au tribunal lorsque la demande est intentée par voie directe à la requête du ministère public. Il serait aisé de lever toute espèce de doute en modifiant quelque peu les termes de l'article 499; quatre mots surajoutés y pourvoiraient. L'article 499 pourrait, en effet, être rédigé comme suit : « En rejetant la demande en interdiction, *quel que soit le demandeur*, le tribunal pourra, etc. »

Enfin, nous nous sommes rendu compte que la liquidation des frais et dépens mis à la charge de l'un ou de l'autre des plaideurs ne va pas, non plus, sans difficultés, lorsqu'il s'agit d'en attribuer le montant à l'un d'eux, lorsque, sur une demande d'interdiction, le tribunal prononce un jugement nommant un conseil judiciaire. La jurisprudence est ferme sur ce

point et nous estimons inutile de légiférer, ainsi que l'a fait le Code civil allemand : les tribunaux doivent rester maîtres de compenser les dépens, le cas échéant, tout en respectant le principe de l'article 130 du Code de procédure civile.

Le jugement rendu est susceptible d'appel : c'est le droit commun, lorsqu'il est rendu contradictoirement. Peut-être serait-on reçu à faire grief au législateur de n'avoir pas prévu l'opposition aux jugements par défaut : cette omission nous a valu un système qui refuse cette voie de recours au défendeur défaillant. En son temps, dans la 3^e partie du chapitre II, nous avons fait justice de cette opinion dissidente et nous nous sommes rangés à l'interprétation de la Cour suprême, qui a consacré définitivement le principe de l'ouverture de cette voie de recours. Inutile donc d'insister davantage. Cependant, il faut reconnaître que si cette conclusion va de soi, en tant qu'elle s'applique au jugement qui prononce l'interdiction, il n'en est plus de même des jugements avant faire droit qui ordonnent, soit la convocation du conseil de famille, soit l'interrogatoire, ou qui nomment un administrateur provisoire, en un mot, de tous les jugements rendus en chambre du conseil. Le dissentiment entre la doctrine des auteurs et celle de la Cour de cassation, relatif au jugement ordonnant la convocation du conseil de famille, est célèbre : il a été détaillé dans

notre même section et nous savons que la jurisprudence a fait œuvre prétorienne en admettant l'opposition. Sur ce point, il ne faudrait pas hésiter à déclarer que seuls seront susceptibles d'opposition les jugements avant faire droit où figure réellement le défendeur, c'est-à-dire le jugement ordonnant l'interrogatoire et tous autres qui peuvent être rendus jusqu'à l'audience publique.

En appel, la procédure d'interdiction n'offre plus les particularités que nous avons relevées devant le tribunal civil de première instance. Le législateur semble donc s'en être rapporté aux principes généraux de la procédure d'appel. Il ne parle ni d'un rapport obligatoire, ni d'un interrogatoire forcé, le ministère public présent. L'article 894 du Code de procédure civile est plus laconique : il se borne à désigner les personnes qui peuvent interjeter appel et celles contre lesquelles l'appel doit être dirigé. Il a été, du reste, littéralement reproduit dans l'article 7 du projet de revision de 1898.

Nous estimons qu'il n'est pas utile de modifier, dans la procédure d'appel d'un jugement d'interdiction, les règles ordinaires de la procédure. La procédure d'instance régulièrement suivie offre, en elle-même, une documentation déjà bien fournie aux juges d'appel qui, par l'effet dévolutif, reprennent l'examen de toute l'affaire; avis du **conseil de famille**, interrogatoire,

enquête et expertise (s'il y a été procédé) sont soumis à l'examen de la Cour, qui est souveraine maîtresse de juger si, d'après les éléments de la cause, elle est à même de prononcer. Nous comprenons donc que le législateur ait laissé à l'appréciation de la Cour de décider si telle ou telle formalité accomplie en première instance est ou non suffisante et concluante et, en cas de négative, d'édicter toutes mesures d'instruction supplémentaires de nature à influencer sur sa décision.

Sous le bénéfice de ces quelques observations, nous estimons qu'il n'y a pas lieu, tout au moins lorsque l'appel porte sur le jugement qui prononce l'interdiction ou sur celui qui la rejette, de plus amplement légiférer.

Il serait superflu d'insister sur les voies de recours extraordinaires : les arrêts de cassation, qui ont fait l'objet de commentaires suffisamment détaillés dans le chapitre II, nous prouvent que les parties se plaisent à suivre jusqu'à complet épuisement la procédure ; dans cette lutte où est en jeu la capacité civile d'un individu, le pourvoi en cassation est admissible dans les termes du droit commun et il n'est dérogé en rien aux conditions légales ni aux formes du pourvoi. Le législateur n'a pas cru utile d'y faire allusion, parce qu'il est évident que les parties peuvent y recourir, et nous ne critiquons pas son silence.

Par contre, il serait désirable de se trouver en présence d'un texte formel qui admette la tierce opposition, dans le cas où, avec raison, la jurisprudence a consacré sa recevabilité : de la part de l'époux qui n'a pas été appelé à l'instance et des créanciers, lorsqu'il est avéré que la demande a été intentée en fraude de leurs droits. Le système jurisprudentiel, basé sur l'équité, est parfaitement défendable et son adoption par le législateur aurait l'avantage de mettre fin à toutes les controverses.

Nous n'insisterons pas sur la requête civile ni sur la prise à partie, voies de recours exceptionnelles et rares sur lesquelles nous avons fourni toutes explications. Elles obéissent, elles aussi, aux règles du droit commun.

Si, quittant la procédure proprement dite, nous considérons, non plus l'intérêt de l'interdit qui a à sa disposition les meilleurs moyens de défense qu'il puisse souhaiter, mais l'intérêt des tiers qui est à considérer, nous ne pouvons, à cet égard, que louer le législateur de 1803 et de 1806, ainsi que les auteurs de la loi du 16 mars 1893, d'avoir construit un système de publicité qui, sans conteste, est le plus parfait qui existe en législation : aucun pays ne s'est montré aussi explicite que le nôtre dans l'organisation de la publicité du jugement d'interdiction. Et ce qui semble regrettable, c'est que le projet de revision de 1898 ait

l'air de se soucier peu du maintien intégral de cette publicité. Il ne fait allusion, et ne renvoie pas, en ce qui concerne l'interdiction, à l'article 896 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 16 mars 1895. En effet, il envisage « le jugement qui prononce défenses de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner, hypothéquer, sans assistance du conseil, et qui sera affiché dans la forme de l'article 501 du Code civil ». C'est dire que ces jugements sont soumis aux formalités sévères de l'article 501 et de la loi du 16 mars 1893. Quant à l'interdiction, l'article 10 décide que « tout jugement portant *interdiction* ou nomination d'un conseil sera soumis à la même publicité que les jugements de séparation de corps ou de biens ». Autrement dit, extrait du jugement ou de l'arrêt qui prononce l'interdiction ou, par application de l'article 499, la nomination d'un conseil judiciaire, est inséré aux tableaux dans l'auditoire des tribunaux civils et de commerce et dans les chambres des avoués et des notaires; et un extrait est inséré dans l'un des journaux qui se publient dans le lieu où siège le tribunal, et, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux publiés dans le département (art. 250, C. civ. et 872, C. de pr. civ.).

Ainsi, donc, d'après le projet, il y a deux publicités : l'une pour les individus pourvus d'un conseil ju-

diciaire pour prodigalité ; l'autre pour les interdits et ceux à qui il est donné un conseil judiciaire pour cause de faiblesse d'esprit. Aux premiers, on applique la publicité très large du Code civil et de la loi de 1893 ; il sera fait mention du jugement au greffe du lieu de leur naissance : ils auront ce que nous avons appelé un casier civil ; aux seconds, dont la situation est plus grave, puisqu'incapables au premier degré, on appliquera une publicité moins large, étant donné que le projet omet de renvoyer à l'article 501. Il y a là un mouvement de recul qui ne manquera pas d'être signalé et qui doit l'être, lors des débats parlementaires plus ou moins proches qui s'ouvriront sur la discussion des articles !

Enfin, il nous faut, avant de terminer, nous expliquer brièvement sur la procédure de mainlevée. Il est vrai que les tribunaux doivent se montrer aussi et plus circonspects lorsqu'il s'agit de rendre une sentence qui réintègre un interdit dans l'exercice des droits civils, que lorsqu'ils se prononcent sur une mesure aussi grave que celle qui les déclare incapables. Il est à craindre que l'interdit n'ait pas recouvré toute sa raison ou que, l'ayant recouvrée d'une façon qui paraît durable, il n'ait une rechute qui ferait regretter la mainlevée de son interdiction. Aussi est-on porté à approuver, sans réserves, la déclaration de Berlier, dans son exposé des motifs : « Au surplus,

disait-il, comme l'interdiction n'est, de sa nature, qu'une mesure suspensive, la mainlevée en sera prononcée, s'il y a lieu, en observant la même instruction et suivant les mêmes formes que celles qui ont eu lieu pour l'interdiction elle-même. Les espèces sont, sans doute, fort opposées, mais la procédure pourra être identique, car les mêmes procédés, qui font connaître si un homme a perdu la raison, font également connaître s'il l'a recouvrée. Si l'humanité souffre dans la première de ces positions, elle sourit à la seconde : voilà la seule différence, s'il n'en résulte pas dans la procédure. »

Le raisonnement est juste et louable est le sentiment qui a guidé Berlier. Mais enfin, il faut bien reconnaître que la rédaction des Codes est imparfaite ou du moins incomplète, car — nous y avons insisté — si le législateur a pris garde de nous dire qui peut intenter la demande d'interdiction, il a oublié de nous indiquer quelles personnes peuvent demander la mainlevée d'interdiction et quel tribunal est appelé à statuer sur cette demande. Le projet de 1898 n'a pas solutionné le premier point et, s'il est adopté tel qu'il est proposé, nous verrons surgir les mêmes difficultés que celles que nous avons traduites en fin du chapitre II : le tuteur de l'interdit, un parent, celui qui a provoqué l'interdiction, un membre du conseil de famille auront-ils qualité pour agir ? Le Code de procédure civile alle-

mand a précisé que l'interdit, le tuteur, le procureur d'Etat peuvent provoquer la mainlevée de l'interdiction, tandis qu'en France, et même avec la réforme proposée en 1898, le doute subsiste et la solution n'est pas satisfaisante ; c'est une question à élucider ! Il faut cependant reconnaître que le projet de 1898 a fait un pas et levé l'indécision sur la compétence du tribunal appelé à juger la demande de mainlevée : l'article 8 dit, en effet, « qu'elle sera portée devant le tribunal qui a prononcé l'interdiction ou nommé le conseil judiciaire ». Excellente décision, qui met fin à toute discussion et a l'avantage d'attribuer compétence à un tribunal à qui la demande d'interdiction a été soumise, où les pièces du procès primitif sont concentrées et où il se trouvera peut-être encore des magistrats qui ont prononcé la sentence d'interdiction, plus aptes, par conséquent, lors du nouvel interrogatoire, à apprécier l'état mental de l'interdit.

Faut-il conserver, dans leur intégralité, toutes les formes de procédure prescrites par la loi ? Ne pourrait-on pas éliminer l'avis du conseil de famille et se contenter, au besoin, de l'interrogatoire en présence du ministère public et d'une expertise médicale sérieuse ? Faut-il, enfin, recourir à une procédure aussi complexe que celle exigée pour la demande d'interdiction elle-même ? Il semble bien que les formalités qui accompagnent la demande en mainlevée pour-

raient être simplifiées et, si l'on est partisan de cette simplification, peut-être serait-il possible de les réduire dans le sens qui vient d'être dit.

Nous avons ainsi parcouru toutes les phases que présente la procédure d'interdiction : l'instruction préliminaire, qui comprend la présentation de la requête motivée avec indication du nom des témoins, le rapport du juge commissaire, l'avis du conseil de famille, l'interrogatoire du défendeur, en présence du ministère public, soit quatre formalités, dont deux sont essentielles : le rapport et l'interrogatoire. Puis nous avons étudié, dans tous les détails, la procédure publique devant le tribunal ; les voies de recours, la publicité et la demande en mainlevée, dont nous avons essayé de mettre en évidence les avantages et les inconvénients. Nous devons donc — ce sera notre dernier mot — conclure, d'une façon générale, sur l'opportunité de modifier, en la restreignant, ou de maintenir la procédure telle que l'ont réglée les Codes civil et de procédure et la loi du 16 mars 1893.

Et, de suite, il est nécessaire de faire remarquer que le projet de loi portant revision du Code de procédure civile, présenté au nom de M. Félix Faure, en 1898, par M. Sarrien, ministre de la Justice, contient un exposé de motifs qui ne conclut pas, dans notre matière, à une refonte de la législation. Il fait l'historique de cette revision, sur lequel nous nous garde-

rons bien d'insister : c'est, en réalité, l'historique de toutes les réformes générales qui sont données en pâture aux électeurs et sont destinées à n'aboutir qu'à une échéance plus ou moins lointaine. L'impôt sur le revenu, la représentation proportionnelle nous en offrent un exemple d'actualité. On a bien dit et répété que, depuis longtemps, la nécessité d'une refonte générale a été proclamée. On a ajouté qu'un Code de procédure est essentiellement un livre de pratique et qu'il importe, lorsqu'on le modifie, de concilier les progrès nécessaires avec les habitudes de ceux qui sont appelés à faire l'application quotidienne des règles qu'il détermine. Pour ces motifs, en 1898, le gouvernement a soumis à la Chambre des députés un projet qui comprend la revision du Code tout entier. Et notons qu'il a été étudié avec soin : M. Sarrien s'en porte garant et nous avons foi en sa parole. « Nous avons pu, dit-il (1), vous apporter une œuvre minutieusement élaborée. *Elle appellera, sans doute, encore de longs et patients travaux de discussion*: nous vous convions à les entreprendre sans retard ; car *une justice plus simple dans ses formes, plus rapide dans ses décisions, moins onéreuse surtout*, est un des premiers besoins d'un régime démocratique, et notre

(1) Projet précité, p. 4.

pays sera reconnaissant envers ceux qui lui assureront ce bienfait. »

L'idée est, en effet, démocratique, mais, de l'idée à la réalisation, il y a un long chemin à parcourir, et peut-être sommes-nous encore loin du but ! Quoi qu'il en soit, et malgré l'esprit général de réforme qui anime le projet, nous sommes désabusés lorsque, parcourant l'exposé des motifs, nous nous arrêtons, au titre X du livre I, où l'auteur traite de l'interdiction. Quatre lignes suffisent à traduire la conclusion : « *Le projet* n'apporte aucune innovation aux dispositions du Code civil et du Code de procédure civile. Il se borne à édicter une échéance pour les cas où, dans les trois mois du jugement qui prescrit la réunion du conseil de famille, ce conseil n'a pas été consulté (article 3). » L'auteur de l'exposé des motifs est modeste, et il nous est arrivé de signaler quelques innovations heureuses de détail envisagées par le projet de 1898. Nous ne les énumérerons plus.

Mais, ce qu'il faut dégager de toute cette discussion et du projet, c'est une autre idée. Elle réside dans ce problème : La procédure d'interdiction doit-elle être modifiée ? Est-elle si onéreuse qu'on le veut bien dire ? Est-elle, en fin de compte, une procédure qui garantisse suffisamment les droits et les intérêts du défendeur ?

A cette dernière question, et sans hésiter, nous ré-

pondrons que les Codes de 1803 et de 1806 sont satisfaisants. Et il faut bien croire qu'ils ont prescrit le strict nécessaire de formalités, puisqu'en 1898, le réformateur du Code de procédure civile se contente de les reproduire.

Nous ne sommes pas de ces novateurs à outrance qui cherchent à démolir un édifice, un peu vieux peut-être, mais qui est assis sur des bases solides ! Les Codes donnent à celui qui est l'objet d'une demande d'interdiction une somme de garanties suffisantes ; elle sont plus grandes même que celles que leur accordent les législations étrangères que nous avons étudiées. Alors, pourquoi en détruire les éléments essentiels ?

Quant aux frais qu'ils comportent, sont-ils si élevés qu'on le veut bien dire ? Une procédure en demandant s'élève à peu près, devant un tribunal de troisième classe, à la somme de 300 francs. Est-ce vraiment exagéré ? Nous ne le pensons pas.

Seulement, et c'est par là que nous terminerons : peut-être est-il possible de se passer de l'avis du conseil de famille, et peut-être aussi doit-on exiger une expertise médicale préalable à la demande.

Sous le bénéfice de ces deux restrictions, laissons notre Code, auquel le législateur de 1898 n'a pas touché, ou a peu touché, tel quel dans ses dispositions principales ; modifions les points douteux de législa-

tion que nous avons critiqués dans leurs détails, mais, en tous cas, respectons-en les prescriptions essentielles et « contentons-nous-en, de crainte d'en rencontrer un pire », qui assure moins la garantie de la liberté individuelle !

APPENDICE

Projet de loi portant revision du Code de procédure civile, deuxième partie, livre I^{er}, titre X : De l'interdiction.

ARTICLE PREMIER

Dans toute poursuite d'interdiction, les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur seront énoncés en la requête présentée au président du tribunal ; on y joindra les pièces justificatives et l'on indiquera les témoins.

Si la requête est présentée au nom de la femme, elle sera dispensée de l'autorisation du mari et de justice.

ARTICLE 2

Le président du tribunal ordonnera la communication de la requête au ministère public et commettra un juge pour faire rapport à jour indiqué.

ARTICLE 3

Sur le rapport du juge et les conclusions du procureur de la République, le tribunal, s'il admet la requête,

ordonnera que le conseil de famille, formé selon le mode déterminé par le Code civil, section IV du chapitre II, au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, donnera son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

La demande et la procédure qui l'aura suivie seront nulles, si, dans les trois mois de la date du jugement, le conseil de famille n'a pas été réuni, et si la notification de son avis, prescrite par l'article ci-après, n'a pas été faite au défendeur.

ARTICLE 4

La requête et l'avis du conseil de famille sont signifiés au défendeur. Il est ensuite procédé à son interrogatoire. Le tribunal peut, si le défendeur est dans l'impossibilité de se présenter, commettre un de ses membres, ou, s'il est éloigné, donner commission rogatoire au tribunal de sa résidence.

ARTICLE 5

Si l'interrogatoire et les pièces produites sont insuffisants, et si les faits peuvent être justifiés par témoins, le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, l'enquête, qui se fera en la forme ordinaire.

Il pourra ordonner, si les circonstances l'exigent, que l'enquête sera faite hors de la présence du défendeur ; mais, dans ce cas, son conseil pourra le représenter.

S'il s'agit d'une demande à fin de nomination d'un conseil judiciaire pour cause de prodigalité, il pourra être procédé à l'interrogatoire par un seul juge commis et sans assistance du ministère public.

ARTICLE 6

L'appel interjeté par celui dont l'interdiction aura été présentée sera dirigé contre le provoquant.

L'appel interjeté par le provoquant, ou par un des membres de l'assemblée, le sera contre celui dont l'interdiction aura été provoquée.

En cas de nomination de conseil, l'appel de celui auquel il aura été donné sera dirigé contre le provoquant.

ARTICLE 7

S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre des Avis de parents.

L'administrateur provisoire, nommé en exécution de l'article 497 du Code civil, cessera ses fonctions et rendra compte au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même.

ARTICLE 8

La demande en mainlevée d'interdiction ou de conseil judiciaire sera instruite et jugée dans la même forme que la demande à fin d'interdiction ou de dation de conseil judiciaire.

Elle sera portée devant le tribunal qui a prononcé l'interdiction ou nommé le conseil judiciaire.

ARTICLE 9

Le jugement qui prononcera défenses de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner ou hypothéquer sans assistance du

conseil, sera affiché dans la forme prescrite par l'article 501 du Code civil.

ARTICLE 10

Tout jugement portant interdiction ou nomination d'un conseil sera soumis à la même publicité que les jugements de séparation de corps ou de biens.

Vu :

Le Président de la thèse,
ALBERT TISSIER.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE SOMMAIRE SUR LA PROCÉDURE D'INTERDICTION A ROME ET DANS NOTRE ANCIEN DROIT.	15
--	----

CHAPITRE II

ETUDE DE LA PROCÉDURE D'INTERDICTION D'APRÈS LES CODES CIVIL ET DE PROCÉDURE CIVILE.	41
<i>Introduction</i>	41
1° Des personnes ayant qualité pour intenter la demande.	41
2° Du tribunal compétent.	47
<i>Première partie : De la procédure d'interdiction depuis l'ouverture de l'instance jusqu'à l'appel de l'affaire à l'audience</i>	50
Section I. — De la requête introductive d'instance .	51
Section II. — Examen de l'affaire par le tribunal sié- geant en chambre du conseil	57
Section III. — De l'avis du conseil de famille	61
Section IV. — De l'interrogatoire.	96
Section V. — De la nomination d'un administrateur provisoire.	130
Section VI. — De l'enquête.	146
<i>2° partie : De l'audience publique, jusqu'à et y compris le jugement</i>	163
<i>3° partie : Des voies de recours contre les jugements ren- dus en matière d'interdiction</i>	190

A. — De l'opposition aux jugements par défaut. . .	191
B. — De l'appel et de la procédure devant la Cour d'appel.	226
C. — Du pourvoi en cassation	248
D. — Examen de quelques voies de recours	249
1° Tierce opposition	249
2° Requête civile	252
3° Prise à partie	259
4 ^e partie : De la publicité du jugement d'interdiction . .	261
Appendice : De la procédure de mainlevée d'interdiction.	272

CHAPITRE III

LA PROCÉDURE D'INTERDICTION EN Législation Étrangère. . . .	285
<i>Code civil portugais</i>	286
<i>Code civil espagnol</i>	287
<i>Procédure destinée à l'organisation de la tutelle des majeurs en Allemagne</i>	289
A. — Mesures provisoires : nomination d'un tuteur provisoire.	290
B. — Instance.	291
1° Compétence	292
2° Personnes qui peuvent provoquer l'instance .	293
3° Actes introductifs d'instance	293
4° Instruction de l'affaire	294
a) Enquête	294
b) Interrogatoire	295
c) Expertise médicale	296
d) Rôle du ministère public	296
e) Administrateur provisoire	296
5° Jugement d'interdiction	297
C. — Procédure d'appel	297
1° Délais	297
2° Acte d'appel	298
3° Débats et instruction devant le tribunal d'appel.	299
4° Sentence ou décret	299
D. — Publicité du décret d'interdiction.	300
E. — Procédure de mainlevée d'interdiction. . . .	300
<i>De la procédure d'interdiction en Suisse</i>	303
A. — Tribunaux compétents	307

B. — Procédure : Instruction, interrogatoire, enquête.	309
Expertise	310
C. — Publicité.	311

CHAPITRE IV

ÉTUDE CRITIQUE DE LA PROCÉDURE D'INTERDICTION ET CONCLUSIONS .	314
--	-----

APPENDICE

TEXTE DU PROJET DE LOI DE 1894, REPRIS EN 1898, DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT, ET PORTANT REVISION DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, RELATIF A LA PROCÉDURE D'INTERDICTION	351
--	-----

